1914-1945 : la deuxième Guerre de Trente Ans
Ou le grand suicide européen

1914-1945 : la deuxième Guerre de Trente Ans
Ou le grand suicide européen

De la destruction de la puissance allemande, au démantèlement des puissances continentales européennes par la stratégie des thalassocraties anglo-américaine.

de

Gerd Schultze-Rhonhof

PARTIE 1 SUR 2

Traduit par
Valérie Devon

Didi18
Éditions

Titre original : *1939 Der Krieg, der viele Väter hatte – Der lange Anlauf zum Zweiten Weltkrieg*

2003 Olzog Verlag GmbH, Munich

Couverture réalisée par : Didi18 Éditions
Composition et mise en page : Didi18 Éditions

©2024 Éditions Didi18
Imprimé et Publié par les Éditions Didi18

Tous les droits sont réservés.
Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit
ou utilisé de quelque manière que ce soit
sans l'autorisation écrite expresse de l'éditeur,
à l'exception de l'utilisation de courtes citations
dans une revue de livres ou un journal scientifique.
Pour toute information : valpop@didi18edition.com

Contenu

Préface 13
PARTIE 1
LES ANTÉCÉDENTS 19
Antécédents 21
Les raisons de la guerre en Europe 22
La rivalité anglo-allemande 24
La politique contractuelle de l'Angleterre 25
La course aux armements navals 27
L'alternative de l'Angleterre 36
Le spectre de l'ennemi anglais 38
Les crises marocaines 42
Le chemin de fer de Bagdad 44
La vision allemande de l'Angleterre 45
Les conflits franco-allemands 46
Alsace-Lorraine 47
La rivalité dans les colonies 49
Les relations de la Russie avec l'Allemagne 51
L'Allemagne, « enfant terrible » 54
L'enchevêtrement d'intérêts contradictoires 55
L'étincelle de Sarajevo 58
La réaction en chaîne de juillet 1914 59

La dette de guerre de 1914 70
La Première Guerre mondiale 74
L'hypothèque de la propagande 77
Le traité de Versailles et la mise au ban de l'Allemagne 78
Les premières conséquences de Versailles 82
Les premiers effets de Versailles 97
Odeur de brûlé en Europe 107
PARTIE 2
LES ANNÉES D'ANNEXION 109
Les années d'annexion 111
Le référendum au sujet de la Sarre 113
La souveraineté militaire allemande en Rhénanie 115
L'annexion de l'Autriche 124
Les antécédents 125
Le rapprochement germano-autrichien 129
L'Autriche d'après-guerre 133
Le « plébiscite » du Dr Schuschnigg 145
La réunification 148
Stresa, l'Abyssinie et l'axe Rome-Berlin 161
L'Amérique en toile de fond 170
L'annexion des Sudètes et l'assujettissement de la Tchéquie ... 178
Les racines historiques de la Tchécoslovaquie 178
La Tchécoslovaquie, un État multiethnique 183
Les Allemands des Sudètes 185
L'ingérence allemande dans la crise tchèque des Sudètes 192

L'escalade tchécoslovaque 199
L'ingérence de l'Angleterre et de la France 206
La première tentative de médiation de Chamberlain et la proposition de Beneš relative à l'expulsion des Allemands des Sudètes 208
La tentative de sauvetage de Roosevelt 214
L'assouplissement de la position tchèque 215
La réunion de Bad Godesberg du 22 au 24 septembre 1938 217
Le « plan soviétique » de Beneš 219
La conférence de Munich des 29 et 30 septembre 1938 222
La sentence arbitrale de Vienne du 2 novembre 1938 233
La « Nuit de cristal » du 9 novembre 1938 236
L'erreur de la « liberté d'action à l'Est » 240
La désintégration de la Tchécoslovaquie 244
La Tchéquie devient un protectorat 252
La garantie qui n'a jamais existé 259
L'origine de la Seconde Guerre mondiale 262
La restitution de Memel 276
La question coloniale en suspens 292
PARTIE 3
LE RÉARMEMENT ENTRE 1918 & 1939 305
Le réarmement entre 1918 et 1939 307
L'impératif de désarmement de Versailles 307
Le réarmement international après la Première Guerre mondiale 309

Armement de la flotte....309
Armement aérien....314
Armement des forces terrestres....316
Les négociations de Genève sur le désarmement jusqu'en 1933....319
Les préparatifs secrets de défense de la Reichswehr jusqu'en 1933....325
Les préparatifs de défense secrets au sein de l'armée du Reich....327
Les préparatifs secrets de défense de la Reichsmarine....330
Les préparatifs secrets pour la mise en place d'une force aérienne....332
Préparatifs secrets dans le domaine de la défense générale .333
Hitler et les négociations de désarmement de Genève jusqu'en 1934....335
La course à l'armement à partir de 1933....342
L'armement de la marine de 1933 à 1939....342
1933 –1934....346
1935....347
1936 – 1937....349
1938....349
1939....352
Nombre de grands navires de combat au 1er septembre 1939....355
Nombre de sous-marins au 1er septembre 1939....355
Conclusion....356
L'armement de la Luftwaffe de 1933 à 1939....359

1933 359
1934 362
1935 366
1936 369
1937-1938 370
1939 372
Conclusion 373
L'armement de l'armée de 1933 à 1939 376
1933 377
1934 379
1935 380
1936 384
1937-1939 386
Conclusion 387
Planification de l'armée allemande jusqu'en 1938 389
Culpabilité et complicité 389

Préface

Pour commencer, je voudrais évoquer cinq points. Il s'agit de l'idée, des sources, de l'ambition et de la structure du livre, et de la place de son contenu dans l'actualité.

Tout d'abord, l'idée du livre. Il y a quelques années, je me suis demandé quel diable avait bien pu animer la génération de mon père lorsqu'elle a préparé et commencé une nouvelle guerre après la catastrophe de la Grande Guerre. Au début, je ne pensais qu'aux pères allemands. Les résultats du procès de Nuremberg le laissaient d'ailleurs supposer. En cherchant des traces, je suis toutefois tombé sur beaucoup de choses que je ne connaissais pas encore. Il s'agissait avant tout du contexte des évènements mondiaux de l'époque. L'historiographie allemande habituelle, des manuels scolaires courants aux ouvrages standard du *Militärgeschichtliches Forschungsamt* (Service de recherche en histoire militaire), occulte presque totalement ce contexte, quelle qu'en soit la raison. L'histoire y est considérée avec une « vision en tunnel ». « Ainsi », en cherchant des traces, j'ai lu pour la première fois dans la littérature étrangère dans quel contexte la Seconde Guerre mondiale a eu lieu. Les antécédents de cette guerre ressemblent à un roman policier ; à ma grande surprise, un roman avec tout un groupe de coupables. C'est ainsi que mon idée de livre a évolué. Au lieu d'être sur la piste d'un seul coupable, j'ai suivi à la fin de mon travail de nombreuses pistes et davantage de coupables que je ne le croyais au départ.

Ma deuxième remarque préliminaire concerne la littérature et les sources. Je n'ai pratiquement rien exploité dans ce livre qui n'ait déjà été décrit quelque part. Toutes les sources sont accessibles à tout un

chacun dans les bibliothèques et archives publiques ou sur Internet, et pourtant beaucoup de choses ne sont pas connues. Selon le choix de la littérature et des sources, on obtient cependant des images assez différentes de l'histoire. L'historiographie la plus répandue en Allemagne se concentre sur le passé allemand et choisit ses sources en conséquence. Mais cette concentration réduit le regard à la perspective en tunnel déjà mentionnée et risque d'occulter les coutumes et les courants internationaux des époques décrites. Elle détruit les contextes dans lesquels le passé des Allemands s'est déroulé. C'est particulièrement vrai pour la préhistoire de la Seconde Guerre mondiale. On ne peut pas faire un reportage sur une course automobile en décrivant uniquement les voitures de Ferrari. Ce n'est qu'avec toutes les voitures sur la piste que l'on peut parler de course.

La littérature étrangère n'est pourtant pas une source de vérité absolue. Les Anglais, les Français, les Américains et les Soviétiques ont tendance, comme d'autres nations, à se mettre en avant et à justifier leurs propres actions. Néanmoins, ils ont été pour moi de bons éclaireurs dans mon travail. Le problème auquel j'ai été confronté en cherchant des pistes est que la plupart des sources véhiculent une intention. Il y a les témoins de l'époque, dont les récits d'avant 1939 rapportent autre chose que leurs mémoires d'après 1945. Il y a les volumes de documents officiels qui passent sous silence la « marchandise sensible », par exemple les « Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik » [NdT = Actes de la politique étrangère allemande] (ADAP), que j'ai d'abord considérés comme authentiques parce qu'ils avaient été publiés dans les années cinquante comme la documentation officielle du ministère des Affaires étrangères à Bonn. Ce n'est que plus tard que j'ai remarqué que cette édition d'après-guerre des dossiers du ministère allemand des Affaires étrangères avait été publiée par des chercheurs et des archivistes américains, anglais et français. Il ne faut pas s'étonner que les dossiers aient été sélectionnés et « blanchis » en faveur des vainqueurs. Ainsi, la première menace officielle de guerre à cause de Dantzig ne figure pas dans cette réimpression. Elle a été prononcée en mars 1939 par l'ambassadeur

polonais à Berlin, avant même que Hitler ne donne l'ordre au commandement de la Wehrmacht de préparer une guerre contre la Pologne. On peut toutefois citer la publication, en 1939, de ces mêmes documents (AA 1939), contenant encore cette menace.[1]

Mais cette collection de documents d'avant-guerre n'est pas non plus sans faille. Elle laisse de côté, tout comme le « British War Bluebook » et les documentations comparables d'autres nations, de nombreuses lettres et procès-verbaux lorsqu'ils incriminent les gouvernements concernés. J'ai ainsi trouvé dans les mémoires et les documents des omissions, des révisions, des falsifications et des interprétations pro domo.

Ce qui m'a déconcerté dans la littérature allemande, c'est que la première historiographie d'après-guerre a été élaborée sous des conditions légales qui imposaient des limites à la recherche. L'article 7 (1) du traité de transition de 1954 stipule que « les tribunaux et autorités allemands [...] tous les jugements et décisions » des procès de Nuremberg « comme ayant à tous égards force de loi et valeur juridique [...] doivent être traités ». Parmi les décisions du tribunal figuraient les « constatations » sur le déroulement des évènements qui ont conduit à la guerre. Elles figurent dans les motivations des jugements. Les jugements pouvaient, selon le tribunal, être rendus sans que des preuves soient apportées ou contre les preuves présentées par la défense.[2] Ainsi, la porte était ouverte à la vision subjective des puissances victorieuses et les Allemands vaincus étaient obligés, par décision de justice, d'adopter cette vision. Les ministères de l'éducation des Länder, qui supervisent le contenu des livres d'histoire dans les écoles, font partie des autorités qui doivent traiter ces « constatations » ainsi obtenues comme juridiquement valables à tous égards. Les fonctionnaires chargés de la recherche sont liés par

[1] Dans AA 1939, n° 2, document 208 **avec** menace de guerre polonaise et dans ADAP, série D, volume VI document 101 (de 1956) **sans** cette menace.
[2] Articles 19 et 20 des statuts du Tribunal militaire de Nuremberg. Voir TMI, volume I, pages 7-9.

serment à cet article 7 du Traité d'Allemagne et donc à une lecture de l'« histoire » qui a été fixée de manière contraignante à Nuremberg.

On pourrait dire que le traité de transition et l'année 1954 elle-même font déjà partie de l'histoire. Mais en 1990, le caractère exécutoire des jugements du procès de Nuremberg a été prolongé une nouvelle fois par un traité. En 1990, le traité de transition a été remplacé par le traité « deux plus quatre », et les puissances victorieuses ont insisté pour que ledit article 7 (1) du traité de 1954 reste en vigueur. Dans l'« Accord du 27-28 septembre 1990 sur le Traité d'Allemagne et le Traité de transition », qui accompagne le Traité deux-plus-quatre, les Allemands en ont donné une nouvelle fois la garantie écrite.[3] Ainsi, en tant que lecteur, on ne sait pas aujourd'hui où des historiens et des auteurs des débuts de la République fédérale ont couché sur le papier, en respectant la loi, la lecture victorieuse de l'histoire et l'ont laissée en héritage trompeur aux historiens et aux auteurs suivants.

Face à une littérature et à des sources aussi variées, le lecteur de ce livre ne devrait pas s'étonner que l'image de la période entre les deux grandes guerres qui s'est révélée à moi diffère en partie de ce qui est généralement admis en Allemagne.

J'en viens à ma troisième remarque préliminaire. Je n'ai pas la prétention d'avoir lu et assimilé les milliers de livres déjà écrits sur le sujet de mon livre ni de connaître les dernières publications scientifiques à ce sujet. Mon objectif est de replacer l'histoire qui mène à la Seconde Guerre mondiale dans un contexte compréhensible et de la raconter de manière lisible. J'espère que cela aidera en particulier les jeunes lecteurs dans leur recherche d'un jugement personnel sur l'histoire.

En guise de quatrième remarque préliminaire, je voudrais dire quelques mots sur la structure du livre. En m'efforçant de montrer les liens, j'ai présenté beaucoup de choses non pas en fonction de leur chronologie, mais en fonction des liens transversaux, par exemple les

[3] Prof. Stern, pages 227 et suivantes et BM Justiz du 22.1.1997.

relations des Polonais avec les Russes, avec les Britanniques, avec les Allemands, etc. Étant donné que la plupart des références croisées et des interactions ont eu lieu au cours de la même période et qu'elles concernent les mêmes évènements historiques, il est impossible d'éviter de nombreuses répétitions dans le texte. Cela pourrait gêner certains lecteurs, mais pour d'autres, il se pourrait que ce soit un aide-mémoire bienvenu au vu du grand nombre d'évènements décrits.

La dernière remarque préliminaire vise à situer le sujet dans l'actualité. Notre conscience historique allemande, pour autant qu'elle concerne la période du régime national-socialiste, est marquée par le côté horrible de ce régime. Nous ne pouvons guère évoquer cette période sans penser à la chute de l'État de droit dans le pays et à l'effroyable assassinat des juifs et d'autres minorités.[4] Le souvenir des crimes commis sur ordre du propre gouvernement de l'époque plane comme une ombre sinistre sur l'époque considérée. Le national-socialisme en tant qu'idée directrice du régime de l'époque et la chute du parlementarisme après 1933 ont certainement créé des conditions qui ont facilité l'ouverture par Hitler d'une guerre contre la Pologne en 1939. Mais ces deux éléments n'ont pas provoqué la Seconde Guerre mondiale. On peut dire la même chose des crimes commis par le gouvernement du Reich allemand contre les juifs en Allemagne. Ils ont certes renforcé l'engagement de l'Amérique contre l'Allemagne nationale-socialiste, mais ils n'ont pas provoqué la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, l'État de non-droit et le meurtre de minorités n'ont pas été la cause et l'occasion de la guerre. Ils ne sont donc pas non plus l'objet d'étude de ce livre, ni son thème. Je veux plutôt essayer de décrire ce qui a conduit en 1939 à la deuxième querelle des peuples en l'espace de vingt-cinq ans.

Lorsque des forces en présence s'affrontent, il est logique de les considérer toutes ensemble. Une grande partie de notre histoire allemande entre 1919 et 1939 est incompréhensible sans la

[4] [NdT : lire l'excellente synthèse réalisée par cet ancien de la Navy, concernant toutes les guerres et révolutions de 1917 à 1945, *Le Sale Boche raconté aux braves gens*, de Benton Bradberry, didi18edition.com, 2020.]

connaissance des évènements qui se sont déroulés à la même époque dans d'autres pays, les effets et les interactions étant souvent trop étroitement liés. Mais ce n'est pas seulement l'histoire simultanée de nos peuples voisins qui a influencé le début de la guerre, c'est aussi – et ce n'est pas négligeable – l'histoire commune des parties en conflit. L'ambassadeur israélien à Bonn Asher ben Nathan a répondu un jour, lors d'une entrevue dans l'émission de télévision *Die Woche In Bonn*, à la question de savoir qui avait commencé la guerre des six jours en 1967 et tiré les premiers coups de feu : « C'est tout à fait insignifiant. Ce qui est décisif, c'est ce qui a précédé les premiers coups de feu ». Ainsi, presque chaque histoire a ses antécédents. Le début de la guerre de 1939 ne peut être compris sans la personne du dictateur Hitler. Hitler et la volonté des Allemands de le suivre dans la guerre sont incompréhensibles sans le traité de Versailles. L'indignation générale du peuple allemand face à Versailles ne peut être comprise sans les antécédents de la Première Guerre mondiale. Et même cette préhistoire ne peut être comprise que si l'on connaît le comportement concurrentiel des grands États dans l'Europe du XIX^{e} siècle. Ce livre devra donc faire l'objet d'un long développement.

PARTIE 1

LES ANTÉCÉDENTS

Antécédents

On ne peut pas comprendre la Seconde Guerre mondiale à partir de son dénouement, mais uniquement à partir de sa genèse. Celle-ci est généralement attribuée aux traités de Versailles, Saint-Germain et Trianon. Mais pour comprendre que les traités aient pu être les parents de la Seconde Guerre mondiale, encore faut-il connaître leurs prémices. Ces trois traités, qui suivent la Grande Guerre, ont été imposés aux États vaincus, et ils sont d'une sévérité draconienne. Dans ces traités, les vainqueurs imputent aux Allemands, aux Autrichiens et aux Hongrois vaincus la responsabilité exclusive de la Première Guerre mondiale. Cette responsabilité exclusive est ensuite la « légitimation » par laquelle les puissances victorieuses s'approprient en 1919 une partie des territoires, des populations et des biens des vaincus, et par laquelle elles leur imposent des réparations d'un montant inouï. La République fédérale d'Allemagne, par exemple, conformément au traité, continue de payer les restes de ces réparations pour la Première Guerre mondiale jusqu'en 2010[5].

Dans les populations allemande et autrichienne, l'accusation d'être, *en 1919*, les seuls responsables provoque l'indignation, car les habitants des deux pays se souviennent encore trop bien des évènements politiques des dernières années d'avant-guerre et du rôle des États vainqueurs peu avant le début du conflit. Cette connaissance ne peut pas non plus être effacée par les signatures forcées des traités. À cela s'ajoute le fait que des connaissances historiques approfondies faisaient alors partie du patrimoine commun de la bourgeoisie cultivée, et que les élites en Allemagne, en Autriche et en Hongrie voyaient et évaluaient donc les évènements de 1914 et

[5] Ministère des Finances 27 novembre 1996.

ceux qui les avaient précédés dans des contextes historiques plus larges. Si l'on veut comprendre les réactions à Versailles et à Saint-Germain en Allemagne et en Autriche, et si l'on essaie de comprendre l'histoire des peuples d'Europe avant 1939, il faut se remémorer les évènements et les contextes antérieurs à 1914. Ce que les Allemands de 1939 savent est la clé de leurs motivations en 1939.

La voie vers la réconciliation des peuples divisés après la Première Guerre mondiale a été condamnée par le refus des vainqueurs de reconnaître leur propre part de responsabilité dans la guerre passée. Ainsi, les trois traités scellent davantage l'hostilité en Europe qu'ils ne construisent des ponts pour l'avenir. Les vainqueurs de 1918 fournissent ainsi à Adolf Hitler son premier grand thème populaire : « briser les chaînes de Versailles ».

Les raisons de la guerre en Europe

La vision de l'histoire de la génération concernée en Autriche et en Allemagne remonte loin dans le temps. La Première Guerre mondiale n'est pas, à leur connaissance, un cas isolé ou particulier dans l'histoire. À plusieurs reprises dans le passé, des peuples et des États émergents ont gagné et conquis leur place aux côtés de peuples et d'États dominants, en revendiquant et en obtenant une part des ressources naturelles, des flux commerciaux et des autres sources de richesse disponibles sur cette terre, et en osant être des concurrents. Pour la génération d'Européens des années 1900, l'ascension et le déclin des nations font partie de l'histoire mondiale et ne sont pas une question de morale. Ainsi, les Allemands de cette époque ne peuvent pas non plus voir quelque chose de répréhensible dans l'ascension de leur propre pays. Le phénomène de l'ascension et du déclin dans les temps modernes est pour eux quelque chose comme une loi naturelle

de l'histoire. En Angleterre, la vision des choses est d'ailleurs la même.[6]

L'empire mondial et colonial du Portugal, par exemple, est associé en 1580 à l'Espagne en union personnelle, qui remplace ainsi le Portugal comme première puissance d'Europe. Dès 1577, l'Angleterre commence à attaquer les routes commerciales de l'Espagne. En 1588, l'Espagne perd la suprématie qu'elle venait de conquérir dans la guerre maritime contre l'Angleterre en raison de la destruction de sa flotte. L'Angleterre connaît alors une ascension fulgurante et, en tant que Grande-Bretagne, domine le monde pendant trois siècles et demi. Elle n'est sérieusement défiée qu'une seule fois par la France de l'empereur Napoléon. La Grande-Bretagne veille systématiquement à ce qu'aucune puissance sur le continent tout proche et dans l'environnement de ses colonies ne se renforce au point de devenir un rival. Le moyen pour y parvenir est d'intervenir toujours en faveur des États les plus faibles lors d'affrontements de tiers sur le continent et de faire la guerre à l'« émergent ». Cette politique de « balance of power »[7] assure la pérennité de l'empire britannique jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Aux XVIII[e] et XIX[e] siècles, la Grande-Bretagne mène en outre toute une série d'autres guerres pour reprendre les colonies d'autres États, pour protéger ses propres colonies contre les velléités d'indépendance des habitants qui y vivent ou pour contrecarrer l'accroissement de la puissance et du territoire de ses concurrents.

C'est avec cette vision des choses que le citoyen allemand ordinaire considère, avant la Première Guerre mondiale, la suprématie de la Grande-Bretagne comme une réalité d'une durée indéterminée. Mais il n'y voit aucun droit des Britanniques à décider de la voie et du destin des autres peuples d'Europe.

---

[6] Messerschmidt, page 84.
[7] Équilibre des puissances.

La rivalité anglo-allemande

L'une des causes du déclenchement des deux guerres mondiales de 1914 et 1939 réside dans l'essor économique de l'Allemagne après 1871. Mais ce seul fait n'aurait pas nécessairement dû conduire à la Première Guerre mondiale, qui entraîna la Seconde. De plus, les hommes politiques allemands ont commis deux erreurs fatales avant 1914. Ils ont omis de prolonger le traité de réassurance germano-russe et ont donné une composante maritime à l'essor économique de l'Allemagne. Ces deux éléments suscitent l'intérêt de la Grande-Bretagne.

L'unification allemande de 1871 donne naissance à un espace économique d'une dynamique considérable. Bénéficiant d'un système éducatif bien développé et disposant des principales ressources naturelles de l'époque, le charbon et le minerai de fer, la productivité et le commerce extérieur de l'Allemagne augmentent en peu de temps dans des proportions inquiétantes pour l'Angleterre. Entre 1880 et 1907, par exemple, l'Allemagne quadruple sa demande de charbon et rattrape presque l'Angleterre. Durant la même période, les usines sidérurgiques allemandes se hissent à la première place en Europe pour la production de fonte brute. En 1907, l'Allemagne produit déjà deux fois plus d'acier que l'Angleterre. Le commerce extérieur de l'Allemagne se développe en conséquence. Bien que Londres tente en 1887, avec le « Merchandise marks act », d'endiguer les exportations allemandes avec la mention d'avertissement pour les consommateurs « Made in Germany », le commerce extérieur allemand croît, entre 1887 et 1907, de 250 %, alors que le commerce extérieur anglais n'augmente, au cours de ces mêmes vingt années, que de 80 %. La France est également distancée économiquement par l'Allemagne durant cette période. Pour l'Angleterre, l'« équilibre des puissances » sur le continent est ainsi menacé.

À cette vision des choses s'ajoute l'hypothèse selon laquelle l'Allemagne aspire à dominer toute l'Europe. Le 1er janvier 1907, un fonctionnaire du ministère anglais des Affaires étrangères, sir Eyre Crowe, rédige un mémoire dans lequel il replace cette ascension

économique de l'Allemagne dans un contexte historique. Il écrit que l'Angleterre a d'abord mis l'Espagne, puis les Pays-Bas et enfin la France en échec. Aujourd'hui, au début du XX^{e} siècle, ces trois puissances ne sont plus des rivales sérieuses. Désormais et à l'avenir, le seul adversaire puissant de l'Angleterre s'appelle l'Allemagne. Les Allemands aspirent avec cohérence et énergie à la domination de l'Europe. Toutes les tentatives d'entente de Berlin, conclut ce mémoire, ne sont que des manœuvres trompeuses destinées à détourner l'attention de l'Angleterre de la volonté de l'Allemagne de dominer le continent. Ce point de vue permet à Crowe de gagner en influence et de faire carrière. En 1920, il devient sous-secrétaire d'État au Foreign Office.[8]

Avant la Première Guerre mondiale, l'essor économique de l'Allemagne et sa concurrence sont manifestement considérés comme une menace en Angleterre. Lorsque la grande Russie perd également une guerre contre le Japon en Asie de l'Est en 1904, la dernière puissance qui pourrait être dangereuse pour l'Allemagne sur le continent est ébranlée. Aux yeux des Britanniques, l' « équilibre des puissances » en Europe est ainsi renversé en faveur de l'Allemagne. Ainsi, depuis 1904, les gouvernements anglais s'efforcent d'isoler l'Empire allemand sur le terrain de la politique étrangère. Et les maladresses allemandes leur permettent de le faire.

La politique contractuelle de l'Angleterre

L'Angleterre commence à se tourner vers la France, jusqu'alors son principal adversaire dans les colonies. Les deux pays concluent en 1904 une « Entente cordiale »[9], par laquelle ils se contentent dans un premier temps de coordonner leurs intérêts coloniaux. En 1906, les ministres de la guerre et des affaires étrangères des deux pays conviennent d'organiser des réunions sur l'armée et la flotte afin de coordonner, pour l'avenir, les actions militaires des deux pays. En

[8] Ministère des Affaires étrangères britannique.
[9] Une alliance cordiale.

1911, les choses se concrétisent. Le chef d'État-major anglais se rend à Paris et promet aux Français le soutien de six divisions de l'armée de terre en cas de guerre avec l'Allemagne.[10] Ainsi, l'Angleterre s'engage contre l'Allemagne, sans que cette dernière n'émette la moindre menace de guerre. La France pouvant ainsi compter sur l'aide de l'Angleterre à partir de 1911, et jouer au poker en conséquence en cas de tension avec l'Allemagne.

La première des deux erreurs allemandes fatales mentionnées est le fait de ne pas s'être assuré contre la Russie par un traité, comme c'était le cas auparavant. L'Angleterre peut ainsi compléter l'Entente avec la France à l'ouest de l'Allemagne par une alliance avec la Russie à l'est de l'Allemagne et prendre ainsi l'Empire allemand en tenaille de deux côtés. En 1890, les accords germano-russes de 1873, 1884 et 1887 ont expiré. Par égard pour son allié autrichien, le gouvernement impérial allemand s'abstient de renouveler les traités de réassurance avec la Russie. En juillet 1905, l'Empereur Guillaume II et son « cousin » russe le Tsar Nicolas II concluent certes une nouvelle fois un pacte d'assistance mutuelle russo-allemande lors d'une rencontre sur les côtes finlandaises, mais les chefs de gouvernement de Berlin et de Saint-Pétersbourg refusent de le signer.[11] Ils craignent que leurs pays ne soient entraînés dans les guerres de l'autre État par les nouvelles obligations d'assistance. C'est ainsi qu'en 1905, l'Allemagne se retrouve sans garantie face à son grand voisin russe.

Le gouvernement anglais profite de cette occasion pour se rapprocher de la Russie plutôt que des Allemands eux-mêmes. Dès 1906, les ambitions coloniales des deux parties sont négociées à Saint-Pétersbourg. En août 1907, les deux États concluent le traité anglo-russe, dans lequel ils marquent leurs « zones d'influence » en Afghanistan et en Perse. Mais l'Angleterre ne se contente pas d'une détente politique sur les questions coloniales. Dès novembre 1907, le général French, commandant en chef de l'armée anglaise, se rend à

[10] Grenfell, pages 12 et suivantes.
[11] Guillaume II et l'épouse du Tsar sont cousin et cousine.

Saint-Pétersbourg pour s'entretenir avec des généraux et des ministres russes sur bien d'autres sujets que l'Afghanistan et la Perse. Il suggère aux Russes de renforcer leurs troupes à la frontière occidentale face à l'Allemagne. Ainsi, la Grande-Bretagne tire là aussi les ficelles contre l'Allemagne qui, à part l'expansion économique, n'a à l'époque pas d'autres objectifs, surtout territoriaux.

La course aux armements navals

La deuxième erreur fatale que commet l'Allemagne face à la prétention de l'Angleterre à la puissance est d'ajouter une composante maritime à son propre essor, c'est-à-dire de renforcer la flotte allemande. Avec une population et une productivité croissantes, la pêche et la marine marchande augmentent avec le commerce extérieur. À partir de 1884, le Reich acquiert en outre ses premières colonies. La confiance en soi grandit dans l'économie, la population et la politique et l'Allemagne pense pouvoir se placer sur un pied d'égalité avec les pays établis que sont la France et l'Angleterre. L'enthousiasme général et la croyance dans le sens et l'utilité du commerce mondial et de la politique mondiale sont alors aussi répandus dans l'Empire allemand que l'opinion positive sur la mondialisation de la politique et de l'économie l'est aujourd'hui. L'empereur Guillaume II en particulier, encore jeune et imprudent à cet égard, fait de l'égalité de l'Allemagne dans le monde son programme politique. L'empereur, fils d'une princesse anglaise et petit-fils préféré de la reine Victoria à Londres, est fortement impressionné par tout ce qu'il voit comme le mode de vie et la politique anglais. C'est de cet héritage que lui vient sa fascination pour le commerce mondial, la construction navale et les colonies.

À partir de 1898, l'empereur Guillaume II fait construire une flotte qui, au-delà de la défense côtière pratiquée jusqu'alors, doit protéger les liaisons commerciales et maritimes contre les interruptions en cas de crises internationales ou de défense. L'Allemagne s'engage ainsi dans un domaine où d'autres nations sont depuis longtemps à l'aise, de sorte que, dans un premier temps, le développement de sa propre

marine n'est pas inhabituel. En 1898, le Reichstag allemand promulgue sa première loi sur la construction navale. L'Angleterre avait déjà lancé de nouveaux programmes de construction navale en 1889 et 1894, la Russie en 1890 et 1895, le Japon en 1896 et les États-Unis en 1897.[12] En 1898, l'empereur Guillaume II, le Reichstag allemand et la direction de la marine sous l'amiral von Tirpitz ne commettent donc aucun acte que l'on pourrait qualifier de nouveau, de belliciste ou d'immoral en développant la marine de guerre allemande, jusqu'alors petite. En 1898, la flotte allemande – en ce qui concerne les grands « calibres » – ne compte finalement que neuf cuirassés et croiseurs de première classe. En comparaison, la flotte britannique en compte soixante-douze.[13]

En 1900, le Reichstag allemand approuve sa deuxième loi sur la construction navale, qui prévoit l'extension de sa propre marine jusqu'à un effectif correspondant à environ deux tiers de celui de la marine anglaise d'ici 1920. Cela suscite l'intérêt de la Grande-Bretagne. La construction navale allemande à partir de 1898 poursuit tout d'abord l'objectif général de permettre à l'Allemagne de rester dans la course des États modernes pour les marchés et l'influence dans le monde et de ne pas se laisser distancer. Mais en particulier, surtout à partir de 1900, le gouvernement impérial, l'empereur et la direction de la marine tentent de construire une nouvelle position face à l'Angleterre. L'Allemagne veut tout d'abord protéger sa flotte de pêche contre les attaques brutales des pêcheurs anglais. Deuxièmement, elle veut libérer ses importations et exportations maritimes, et donc une grande partie de ses artères économiques, de la « grâce » de l'Angleterre. Troisièmement, l'Allemagne veut se protéger militairement contre la flotte anglaise, et surtout contre ses possibilités de blocus maritime. Quatrièmement, la politique allemande espère devenir un partenaire d'alliance intéressant pour la Grande-Bretagne avec une flotte adéquate.

---

[12] MGFA, Marine, page 222.
[13] MGFA, Marine, page 181.

La première préoccupation concerne les méthodes de piraterie que les pêcheurs anglais utilisaient souvent à l'époque – et ce même dans les eaux territoriales allemandes – pour harceler les pêcheurs allemands en pleine mer et leur passer entre les filets. La deuxième préoccupation concerne la puissance maritime de l'Angleterre, qui lui permet de tolérer, d'entraver ou d'empêcher le commerce mondial. La troisième est une réaction à la tradition anglaise de blocus maritime, qui lui a permis par le passé de couper les importations de matières premières et de denrées alimentaires des pays adverses et neutres en cas de conflit. La nouvelle flotte allemande doit maintenant devenir suffisamment puissante pour pouvoir à l'avenir faire sauter le « blocus étroit » des ports allemands en mer du Nord. La quatrième préoccupation est d'ordre stratégique et politique. Le gouvernement impérial, l'empereur et la direction de la marine pensent qu'en cas de conflit avec d'autres puissances maritimes, l'Angleterre pourrait avoir besoin de l'Allemagne comme alliée avec une flotte respectable, et que l'on pourrait ainsi parvenir à un partenariat d'égal à égal avec la Grande-Bretagne. En cas de tensions entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, on s'attend en outre à ce que l'Angleterre préfère maintenir la paix face à une puissance maritime suffisamment forte, l'Allemagne, et négocier si nécessaire, plutôt que de risquer sa propre flotte dans une guerre maritime contre l'Allemagne. Les quatre intentions derrière l'armement naval de l'Allemagne avant la Première Guerre mondiale sont donc défensives. Elles ne visent pas à déclencher elles-mêmes des guerres, ni à gagner des terres coloniales ou autres. La Terre est également divisée.

Toutefois, l'empereur, le gouvernement impérial et la direction de la marine obtiennent en construisant la flotte l'effet inverse de celui escompté, à savoir un rapprochement avec l'Angleterre, la sécurisation des voies commerciales et la sécurité pour l'Allemagne. L'épine dans le pied de l'Angleterre est la croissance économique rapide de l'Allemagne et la concurrence commerciale allemande sur le continent et outre-mer. Il n'est pas possible de lutter contre ces deux phénomènes par la guerre sans porter la responsabilité d'une telle

guerre, à moins que l'on ne fasse porter la responsabilité de celle-ci à l'Allemagne. C'est ainsi que l'opinion publique anglaise fait de la construction navale allemande un motif de guerre et que l'Allemagne est accusée de vouloir dominer le monde. Dans ce contexte, il est intéressant de comparer la construction navale dans les deux pays et de ne pas occulter le regard porté sur les marines russe et étatsunienne.

Les programmes de construction navale de la Grande-Bretagne et de l'Empire allemand reposent sur des philosophies différentes. L'amiral von Tirpitz et la direction de la marine développent l'idée qu'une marine de guerre allemande d'une force d'environ 60 % de celle de l'Angleterre est la voie royale pour résoudre les quatre objectifs fixés : la protection de la pêche en mer du Nord, le propre commerce sur les mers, la protection contre les blocus maritimes et la capacité d'alliance avec l'Angleterre. Tirpitz est convaincu qu'avec une telle flotte à 60 %, on ne peut pas réellement mettre en danger la sécurité et la domination maritime de l'Angleterre. Mais von Tirpitz pense qu'elle permettrait, en cas de besoin, de faire sauter les blocus maritimes de l'Angleterre et, en cas de guerre, d'attaquer et de couler des parties de la flotte anglaise en mer du Nord, de sorte que dans un tel cas, au lieu de risquer de perdre des navires coûteux, la Grande-Bretagne préférerait s'entendre avec l'Empire allemand plutôt que de faire la guerre. L'idée de risque donne à la nouvelle flotte de Tirpitz son nom de *Risiko-Flotte* « flotte du risque ».

De plus, l'amiral von Tirpitz et l'empereur calculent qu'en cas de guerre avec ses deux rivaux coloniaux, la France et la Russie, qui entretiennent les marines les plus puissantes après l'Angleterre, la Grande-Bretagne pourrait avoir intérêt à s'allier avec la puissante flotte allemande. Mais ce calcul ne fonctionne pas.

En Angleterre, on est convaincu que sa propre marine doit toujours être supérieure en nombre et en puissance à la somme des deux flottes les plus proches d'environ 10 %, afin de pouvoir, si nécessaire, tenir tête victorieusement à deux puissances maritimes adverses alliées. C'est le même raisonnement qui a conduit l'Union

soviétique, cinq décennies plus tard, à conserver des forces terrestres excessivement importantes. En Angleterre, on pense que c'est la seule façon de garantir durablement la suprématie britannique sur les mers et la création de valeur à partir des colonies. C'est pourquoi, en 1899, le « Naval Defence Act » est promulgué à Londres sur le « two power standard » et l'avance de la flotte britannique sur les deux plus grandes est érigée en loi. En 1899, il s'agit encore de la marine française et de la marine russe. Mais à partir de 1900, année de la deuxième loi allemande sur la construction navale, deux nouveaux concurrents font leur apparition sur le marché. À partir de 1903 environ, il devient évident pour l'amirauté de Londres que les flottes des États-Unis et de l'Allemagne, jusqu'alors de second rang, deviennent pour elle les nouveaux facteurs de comptage dans le « two-power-standard ». En 1903, la marine de guerre allemande dépasse les marines française et russe et se place ainsi à la troisième place du classement mondial, derrière les États-Unis qui étaient déjà montés en grade. Désormais, pour chaque navire supplémentaire en Amérique du Nord **et** en Allemagne, l'Angleterre doit en construire un nouveau. Le nombre de grands cuirassés aux États-Unis et en Allemagne augmente de manière presque constante à partir de 1901 et en quantités égales jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, passant de dix-sept à environ quarante-cinq dans les deux pays.[14] En conséquence, la Grande-Bretagne passe de quarante-trois en 1901 à quatre-vingt-cinq en 1914 afin de respecter le « two-power-standard ». L'Angleterre tente certes d'échapper à la course au rattrapage de ses concurrents en faisant un saut qualitatif, mais elle n'y parvient pas non plus.

Dès 1904, les chantiers navals anglais mettent sur cale un nouveau type de grand navire de combat, la classe dite Dreadnought, dotée d'une vitesse plus élevée, d'un blindage plus solide et d'une artillerie de bord plus performante que sur les navires précédents. Mais le « bond en avant du Dreadnought » de la Royal Navy ne lui donne pas l'avance qu'elle escomptait. Les États-Unis lui emboîtent le pas la

[14] MGFA, Marine, page 224.

même année ; l'Allemagne, la France, le Japon et l'Italie un à trois ans plus tard.

Pour la Grande-Bretagne, ce réarmement naval coûte cher et Londres doit trouver une issue politique. La recherche de cette voie suit plusieurs pistes. La première piste suivie par l'Angleterre mène directement à l'Allemagne. Le gouvernement britannique tente à plusieurs reprises, entre 1898 et 1901, de dissuader l'Allemagne de construire des navires de guerre par la voie de la négociation. L'Allemagne exige en contrepartie une alliance germano-britannique, que l'Angleterre n'est pas prête à accepter. Cela favorise, du côté allemand, la conviction qu'il faut avoir davantage de navires pour être mûr et intéressant pour une telle alliance. En 1907, lors d'une conférence sur le désarmement à La Haye, les Britanniques s'efforcent une nouvelle fois, en vain, d'imposer des contraintes contractuelles à la construction navale allemande. En 1908 et 1912, le roi d'Angleterre Edward VII et deux membres de son cabinet rendent visite à l'empereur allemand et à la direction de la marine pour les convaincre que la construction de cuirassés en Allemagne doit être arrêtée ou du moins ralentie.[15] Comme l'Angleterre se trouve déjà à l'époque dans le camp adverse sur le plan contractuel et qu'elle n'est pas non plus prête à conclure un traité de neutralité germano-anglais à la demande de l'Allemagne, le gouvernement impérial allemand et l'empereur n'ont à priori aucune raison de renoncer à la flotte à 60 % et d'arrêter la construction navale.

La fin de cette première piste mène tout droit à la deuxième. L'Angleterre cherche à équilibrer ses intérêts avec les puissances maritimes jusqu'alors numéro deux et trois, la France et la Russie. Il y a – comme nous l'avons déjà décrit – un alignement de leurs intérêts coloniaux avec ces deux pays et, en 1904, l'Entente avec les Français et, en 1907, le traité anglo-russe. Ainsi, à partir de 1907, l'Allemagne est encerclée par une « triple Entente » de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, qui, en 1914, se renvoie habilement balle

[15] MGFA, Marine ; pages 263 et suivantes.

après balle, après la tuerie de Sarajevo. Le coup de semonce de la politique navale de l'Allemagne s'est ainsi retourné contre elle.

L'historiographie allemande d'après la Seconde Guerre mondiale considère que le renforcement de la flotte allemande est en grande partie responsable du déclenchement de la Première Guerre mondiale par l'empereur et l'amiral von Tirpitz. Selon eux, l'Allemagne a lancé un défi à la Grande-Bretagne en construisant sa flotte. Les scientifiques allemands suivent ici les arguments des vainqueurs de 1918, mais les véritables défis des années d'avant-guerre sont la science et la technologie allemandes, la croissance économique et la concurrence sur tous les marchés. En revanche, la construction de la flotte allemande n'est pas une concurrence sérieuse pour l'Angleterre, même si elle cause des difficultés aux Britanniques.

La construction de la flotte Tirpitz avec les quatre objectifs : protéger la pêche et le commerce allemands, briser les blocus et pouvoir s'allier avec la Grande-Bretagne, était néanmoins légitime, mais imprudent face à l'adversaire anglais. La construction de la flotte sur les chantiers navals allemands a une valeur symbolique pour les élites économiques, politiques et militaires britanniques. Elle montre clairement – ce que les élites ont compris depuis longtemps – que l'Allemagne exige désormais la libre concurrence et l'égalité des droits sur le globe.

Pour être une véritable puissance maritime, il faut non seulement une flotte, mais aussi des positions stratégiques et géographiques à partir desquelles la flotte peut agir. La Grande-Bretagne possède elle-même une partie de la côte atlantique et détient des bases à l'étranger dans le monde entier, entre Sydney et Gibraltar. Elle peut y faire naviguer et approvisionner une marine. De là, elle peut protéger sa flotte commerciale et bloquer les routes commerciales des autres pays. Ce deuxième facteur, qui permet à une flotte de devenir une puissance maritime, fait totalement défaut à l'Allemagne. Du point de vue de la stratégie maritime, l'Empire allemand est coincé dans la mer du Nord. L'accès et la sortie des ports navals allemands de Kiel et de Wilhelmshaven peuvent être coupés à tout moment par un « blocus

étroit » en mer du Nord, un « blocus large » aux sorties de la mer du Nord ou un « blocus stratégique » sur l'Atlantique. Si l'Allemagne avait voulu être dangereuse pour la Grande-Bretagne sur les mers, elle aurait dû construire une flotte atlantique de la taille de la Royal Navy et avoir des ports sur la côte atlantique. Ni l'empereur Guillaume II, ni le gouvernement du Reich, ni von Tirpitz n'ont jamais cherché à le faire. La « flotte du risque » a été conçue pour la bataille navale en mer du Nord et non pour une guerre contre l'empire colonial anglais. C'est là que réside l'erreur de von Tirpitz, car sa flotte ne pourra jamais vraiment nuire à la Grande-Bretagne pendant la Première Guerre mondiale. Les stratèges navals anglais savent tout cela, et pourtant, avant la Première Guerre mondiale, le gouvernement britannique et le roi insistent sur le fait que l'Allemagne menace la Grande-Bretagne.

La théorie de la menace comporte un second point faible, et cela devient évident lorsque l'on considère l'ensemble des flottes. Avant même le début du premier programme de construction navale allemand, l'Angleterre, la Russie, la France, le Japon et les États-Unis commencent à armer leurs flottes. Ainsi, l'expansion de la flotte allemande se fait dans le cadre d'une course internationale à l'armement. L'augmentation du nombre de navires allemands est ainsi continuellement relativisée par le développement parallèle des autres marines. La flotte allemande doit donc en permanence se positionner par rapport aux flottes des pays qui se sont alliés par traité contre l'Empire allemand. En 1914, les quarante-cinq cuirassés de l'Allemagne font face à cent cinquante navires dans les flottes de la Russie, de l'Angleterre et de la France. Depuis 1907, la Russie développe en outre sa flotte en mer Baltique et bloque des parties de la marine allemande qui ne sont ainsi plus disponibles contre l'Angleterre. Et à partir de 1912, la France prend en charge la sécurité de la Méditerranée pour l'Angleterre et libère ainsi la flotte britannique de Méditerranée pour l'engagement en mer du Nord. De ce point de vue également, le plan Tirpitz est un échec. À aucun moment avant la Première Guerre mondiale, la marine de guerre allemande n'acquiert une force que l'Angleterre aurait dû sérieusement

craindre. Mais du point de vue de l'Angleterre, les choses se présentent différemment.

Dans un mélange de sens de la mission et de sens des affaires, l'élite et le peuple anglais se sentent responsables d'un empire mondial qu'ils ont acquis au prix d'une lutte acharnée et qu'ils ont maintenu avec succès pendant plus de trois siècles. Le « droit » d'être le numéro un et de le défendre si nécessaire est pour les Britanniques un droit naturel au-delà de tout doute. Cette conception fondamentale implique de ne tolérer aucune concurrence, que ce soit sur les mers ou sur le continent européen. Et la concurrence ne peut être freinée que tant qu'elle est encore inférieure. C'est pourquoi la stratégie de l'« équilibre des puissances » s'est développée au fil des siècles. Elle veille à ce qu'aucun État en Europe ne puisse développer plus de puissance qu'une autre puissance qu'il tient en échec. L'Empire allemand enfreint cette « règle du jeu » britannique à partir de 1902, lorsque la marine de l'Empereur devient plus importante que celle du Tsar de Russie. De plus, la construction navale allemande oblige les Britanniques à s'entendre avec la France et la Russie et à renoncer ainsi à leur liberté d'action. Elle les contraint à céder à la France la protection des voies maritimes et commerciales à travers la Méditerranée. Enfin, la marine de guerre allemande menace les côtes anglaises de la mer du Nord. Le fait que la Royal Navy[16] fasse de même avec la côte allemande de la mer du Nord n'est pas moralement compensé.

Le fait que la flotte Tirpitz empêche l'Allemagne, pendant la Première Guerre mondiale, de faire ce que la Royal Navy planifie, exerce et étudie avant et pendant la guerre, à savoir débarquer des troupes sur les côtes allemandes de la mer du Nord, les bloquer dans la mer du Nord et pénétrer dans la mer Baltique pour y attaquer les côtes allemandes en compagnie de la flotte russe de la mer Baltique, pèse peu face à la question de savoir si sa construction a en partie provoqué la guerre. Ce qui est certain, c'est que la construction de la

[16] Flotte de guerre britannique.

flotte en Allemagne a contribué à attiser le sentiment public en Angleterre avant la Première Guerre mondiale. Il est également certain qu'avant la guerre, l'Allemagne n'a ni le projet ni l'intention d'entamer une guerre, quelle qu'elle soit, contre la Grande-Bretagne. En outre, il est également certain qu'entre 1901 et 1912, le gouvernement anglais refuse à plusieurs reprises de conclure un traité de non-agression ou de neutralité ou un pacte d'amitié avec le gouvernement du Reich. Londres insiste sur son « droit » à faire la guerre à l'Allemagne. Les espoirs de Tirpitz et de l'empereur d'une plus grande sécurité et d'une meilleure capacité d'alliance de l'Empire allemand restent lettre morte.

L'alternative de l'Angleterre

Dans la vue d'ensemble des marines avant la Première Guerre mondiale, il faut également jeter un coup d'œil sur l'US Navy. Depuis 1902, l'Allemagne et les États-Unis arment leurs flottes au même rythme et dans les mêmes proportions. Ainsi, les craintes britanniques auraient pu tout aussi bien s'enflammer contre la flotte d'Amérique du Nord. Les États-Unis sont en outre sur la voie de dépassement de l'Angleterre en ce qui concerne leur industrie et leur commerce. Et ils acquièrent des colonies depuis 1898 : Cuba, les Philippines et Hawaï. Ainsi, les trois critères de concurrence qui séparent la Grande-Bretagne de l'Allemagne s'appliquent tout autant aux États-Unis : le commerce, les colonies et la construction navale.

Le fait que l'Angleterre et les États-Unis se soient malgré tout rapprochés avant la Première Guerre mondiale, et non l'Angleterre et son voisin allemand, doit avoir ses raisons. La stratégie « équilibre des puissances » de Londres est suffisamment expliquée. Une autre raison réside dans le fait que l'Amérique se tourne manifestement vers l'Angleterre. Jusqu'au règne du Président américain Mac Kinley, les relations des États-Unis avec l'Empire allemand sont toujours amicales et équilibrées. En revanche, les relations anglo-américaines restent jusqu'à cette date sous l'hypothèque de l'ancienne domination coloniale des Britanniques et des guerres coloniales de l'Angleterre en

Amérique. Cela se manifeste par exemple dans le plan d'intervention de l'US Navy, qui prévoit la guerre maritime contre la Grande-Bretagne avec le « Plan rouge ».[17] L'assassinat de Mac Kinley en 1901 et l'arrivée de Theodore Roosevelt à la présidence marquent le début d'une nouvelle réflexion aux États-Unis. Roosevelt et son successeur Wilson sont clairement anglophiles. Ils recherchent un partenariat avec la Grande-Bretagne. Mais tous deux pensent que le temps est venu de remplacer la suprématie de l'Angleterre par la leur. Theodore Roosevelt ne pense évidemment dans un premier temps qu'à une égalité entre les États-Unis et l'Angleterre. Wilson va déjà plus loin. Pendant la Première Guerre mondiale, sous Wilson, les États-Unis deviennent la première puissance maritime à la place de l'Angleterre, le dollar remplace la livre sterling comme monnaie de référence et la place financière de Londres est remplacée par Wall Street. Cette marche triomphale des États-Unis se poursuit ensuite pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1942, le Président américain Franklin Delano Roosevelt oblige les Britanniques à libérer les colonies en contrepartie de son aide en matière d'armement. Les États-Unis remplacent l'ancienne domination britannique dans le cadre international par un nouvel ordre d'organisations supra-nationales comme l'ONU, la Banque mondiale et ainsi de suite, qu'ils dominent eux-mêmes dans un premier temps.

Revenons aux relations germano-britanniques de 1901 à 1914. L'Angleterre – bien qu'étant un « global player » – est stratégiquement fixée sur l'Europe avant la Première Guerre mondiale. Le souci de l'équilibre des puissances se rapporte uniquement au proche Empire allemand. L'Angleterre aurait pu, avec la même inquiétude et la même justification, se méfier des États-Unis d'Amérique et rechercher la proximité de l'Allemagne. Les demandes allemandes de contrats avaient été suffisamment nombreuses entre 1901 et 1912. Mais l'essor économique du proche concurrent avait déjà attisé l'opinion publique en Grande-Bretagne. Les sentiments de concurrence, la fierté

[17] « Fall Rot », Schwarz, page 39.

nationale et la fixation de l'idée de l'équilibre des puissances sur le proche continent européen ne permettent pas à l'élite politique anglaise de faire preuve de clairvoyance. L'Angleterre aurait dû voir avant la Première Guerre mondiale que seuls les États-Unis, et non l'Empire allemand, lui feraient durablement de l'ombre. Seule l'Amérique du Nord possède les deux conditions indispensables à une puissance maritime : la flotte et les positions navales sur les côtes de deux mers du monde. L'Allemagne, en revanche, ne possède qu'une seule flotte. Sans positions navales, elle n'a aucune chance de s'imposer durablement sur les mers face à l'Angleterre. Les États-Unis ont en outre un potentiel de croissance bien plus important que l'Allemagne, en ce qui concerne le nombre d'habitants, les ressources naturelles et le dynamisme de l'économie de cet État géant. Ainsi, avant la Première Guerre mondiale, l'élite politique anglaise ne comprend pas qu'elle doit appréhender l'équilibre des puissances de manière globale. Elle ne voit pas que ce sont les États-Unis qui vont éclipser la Grande-Bretagne en l'espace de quarante ans.

Le spectre de l'ennemi anglais

L'aliénation germano-anglaise est également reconnaissable à l'évolution de l'image que les historiens en Angleterre donnent de l'histoire de leur voisin allemand. Avant le tournant du XIX[e] siècle, l'ascendance commune des deux peuples à partir des Germains « libres, courageux, conscients de leurs droits et démocratiques »[18] est encore un point positif qui rassemble. Il n'est pas rare que les Allemands comme les Britanniques soient alors désignés comme appartenant à la famille des peuples teutoniques.[19] Le rejet simultané des Romains et des Français reflète la relation critique de l'Angleterre avec la plus forte puissance continentale de l'époque. Au tournant du siècle, l'Allemagne remplace la France en tant que puissance militaire et économique la plus forte d'Europe continentale aux yeux de nombreux Britanniques. L'héritage celte de l'Angleterre gagne peu à

[18] Messerschmidt, page 17.
[19] Messerschmidt, pp. 27 et 39.

peu en considération historique et le point commun germanique s'estompe.

L'image que les historiens anglais se font de la Prusse est particulièrement efficace sur le plan politique. Jusqu'en 1910 environ, les rois prussiens, très libéraux pour leur époque, efficaces et soucieux de préserver les droits de leurs citoyens, l'armée performante et le patriotisme de Stein et Hardenberg dominent la scène. Puis, l'image de la Prusse, jusqu'alors positive, s'inverse pour devenir celle d'un État de non-liberté, d'obéissance aux autorités, de militarisme et de violence. Cette Prusse est souvent assimilée *pars pro toto* à l'ensemble de l'Allemagne et représente en tant que telle, aux yeux de nombreux historiens britanniques, le contraire de l'Angleterre libérale et parlementaire, vue de manière positive. Le « Teuton », ancêtre des Allemands et des Britanniques quelques décennies plus tôt, devient même une insulte à l'égard des Allemands pendant la Première Guerre mondiale, et le prussianisme une « menace pour la civilisation ».[20]

Tous les historiens anglais ne voient cependant pas le nouvel Empire allemand sous un jour aussi sombre. John Adam Cramb admire certes la force, l'« héroïsme » et la discipline des Allemands. Mais ce qu'il écrit en 1914 dans son ouvrage « Germany and England » est autrement plus sombre.

> *« Les Allemands montrent l'impulsion d'un peuple actif, assoiffé d'expansion et d'empire. ... L'Allemagne se heurtera à l'empire anglais comme Alaric à Rome.*[21] *»*[22]

C'est un signe annonciateur.

Pendant la guerre, l'image de l'Allemagne s'aggrave encore considérablement. Dans des écrits publiés entre 1915 et 1918, l'historien John Headlam-Morley « démontre » à l'aide de l'histoire que

> *« l'État militaire hautement organisé qu'est l'Allemagne menaçait*

[20] Messerschmidt, page 60.
[21] Les Wisigoths d'Alaric attaquent les Romains en Italie du Nord en 401 après J.-C. et sont battus.
[22] Messerschmidt, page 84.

l'Europe d'une domination totalitaire exclusive, voulait détruire l'empire britannique mondial et avait, bien avant la guerre, le projet de s'emparer de cette domination exclusive ».[23]

Ici, on reproduit manifestement dans les universités ce qui trotte dans la tête de l'élite politique anglaise depuis des années. C'est la semence de ce qui deviendra plus tard l'accusation d'exclusivité de Versailles en 1919 et l'accusation de domination mondiale de Nuremberg en 1945.

En Angleterre, on s'accroche depuis longtemps à une « image de l'ennemi allemand ». Une multitude d'écrits en témoignent. Ainsi, l'ambassadeur anglais sir Francis Bertie écrit à un ami le 11 juin 1904 :

« Ta lettre du 2 respire la méfiance envers l'Allemagne et tu as raison. L'Allemagne n'a jamais rien fait d'autre que de nous exploiter. Elle est fausse et cupide. L'Allemagne est en réalité notre ennemi économique et politique ».[24]

Le sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Londres, sir Charles Hardinge, écrit dans un mémorandum du 30 octobre 1906 :

« D'une manière générale, il faut prendre acte du fait que l'Allemagne, en raison de ses projets ambitieux de politique mondiale, de suprématie maritime et de suprématie militaire en Europe, est le seul facteur de perturbation ».[25]

À l'étranger aussi, on enregistre l'hostilité croissante des Britanniques envers leurs cousins allemands. Le consul général américain à Munich Gaffney consigne rétrospectivement ses séjours en Grande-Bretagne avant la Première Guerre mondiale :

« Lors de mes visites annuelles, je constatais avec étonnement et amusement la montée de l'hostilité envers l'Allemagne. Mes amis anglais n'hésitaient pas à m'expliquer, avec une franchise totale et la prétention anglaise habituelle, qu'il fallait détruire l'Allemagne ou que la Grande-Bretagne perdrait sa

[23] Messerschmidt, page 91.
[24] MGFA, Marine, page 267.
[25] MGFA, Marine, page 268.

suprématie économique sur les marchés mondiaux ».[26]

La biographie de l'ancien diplomate américain Henry White rapporte une conversation entre ce dernier et le leader du parti conservateur anglais et ancien Premier ministre lord Balfour, qui s'est déroulée à Londres en 1910. L'Américain White voit manifestement l'Allemagne à cette époque dans le même rôle de pays émergent que les États-Unis. Son pays, l'Amérique, est lui aussi en pleine expansion en matière de construction navale et de commerce.

> Balfour *: « Nous sommes probablement stupides de ne pas trouver de raison de déclarer la guerre à l'Allemagne avant qu'elle ne construise trop de navires et ne nous enlève notre commerce ».*
>
> White *: « Vous êtes un homme généreux dans votre vie privée. Comment pouvez-vous envisager quelque chose d'aussi immoral politiquement que de provoquer une guerre contre une nation inoffensive qui a tout autant que vous le droit d'entretenir une flotte ? Si vous voulez rivaliser avec le commerce allemand, travaillez plus dur ».*
>
> Balfour *: « Cela signifierait que nous devrions réduire notre niveau de vie. Peut-être qu'une guerre serait plus facile pour nous ».*
>
> White *: « Je suis choqué que vous puissiez vous exprimer ainsi sur des questions fondamentales ».*
>
> Balfour *: « Est-ce une question de bien ou de mal ? Mais c'est peut-être une question de maintien de notre suprématie ».*[27]

Le 19 avril 1911, l'adjoint du sous-secrétaire d'État Hardinge, sir Arthur Nicolson, avertit son chef dans une lettre de se détourner de la Russie en matière de politique étrangère et de se tourner vers l'Allemagne :

> *« Il est impossible de convaincre les partisans d'une telle politique que l'Allemagne ne veut pas s'engager dans une amitié d'égal à égal. Dans un avenir pas trop lointain, nous nous verrons contraints de nous aligner sur les*

[26] Gaffney, page 11.
[27] Nevis, page 257.

souhaits allemands pour chaque nouvelle question ».[28]

Par rapport aux objectifs de la politique étrangère allemande, c'est de la paranoïa. L'objectif de la politique étrangère de Berlin avec Londres avant la Première Guerre mondiale est précisément cette « amitié d'égal à égal ». Pour le reste, Berlin tente de briser le cercle des alliances anti-allemandes que la France, la Russie et la Grande-Bretagne ont conclu entre 1904 et 1907. Par ailleurs, les objectifs de la politique étrangère allemande sont d'acquérir des droits commerciaux, des concessions minières et pétrolières et des colonies là où cela est possible sans guerre. Cela aussi est un obstacle entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Les crises marocaines

La position claire de l'Angleterre aux côtés de la France se manifeste en 1904 et 1911 lors de ce que l'on appelle les deux crises marocaines. Dans les deux cas, Paris tente d'étendre son influence sur le Maroc en violant un traité de 1880 qui stipulait les droits de souveraineté du sultan du Maroc et les concessions commerciales allemandes. La deuxième crise marocaine de 1911 – trois ans avant la Première Guerre mondiale – entre dans l'histoire avec le « saut de la panthère ». L'incident montre que la Grande-Bretagne est déjà prête et disposée à entrer en guerre contre l'Allemagne, même pour une futilité comme celle-ci. En 1911, Paris fait sa deuxième tentative en quelques années seulement pour intégrer le Maroc à son empire colonial. Le ministère des Affaires étrangères à Berlin, craignant de perdre le commerce allemand et les concessions minières au Maroc, ordonne à un navire de guerre allemand, le *Panther*, de faire escale dans le port d'Agadir, en dehors de la zone d'occupation française, et d'y afficher le « drapeau » pour défendre les intérêts allemands. Le *Panther*, un petit navire polyvalent destiné au service fluvial et côtier dans les colonies allemandes, est alors prêt à être révisé et est donc sur le chemin du retour de l'Afrique de l'Ouest vers le chantier naval en

[28] MGFA, Marine, page 268.

Allemagne.[29] Il fait route vers Casablanca afin d'y stocker du charbon pour la suite de son voyage, mais est détourné avant. C'est ainsi que, le 1er juillet 1911, le *Panther*, presque sans carburant et prêt à être remis en état, accoste dans le port d'Agadir. Le gouvernement anglais considère immédiatement cela comme une démonstration violente de la puissance allemande outre-mer et insinue que le gouvernement du Reich veut créer un port de guerre allemand à Agadir. Le gouvernement britannique demande au gouvernement allemand de réagir, mais avant même que ce dernier n'ait répondu, il prend lui-même position.

Une partie de la Royal Navy est mobilisée, le stock de charbon pour les navires de la marine est complété et le chancelier de l'Échiquier Lloyd George déclare le 21 juillet, au nom du gouvernement anglais, *« qu'en cas de défi allemand, son pays entrera en guerre aux côtés de la France »*. La France a fourni le baril de poudre, l'Angleterre a agité la mèche et l'Allemagne passe pour un pécheur.

Les gouvernements de Londres et de Paris s'étaient apparemment déjà mis d'accord en 1904, à l'insu du gouvernement de Berlin, sur le fait que le Maroc était une zone d'intérêt française et que l'Angleterre avait en échange une certaine liberté d'action en Égypte et au Soudan. C'est là que le commerce allemand et les droits miniers allemands au Maroc dérangent. Mais une dispute entre les Français et les Allemands à propos de quelques droits allemands au Maroc et l'apparition d'un petit navire de service colonial ne constituent pas en soi une raison de menacer de faire la guerre. Il s'agit une fois de plus pour l'Angleterre de faire de la France une force opposée à l'Allemagne et d'avertir sérieusement de mettre fin à la concurrence allemande par la guerre si elle continue à s'agiter.

Les conflits anglo-allemands à venir n'auraient pas dû être motivés par le désir allemand de créer d'autres colonies avant la Première Guerre mondiale. Après tout, le ministère allemand des Colonies essaie toujours de faire avancer ses souhaits concernant l'Afrique d'un

[29] Hildebrandt, pages 213 et suivantes.

commun accord avec le ministère correspondant à Londres. Ainsi, en juillet 1913, les deux ministères de Londres et de Berlin se mettent d'accord sur un projet de traité concernant le partage éventuel des colonies portugaises.[30]

Dans l'Allemagne de 1914 et 1918, presque personne ne comprend encore que l'essor de son propre pays dans l'industrie et le commerce est la raison d'une guerre. Même de telles crises, comme les deux crises au Maroc, dans lesquelles l'Allemagne tente simplement d'obtenir une dernière part du gâteau colonial, ne laissent pas aux Allemands le sentiment d'une culpabilité allemande. Elles nourrissent tout au plus la crainte de s'isoler dans le monde. Après tout, contrairement à l'Empire britannique des vingt dernières années, l'Empire allemand n'a pas attaqué un autre peuple blanc et ne lui a pas pris de colonies.

Le chemin de fer de Bagdad

L'Allemagne apparaît également au Proche-Orient comme un nouveau concurrent de l'Angleterre ; d'abord dans le commerce et, quelques années avant le début de la Première Guerre mondiale, dans l'extraction de pétrole. Dès 1888, des industriels et des banquiers allemands s'efforcent de faire de l'Empire ottoman un espace économique pour l'Allemagne. Ils construisent à cet effet une liaison ferroviaire des Balkans jusqu'à la ville de Konya dans le sud de l'Anatolie. En 1903, ils commencent la construction de la ligne qui doit traverser la région pétrolière de Mossoul, dans l'actuel Irak, jusqu'à Bagdad et, plus tard, jusqu'au Koweït. L'empereur allemand et la Deutsche Bank tentent de mobiliser des capitaux anglais à cet effet, ce qui, après bien des efforts, finit par aboutir dans une moindre mesure. En 1912, le gouvernement turc cède à la Deutsche Bank les concessions de tous les gisements de pétrole et de minéraux situés de part et d'autre de la voie ferrée jusqu'à Mossoul, en compensation de

[30] Gebhardt, volume 4/1, pages 29-32.

ses frais pour la « Bagdadbahn ».[31] Ainsi, l'Empire allemand devient économiquement actif dans une région que la Grande-Bretagne veut également exploiter pour son propre compte.

Au même moment, l'Angleterre, puissance maritime, s'efforce de prendre pied en Arabie et en Perse, alors encore ottomanes, et de s'emparer des gisements de pétrole qui y ont été découverts. En 1899, les Britanniques signent un traité avec le cheikh local au Koweït, dans lequel celui-ci promet que ni lui ni ses héritiers ne signeront jamais de traités relatifs à l'établissement de puissances tierces au Koweït.[32] En 1901 – à peu près au moment de la découverte du pétrole – Londres envoie des navires de guerre au Koweït et contrait le gouvernement ottoman à accepter un « protectorat » britannique sur le cheikhat du Koweït.[33] En 1913, l'Angleterre se fait en outre transférer les concessions d'extraction de pétrole dans cette région contre des dons d'argent du cheikh du Koweït.

Désormais, les activités pétrolières, le commerce et la voie ferrée allemands vers l'Irak risquent de devenir une sérieuse concurrence pour la pénétration britannique en Irak par le sud. Le chemin de fer allemand vers le Koweït aurait surtout dévalorisé le monopole britannique du transport maritime vers cette destination et aurait ouvert aux Allemands leur propre accès au golfe Persique.

La vision allemande de l'Angleterre

En Allemagne, avant la Première Guerre mondiale, on méconnaît d'une part le danger que représentent les prétentions de l'Angleterre à sa propre sécurité et à la suprématie sur les cinq mers. Mais d'un autre côté, on prend bien note de la politique de puissance mondiale britannique et de son manque de scrupules. La conquête contraire au droit international par laquelle l'Angleterre s'approprie par exemple en 1902 les États burundais d'Afrique du Sud, l'Orange et le Transvaal,

[31] Engdahl, page 46.
[32] Engdahl, page VII.
[33] Engdahl, page 45.

ainsi que les gisements d'or qui s'y trouvent, laisse une forte impression aux Allemands. La revendication de puissance maritime et la politique étrangère souvent impitoyable des Britanniques ne font donc pas apparaître l'Angleterre, avant la Première et la Seconde Guerre mondiale, comme la gardienne de la démocratie et des droits de l'homme, et encore moins comme la protectrice des nations attaquées. Cette image de l'Angleterre ne se construit en Allemagne qu'après 1945, une fois oubliées les prémices de ces deux conflits. Avant ces deux conflits, la Grande-Bretagne est d'abord perçue dans ce pays comme un défenseur conséquent de ses propres intérêts.

Même après la défaite de la Première Guerre mondiale, la grande majorité de la population allemande ne se rend pas compte que son propre empire a défié la prétention des Britanniques, plus puissants, à être le numéro un d'une hiérarchie de puissances et de « hiérarchie de becquetage » européens. Cette revendication des Anglais avant la Première Guerre mondiale n'a aucune légitimité morale, pas plus que plus tard la revendication de Hitler à la suprématie allemande en Europe du Sud-Est. Ces deux revendications se justifient uniquement par la vision darwiniste du monde de l'époque. En Allemagne, on ne veut toujours pas l'accepter, même après la perte de la guerre en 1919, et on ne voit donc pas pourquoi les Anglais font payer les Allemands de manière aussi impitoyable dans le traité de Versailles. La victoire du darwinisme sur la morale prépare en quelque sorte le terrain à l'imprudence ultérieure de Hitler en matière de politique étrangère. Les traités de Versailles et de Saint-Germain révèlent aux peuples allemand et autrichien comment on a l'habitude de se comporter en Europe.

Les conflits franco-allemands

En 1914, la tension entre Allemands et Français, qui caractérise les relations entre les deux peuples, a des racines bien plus profondes que celles entre Anglais et Allemands. Dès 1552, les rois de France

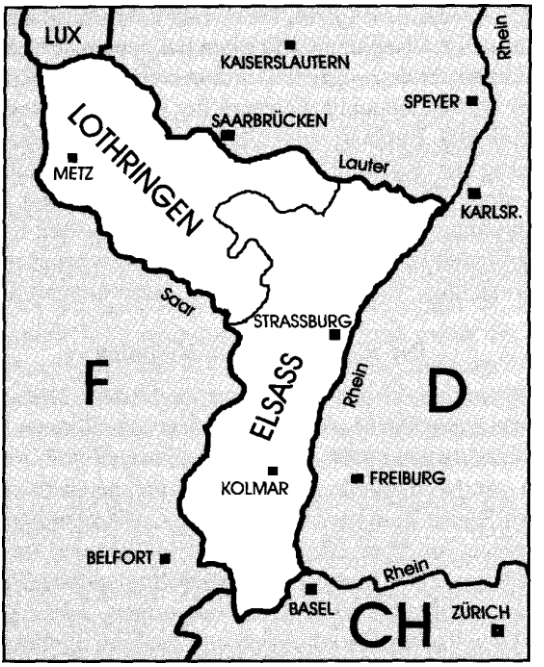
commencent à étendre leur territoire national vers l'est, en direction du Rhin.

Alsace-Lorraine

Ils profitent des querelles internes à l'Allemagne et de la pression des Turcs sur l'Empire pour s'annexer d'abord les villes fortifiées allemandes de Metz, Toul et Verdun, puis dix villes alsaciennes, puis une partie de la Lorraine et enfin toute l'Alsace. La langue maternelle allemande de la population alsacienne ne constitue pas un obstacle pour les Français. La tentative française d'annexer le Luxembourg, alors allemand, échoue. Pendant les guerres de Trente Ans et de Succession du Palatinat, la France profite de l'occasion pour envahir l'Allemagne et incendier une zone de 160 kilomètres de long et d'environ la même largeur dans le Palatinat électoral et le Bade-Durlach. Des villages, des champs, des vignobles et des villes sont brûlés, y compris Worms, Bingen, Mannheim, Heidelberg et Spire. Les Français créent ainsi une ceinture de terres désolées qui doit empêcher que l'annexion de l'Alsace ne puisse jamais être annulée depuis le sol allemand. Le vandalisme des Français dans le Palatinat laisse à la population locale une image de la France qui restera dans les mémoires jusqu'à la Seconde Guerre mondiale avec le vilain mot d'ennemi héréditaire. Dans le nord de l'Allemagne, c'est l'occupation française des années 1806 à 1813 qui laisse une image désagréable des Français, avec de lourdes contributions, des contributions en nature, des charges fiscales, des cantonnements et l'obligation de participer aux guerres de Napoléon en tant que vassaux.

En 1870, la France tente une nouvelle fois d'annexer le Luxembourg, alors allemand (sous la couronne hollandaise), le Palatinat (aujourd'hui en grande partie la Rhénanie-Palatinat) et la Sarre, et de repousser sa frontière vers l'est. Elle provoque, déclare, commence et perd la guerre contre l'Allemagne et doit payer des réparations en cédant l'Alsace-Lorraine. Quant à l'Allemagne, elle subit la haine des Français mais aussi le fait que la France demeure désormais un nouveau motif de guerre contre elle. Le transfert de

l'Alsace-Lorraine entre les deux pays voisins s'est toujours fait sans le vote des personnes concernées. Les référendums sur l'appartenance ne sont pas encore courants en 1681, 1766 et 1871. En 1872, la population peut « opter ». Quelque 10,3 % se déclarent français et 5 % émigrent vers la France.[34] Mais l'ambiance dans les deux parties du pays reste longtemps pro-française. Pourtant, même en 1919, après



Carte 1 : Alsace-Lorraine

le rattachement forcé de l'Alsace et de la Lorraine, la France n'ose pas interroger la population concernée sur ses souhaits d'appartenir à la France ou à l'Allemagne. C'est manifestement trop risqué pour la France. Un recensement de 1900 n'avait finalement permis de

[34] Meyers Konversationslexikon, mot-clé Elsaß-Lothringen.

dénombrer que 11,5 % de francophones dans les deux parties du pays réannexées par elle.

Revenons à la France avant la Première Guerre mondiale. La France cherche des alliés au bon moment pour récupérer l'Alsace et la Lorraine si l'occasion se présente. En 1892, elle conclut ce que l'on appelle la « bi-union » avec la Russie. En 1912, le Président de la Troisième République Poincaré donne au gouvernement russe l'assurance que la France soutiendra militairement la Russie en toutes circonstances, que la Russie soit attaquée ou qu'elle déclenche elle-même une guerre par voie d'attaque.[35] En outre, la France conclut en 1904 une « entente cordiale » avec la Grande-Bretagne et obtient en 1911 la promesse de l'Angleterre d'un soutien militaire en cas de guerre avec l'Empire allemand. La France dispose ainsi de deux puissants alliés, la Grande-Bretagne et la Russie.

La rivalité dans les colonies

Outre la querelle de l'Alsace, c'est la course aux dernières colonies « ouvertes » qui empoisonne le voisinage franco-allemand. En effet, au tournant des années 1900, cette course aux colonies est toujours en cours dans le monde entier. Les États-Unis par exemple s'emparent en 1898 des Philippines et de l'île de Porto Rico. En 1900, la Grande-Bretagne annexe les mines de diamants de Kimberley en Afrique du Sud, et la même année, l'Espagne annexe la province de Rio Muni dans le sud du Cameroun. En 1902, l'Angleterre s'empare des États boers, riches en or, d'Orange et du Transvaal. En 1905, le Japon s'empare de la Corée. En 1907, la Russie déclare le nord de la Perse et l'Angleterre le sud de la Perse comme zones d'influence et en 1912, l'Italie fait de la Libye une colonie et l'Espagne de deux bandes côtières au Maroc. Dans cette course aux territoires d'outre-mer, la France entre en conflit avec l'Allemagne au Maroc. En 1880, le traité de Madrid avait garanti au sultan du Maroc la souveraineté à Tanger et

[35] Grenfell, page 84.

à l'Allemagne la liberté de commerce dans tout le pays.[36] Lorsque la France tente de s'approprier également la région de Tanger, l'empereur allemand et le gouvernement du Reich ne veulent pas accepter la rupture du traité français et leur propre désavantage. L'empereur Guillaume II se rend donc personnellement à Tanger et proteste, en accord avec le gouvernement impérial, contre les efforts français visant à « pénétrer pacifiquement », comme le disent les Français, l'ensemble du Maroc, y compris Tanger. Le résultat de cette intervention lors de ce que l'on appelle la première crise marocaine de 1904 à 1905 est un traité franco-allemand qui reconnaît à la fois « l'intérêt politique particulier » de la France pour le Maroc et accorde à l'Allemagne une participation à la mise en valeur économique du pays. Mais ce compromis n'est même pas une demi-victoire. Le prix à payer est trop élevé. Avec le différend sur le Maroc, dans lequel elle dérange les cercles français, l'Allemagne glisse dans un isolement international qui ne se résoudra plus jusqu'à la Première Guerre mondiale. L'Allemagne insiste certes à juste titre sur le traité de Madrid encore en vigueur, mais l'Angleterre et l'Italie soutiennent les ambitions marocaines de la France, car elles ont en contrepartie obtenu auparavant une certaine liberté d'action pour leurs propres plans coloniaux. Ainsi, le compromis sur Tanger et le Maroc reste plutôt une victoire pour la France.

En 1911, lors de la deuxième crise marocaine déjà décrite, le point suivant revient à la France. Le gouvernement français fait occuper le Maroc par ses propres troupes sous le prétexte de faire régner l'ordre en cas de troubles intérieurs. Paris déclare le Maroc comme protectorat français, ce qui signifie tout simplement que le Maroc fait désormais partie des colonies françaises. La suite a déjà été en partie évoquée dans la description des relations germano-britanniques. La canonnière allemande *Panther* fait escale à Agadir. L'Allemagne demande à la France une compensation au Congo et obtient, pour la perte du commerce allemand au Maroc, un morceau du Congo

[36] Löwenstein, page 470.

français qui est attribué au Cameroun allemand comme pays frontalier. Un gain de terrain insignifiant trois ans avant la Première Guerre mondiale. En revanche, la colère des Français face à la nouvelle concurrence de l'Allemagne en Afrique est d'une importance considérable.

Ainsi, la France a de nombreuses raisons de vouloir régler ses comptes avec l'Allemagne. Il y a la volonté de reconquérir l'Alsace et la Lorraine. Il y a la colère contre le concurrent colonial allemand, et l'inquiétude de voir ce voisin se renforcer en tant que puissance terrestre et maritime. En Allemagne, on est certes conscient du profond ressentiment que les Français éprouvent suite à la perte de l'Alsace et de la Lorraine, mais les Allemands ne ressentent pas pour autant un sentiment d'injustice. Les cessions de terres après des guerres perdues sont courantes à l'époque – comme elles le sont encore aujourd'hui. Et, à en croire sa langue maternelle, la population conquise est majoritairement allemande. Avant la Première Guerre mondiale, l'Alsace et la Lorraine comptaient tout de même 1,3 million de citoyens de langue maternelle allemande et moins de 200 000 de langue française. Du point de vue allemand, les territoires d'Alsace et de Lorraine ne sont donc pas considérés comme un motif de guerre. En 1914, tout le monde sait que la guerre se déroule dans les Balkans. La terrible vengeance que les Français exerceront sur les Allemands après la guerre suscite donc également l'incompréhension en Allemagne. La démesure de cette vengeance profitera à Hitler.

Les relations de la Russie avec l'Allemagne

La relation entre les trois empires de Russie, de Habsbourg et d'Allemagne fait également partie des prémices du désastre engendré par les traités de Versailles et de Saint-Germain. Bien que la Russie et l'Allemagne soient en principe des voisins sans revendications territoriales réciproques et bien qu'elles ne soient pas en concurrence dans les colonies, elles s'éloignent l'une de l'autre à partir de 1890. Il y

a quatre raisons principales à cela. La première concerne directement les relations germano-russes. Berlin omet de renouveler un traité de réassurance avec Saint-Pétersbourg qui expire en 1890. Les trois autres raisons sont de nature indirecte. Les adversaires de l'Allemagne cherchent le soutien de la Russie ou l'Allemagne soutient les adversaires de la Russie. Ainsi – c'est la deuxième raison – la France continue à courtiser avec succès la Russie en tant que puissance dans le dos de l'Allemagne. Troisièmement, l'Allemagne soutient l'Autriche-Hongrie, le rival de la Russie dans les Balkans. Et quatrièmement, la stratégie d'alliance de la Russie afin de préserver ses propres intérêts en Extrême-Orient, en Perse – Afghanistan, dans les Balkans et aux Dardanelles, conduit ce grand pays, avec une série de traités, dans le camp des adversaires des Habsbourg et de l'Empire allemand jusqu'à la Première Guerre mondiale.

La longue marche vers le déclenchement de la guerre russo-allemande de 1914 commence bien des années auparavant dans les Balkans. Depuis 1875, l'État multi-ethnique des Ottomans turcs se désagrège peu à peu. Comme les nouveaux États qui se forment dans les Balkans à partir de l'héritage de l'Empire ottoman n'ont pas de frontières ethniques claires, cette région devient pendant quarante ans un foyer de crise pour l'Europe. La Roumanie, la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro et la Macédoine se livrent de nombreuses guerres pour les frontières et les territoires. Le conflit des Balkans se répercute invariablement sur les voisins, qui se battent ici pour leurs propres zones d'influence. Ainsi, la Russie, l'Autriche-Hongrie, la Turquie, l'Italie et la Grèce sont généralement impliquées. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, en tant que médiateurs et partisans, sont indirectement impliquées. Si l'Allemagne se range généralement du côté de l'Autriche, le gouvernement du Reich joue néanmoins un rôle de médiateur dans les crises balkaniques de 1909, 1912 et 1913. En 1909 et 1913, l'Allemagne empêche par deux fois les Habsbourg de faire la guerre dans les Balkans. En soutenant globalement l'Autriche dans toutes les crises balkaniques, le gouvernement du Reich s'aliène néanmoins les Russes et les Français. Ainsi, l'Allemagne

paie finalement son engagement pour la paix par l'hostilité de la Russie et par un isolement croissant parmi les grands États d'Europe.

La voie de la Russie vers la Première Guerre mondiale est également tracée sur le plan de la politique intérieure. Les injustices sociales flagrantes dans cet État tsariste encore féodal et les aspirations à la séparation des nations non russes créent une charge explosive qui menace de disloquer l'empire tsariste de l'intérieur. Il y a trois groupes qui espèrent qu'une nouvelle guerre résoudra les problèmes russes en leur faveur. Les mouvements nationaux non russes voient dans la guerre l'occasion d'une défaite de la Russie et donc de la liberté de leurs peuples. La haute noblesse du pays pense à l'inverse qu'une nouvelle guerre pourrait souder une nouvelle fois pour un temps son empire menacé de l'intérieur. Sans oublier les révolutionnaires de la lutte des classes, qui voient en la guerre une occasion de se révolter contre la grande bourgeoisie et l'aristocratie. Il existe ainsi dans toutes les couches et tous les peuples de Russie des forces puissantes pour qui une guerre serait la bienvenue. En 1914, lors du conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie concernant les conséquences de l'assassinat [de l'archiduc François-Ferdinand] à Sarajevo, c'est le groupe dit des « grands princes » qui fait pression pour une guerre contre les Habsbourg et l'Empire allemand. Dans l'armée russe, la guerre avec l'Allemagne est depuis longtemps à l'ordre du jour, alors que personne ne soupçonne encore quoi que ce soit de l'attentat de Sarajevo à venir. Ainsi, la revue militaire la plus répandue en Russie, *Rasvjedschik*, écrit déjà en janvier 1914 :

> *« Nous savons tous très bien que nous nous préparons à une guerre sur le front occidental, principalement contre les Allemands. C'est pourquoi nous devons baser tous nos exercices militaires sur l'hypothèse que nous sommes en guerre contre les Allemands. Par exemple, l'une des parties à la manœuvre doit toujours être appelée 'allemande'. Ce n'est pas seulement la troupe, mais le peuple russe tout entier qui doit être habitué à l'idée que nous nous préparons à une lutte d'extermination contre les Allemands et que les États allemands doivent être démantelés, même si nous devons y perdre des centaines de milliers*

d'hommes ».[37]

En revanche, dans l'armée allemande, à la veille du déclenchement de la guerre, personne n'est préparé à cet état d'esprit chez les Russes. En 1913, le chef d'État-major général [le comte Helmuth von Moltke, dit] « Moltke le Jeune » fait arrêter la révision annuelle des plans de déploiement en direction de la Russie, car il estime qu'elle n'est pas urgente. Signe que l'Allemagne ne nourrit pas de projets agressifs à l'égard de la Russie.

L'Allemagne, « enfant terrible »

Avant la Première Guerre mondiale, l'Allemagne est « l'enfant terrible » parmi les « adultes » de l'Europe. Un enfant parce que le nouvel Empire allemand de 1871, le deuxième, n'a que quarante-trois ans au début de la guerre. Ce n'est vraiment qu'un âge d'enfant à côté de la France, déjà réunie en un État national sous le roi Louis XI à partir de 1461, et à côté du royaume et de l'État national d'Angleterre, réunis sous le roi Henri VII à partir de 1485. Les Allemands, qui sont pourtant conscients de leur histoire millénaire, tentent de rattraper en quarante-trois ans seulement ce que leurs anciens voisins établis ont mis des siècles à créer.

Les Allemands sont terribles pour leurs voisins, car ce rattrapage est vraiment terrible pour eux. Un armement naval beaucoup trop important au goût des Britanniques et une multiplication des armées à partir de 1913, qui se déroule en même temps que celle de la France, créent la suspicion et la peur chez les « anciens », qui disposent eux-mêmes déjà d'une flotte et d'une armée importantes. L'essor de l'espace économique allemand, désormais unifié, qui relègue l'Angleterre et la France aux troisième et quatrième places du classement mondial, est un poids pour les concurrents établis. Or, le poids politique avec lequel l'Empire allemand exerce, depuis

[37] Archives du Reich, volume 2, page 17.

Bismarck, une influence active sur toutes les querelles et tous les changements en Europe et en Afrique, dérange souvent les cercles de la Russie, de la Serbie, de la France, de la Grèce et de l'Angleterre. À cela s'ajoute la maladresse des Allemands, qui ne cachent pas l'accroissement de leur force et leur nouvelle conscience de soi, mais le font bien entendre à l'étranger. Ainsi, avant le début de la Première Guerre mondiale, l'Empire allemand se retrouve dans une situation défavorable en raison de son essor économique, de son armement, des lacunes de sa politique d'alliance et, de surcroît, des discours et entrevues maladroits de l'empereur devant l'étranger. La volonté de paix avérée de l'empereur et du gouvernement impérial est trop souvent étouffée par des discours impériaux trop sévères. Lorsque l'Allemagne se range sans hésitation du côté des Habsbourg avant le début de la guerre, Paris, Saint-Pétersbourg et Londres soupçonnent Berlin de vouloir aller au-delà du conflit en Serbie. On soupçonne l'Allemagne de vouloir utiliser le conflit serbe pour gagner du terrain. Mais l'Allemagne n'a jamais fait d'allusions ou d'indications dans ce sens avant la Première Guerre mondiale.

L'enchevêtrement d'intérêts contradictoires

Avant la Première Guerre mondiale, les intérêts de la Russie, de la Serbie, de la France, de l'Angleterre, des Habsbourg et de l'Allemagne se croisent sur un grand nombre de lignes.

Après avoir perdu la guerre en Asie contre le Japon en 1904, la Russie se tourne à nouveau vers ses possibilités en Europe. L'effondrement imminent du grand Empire ottoman l'incite à lutter à nouveau pour la libre voie navigable vers la Méditerranée. La Russie est ainsi intéressée par la conquête de Constantinople et des Dardanelles et par le soutien des Serbes dans leur intention de s'étendre vers l'Adriatique. La Russie se sent en outre la puissance protectrice de tous les Slaves ainsi que du monde grec-orthodoxe.

La France veut effacer la défaite de 1870-71 et reconquérir l'Alsace-Lorraine. Elle aspire en outre à redevenir militairement la première puissance terrestre du continent.

L'Angleterre estime que son empire colonial et les routes commerciales qu'elle domine sont menacés par la construction de la flotte allemande. Elle voit dans la construction du chemin de fer allemand de Bagdad et dans les concessions allemandes d'extraction de pétrole en Irak une mainmise indésirable sur une zone économique qu'elle considérait jusqu'alors comme la sienne. L'Angleterre pourrait faire interdire l'exploitation du pétrole allemand près de Mossoul et la nouvelle liaison ferroviaire qui y mène si, dans une guerre aux côtés de l'Angleterre, la Serbie coupait le tracé ferroviaire allemand dans les Balkans. Enfin, l'Allemagne est stratégiquement l'adversaire potentiel numéro un de la Grande-Bretagne depuis qu'elle a rattrapé ou dépassé la France en tant que première puissance du continent sur presque tous les plans.

La Serbie, État indépendant depuis 1878, veut devenir la puissance dirigeante d'un nouveau grand empire dans les Balkans et, pour ce faire, rassembler les petits pays voisins en une « Grande Serbie ». Un mouvement grande-serbie, en marge du pouvoir officiel de l'État, revendique cette idée d'expansion par le biais de la propagande et d'actes terroristes répétés dans les pays voisins de la Serbie. Les territoires des Habsbourg en Croatie et en Bosnie sont également concernés.

En tant qu'État plurinational, l'empire Habsbourg s'efforce de contrecarrer les aspirations à l'indépendance de ses membres non allemands en leur accordant plus d'autonomie ou en participant au pouvoir central. Mais le problème de l'État plurinational n'est pas résolu en 1914. Les Habsbourg, dont font partie de nombreuses nations slaves, ne peuvent guère éviter les conflits avec la Russie, qui se considère comme le protecteur de tous les Slaves. De plus, il y a des conflits avec les Serbes. Le gouvernement des Habsbourg a formellement annexé à son territoire national les deux anciennes provinces ottomanes de Herzégovine et de Bosnie en 1908 et les a

payées aux Ottomans par un contrat de vente en 1909. Ces deux parties du pays étaient de toute façon administrées par l'Autriche-Hongrie depuis trente ans sur décision internationale. Avec cette acquisition de terres, l'expansion souhaitée par la Serbie en direction de l'Adriatique est compromise.

Entre 1871 et 1914, l'Allemagne connaît une croissance rapide de sa population et une transition vers un État industriel. Elle est ainsi de plus en plus dépendante des importations de denrées alimentaires pour ses habitants et de matières premières pour ses industries. Le nouvel Empire allemand est ainsi contraint de chercher une place convenable dans le commerce mondial, où les bonnes places sont déjà occupées. Les aspirations de l'Allemagne à acquérir des colonies à partir de 1884, à développer sa part du commerce mondial, à acheter des concessions minières et pétrolières outre-mer et à s'ouvrir le Proche-Orient par la construction de chemins de fer sont avant tout des démarches responsables visant à assurer la base alimentaire et professionnelle d'une population en forte croissance. Ces aspirations sont en outre une tentative risquée de se positionner en tant que grande puissance au même titre que l'Angleterre ou la France.

Ainsi, les intérêts des six États que nous venons de décrire se croisent en Alsace-Lorraine, en Serbie, dans les Dardanelles, dans les champs de pétrole du Proche-Orient et dans le commerce mondial. Ces intérêts deviennent une pierre d'achoppement et une fatalité là où toutes les lignes se croisent : les Balkans. L'Autriche est intéressée par le statu quo, la Serbie par l'élargissement, la Russie par le succès de la Serbie, l'Allemagne par les liaisons ferroviaires avec le Proche-Orient, l'Angleterre par la Serbie comme verrou sur la voie ferrée allemande vers le pétrole du Proche-Orient et la France par une Allemagne faible qui ne peut plus défendre l'Alsace-Lorraine.

L'étincelle de Sarajevo

Avant d'évoquer la longue et complexe réaction en chaîne qui s'est produite entre l'assassinat de Sarajevo et le déclenchement de la guerre, il convient de présenter cette version abrégée afin de dresser une vue d'ensemble.

Lorsqu'en 1914, un assassin bosno-serbe assassine l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône des Habsbourg, à Sarajevo, en Bosnie-Autriche, la situation entre les Habsbourg et la Serbie s'envenime sans crier gare. L'Empire allemand se range immédiatement derrière les Habsbourg par fidélité à l'alliance. Le gouvernement de Vienne en abuse comme d'un chèque en blanc et exagère ses menaces et ses ultimatums à l'égard de la Serbie souveraine, au « profit » de laquelle l'assassinat a été commis. La Serbie se fait soutenir par sa puissance protectrice, la Russie. Celle-ci s'assure à son tour de la fidélité de la France à l'alliance. Et celle-ci, comme convenu, peut compter sur l'aide de l'Angleterre. Ainsi, peu après le meurtre de Sarajevo, la Serbie, la Russie, la France et l'Angleterre d'une part, et l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne d'autre part, s'affrontent. Dans cette situation tendue, l'Autriche-Hongrie envoie un ultimatum aux Serbes. Il s'ensuit des préparatifs de guerre en France et en Russie. Lorsque ces deux pays mobilisent leurs troupes et que l'Angleterre fait de même avec sa flotte, l'Empire allemand est contraint d'agir, mais se mobilise ensuite plus rapidement et attaque en premier lieu la France. Le commandement de l'armée allemande fait alors défiler une partie des troupes à travers la Belgique neutre. L'Angleterre déclare alors la guerre à l'Empire allemand. L'Angleterre, la France et la Russie déclarent ensuite la guerre à la Turquie. Le Japon s'en mêle ensuite et déclare la guerre à l'Empire allemand afin d'acquérir les colonies allemandes dans le Pacifique. En 1915, l'Italie – d'abord alliée à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie – change de camp et déclare également la guerre à ses alliés afin de repousser ses frontières du sud jusqu'à la crête des Alpes. La configuration demeure ainsi jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis

en 1917. L'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Turquie se battent contre la Grande-Bretagne, la France, la Russie, le Japon et l'Italie. De leur côté, les pays des Balkans se rangent tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

La réaction en chaîne de juillet 1914

Lorsque, le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône des Habsbourg, est assassiné par un meurtrier de la Grande-Serbie, le monde entier est tout d'abord indigné et se range du côté des Habsbourg. Seuls les journaux de Serbie glorifient l'assassinat.[38] Dans cette situation, l'empereur Guillaume II assure – comme nous l'avons déjà mentionné – l'Autriche-Hongrie de la « fidélité inconditionnelle à l'alliance » de l'Allemagne. L'empereur agit certes en conformité avec le traité, mais cette assurance est également un signal erroné et dangereux. Habsbourg, qui hésite dans un premier temps à prendre des mesures énergiques contre la Serbie, durcit désormais le ton contre le gouvernement serbe avec l'assurance allemande derrière lui. Mais entre-temps, l'indignation mondiale suscitée par l'assassinat de Sarajevo s'est largement apaisée et les anciennes prises de position des États entre eux reprennent le dessus.

En Allemagne, on ne s'attend pas au pire dans un premier temps. L'empereur Guillaume II et le Chancelier von Bethmann Hollweg, le Secrétaire d'État (Ministre) des affaires étrangères von Jagow, le chef de l'État-major général von Moltke et le chef de la direction de la marine von Tirpitz, tous prennent ces jours-là leurs congés prévus à cette époque et quittent la capitale du Reich, Berlin.[39] Aucun d'entre eux ne pense sérieusement que cette nouvelle crise balkanique puisse déboucher sur une grande guerre. Ni l'armée ni la marine ne reçoivent l'ordre de faire des préparatifs de guerre. Même la presse est priée de ne rien écrire sur le risque de guerre. Il n'y a pas la moindre trace

[38] Gebhardt, volume 4/1, page 42.
[39] Binder, page 48.

d'une intention allemande de faire la guerre durant cet été « chaud » de 1914.

Il en va autrement en Angleterre. On s'y prépare en toute discrétion pour le cas où la crise serbe se transformerait en guerre. Le Secrétaire d'État à la Marine Churchill et le Premier Lord de la Marine, le Prince von Battenberg, ordonnent un exercice de mobilisation de la flotte du 15 au 25 juillet.[40] Cela signifie que la Royal Navy est déjà préparée à la guerre avant que l'étincelle ne se propage dans les Balkans. À la fin de cet exercice, il n'y a pas de démobilisation.[41] La flotte reste sur le qui-vive pour embarquer, le cas échéant, les six divisions de l'armée de terre promises dans le nord de la France. L'Angleterre, lointaine et non menacée, prépare sa participation à la guerre contre l'Allemagne, avant même que Habsbourg ne mette de l'huile sur le feu avec son ultimatum à la Serbie, et avant même que l'Empire allemand ne se mobilise ou que quiconque ne déclare la guerre. Les Britanniques ont ainsi 14 jours d'avance sur la mobilisation des forces navales et terrestres allemandes. Ce n'est que deux semaines après cette préparation officieuse à la guerre que l'Angleterre annonce officiellement la mobilisation de sa flotte le 2 août, sauvant ainsi les apparences.

Pendant ce temps, Vienne durcit le ton à l'égard du gouvernement serbe. Celui-ci se concerte avec le gouvernement russe à Saint-Pétersbourg. Dans cette situation tendue, le Président français Poincaré et son Premier ministre Viviani se rendent à Saint-Pétersbourg du 20 au 23 juillet pour une visite d'État prévue de longue date. Tous deux profitent de l'occasion pour réaffirmer le pacte franco-russe de 1894 contre l'Allemagne.[42] Ils assurent les Russes de leur fidélité à l'alliance en cas de guerre. Ainsi, à la légèreté de Guillaume II avec sa déclaration de fidélité à l'alliance aux Habsbourg s'oppose la même légèreté de Poincaré avec une telle assurance à la Russie.

---

[40] Frost, page 22.
[41] Référence aux Mémoires de Churchill, page 424.
[42] Deutscher Taschenbuch Verlag [dtv] Geschichte, page 122.

Le 23 juillet, Habsbourg lance un ultimatum de 48 heures aux Serbes, exigeant l'arrêt de toute propagande incendiaire anti-autrichienne en Serbie, l'autorisation des organes autrichiens dans la lutte contre le terrorisme en Serbie et la participation de fonctionnaires autrichiens à l'enquête judiciaire sur l'assassinat de Sarajevo. Les deux dernières exigences vont trop loin pour le gouvernement serbe. Les Russes, désormais certains que les Français seront de leur côté en cas de guerre, décident à leur tour, le 25 juillet, de soutenir la Serbie. Ils font une promesse d'aide au gouvernement serbe. Celui-ci rejette alors l'ultimatum de Vienne par une note en partie négative et en partie accommodante et mobilise l'armée serbe. Cette décision est suivie le soir même par la mobilisation partielle des forces austro-hongroises contre la Serbie.

C'est avec l'arrogance du pouvoir que la grande Autriche-Hongrie tente en 1914 d'imposer à la petite Serbie, pourtant souveraine, des fonctionnaires et des organes autrichiens pour lutter contre le terrorisme. Mais on peut aussi voir les choses autrement. En 1914, il ne suffit pas au gouvernement des Habsbourg de poursuivre l'assassinat en justice et de lutter contre le mouvement grande-serbie sur son propre sol. C'est une question vitale pour Habsbourg de briser le soutien du mouvement et de la terreur en Serbie, tout comme il est indispensable en 2001 pour les Américains de lutter contre le terrorisme en dehors de leur propre pays.

La réaction de l'empereur allemand est remarquable lorsqu'il a entre les mains le texte de la réponse serbe du 25 juillet 1914. Il juge :

> *« ... Ainsi, tout motif de guerre disparaît. ... Je n'aurais jamais ordonné la mobilisation ».*[43]

Du 26 au 31 juillet, l'Allemagne et l'Angleterre tentent à plusieurs reprises une médiation. Londres propose une conférence sur les Balkans. Le 27 juillet, l'empereur Guillaume II tente en vain de convaincre les cours de Saint-Pétersbourg et de Vienne de céder.

[43] Binder, page 49.

Vienne se contente alors de déclarer qu'elle n'a pas l'intention d'acquérir le territoire serbe dans ce conflit avec Belgrade. Le 28 juillet 1914, malgré tous les efforts allemands et anglais, Habsbourg déclare la guerre à la Serbie. La cour de Saint-Pétersbourg agit à son tour. Le 29, la Russie mobilise treize corps d'armée aux frontières avec l'Autriche-Hongrie. Le même jour, le gouvernement de Londres demande à celui de Berlin d'intervenir une nouvelle fois à Vienne. Mais le ministère britannique des Affaires étrangères fait déjà savoir que l'Angleterre n'a l'intention de rester neutre que tant que la France ne participe pas à la guerre.[44] C'est la première menace discrète à l'adresse de l'Allemagne, car la Grande-Bretagne ne peut finalement pas mener de guerre maritime contre l'Autriche. L'Angleterre est prête à combattre l'Allemagne, c'est ce que révèle cette indication précoce de la volonté de faire la guerre aux côtés de la France. C'est la deuxième menace en trois ans depuis la crise marocaine de 1911.

Le 30 juillet, l'Allemagne donne deux impulsions opposées. Le général von Moltke, chef de l'État-major allemand, voit le danger militaire qui pourrait résulter de cette crise pour l'Empire allemand. Si la guerre devait éclater et que la Russie plus la France se battaient aux côtés de la Serbie, il serait vital pour l'Allemagne que l'armée austro-hongroise soit prête à entrer en guerre et à s'attacher les Russes. Ainsi, pour des considérations purement militaires, von Moltke presse son camarade autrichien, le général von Hötzendorf, d'accélérer la mobilisation générale des troupes austro-hongroises. Le même jour, le Chancelier Bethmann Hollweg conseille vivement au Ministre autrichien des affaires étrangères, le comte Berchtold, de renoncer à la guerre avec la Serbie. Et ce jour-là également, l'empereur Guillaume II tente une nouvelle fois de dissuader son cousin le Tsar Nicolas II de faire la guerre. Il lui demande instamment de revenir sur la mobilisation partielle de la veille. Le Tsar se montre d'abord conciliant, mais finit par céder aux pressions de son Ministre des affaires étrangères et du parti de la guerre dans son propre pays. La

[44] Binder, page 42.

Russie se mobilise désormais totalement, c'est-à-dire également contre l'Allemagne. L'Allemagne tente alors une nouvelle fois de durcir le jeu. Le 31 juillet, l'empereur Guillaume II fait remettre à Saint-Pétersbourg un ultimatum demandant au gouvernement russe de retirer les ordres de mobilisation dans les douze heures, faute de quoi – dit la note – l'état de guerre entre l'Allemagne et la Russie serait inévitable. Le gouvernement russe lui ne répond plus. Il a manifestement déjà ordonné l'attaque de ses troupes contre l'Allemagne. Le 1er août à 19 heures, après l'expiration de l'ultimatum, l'ambassadeur allemand à Saint-Pétersbourg remet la déclaration de guerre allemande[45] et, au même moment, les premières unités de cavalerie russes franchissent la frontière allemande.

La distance entre Saint-Pétersbourg et la frontière germano-russe en Prusse orientale et la voie hiérarchique entre la cour du Tsar et les chefs d'escadron russes dans leurs espaces de déploiement à la frontière sont bien trop longues – surtout à l'époque – pour qu'un ordre d'attaque puisse être transmis de là-bas à là-bas en une heure ou même quelques heures. L'ordre d'attaquer et donc d'ouvrir les hostilités contre l'Allemagne, toujours dans l'expectative, a sans aucun doute été donné à Saint-Pétersbourg avant même la déclaration de guerre allemande. C'est ainsi que la Russie a commencé la guerre et que l'Allemagne l'a déclarée en premier. À Versailles, quatre ans plus tard, les déclarations de guerre allemandes sont considérées comme une partie essentielle de la responsabilité allemande exclusive dans la guerre. Il ne faut donc pas s'étonner qu'en 1939, Hitler en tire la leçon et s'abstienne de déclarer la guerre.

L'empereur Guillaume II ne parvient pas, ce jour-là, à regrouper les activités du cabinet et de l'armée et à imposer sa ligne de paix à son chef d'État-major. Mais le comte Moltke, chef de l'État-major général, qui agit ici sans instructions de son empereur, évalue correctement les décisions prises à la cour du Tsar. On ne peut ni prouver ni réfuter a posteriori que l'escalade entre l'Autriche et la

[45] Ploetz, édition populaire, page 387.

Russie n'aurait pas eu lieu ce 30 juillet sans l'insistance de Moltke auprès de Hötzendorf. Les dés de la guerre sont manifestement déjà jetés à la cour du Tsar.

Ce développement si soudain, survenu le 1er août 1914, place l'Allemagne, sans qu'elle s'en rende compte, devant le risque d'être prise entre deux fronts. Les deux grands voisins de l'Est et de l'Ouest sont liés par un traité depuis 1894 contre l'Empire allemand. Une guerre à deux camps représente une menace existentielle pour l'Allemagne, d'autant plus qu'à cette époque, l'Allemagne n'a toujours pas mobilisé. Le 31 juillet, le gouvernement du Reich demande donc encore à Paris comment la France compte se comporter dans un conflit russo-allemand. Le gouvernement français fait patienter le gouvernement allemand et répond de manière ambiguë : *« on agira conformément aux intérêts français »*[46]. Cela peut signifier la paix ou la guerre pour l'Alsace-Lorraine. Paris esquive le désir allemand manifeste de poursuivre la paix entre l'Empire allemand et la France et se prépare plutôt à la guerre contre l'Allemagne. Le 1er août, le gouvernement français ordonne la mobilisation des forces armées.

L'Allemagne a maintenant quatre jours de retard par rapport à la mobilisation partielle et trois jours de retard par rapport à la mobilisation générale en Russie. Le temps passé par l'empereur et le gouvernement impérial à tenter une médiation entre les Habsbourg et la Russie fait désormais défaut pour se préparer à la guerre. L'Empire allemand ne peut pas se permettre d'attendre davantage. Après avoir reçu de Paris la mauvaise nouvelle annonçant que la France ne s'engageait pas à rester neutre et après l'annonce de la mobilisation générale française le 1er août, le gouvernement du Reich annonce également la mobilisation des troupes allemandes. L'Allemagne n'a pas les forces nécessaires pour combattre la Russie et la France en même temps. Elle ne peut surtout pas le faire sur la défensive contre deux adversaires supérieurs en nombre. Elle ne peut pas attendre que l'un des ennemis arrive « par devant » et l'autre « par derrière ». Ainsi

[46] Binder, page 56.

pris en tenaille, les Allemands n'ont d'autre solution que de devancer les deux adversaires, de les attaquer et de les battre l'un après l'autre. L'Allemagne peut soit attaquer d'abord la Russie seule. Cela prendrait beaucoup de temps, estime-t-on à Berlin, et exposerait la frontière occidentale, faiblement occupée, au danger d'une attaque française. Ou bien l'Allemagne peut d'abord essayer de vaincre la France, ce qu'elle pense pouvoir faire en relativement peu de temps, et ensuite seulement se tourner vers la Russie. C'est ainsi que l'on évalue ses propres possibilités avant la Première Guerre mondiale à Berlin, et c'est ainsi que le Grand État-major allemand a préparé ses plans de déploiement pour ce pire cas de figure.

Le fait que les craintes de l'État-major allemand n'étaient pas tirées par les cheveux se révèle au début de la guerre, lorsqu'il s'avère que les troupes françaises ne se déploient pas seulement pour défendre leur propre pays, mais aussi, dès le début, pour attaquer l'Allemagne avec une offensive en direction du Rhin supérieur.[47] La France se mobilisant dès le 1er août, faisant les préparatifs de guerre, attendant visiblement que les troupes allemandes partent en direction de la Russie et refusant de déclarer sa neutralité, en Allemagne, on peut s'attendre à ce que la France déclenche les hostilités dès que la Russie s'agitera. Ainsi, le pire cas de figure stratégique pour l'Allemagne s'est produit. Le 3 août, Berlin déclare la guerre à Paris, afin de ne pas tomber plus tard dans le piège tendu par la France.

Parallèlement à la déclaration de guerre, Berlin demande à Bruxelles si le gouvernement belge autoriserait un passage des troupes allemandes vers la France à travers le territoire belge. Berlin garantit l'intégrité du territoire belge et s'engage à payer à l'État belge tous les frais de passage et à rembourser les éventuels dommages. Le gouvernement belge refuse.

Du côté allemand, l'utilisation du territoire belge pour un déploiement spécifique dans une guerre redoutée contre la France ou même contre la France et l'Angleterre a été intégrée depuis longtemps

[47] Édition populaire Ploetz, page 388.

dans toutes les préparations de défense. Le Grand État-major part du principe que les Anglais et les Français n'hésiteront pas, en cas de guerre, à marcher sur l'Allemagne en passant par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. C'est ainsi que la planification compliquée du déploiement des troupes de l'armée allemande en cas de guerre a été effectuée en tenant compte du réseau ferroviaire belge. Ceci surtout parce que, du côté allemand, on estimait que les plus grandes chances de succès contre l'armée française résidaient dans un encerclement par le nord le long de la côte de la Manche. Et la route vers le nord de la France passe par la Belgique. Ce plan de déploiement du Grand État-major est certes stupide en politique étrangère et l'imposer contre la volonté du gouvernement belge est une violation du droit international. Mais sur le plan militaire, celui-ci promet d'être un succès pour la protection de son propre pays, surtout si l'Allemagne doit se battre pour son existence de deux côtés à la fois.

L'invasion de la Belgique neutre par les troupes allemandes le 3 août 1914 est précédée d'un jeu de poker diplomatique dans lequel Londres et Berlin misent davantage sur les atouts que sur la paix. Dans la nuit du 28 au 29 juillet, le Chancelier allemand von Bethmann Hollweg tente de sonder les intentions de l'Angleterre dans l'éventualité d'une extension du conflit balkanique à la France et à l'Allemagne. Von Bethmann Hollweg convoque l'ambassadeur anglais à Berlin, sir Goschen, et lui explique que l'Allemagne souhaite maintenir la paix avec l'Angleterre et qu'elle n'a pas l'intention d'acquérir des territoires aux frais de la France en cas d'extension de la guerre à la France. En outre, von Bethmann Hollweg laisse entendre que, selon le comportement de la France, l'Allemagne pourrait être contrainte de violer la neutralité de la Belgique pour une durée limitée.[48] Interrogé sur l'attitude et le comportement de l'Angleterre, l'ambassadeur sir Goschen répond que son gouvernement ne veut pas encore s'engager à ce stade.

[48] Stegemanns, page 361.

Le lendemain de l'entretien de Bethmann Hollweg avec sir Goschen, le Ministre britannique des affaires étrangères, sir Grey, entame un obscur double jeu. Il informe successivement les ambassadeurs allemand et français à Londres de la position de l'Angleterre. Au prince Lichnowsky, l'Allemand, il fait savoir que son pays n'a l'intention de rester neutre que tant que la guerre se limitera à la Russie et à l'Autriche. Mais si l'Allemagne et la France sont entraînées dans cette guerre, l'Angleterre ne pourra pas rester longtemps à l'écart. Il fait savoir de manière voilée au Français, l'ambassadeur Cambon, la même chose,[49] de sorte que le gouvernement français peut compter sur l'aide en armes de l'Angleterre. Grey fait ainsi discrètement comprendre à la France que, dans la querelle des Russes, des Autrichiens et des Serbes, elle a le champ libre pour entrer en guerre avec l'Allemagne. Elle peut – comme l'exprime Grey – se laisser « entraîner » en toute confiance dans une guerre.

Le lendemain, la situation s'aggrave encore pour les Allemands. Le 30 juillet, la Russie décrète la mobilisation générale. L'Allemagne est nécessairement opposée à la Russie en raison de son traité avec l'Autriche-Hongrie. Le traité entre la France et la Russie l'oppose à l'Allemagne. À Londres, on sait que l'Empire allemand est désormais coincé et que, pour son propre salut, il devra très probablement violer la neutralité de la Belgique. C'est le ticket d'entrée de l'Angleterre dans la guerre. Le 31 juillet, dans cette situation délicate pour l'Allemagne, le gouvernement britannique demande aux gouvernements allemand et français de respecter la neutralité de la Belgique. La France l'assure immédiatement aux Britanniques. L'Allemagne demande en retour si l'Angleterre respectera de son côté la neutralité et la paix vis-à-vis de l'Allemagne si elle renonce à traverser le territoire belge. Or, l'Angleterre aurait eu la possibilité de préserver les Belges du passage de l'Allemagne. Mais Londres, qui justifie sa déclaration de guerre à l'Empire allemand trois jours plus tard par la violation allemande de la

[49] Stegemanns, page 359.

neutralité belge, n'est pas prête à rester à l'écart de la guerre qui se prépare au profit de la Belgique. Le Secrétaire d'État aux affaires étrangères Grey ne s'engage ni à la neutralité ni à la paix à ce point culminant de la crise.[50] Le gouvernement anglais ne veut pas laisser passer l'occasion de vaincre l'Empire allemand dans une guerre terrestre d'abord avec l'aide des Français et des Russes, puis de l'évincer des marchés, des colonies et de la construction navale.

Le 1er août 1914, le pire des scénarios se produit pour l'Allemagne. La guerre avec la Russie n'a pas pu être évitée. Les premières unités russes sont déjà sur le territoire de la Prusse orientale. En France, on se mobilise et l'Allemagne prise en tenaille ne peut plus attendre. La menace concrète qui pèse sur l'existence du Reich contraint l'Empereur, le Chancelier et le Grand État-major à faire usage du plan de déploiement controversé à travers la Belgique, au besoin sans l'approbation des Belges.

Le 2 août, le gouvernement allemand demande en dernier ressort au gouvernement belge l'autorisation de faire marcher des troupes à travers le territoire belge vers le nord de la France. Les Belges refusent. Pendant ce temps, à Londres, les dés sont jetés depuis longtemps. Ce 2 août, avant même que les troupes allemandes ne pénètrent sur le territoire belge, l'Angleterre annonce officiellement la mobilisation de sa flotte. Mais la flotte est déjà secrètement prête depuis l'exercice de mobilisation du 25 juillet. Le 2 août toujours, le Secrétaire d'État au Foreign Office Grey informe le gouvernement français que la flotte britannique viendra en aide à la flotte française si la flotte allemande commence à agir de manière hostile contre la française.[51] De plus, l'Angleterre avait déjà promis secrètement aux Français, en 1911, six divisions de l'armée de terre en cas de guerre. Ainsi, le 2 août, la Grande-Bretagne est déjà prête et engagée dans la guerre. Point d'orgue de cette intrigue, le Secrétaire d'État Grey se présente le lendemain, le 3, devant la Chambre des communes à

[50] Stegemanns, page 363.
[51] Stegemanns, page 366.

Londres et déclare aux députés, qui ne se doutent manifestement de rien, que l'Angleterre n'a jusqu'à présent pris aucun engagement concernant la guerre qui débute en Europe.[52]

Le 3 août, lorsque les troupes allemandes commencent à avancer vers la France à travers la Belgique, Londres lance un ultimatum à Berlin et exige le retrait immédiat des troupes de Belgique. L'Allemagne ne peut cependant plus renoncer à la traversée du pays neutre et poursuit son déploiement. Le lendemain, le 4 août, l'Angleterre déclare la guerre à l'Empire allemand.

En ce qui concerne la neutralité belge, l'Angleterre et l'Allemagne ont chacune jeté un pont vers la paix au cours des sept derniers jours précédant le début de la guerre. Mais l'Allemagne ne voulait pas perdre son avantage militaire sur la France sans la déclaration de neutralité de l'Angleterre, et cette dernière ne voulait pas, en fin de compte, renoncer à sa chance de participer à une guerre contre l'Allemagne. C'est ainsi que le conflit serbo-autrichien dans les Balkans se transforme en l'espace de cinq semaines seulement en une guerre à l'échelle européenne.

Le 4 août, le Chancelier von Bethmann Hollweg exprime devant le Reichstag l'ampleur des scrupules du gouvernement impérial allemand à violer la neutralité de la Belgique :

> *« Nous avons donc été contraints de passer outre les protestations justifiées des gouvernements luxembourgeois et belge. Le tort – je parle franchement – que nous faisons ainsi, nous chercherons à le réparer dès que notre objectif militaire sera atteint. Celui qui est menacé comme nous et qui se bat pour son bien ne doit penser qu'à son salut ».*[53]

[52] Grenfell, page 25.
[53] Binder, page 62.

La dette de guerre de 1914

En 1914, l'Allemagne n'a pas d'objectifs de guerre propres. Elle a toutefois contribué au déclenchement de la guerre en apportant un soutien précoce et inconditionnel à l'Autriche par l'intermédiaire de l'empereur Guillaume II. Mais après cette première manifestation irréfléchie de fidélité à l'alliance, l'empereur et le gouvernement tentent successivement de dissuader les Russes, puis les Français et enfin les Britanniques de se faire la guerre. La Russie ne veut pas se démobiliser. La France refuse une réciprocité de paix avec l'Allemagne, et l'Angleterre ne songe pas à assurer la paix à l'Allemagne en échange d'un ménagement de la Belgique. La déclaration de guerre de l'Allemagne aux Russes est la conséquence de la tentative infructueuse de contraindre la Russie à la modération. La déclaration de guerre à la France et la rupture de la neutralité belge sont les conséquences presque inévitables du premier pas envers la Russie. Les motifs reprochés à l'Allemagne dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale sont plus profonds. Il s'agit de la prise de contrôle de l'Alsace-Lorraine en 1871, de l'expansion économique et commerciale, du programme de construction navale, du chemin de fer de Bagdad et des concessions pétrolières allemandes dans le pays qui s'appelle aujourd'hui l'Irak.

En 1914, la Russie mise délibérément sur la guerre. Le gouvernement russe est amené, en raison de problèmes internes mais aussi en raison de la possibilité de gagner l'accès espéré à la Méditerranée en cas de victoire et du patronage usurpé sur tous les peuples slaves, à soutenir ouvertement la Serbie contre l'Autriche-Hongrie, à se mobiliser et à envahir l'Allemagne sans avertissement ni déclaration de guerre.

Depuis 1871, la France a pour objectif de récupérer l'Alsace-Lorraine. Elle réalise diplomatiquement avant la guerre ce que l'Allemagne omet de faire par manque de discernement et de moyens. La France se cherche des alliés pour un conflit qui se posera à l'avenir – on le suppose à Paris – avec l'Empire allemand. La France met –

selon l'expression consacrée – ses alliés sur le pied de guerre. La politique d'alliance française dispose d'une force explosive qui éclate en 1914. La France prend l'Allemagne en tenaille avec la double alliance franco-russe de telle sorte qu'en cas de tensions et de risque de guerre avec la France ou la Russie, l'Empire allemand est contraint de faire militairement le premier pas s'il veut échapper au risque de sa propre perte avec quelques chances de succès. Dans le cas d'une crise comme celle de 1914, l'étau de la France et la contrainte de l'Allemagne ne pourraient être desserrés que si la France ou la Russie déclaraient alors ne pas vouloir prendre les armes. Or, à l'été 1914, ni la France ni la Russie ne veulent maintenir la paix. Les deux ont leur « butin » bien en vue. La promesse faite par la France au gouvernement russe en 1912 de le soutenir militairement dans tous les cas[54] et la visite de Poincaré à Saint-Pétersbourg le 20 juillet 1914 incitent le « parti de la guerre » en Russie à jouer gros face à l'Allemagne fin juillet 1914. La France profite de l'attitude ferme de la Russie, qu'elle a elle-même renforcée, et saisit l'opportunité offerte par la demande de neutralité de l'Allemagne. Elle refuse d'assurer la paix au gouvernement allemand du Reich, continue à mobiliser et oblige les Allemands soit à se dépouiller de troupes pour se défendre contre la Russie plutôt que contre la France, soit à déclencher eux-mêmes la guerre contre la France le plus rapidement possible. Ainsi, par un véritable « tour de force », la France fait porter à l'Allemagne la responsabilité de l'ouverture de la guerre.

L'Angleterre ne pousse pas directement à la guerre, mais elle pense devoir défendre sa position sur le marché mondial, son empire colonial et la domination maritime qui protège les deux, contre la montée en puissance de l'Empire allemand. Le gouvernement britannique joue un double jeu prévu sur le long terme et profite des opportunités qui se présentent. Londres joue le rôle de médiateur dans toutes les crises au Maroc et dans tous les conflits dans les Balkans – comme en 1914 – et renforce ainsi le soutien de la France

[54] Grenfell, page 84.

face à l'Allemagne. La politique étrangère des Britanniques comprend également la promesse de 1911 de soutenir la France contre l'Allemagne avec six divisions de l'armée en cas de besoin et l'assurance du 2 août 1914 selon laquelle la flotte anglaise combattrait aux côtés de la France. Ces deux assurances secrètes de fraternité d'armes dans une éventuelle guerre ont le même effet désastreux que le « chèque en blanc » de l'empereur Guillaume II à l'Autriche-Hongrie. La France joue gros et prend le risque d'une guerre pour l'Alsace-Lorraine.

Le gouvernement britannique refuse d'accepter la neutralité et le maintien de la paix lorsque l'Allemagne est prise en étau entre la Russie et la France et demande à l'Angleterre de rester neutre. Il refuse même lorsque l'Allemagne propose de renoncer à la traversée de la Belgique. L'Angleterre attend plutôt que l'Allemagne entreprenne une tentative d'échapper aux menaces qui pèsent sur elle en attaquant le nord de la France et en traversant la Belgique neutre. Le piège anglais se referme alors sur elle. La Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Empire allemand car il viole la neutralité des Belges. L'Angleterre se retrouve ainsi dans une position irréprochable du point de vue du droit international, même si elle a sciemment contribué à créer, par des voies indirectes, la configuration qui a mené au déclenchement de cette guerre. La Grande-Bretagne profite de la réaction en chaîne des évènements qui s'enchaînent en juillet 1914 pour mettre fin à la concurrence allemande, au « Made in Germany » et au programme de construction navale de l'Empire allemand.

En 1914, l'Amérique se tient encore à distance du jeu des puissances européennes. Le gouvernement, le Congrès et la population ont l'intention de tenir leur pays à l'écart de cette guerre d'outre-mer. Pourtant, dès le début de la guerre, des personnalités d'influence non négligeable, telles que Mahan et Roosevelt, voient les choses autrement. L'amiral Mahan influence depuis une vingtaine d'années la pensée stratégique de nombreuses personnes intéressées

par la politique aux États-Unis[55] ; Franklin D. Roosevelt, qui entraînera plus tard son pays dans la Seconde Guerre mondiale, est à l'époque secrétaire adjoint à la marine. Mahan écrit à Roosevelt deux semaines après le déclenchement de la guerre, le 13 août :

> *« La procédure de l'Allemagne consiste à vaincre brusquement (ses adversaires) par une préparation concentrée et une force motrice impétueuse. Si les Allemands devaient vaincre la France et la Russie sur terre, ils gagneraient un répit qui leur permettrait de construire une puissance maritime comparable à celle de l'Angleterre. Dans ce cas, le monde serait confronté à une puissance maritime. ... pleine d'ambitions avides et expansionnistes ».*[56]

La bombe qui ne se déclenchera que trois ans plus tard contre l'Allemagne fait donc déjà tic-tac dans certaines têtes.

Aucun des gouvernements impliqués en 1914 ne mesure en juillet de la même année l'ampleur de la catastrophe européenne à laquelle il contribue. Aucun des gouvernements – à l'exception du gouvernement belge – ne s'efforce de maintenir la paix en toute cohérence. La Grande-Bretagne et l'Empire allemand tentent certes à plusieurs reprises de s'interposer entre les parties en conflit. Mais les gouvernements et les représentants des deux pays encouragent les États prêts à la guerre, la France et l'Autriche-Hongrie, à agir de manière irresponsable et risquée par des promesses irréfléchies et des accords secrets. Quant à la France, elle incite la Russie à adopter une attitude intransigeante. De plus, la France et l'Angleterre acceptent consciemment et à bon compte la guerre en raison des « effets d'aubaine » attendus. Toutes deux se préparent militairement à exploiter l'imbroglio germano-russe qui se profile à l'horizon, sans pour autant passer pour des agresseurs. L'Autriche-Hongrie, la Serbie et la Russie se dirigent directement et consciemment vers cette guerre, même si à Vienne, on ne pense d'abord qu'à une action punitive contre les Serbes. Ainsi, la part de responsabilité des États dans la

[55] L'amiral Mahan écrit en 1889 le livre *The Influence of Sea Power upon History* (L'influence de la puissance maritime sur l'histoire).
[56] Bavendamm, *Roosevelts Weg zum Krieg* (La voie de Roosevelt vers la guerre), page 564.

naissance de cette Première Guerre mondiale est extrêmement différente. Comparativement, le poids de la responsabilité de la catastrophe de 1914 incombe dans une moindre mesure aux Britanniques et aux Allemands.

Le futur Premier ministre anglais Lloyd George a commenté les évènements de juillet 1914 en ces termes :

> *« Les nations se sont glissées dans le chaudron bouillonnant de la guerre. »*[57]

L'Allemagne d'après-guerre, dans les années 1920 et 1930, comprend parfaitement le mélange de motifs, de mauvaises actions et de culpabilité qui conduit au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Ainsi, en 1920, il est inévitable qu'au Reichstag aucun des partis de gauche comme de droite n'accepte le diktat de la « responsabilité exclusive » que les vainqueurs imposent au peuple allemand. De plus, le poids des réparations que les États vainqueurs justifient à partir de 1919 par cette « responsabilité exclusive » s'immisce si profondément dans la vie et le quotidien de tous les Allemands que la révision de la « responsabilité exclusive » et du traité de Versailles devient l'objectif déclaré et le consensus de tous les partis et groupements politiques de l'Allemagne d'après-guerre. Il résulte ainsi du caractère intenable de la thèse de la responsabilité unique que l'ordre européen d'après-guerre construit sur cette base s'effondre rapidement et conduit à une nouvelle guerre mondiale en l'espace de deux décennies seulement.

La Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale dure quatre ans et entraîne la France en 1915/1916 à la limite de sa capacité à la mener à bien. La guerre exige également de lourds sacrifices de la part des puissances centrales. Ainsi, les gouvernements de Berlin et de Vienne profitent de la conquête de la Roumanie par les troupes allemandes et austro-

[57] Lloyd George, page 32.

hongroises comme d'une occasion – qu'ils estiment favorable – pour proposer, en décembre 1916, la paix aux puissances adverses, la Russie, la Grande-Bretagne et la France. L'offre est formulée en termes généraux et parle de « paix et de réconciliation ». Les États adverses considèrent cette offre comme un signe d'affaiblissement des puissances centrales et répondent par une demande d'« expiation, de réparation et de garantie. »[58]

La France et la Russie concluent en outre – sans doute pour s'obliger mutuellement – un pacte secret bilatéral. Dans ce pacte, elles s'assurent mutuellement leurs gains de guerre. La France doit recevoir, en plus de l'Alsace-Lorraine, le territoire de la Sarre, et l'Allemagne sur la rive gauche du Rhin doit être séparée du Reich et placée sous la souveraineté de la France en tant qu'État tampon. La Russie reçoit en échange un blanc-seing pour *« fixer en toute liberté et à son gré ses frontières occidentales »*. Elle devrait, en cas de victoire, pouvoir s'emparer de toute la Pologne, de Constantinople et des Dardanelles.[59] Ainsi, la proposition de paix allemande de 1916 ne tombe pas seulement à l'eau. Elle exacerbe en outre la cupidité des deux adversaires.

Peu après, une autre tentative de médiation pour la paix en Europe échoue. Le Président américain Wilson fait demander aux belligérants à quelles conditions la guerre pourrait prendre fin. La Grande-Bretagne et la France posent des conditions inacceptables pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et l'Allemagne ne donne malheureusement pas suite au message de Wilson après l'échec récent de son initiative de paix. Au lieu de saisir l'occasion et de profiter de la médiation de l'Amérique, l'Allemagne prend le risque d'impliquer les États-Unis dans leur guerre sous-marine avec l'Angleterre.

Puisque la Grande-Bretagne empêche l'approvisionnement de l'Allemagne en matières premières et en denrées alimentaires par la mer en imposant un blocus de sa flotte, l'Allemagne tente elle aussi de couper l'Angleterre de son ravitaillement par l'Atlantique. Toutefois,

[58] Gebhardt, volume 4/1, page 78.
[59] Nitti, page 67 et traité franco-russe du 11 mars 1917.

cette tentative échoue dans un premier temps. Trop de navires marchands britanniques retirent l'Union Jack de leur mât avant d'arriver dans les zones maritimes disputées autour de l'Angleterre et continuent leur route vers leurs ports sous pavillon américain sans être inquiétés.[60] Le commandement suprême de l'armée allemande place donc son dernier espoir de bloquer l'Angleterre et de terminer la guerre victorieusement dans une guerre sous-marine illimitée contre tout approvisionnement de l'Angleterre par la mer. Certes, cette guerre des sous-marins plonge l'Angleterre dans la crise, mais elle entraîne en même temps une collision avec les États-Unis. En effet, ces derniers, bien qu'officiellement neutres, fournissent une grande partie de la flotte de transport et des marchandises importées pour l'approvisionnement anglais. Ainsi, les États-Unis « neutres » et leurs navires sont également victimes de la guerre maritime menée par l'Allemagne contre l'Angleterre.

Les relations entre les États-Unis et l'Allemagne connaissent à cette époque un nouveau coup de frein. Lorsqu'en 1917, la Russie quitte la guerre en tant que pays vaincu, la possibilité d'une victoire des puissances centrales allemande, austro-hongroise et turque n'est plus totalement exclue. Cela aurait eu des conséquences pour les États-Unis. L'Angleterre et la France ont, en effet, fait financer entièrement leurs frais de guerre par des banques américaines après avoir épuisé leurs propres finances publiques. En cas de victoire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, le financement de la guerre par l'Angleterre et la France devenait un crédit perdu et aurait été à la charge de l'économie nationale des États-Unis. La perspective de devenir ainsi le perdant financier d'une guerre étrangère, la guerre illimitée des sous-marins allemands et une tentative imprudente du gouvernement du Reich d'offrir son soutien au Mexique, déjà en guerre avec les États-Unis,[61] poussent le gouvernement américain à participer officiellement à la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France. Le 6 avril 1917, l'Amérique déclare la guerre à

[60] Gaffney, page 174.
[61] Binder, page 96.

l'Empire allemand. La déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie suit quelques jours plus tard.

Les forces de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie diminuent. Celles de l'ennemi augmentent désormais constamment grâce à l'afflux de troupes américaines fraîches. Jusqu'en octobre 1918, ce sont trente divisions américaines[62] qui arrivent en Europe et y décident de la guerre. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie de leur côté n'ont plus aucune chance de renverser la vapeur. Début 1918, alors que les troupes allemandes combattent encore invaincues en France, le Président des États-Unis Woodrow Wilson propose de conclure la paix sur la base de conditions dures mais néanmoins acceptables, les fameux « 14 points Wilson ». Bien que le gouvernement américain ait consulté les Britanniques et les Français sur cette proposition de paix, il ne les a pas engagés sur cette voie. Ainsi, les gouvernements de Londres et de Paris ne se sentent pas liés par la suite par les conditions du Président Wilson.

L'hypothèque de la propagande

Les négociations de paix qui vont suivre sont soumises à une autre hypothèque que la vision subjective des vainqueurs sur les raisons et les motifs de cette guerre. Les gouvernements et les médias en Angleterre, en France et aux États-Unis avaient entrepris un travail de relations publiques pour convaincre leurs électeurs et leurs soldats du bien-fondé de la guerre et pour les inciter – lorsque la guerre devient dure – à persévérer. Les arguments utilisés pour « apprendre » aux masses en France, en Grande-Bretagne et en Amérique qu'elles représentent le bien et le droit contre l'injustice et les méchants sont de nature très différente. L'« éducation » de ce type commence en Angleterre, où le *Times* de Londres rapporte, dans son édition du 27 août, trois bonnes semaines après le déclenchement de la guerre :

[62] Binder, page 100.

« qu'un homme a vu de ses propres yeux des soldats allemands couper les bras d'un bébé qui s'accrochait à la jupe de sa mère ».

Fig. 1 : Image de propagande contre les soldats allemands.

Le 2 septembre, le *Times* revient une deuxième fois avec un tel message :

« Ils coupent les mains des petits garçons pour que la France n'ait plus de soldats ».

Le traité de Versailles et la mise au ban de l'Allemagne

Depuis lors, la propagande sur le « Hun assoiffé de sang » fleurit dans les trois pays cités. Des figurines représentant des enfants avec des bras coupés, des cartes postales montrant des soldats allemands enfonçant des baïonnettes dans des corps de bébés, des rapports de

viols de religieuses et autres, mettent les Britanniques, les Français et les Américains en colère contre les « Huns » et les « Teutons » allemands. Une enquête lancée par le Pape dans la zone de guerre ne révèle cependant pas un seul cas de ce genre. Francesco Nitti, Premier ministre italien à partir de 1919, décrit dans un livre, quatre ans après la guerre, comment la France, l'Angleterre et l'Italie font circuler les histoires les plus absurdes pour réveiller l'esprit combatif de leurs peuples. Il écrit :

> *« Il fallait vaincre, vaincre à tout prix. ... Pour vaincre, il faut avant tout haïr, et pour haïr, il faut faire subir à l'ennemi tout ce qui est haïssable. ... À l'époque, on peignait les Allemands comme des barbares de la civilisation, comme la racine de tous les maux de l'humanité. Il n'y avait aucune cruauté qu'on ne leur attribuait pas et quand ils ne fusillaient pas les femmes sans défense, ils coupaient les mains des enfants. ... Mais c'est surtout la légende des mains d'enfants coupées qui a été exploitée pendant la guerre ... comme preuve irréfutable de la nature hunnique allemande. ... Non pas que des personnes sérieuses aient cru à toutes ces légendes, mais il était tout de même utile de les répandre. ... Immédiatement après la guerre, j'ai voulu m'assurer de la véracité de toutes ces accusations et j'ai chargé plusieurs de mes amis de faire les recherches nécessaires sur l'époque, le lieu et les noms. Lloyd George eut la même idée et, lors de son voyage en Belgique, il interrogea tous les témoins possibles de ces terribles amputations. Mais ni lui ni moi ne sommes parvenus à établir la réalité d'un seul cas ».*[63]

Même lorsque les troupes allemandes quittent la France et la Belgique en 1918 en prévision d'un traité de paix, les tambours contre l'Allemagne ne s'arrêtent pas. Les Britanniques lancent inutilement des bombes sur les villes françaises de Saint-Quentin, Roulers, Douai et Cambrai et répandent la nouvelle que les Allemands, en se retirant, dévastent délibérément et systématiquement les territoires français occupés jusque-là.[64]

---

[63] Nitti, pages 39 à 56.
[64] PAAA, Dossiers secrets de la guerre 1914, R 21872, feuille 224.

Pour la propagande des Britanniques contre les Allemands, l'Atlantique n'est pas une barrière. Dès le début de la guerre, les Anglais s'appuient sur de fausses informations pour impliquer les États-Unis, encore neutres. Les moyens de leur flotte et la langue commune à l'Angleterre et aux États-Unis leur sont particulièrement utiles. La Royal Navy coupe les câbles de télécommunication allemands au fond de l'Atlantique et interrompt l'échange de messages entre l'Allemagne et l'Amérique. L'Angleterre, si tant est que cela concerne la guerre des Européens, peut ainsi occuper le monopole de la presse et de l'opinion aux Etats-Unis. L'Angleterre inonde les États-Unis de sa vision des choses et de son image de propagande de l'Allemagne. Sir Gilbert Parker, un homme de presse anglais, l'expose sans fard en mars 1918 dans le *Harper's Magazine*. Il écrit :

> *« Dès le début de la guerre, je suis devenu responsable des relations publiques britanniques aux États-Unis. ... Nous avons distribué 360 journaux anglais à des éditeurs de magazines américains. Nous avons établi des contacts avec des soldats anglais, organisé des entrevues et distribué nos écrits à un grand nombre de bibliothèques publiques, d'associations de YMCA, d'universités, de collèges, de clubs et de sociétés historiques ».*[65]

Un lord Northcliff gère en outre une fondation portant son nom aux États-Unis, avec 4 500 « agents publicitaires ». Ainsi, les gens aux États-Unis, et plus tard les soldats américains, sont influencés par une image de l'Allemagne qui se répercute jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Lorsqu'en 1917, Woodrow Wilson met la population américaine au diapason de l'entrée en guerre des États-Unis, il recourt lui aussi au moyen d'élever les Allemands au rang d'ennemis du monde, des bons et des justes. Il qualifie la guerre sous-marine allemande de *« guerre contre toutes les nations »* et en fait *« un moyen de balayer les gouvernements irresponsables et antidémocratiques »* et crée le beau slogan *« Le monde doit devenir un lieu enfin sûr pour la démocratie ».*

[65] Gaffney, page 10.

Ce que l'Américain moyen qui entend ce message ne sait cependant pas, et ne peut pas savoir en 1917, c'est que la démocratie n'est pas encore aussi développée dans son propre pays qu'elle l'était à l'époque dans l'Empire allemand. Les États-Unis démocratiques n'introduisent le droit de vote universel, égal et secret qu'en 1965 avec le « Voting Rights Act ». Dans l'Empire allemand, tellement disqualifié par Wilson, il existe déjà depuis 1871.

Wilson a lui aussi recours à l'auto-illusion, qui consiste à peindre ses adversaires en noir, à les présenter comme un danger pour l'humanité et comme des puissances maléfiques. Dès lors, l'Amérique diabolise ses adversaires dans toutes ses guerres. Les médias et les films de divertissement inondent les États-Unis d'une image de propagande « de l'Allemand », qui se maintient en partie jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. À titre d'exemple, le film *The Prussian Cur* comporte une scène dans laquelle des soldats allemands crucifient un Canadien capturé à la porte d'une cour. De tels fantasmes restent gravés dans les mémoires.

Le procès-verbal de la séance du Congrès américain du 10 janvier 1918 montre à quel point les chimères auto-engendrées sévissent aux États-Unis. On y trouve la prière suivante, par laquelle les députés commencent la journée :

> *« La séance est ouverte à 11 heures. Le pasteur S. prononce la prière suivante :*
>
> *'Dieu tout-puissant, notre Père céleste, nous te remercions et nous nous réjouissons que ce gouvernement soit fondé sur la foi en toi et en ta parole. ... Tu sais, Seigneur, que nous sommes engagés dans une lutte à mort avec la nation la plus déshonorante, la plus ignoble, la plus avide, la plus méprisable, la plus assoiffée de sang, la plus voluptueuse et la plus vicieuse qui ait jamais insulté le livre de l'histoire. Tu sais que l'Allemagne a causé tant de larmes à l'humanité qu'une nouvelle mer s'en remplit. Nous te prions de dénuder ton bras puissant et de repousser la horde de Huns affamés et de loups, dont les crocs laissent couler un sang frais et coagulé. ... Bénis nos alliés et que la victoire soit nôtre. ... Tu seras loué à jamais par*

Jésus-Christ. Amen.' » (Suit le procès-verbal des débats).[66]

Les élites politiques anglaises, françaises et américaines ne parviennent pas à se détacher de cette montagne de haine et d'auto-illusion lorsqu'elles doivent conclure la paix avec les Allemands en 1919. Ainsi, à Versailles, Saint-Germain et Trianon, il ne s'agit pas seulement d'un nouvel ordre de paix pour l'Europe. Il s'agit désormais aussi, selon la logique de propagande qui prévalait jusqu'alors, de vengeance et de punition.

Les premières conséquences de Versailles

Début 1918, le Président américain Woodrow Wilson donne la première impulsion à une solution de paix que tous les belligérants pourraient accepter. Le 8 janvier, il prononce devant le Congrès le discours dans lequel il développe une proposition en 14 points pour un tel accord de paix.[67] Neuf des quatorze points sont importants pour l'Empire allemand. Il s'agit de :

1. l'abolition de la diplomatie secrète,

2. un accès libre à la mer,

3. les restrictions futures en matière d'armement,

4. le règlement des revendications collectives des puissances alliées occidentales, c'est-à-dire de l'Entente,

5. l'évacuation de la Russie par les puissances centrales allemande et austro-hongroise,

6. la restauration de la Belgique,

7. la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France,

8. la création d'une Pologne indépendante avec un accès libre et sûr à la mer Baltique et

[66] Registre du Congrès, contenant les procédures et les débats de la deuxième session du soixante-cinquième Congrès des États-Unis d'Amérique-Volume LV I – Washington-Government Printing Office 1918, pp. 761, 762.
[67] PAAA, Dossiers de la guerre 1914, R 21923, feuillets 12-14.

9. la création d'une Société des Nations.

Sa proposition se termine par les phrases suivantes :

> *« Nous ne sommes pas jaloux de la grandeur allemande et il n'y a rien dans ce programme qui la diminue. ... Nous ne souhaitons pas porter atteinte à l'Allemagne ni entraver d'une quelconque manière son influence ou sa puissance légitimes. ... Nous ne voulons pas combattre l'Allemagne, ni par les armes ni par des méthodes commerciales hostiles, si elle est prête à se joindre à nous et aux autres nations pacifiques dans des traités de justice, de droit et d'équité. Nous souhaitons seulement que l'Allemagne occupe une place d'égalité parmi les nations, plutôt qu'une place de domination. »*[68]

Dans un autre discours prononcé devant le Congrès le 11 février, Wilson ajoute qu'en cas de conclusion de la paix, il ne doit pas y avoir de compensations territoriales ni d'annexions contre la volonté des populations concernées. Il exclut expressément les réglementations *« qui, avec le temps, troubleront la paix de l'Europe et donc du monde ».*[69]

Lorsque la situation stratégique de l'Empire allemand se dégrade dramatiquement à partir d'août 1918 et devient tout à fait intenable en septembre, le haut commandement de l'armée demande instamment au gouvernement du Reich, le 19 septembre et à plusieurs reprises par la suite, d'entamer des négociations d'armistice avec les États adverses. Le gouvernement du Reich et le commandement de l'armée se laissent séduire par les 14 points modérés de Wilson et espèrent obtenir des conditions de paix acceptables. Le 3 octobre, les gouvernements allemand, autrichien, hongrois et turc envoient leurs offres d'armistice basées sur les 14 points au Président américain Woodrow Wilson, en qui ils voient le porte-parole de leurs puissances adverses.

Le 10 octobre, la réponse arrive.[70] Dans un premier temps, Wilson ne propose pas encore de cessez-le-feu. Il demande si, avec cette offre

---

[68] Wilson Papers, pages 538 et suivantes.

[69] PAAA, R 21923, feuille 14.

[70] Note du gouvernement américain du 8 octobre 1918 : PAAA Geheime Akten Krieg 1914, R 21872, feuillets
35 et 36.

allemande, ses 14 points de paix ont été acceptés. Il veut – écrit-il encore – proposer un armistice aux gouvernements alliés, mais il exige que les troupes allemandes évacuent auparavant les territoires belges et français occupés. Selon Wilson, c'est la condition préalable à une « bonne relation de confiance ». Après cette réponse de Wilson, le gouvernement allemand peut partir du principe que les 14 points seront la base d'un accord de paix. Il peut en outre espérer une « bonne relation de confiance » en cas de retrait de toutes les troupes des territoires occupés. Néanmoins, cela ne garantit pas l'arrêt des hostilités de la part de la partie adverse. Le gouvernement du Reich se fie à l'offre et aux conditions de Wilson, retire ses troupes de France et de Belgique et commence à les disperser dans le pays.

Dans sa note de réponse, le gouvernement allemand se réfère une fois de plus aux 14 points de Wilson et exprime l'espoir que, outre les États-Unis, les autres États adverses s'y tiennent également.[71] Au cours des quinze jours précédant novembre, Wilson ne cesse de formuler de nouvelles exigences dans deux lettres, que le gouvernement du Reich accepte à chaque fois par une note.[72] Dans sa lettre du 23 octobre, par exemple, Wilson pose comme condition que les États-Unis et leurs alliés ne négocieront la paix avec l'Allemagne que si des représentants élus du peuple sont envoyés à cette fin du côté allemand et non des « souverains militaires et des autocrates monarchiques ».[73] Si l'Allemagne n'envoyait pas de représentants élus du peuple, il ne serait pas possible de négocier. L'Allemagne devrait alors se rendre. Le gouvernement du Reich promet les représentants élus du peuple et les envoie à Versailles en 1919. Malgré cela, la paix n'est pas négociée. Elle est dictée, comme nous le verrons plus tard, et l'Empire allemand, vaincu, doit se rendre même si les conditions ont été respectées.

Au cours des semaines d'octobre suivantes, le commandement de l'armée ainsi que le gouvernement apprennent par de nombreux

[71] PAAA, R 21872, feuillets 164 et 165, note du 12 octobre 1918.
[72] Notes du 14 octobre, 20 octobre, 23 et 27 octobre 1918. Voir Vertrag-Ploetz, pages 32-35.
[73] Vertrag-Ploetz, page 34.

communiqués de presse et d'agents à quel point les avis des Britanniques, des Américains et des Français divergent au sujet d'un armistice et de la paix. Les Britanniques et les Français veulent d'abord conquérir la Belgique, mais les Belges et les Américains s'y opposent. Les Français sont impatients d'envahir l'Alsace et la Lorraine en tant que vainqueurs, afin de ne pas recevoir les deux parties du pays dans le cadre d'un règlement de paix grâce à l'aide en armes des Alliés. Les Anglais et les Américains l'en empêchent. Les Français veulent en outre profiter de l'auto-désarmement des troupes allemandes pour occuper l'Allemagne avec leurs troupes.[74] Aux États-Unis, les élections au Congrès ont lieu le 5 octobre. Les adversaires de Wilson refusent de négocier avec les Allemands et veulent annuler les 14 points en cas de victoire électorale. Afin de rassurer les Allemands et de continuer à les inciter à faire la paix, Wilson fait la déclaration suivante le 5 novembre 1918 :

> *« Les gouvernements alliés ... se déclarent prêts à conclure la paix avec le gouvernement allemand sur la base des conditions de paix consignées dans le discours du président au Congrès du 8 janvier 1918 ».*[75]

Wilson a ainsi prétendu que les gouvernements anglais et français avaient également accepté ses 14 points.

Le 5 novembre 1918, quatre jours avant le début des négociations officielles d'armistice, Wilson s'engage donc expressis verbis à ce que les Alliés fassent la paix sur la base des 14 points. En droit international, cela équivaut à un pré-traité de paix, qui devrait maintenant être mis en forme par un traité définitif. Le 9 novembre 1918, les négociations d'armistice débutent dans la forêt de Compiègne, au nord-est de Paris. Du côté de l'Entente, le négociateur est désormais le maréchal français Foch et non plus l'Américain Wilson.

Pendant ce temps, les Autrichiens, les Hongrois, les Turcs et les Bulgares ont également conclu un armistice avec les vainqueurs, et la

---

[74] PAAA, Dossiers secrets de la guerre 1914, R 21882.
[75] PAAA, Dossiers secrets de la guerre 1914, R 21882, feuille 185.

révolution commence à Berlin. Ainsi, la position de négociation des Allemands s'est dégradée comme on peut l'imaginer. Les délégués de l'Entente ne respectent pas les 14 points de Wilson et ajoutent de nouvelles exigences. La délégation allemande ne peut désormais plus menacer de reprendre les combats. Il ne lui reste donc plus qu'à accepter les exigences élargies des adversaires pour un armistice de trente-six jours. Les principales exigences sont les suivantes :

1. l'évacuation des territoires occupés dans un délai de 15 jours,

2. l'évacuation de l'Allemagne à l'ouest du Rhin avec des têtes de pont supplémentaires sur la rive est à Mayence, Coblence et Cologne,

3. la libération unilatérale des prisonniers de guerre,

4. l'annulation des accords de paix conclus précédemment avec les États vaincus, la Russie et la Roumanie,

5. la livraison de grandes quantités de trains, de camions et de matériel de guerre et

6. la détention de la flotte de haute mer allemande dans la zone maritime au large de Scapa Flow, au nord de l'Écosse.[76]

En acceptant ces conditions le 11 novembre 1918, l'Allemagne a perdu ses armes et ses moyens de pression. Elle n'est donc plus en mesure de négocier la paix. Elle est à la merci des vainqueurs et ne peut plus faire valoir l'offre de paix en 14 points de Wilson. La limitation du cessez-le-feu à trente-six jours seulement signifie en outre que les vainqueurs peuvent formuler de nouvelles exigences à chaque prolongation du cessez-le-feu.

Le 18 janvier 1919 s'ouvre la conférence de paix de Versailles, près de Paris. Seuls les ministres des Affaires étrangères des vingt-sept pays vainqueurs y discutent. Elle est présidée par le Premier ministre français Clémenceau. Les « représentants élus du peuple » allemands ne sont pas admis aux discussions, malgré la lettre de Wilson du 23 octobre. Les 14 points de Wilson ne constituent pas non plus la base des débats de Versailles, comme le supposaient initialement les

[76] Vertrag-Ploetz, pages 36 et suivantes.

Allemands. Seuls les objectifs de guerre, c'est-à-dire la répartition du butin, font l'objet de négociations entre les vainqueurs. L'Allemagne doit payer le prix fort. Des sacrifices plus importants que ceux exigés par le traité de Versailles ne lui sont épargnés que parce que l'Angleterre a su empêcher une trop grande montée en puissance de la France et parce que le Président américain Wilson a su freiner l'avidité des autres vainqueurs. En avril 1919, la conférence des vainqueurs de Versailles risque même d'échouer. Le maréchal Foch demande la création d'un État rhénan séparé de l'Allemagne. Il exige que les vainqueurs occupent cet État de manière permanente avec une armée internationale, à laquelle les États-Unis devraient fournir un contingent de 100 000 soldats.[77] Pour Wilson, le flot de demandes en provenance de Paris va trop loin, il quitte la conférence, retourne aux États-Unis et le Congrès refuse de signer le traité de Versailles.

D'autres exigences ont également été épargnées à l'Allemagne grâce à l'opposition de l'Angleterre et des États-Unis. Les Polonais et les Tchèques ont demandé davantage de terres allemandes qu'ils n'en obtiennent finalement. La France offre l'Emsland à la Hollande, mais les Néerlandais, qui n'ont pas participé à la guerre, restent fair-play et refusent. Même un pays souverain du camp des vainqueurs manque de se retrouver dans le butin. On négocie pour savoir si le Luxembourg sera annexé par la France ou la Belgique.[78]

Le 7 mai, les conditions fixées par les vingt-sept vainqueurs sont ouvertes pour la première fois à la délégation allemande. Le Français Clémenceau les remet en disant : « L'heure du règlement de compte a sonné ». « Règlement de comptes » au lieu de « traités justes et équitables », comme Wilson l'avait annoncé exactement cinq mois plus tôt pour inciter l'Empire allemand à signer un armistice. La demande des délégués allemands de négocier au préalable le « traité » qu'ils doivent maintenant signer est refusée. Les Allemands obtiennent seulement l'une ou l'autre amélioration en faveur de

[77] Nevis, page 435.
[78] Nevis, page 368.

l'Allemagne par le biais de plusieurs notes écrites. Le fait que le traité ait été dicté par Versailles et non négocié restera sa grande tare.

Comparé aux traités de paix européens du XIX^{e} siècle, le diktat est exceptionnellement dur. Pour donner une apparence de légitimité à l'ampleur de leurs exigences, les vainqueurs se permettent d'attribuer à l'Allemagne et à ses alliés de guerre la responsabilité exclusive de la Première Guerre mondiale. Le traité exige de l'Allemagne un grand nombre de cessions de terres et de populations : l'Alsace-Lorraine à la France, les provinces de Poznan et la quasi-totalité de la Prusse occidentale ainsi que la région industrielle de Haute-Silésie à la Pologne, le territoire de Memel à la Société des Nations, le petit pays de Hultschin à la Tchécoslovaquie, le nord du Schleswig au Danemark, la région autour des deux villes d'Eupen et de Malmédy à la Belgique, et Dantzig et ses environs comme État libre sous la souveraineté de la Société des Nations. Le traité place le territoire de la Sarre sous la domination de la France pour une durée de quinze ans et transfère les mines de cette région en propriété française.

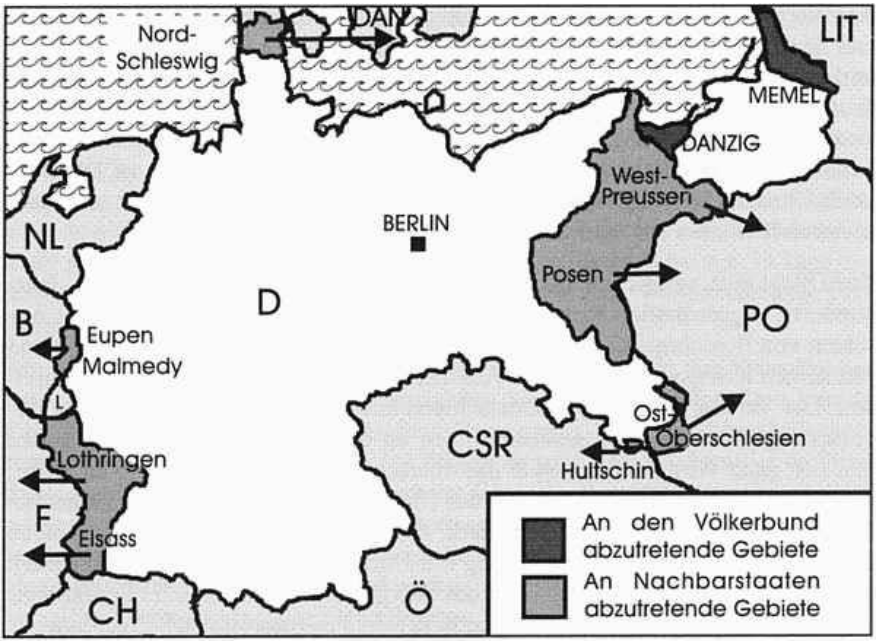
Il interdit le rattachement du reste de l'Autriche à l'Empire allemand. Il définit des zones d'occupation sur le territoire allemand à la gauche du Rhin, dans lesquelles des troupes belges et françaises doivent être stationnées dans trois zones pour une durée de cinq, dix et quinze ans respectivement. Avec ce traité, l'Allemagne perd ses colonies, principalement au profit de l'Angleterre et des dominions britanniques, mais aussi de la France, de la Belgique et du Japon. Le traité prive l'Allemagne de la souveraineté sur ses voies navigables intérieures et de la souveraineté aérienne sur son propre territoire. Les forces armées sont réduites à 100 000 hommes dans l'armée de terre et 15 000 dans la marine. La Luftwaffe, les sous-marins et l'artillerie lourde sont désormais interdits à l'Allemagne, et une zone de cinquante kilomètres de large sur la rive droite du Rhin est interdite aux militaires allemands. L'Empire allemand doit remettre aux vainqueurs la majeure partie de sa flotte marchande et de ses réserves d'or, ainsi qu'une grande partie de sa demande annuelle de minerai et de charbon, de sa production de chaux, de ciment et d'essence,

d'énormes quantités de bétail et de machines agricoles, 150 000 wagons de chemin de fer et plusieurs milliers de locomotives et de camions. L'ensemble des biens privés allemands à l'étranger et d'innombrables brevets industriels sont confisqués. Le montant des paiements en espèces – c'est ce que les vainqueurs se réservent dans le traité – ne sera fixé qu'ultérieurement.

Dans l'Empire allemand, on est consterné et profondément déçu. Les « vainqueurs » n'étaient finalement pas parvenus à une victoire avant l'armistice, même s'ils en étaient proches. Tous les pays belligérants, à l'exception de l'Amérique, étaient épuisés et avaient grand besoin de cette paix. Les pertes de guerre chez les adversaires étaient tout de même un tiers plus élevées que les nôtres. Les troupes allemandes se trouvaient encore en France et pas un seul Français ou Britannique n'était parvenu jusqu'en Allemagne. Depuis l'armistice, seule l'Allemagne avait pris des mesures préalables à la conclusion de la paix, avait retiré ses troupes et commencé à les dissoudre. Dans son discours en 14 points, Wilson avait parlé de « grandeur allemande », de « traités de justice, de droit et d'équité ». Les Allemands avaient ainsi pu s'attendre à des négociations ouvertes et à une paix décente, ce d'autant plus que le Président américain leur avait encore assuré, quatre jours avant l'armistice, une paix sur la base de ses 14 points.

En 1919, on sait encore trop bien en Allemagne comment on a traité les Français lors de la signature de la paix de Francfort en 1871. La France, qui a provoqué et perdu la guerre de 1870, a dû céder l'Alsace-Lorraine, majoritairement germanophone, et payer cinq milliards de francs en argent dans un délai de trois ans. Les troupes d'occupation allemandes se sont ensuite retirées. La France a conservé son armée, sa flotte, ses colonies et ses réserves d'or. Un petit exemple montre à quel point la différence entre les deux traités de paix de 1871 et de 1919 est flagrante. Dans l'article 2 de la paix de Francfort, les Allemands règlent la garantie des droits acquis pour les Alsaciens français. Avec l'article 74 de la paix de Versailles, les Français règlent l'expropriation des Alsaciens allemands. En 1919, en souvenir de la paix signée par les Allemands avec les Français en

1871, l'Allemagne désormais vaincue est horrifiée par la démesure des revendications. C'est pourquoi les partis du Reichstag rejettent d'abord le diktat en bloc. Le Président du Reich, Ebert (SPD), déclare le lendemain de la notification des conditions de paix :



Carte 2 : pertes de terres allemandes après la Première Guerre mondiale.

« La volonté de paix sincère de notre peuple, qui supporte difficilement la guerre, a trouvé sa première réponse dans des conditions d'armistice extrêmement dures. Le peuple allemand a déposé les armes et respecté honnêtement toutes les obligations de l'armistice, aussi lourdes soient-elles. Malgré cela, nos adversaires ont continué la guerre pendant six mois en maintenant le blocus de la faim. Le peuple allemand a supporté tous les fardeaux en se fiant à la promesse faite par les Alliés dans la note du 5 novembre, selon laquelle la paix serait une paix de droit basée sur les 14 points de Wilson. Ce qui nous est proposé aujourd'hui dans les conditions de paix est en contradiction avec la promesse faite, est insupportable pour le peuple allemand et irréalisable même en mobilisant toutes les forces. On veut

infliger au peuple allemand une violence sans mesure ni limite. De cette paix imposée devraient naître de nouvelles haines entre les peuples et, au cours de l'histoire, de nouveaux massacres. »[79]

Mais le pouvoir des vainqueurs oblige à la signature. L'Angleterre menace de reprendre le blocus des ports allemands pour l'importation de denrées alimentaires et de matières premières vers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie si elle refuse de signer le traité. Malgré l'armistice conclu en novembre 1918, l'Angleterre avait maintenu son blocus maritime de la guerre jusqu'à la mi-mai 1919, rompant ainsi en permanence l'armistice jusqu'à cette date. Le gouvernement anglais avait également refusé la demande du gouvernement impérial allemand d'exempter de l'embargo au moins le blé, les graisses, le lait condensé et les médicaments pendant l'armistice.[80] De ce fait, l'Allemagne et le reste de l'Autriche déplorent déjà près d'un million de morts de faim jusqu'en mars 1919. Les deux États ne peuvent pas prendre le risque d'une reprise du blocus maritime par les Britanniques à peine deux mois plus tard, compte tenu de la famine qui sévit dans le pays. De plus, la France menace d'occuper l'Allemagne, désormais largement démilitarisée, avec des troupes. Dans cette situation sans issue, la délégation allemande à Versailles signe, le 28 juin 1919, le traité sous la contrainte.

Une note annexe au contrat présente d'abord le point de vue des vainqueurs. Elle est la suivante :

« De l'avis des puissances alliées et associées, la guerre qui a éclaté le 1er août 1914 a été le plus grand crime contre l'humanité et contre la liberté des peuples qu'une nation se prétendant civilisée ait jamais commis en toute conscience. Pendant de longues années, les gouvernants allemands, fidèles à la tradition prussienne, ont cherché à dominer l'Europe. ... Le comportement de l'Allemagne est presque sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La terrible responsabilité qui pèse sur elle peut être résumée par le fait qu'au moins sept millions de morts sont enterrés en Europe, ... C'est pourquoi les

[79] Binder, page 120.
[80] Deighton, page 26.

puissances alliées et associées ont déclaré avec force que l'Allemagne devait, comme condition fondamentale du traité, accomplir une œuvre de réparation jusqu'à l'extrême limite de sa capacité. »[81]

Par cette « Mantelnote » les « puissances alliées et associées » expulsent les Allemands de la communauté des peuples civilisés. Ce qui entraînera des conséquences.

Outre son caractère impitoyable, le traité de Versailles contient quatre articles particuliers qui se retourneront contre les pays vainqueurs. Il y a d'abord le préambule. Il commence par la phrase :

« Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique ... (suivent l'énumération des autres puissances victorieuses) d'une part, et l'Allemagne d'autre part ... sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes : »

Cet « accord » repose sur la pure contrainte du plus fort. L'Allemagne vaincue n'est pas « tombée d'accord », même si elle doit maintenant le signer. Le mot erroné au début du traité doit dissimuler le fait qu'il s'agit d'une déclaration de volonté totalement unilatérale des vainqueurs. Une telle chose n'était plus habituelle ni pratiquée lors des grands accords de paix conclus après les guerres napoléoniennes et – comme nous l'avons déjà mentionné – après la guerre de 1870-1871. Il s'agit d'un retour à l'époque où seuls les intérêts personnels des plus forts, et non l'équilibre entre les parties en conflit, constituaient la norme des accords de paix. Lorsque, vingt ans plus tard, Adolf Hitler procède de la même manière avec ceux qui sont alors vaincus, l'Allemagne l'accepte sans grand scrupule comme un « rendre la monnaie de sa pièce ».

Deuxièmement, l'article 8 du traité de Versailles stipule que tous les signataires – donc aussi les vainqueurs – doivent « réduire leurs armées au minimum ». L'article 8 stipule en outre que l'Empire allemand doit désarmer en premier, et que c'est la condition préalable à la réduction des flottes et des armées des autres États. Comme les vainqueurs auraient pu s'en douter, l'article 8 se transforme plus tard

[81] Traité de Versailles.

en boomerang, qui frappe d'abord les Allemands, mais qui finit par les toucher eux-mêmes. Après le désarmement de l'Allemagne en 1927, les puissances victorieuses refusent de respecter elles-mêmes leurs obligations et de démanteler leurs flottes et leurs armées. L'Allemagne est généralement indignée par cette situation. Les gouvernements allemands exigent alors que les vainqueurs réduisent leurs troupes. Comme cela n'est pas suivi d'effet, ils exigent le droit pour l'Allemagne de réarmer dans une mesure raisonnable et d'aligner ainsi un peu la petite armée du Reich sur la taille des armées des vainqueurs. Mais avant l'élection de Hitler au poste de Chancelier, cela ne peut pas être obtenu par la voie de la négociation. Lorsque Hitler reconstruit la Wehrmacht en 1933, d'abord avec prudence, puis avec véhémence, cela ne correspond que trop bien au cadre de ce que les vainqueurs s'offrent eux-mêmes. Jusqu'en 1937, il n'y a donc guère de raisons en Allemagne de soupçonner derrière les pressions de Hitler en faveur de l'armement l'intention de mener prochainement une guerre. L'article 8 du traité de Versailles rattrape les vainqueurs sous Hitler.

En troisième lieu, la section 5 de la partie III du traité aura des conséquences. Cette partie du traité stipule que l'Allemagne doit céder l'Alsace et la Lorraine à la France. Ce n'est pas le territoire qui est en cause ici, mais le principe « *pacta sunt servanda* » qui est violé (les traités doivent être respectés). La paix de Francfort, qui met fin à la guerre franco-allemande en 1872, stipule que les deux parties du pays appartiennent désormais pour toujours à l'Empire allemand. Cette éternité ne dure même pas cinquante ans. Les pays de l'Entente montrent ici que les traités ne durent que dans la mesure où le plus fort les respecte. Cela a également une influence sur le sens du droit de l'opinion publique et des militaires en Allemagne. Lorsque, deux décennies plus tard, Hitler viole lui-même des traités sans scrupules et le proclame sans gêne, l'Allemagne n'est plus particulièrement ébranlée. On prend cela comme un durcissement des usages internationaux, dont on n'est pas soi-même responsable.

Le quatrième article, l'article 231, aura des conséquences pour les pays de l'Entente. Les puissances victorieuses justifient leurs exigences exorbitantes en matière de réparations dans le traité par la responsabilité exclusive de l'Allemagne et de ses alliés dans la guerre. L'article 231 stipule à ce sujet :

> *« ...que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, en tant qu'auteurs, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et par leurs ressortissants à la suite de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés ».*

En Allemagne, cependant, on n'a pas oublié les tentatives de l'Empereur Guillaume II, en juillet 1914, de maintenir la paix par la médiation et la négociation. On se souvient également des mobilisations en Russie et en France, qui ont d'abord forcé l'Allemagne à agir, du refus des Russes d'annuler la mobilisation de leurs troupes et de l'échec des Britanniques et des Français à assurer la neutralité et la paix à leurs voisins allemands. L'affirmation de la responsabilité exclusive des Allemands et de leurs alliés est si audacieuse que l'indignation face à la duplicité des vainqueurs et la consternation provoquée par un sentiment d'honneur profondément blessé ne connaissent pas de limites en Allemagne. Les réactions sont à l'avenant.

Le Ministre de la justice du Reich Otto Landsberg (SPD), l'un des délégués allemands à Versailles, dit ce que beaucoup pensent dans l'Allemagne vaincue :

> *« Cette paix est une lente mise à mort du peuple allemand ».*

Même à l'étranger, le jugement n'est souvent pas différent. Le Secrétaire d'État Lansing, de la délégation américaine à Versailles, commente ainsi le traité dans une note du 8 mai 1919 :

> *« L'impression que donne le traité de paix est décevante. Elle suscite des regrets et de l'abattement. Les conditions de paix semblent indiciblement dures et humiliantes, tandis que nombre d'entre elles me semblent irréalisables. Il faudra peut-être des années pour que ces peuples opprimés soient en mesure de*

se libérer de leur joug, mais aussi sûrement que la nuit suit le jour, le temps viendra où ils tenteront de le faire. Nous avons un traité de paix, mais il n'apportera pas une paix durable, car il est fondé sur les sables mouvants de l'intérêt personnel ».[82]

William Bullitt, diplomate et membre de la délégation américaine à Versailles, écrit à son Président pour lui demander de le retirer de la conférence. Sa lettre du 17 mai 1919 dit ceci :

« Les décisions injustes fixées lors de la conférence de Versailles concernant le Shantung, le Tyrol, la Thrace, la Hongrie, la Prusse orientale, Dantzig, la Sarre et l'abandon du principe de la liberté des mers garantissent de nouveaux conflits. ... C'est pourquoi j'estime qu'il est de mon devoir de conseiller à mon propre gouvernement et à mon propre peuple de ne pas signer ni ratifier ce traité inique ».[83]

Les États-Unis d'Amérique du Nord refusent systématiquement de signer le diktat et concluent leur propre traité de paix avec l'Allemagne en 1921.

Le Premier ministre anglais Lloyd George note dans un mémorandum du 26 mars 1919, donc avant même que le traité ne soit remis aux Allemands :

« L'injustice et la présomption, jouées à l'heure du triomphe, ne seront jamais pardonnées ni oubliées. C'est pourquoi je m'oppose vivement à ce que l'on soustraie plus d'Allemands que nécessaire à la domination allemande pour les soumettre à une autre nation. Je ne vois guère de cause plus forte pour une guerre future,… ».

Les Britanniques signent le traité malgré cette prise de conscience précoce. Leur sens du butin et leur considération pour leur partenaire français sont manifestement plus forts que la voix de la raison. Mais même une prise de conscience tardive ne permet pas aux gouvernements anglais de réparer eux-mêmes les dégâts de Versailles jusqu'en 1933. L'économiste national britannique Keynes, conseiller

[82] Baumfalk, page 121.
[83] Bernhardt, page 40.

de la délégation anglaise à Versailles, juge dès 1920 dans son livre *The economic consequences of the peace treatment* (Les conséquences économiques du traité de paix) le considérait comme *« une tentative d'asservir l'Allemagne et un tissu d'interprétations jésuitiques pour masquer des intentions de prédation et d'oppression. »*

Le futur Premier ministre anglais Winston Churchill s'exprime également sur Versailles dans ses mémoires :

> *« Les dispositions économiques du traité étaient si vicieuses et insensées qu'elles ont manifestement perdu tout effet. L'Allemagne a été condamnée à payer des réparations absurdes. ... Les Alliés victorieux continuent d'assurer qu'ils écraseront l'Allemagne jusqu'à ce que les cœurs éclatent. Tout cela a exercé une influence considérable sur les évènements mondiaux et sur l'humeur du peuple allemand ».*[84]

Francesco Nitti, le Premier ministre italien à l'époque de la fin de la conférence des vainqueurs de Versailles, fait remarquer :

> *« Jamais encore une paix sérieuse et durable n'a été fondée sur le pillage, le supplice et la ruine d'un grand peuple vaincu, et encore moins d'un grand peuple vainqueur. Et c'est cela et rien d'autre qu'est le traité de Versailles ».*[85]

Pour le reste, dans un livre de 1923, Nitti qualifie à plusieurs reprises le traité, qu'il n'a pas lui-même contribué à négocier, de crime contre les Allemands.

En France, ce sont les socialistes qui désapprouvent la sévérité du traité. Lorsque le traité de Versailles est débattu à l'Assemblée nationale le 18 septembre 1919, le député Jean Longuet déclare, au nom du groupe socialiste :

> *« Ce traité ne peut en aucun cas recevoir l'approbation du Parti socialiste. Il résulte de l'abus le plus scandaleux de la diplomatie secrète. Il viole ouvertement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, asservit des nations entières et engendre de nouveaux risques de guerre ».*[86]

---

[84] Churchill Weltkrieg, pages 13 et suivantes.
[85] Nitti, page 14.
[86] Rassinier, page 206.

Il est étonnant que les vainqueurs, malgré une telle lucidité, aient tout de même rédigé le traité de cette manière. Le traité de Versailles est si manifestement fondé sur la fausseté et l'injustice qu'il fournit aux Nationaux-Socialistes un thème de campagne électorale permanent à partir de 1928. Cela coûtera plus tard aux vainqueurs du sang et des larmes.

Il faut encore ajouter que les discours de Wilson ont été publiés en allemand après la Première Guerre mondiale. Il est intéressant de noter que les phrases lourdes de sens du discours en 14 points ont été supprimées :

> *« Nous ne souhaitons pas porter atteinte à l'Allemagne ni entraver de quelque manière que ce soit son influence ou sa puissance légitimes. Nous ne voulons pas combattre l'Allemagne, ni par les armes ni par des méthodes commerciales hostiles, si elle est prête à se joindre à nous et aux autres nations pacifiques par des traités de justice, de droit et d'équité. Nous souhaitons seulement que l'Allemagne occupe une place d'égalité parmi les nations, plutôt qu'une place de domination ».*[87]

Plus tard, ces phrases ne figurent pas non plus dans d'autres publications en langue allemande.[88] Après la Première Guerre mondiale, cela permet de masquer quelque peu au lecteur allemand l'ampleur de la tromperie que représente le traité de Versailles.

Les premiers effets de Versailles

Les charges imposées aux Allemands par le traité de Versailles sont si extraordinaires et la complaisance ultérieure des vainqueurs est si faible que c'est à cause de cela – entre autres raisons – que la jeune démocratie en Allemagne échoue. Les prélèvements obligatoires de machines, de denrées alimentaires, de charbon, d'engrais et de devises entraînent la paupérisation de larges couches de la population et les

[87] Documents Wilsons, volume III, page 42.
[88] Par exemple dans les documents ODSUN, page 480.

affectent si directement que chaque parti et chaque homme politique qui promettent une solution ou un soulagement peut compter sur un bonus d'espoir et sur des succès électoraux. Le NSDAP en profitera. La population de la Ruhr, par exemple, qui vit grâce au charbon, doit subir le froid en période hivernale. Le charbon, à peine extrait, est immédiatement évacué vers la France.

Les réparations provoquent également la colère et l'irritation des vainqueurs. L'Empire allemand ne doit pas seulement fournir d'importantes prestations en nature au titre des réparations. Il doit verser de l'or et des devises à un niveau que le Reich ne peut pas atteindre. Comme l'économie nationale de l'Allemagne est fortement affaiblie par les cessions de territoires, par la perte de 75 % de ses gisements de minerai de fer, par le détachement des bassins houillers et industriels de Haute-Silésie et de la Sarre et par la livraison de machines, de locomotives, de véhicules à moteur et de navires marchands, les devises nécessaires à la reconstruction ne peuvent être réunies que par le commerce extérieur et par des offres de dumping sur le marché mondial. Les entreprises allemandes doivent pour cela faire des offres inférieures à celles des entreprises anglaises et françaises, ce qui provoque là-bas des distorsions et une nouvelle colère contre l'Allemagne. De plus, on pense à l'étranger que les Allemands maintiennent volontairement leur économie dans le désordre pour prouver leur insolvabilité.[89]

Le montant des paiements en espèces ne sera fixé qu'en 1921. Le 3 mars, lors d'une conférence à Londres, les vainqueurs exigent tout d'abord de l'Allemagne 269 milliards de marks-or en quarante-deux annuités, payables chaque année jusqu'en 1963. La demande doit être acceptée dans un délai de quatre jours seulement. Mais cette immense somme d'argent vaut déjà trois billions de marks papier en raison de la chute de la monnaie nationale et ne peut plus être remboursée. Le gouvernement allemand du Reich répond à l'ultimatum de Londres par une contre-proposition que les vainqueurs jugent toutefois

[89] Taylor, page 62.

totalement insuffisante. Malgré la « paix » de Versailles, ils occupent le 8 mars 1921 les villes de Duisbourg, Düsseldorf et Ruhrort et menacent de reprendre le blocus de la faim de 1919 et d'occuper également la Ruhr avec des troupes. Le gouvernement du Reich doit donc accepter. Entre-temps, la commission des réparations des vainqueurs a redéfini le montant total des exigences en argent à cent trente-deux milliards de marks-or plus 26 % des recettes d'exportation allemandes.[90] À tout cela s'ajoutent les frais d'entretien non négligeables pour 140 000 hommes de troupes d'occupation.[91] L'Angleterre et les États-Unis tentent de modérer les prétentions françaises, mais la France espère pouvoir occuper durablement l'Allemagne sur la rive gauche du Rhin et la garder sous sa propre souveraineté si elle ne peut plus payer.[92] À partir de mai 1921, la presse française promeut l'idée de prendre le contrôle de la Ruhr avec des ingénieurs et des militaires français.[93]

Alors que les énormes dépenses de l'État pour la guerre avaient déjà très fortement pesé sur la valeur de l'argent, la sortie des devises sans contrepartie économique détruit définitivement la monnaie allemande. À partir de janvier 1923, l'Allemagne connaît l'inflation. Le pays ne peut plus payer ses réparations en argent, les livraisons de charbon à la France prennent également du retard. Le Premier ministre français Poincaré ordonne alors d'occuper la Ruhr avec des troupes à partir du 11 janvier 1923 et de réquisitionner toute l'extraction minière pour la France. La Belgique participe à l'occupation de la Ruhr avec des troupes.

En 1922, les retards de livraison des Allemands comprennent du bois et du charbon pour une valeur de vingt-quatre millions de marks-or. Cependant, les livraisons et les paiements effectués la même année s'élèvent à 1 478 milliards de marks-or.[94] Ainsi, la raison que les

[90] Gebhardt, volume 4/1, page 228.
[91] Kern, page 71.
[92] Taylor, page 39.
[93] Nitti, page 71.
[94] Gebhardt, volume 4/1, page 239.

Français avancent comme prétexte pour la « captation pure et simple » de la Ruhr est un manque de seulement 1,6 % de l'annuité due.

Le gouvernement du Reich est indigné que les Français, malgré la paix signée à Versailles, fassent entrer des troupes sur son territoire. Il appelle la population à faire preuve de « résistance passive ». Les syndicats répondent par une grève générale et les mineurs refusent dans de nombreuses villes de céder leurs mines aux Français. À Essen, les soldats français abattent quatorze ouvriers qui tentent de s'opposer aux réquisitions. Des centaines d'hommes allemands qui s'opposent aux Français sont déportés en France et dans les colonies. Quelque 80 000 Allemands sont expulsés et doivent quitter la Ruhr sur ordre français.[95] En Allemagne, l'amertume monte. En France, l'indignation contre les Allemands « vaincus », qui ont d'abord signé le traité de Versailles et ne l'ont pas respecté, augmente.

En novembre 1923, l'inflation prend fin dans l'Empire allemand. Un billion de marks papier s'est dans l'intervalle transformé en *Rentenmark*. Comme la France est désormais presque aussi affaiblie que l'Allemagne et qu'elle a besoin de finances ordonnées, elle parvient en 1924, par l'intermédiaire des Américains, à ce que l'on appelle le plan Dawes. Selon ce plan, l'Allemagne doit payer chaque année entre 1 et 1,7 milliard de marks de réparations, et à partir de 1928, 2,5 milliards par an, d'abord pour une durée illimitée. Après 1928, il est prévu de renégocier. L'Allemagne paie d'abord pendant quatre ans, mais en grande partie avec de l'argent provenant de crédits étrangers contractés auprès de banques privées aux États-Unis. En échange, les Français et les Belges évacuent en 1925 la région occupée de la Ruhr. En 1929, après une nouvelle conférence, le plan Young prévoit que les réparations pour la Première Guerre mondiale s'élèvent à environ deux milliards de marks par an jusqu'en 1988. À cela s'ajoute une taxe de transport sur les chemins de fer allemands de trois quarts de milliard de marks par an jusqu'en 1966, à payer aux

[95] Binder, page 132.

puissances victorieuses.[96] Après que le gouvernement du Reich a garanti le paiement de cet argent, les troupes d'occupation sont également retirées de la Rhénanie, et ce, quatre ans avant la date fixée à Versailles.

Le 24 octobre 1929, le « Vendredi noir », les cours de la bourse s'effondrent à Wall Street, suivi d'une grave crise économique. En conséquence, les banques américaines réclament d'un coup les crédits à court terme avec lesquels l'Allemagne avait dû payer ses réparations. Le système bancaire et de crédit allemand ne supporte le retrait des devises que jusqu'au milieu de l'année 1931. L'industrie et les PME allemandes ne disposent plus de crédits. Le nombre de faillites et d'effondrements d'entreprises augmente par bonds en 1930 et 1931, et avec lui le nombre de personnes sans emploi. Au tournant de l'année 1931-1932, le nombre de chômeurs dépasse la barre des six millions de personnes.

À la demande du Président von Hindenburg et grâce à la médiation du Président américain Hoover, les paiements de réparation allemands sont suspendus pendant un an. En 1932, les puissances victorieuses mettent formellement fin au problème des réparations lors d'une conférence à Lausanne. Les réparations restantes peuvent désormais être remplacées par un paiement unique de trois milliards de Reichsmark. Mais cela ne couvre pas la dette totale, qui a augmenté entre-temps, des réparations pompées auparavant en Amérique et qui n'a pas été réglée. Dans un premier temps, l'Allemagne n'est pas en mesure de payer les trois milliards comme « dernier versement », plus les emprunts étrangers aux États-Unis et les intérêts. L'Empire allemand négocie désormais chaque année auprès de la Banque des règlements internationaux un report de ses obligations.

En 1953, après la Seconde Guerre mondiale, le fil des réparations pour la Première Guerre mondiale est repris. Le paiement des dettes restantes est réorganisé dans l'accord sur la dette de Londres, dans la

[96] Bernhardt, page 67.

mesure où l'Allemagne de l'Ouest doit s'en acquitter proportionnellement. Après la réunification des deux États allemands d'après-guerre en 1990, le reste est réglé. L'Allemagne réunifiée rembourse désormais la part de la RDA. Ainsi, la République fédérale a dû s'engager à payer en plusieurs fois, jusqu'en 2010, le solde des dettes liées aux réparations de la Première Guerre mondiale et les intérêts y afférents.[97]

Aujourd'hui, dans l'Allemagne d'après l'an 2000, de tels paiements pour la Première Guerre mondiale ne sont plus un sujet particulier, même pas dans leur signification symbolique. Pourtant, en 1920, « Versailles » est d'une force explosive inouïe, qui détruit de l'intérieur la jeune république de Weimar. Le pillage de l'Allemagne vaincue décidé à Versailles, l'expulsion et le chômage de millions de personnes et la misère qui en résulte conduisent, après dix années désespérées, à une radicalisation de larges masses. Le triste résultat est la fin en 1933 de la démocratie en Allemagne, à laquelle les vainqueurs n'avaient auparavant pas voulu donner de chance.

Les traités de Versailles, de Saint-Germain, de Trianon et les autres traités de la région parisienne transforment l'Europe et l'Amérique en un monde de nations pour la plupart insatisfaites. En France, on s'indigne contre l'Allemagne qui ne veut pas exécuter le traité signé. On craint de perdre la nouvelle position dominante sur le continent « dans un prochain round ». Les Français tentent ainsi de transformer l'état d'urgence de la défaite allemande en un état permanent. Ils refusent de désarmer eux-mêmes et encerclent à nouveau l'Allemagne avec une série de traités militaires.

En Angleterre, on récupère les gains territoriaux de Versailles et on est désormais plus enclin à tenir la France en échec en tant que nouvelle « première » puissance du continent. Ainsi, dans les premières années qui suivent la guerre, l'attitude de l'Angleterre envers l'Allemagne est d'abord attentiste et amicale. Mais les Britanniques ont contribué à Versailles à occuper l'Allemagne et à la maintenir à un

[97] BM Finances 27 novembre 1996.

petit niveau par une multitude de foyers de conflits à presque toutes ses frontières. Tous ces foyers, comme la Sarre, la Rhénanie vidée de ses militaires allemands, Eupen, Malmédy, Dantzig, Memel, la Prusse occidentale et la Haute-Silésie, reviennent à l'ordre du jour quelques années après Versailles, au grand dam des Britanniques. À chaque fois, ces foyers placent Londres devant le choix de nier le droit à l'autodétermination des peuples ou de céder malgré tout à l'Allemagne vaincue. Puisque les gouvernements anglais ne résolvent aucun des problèmes de leur propre chef, il reste aux Allemands – et en particulier à Hitler – un terrain riche en succès futurs. Le système de l'ordre d'après-guerre, que les Britanniques ont contribué à mettre en péril, s'effondre en 1939, lorsqu'ils ne parviennent pas à aborder et à résoudre le problème de Dantzig en temps voulu.

Aux États-Unis d'Amérique, on a bien gagné sa vie pendant la Première Guerre mondiale en livrant des armes et des munitions à l'Angleterre et à la France, en accordant des crédits de guerre à ces deux pays et en prêtant de l'argent pour les réparations allemandes. Pourtant, on est fortement déçu par le résultat de cette paix. Le Président Wilson avait justifié l'entrée en guerre des États-Unis par le fait que le monde devait ainsi devenir plus sûr. Au cours de la dernière année de la guerre, Wilson avait demandé une conférence de paix au cours de laquelle les vainqueurs et les vaincus négocieraient sur un pied d'égalité. Et il avait proposé un forum de tous les peuples pour préserver un monde plus juste avec des droits égaux pour tous, la Société des Nations. La conférence des vainqueurs de Versailles et le diktat qui en résulte contredisent tellement les visions antérieures de Wilson que les États-Unis ne signent pas le traité de Versailles. Et la Société des Nations est utilisée par la France et la Grande-Bretagne avec une telle désinvolture pour cimenter l'infériorité momentanée de l'Allemagne que les États-Unis refusent d'y adhérer après sa création. La déception de Woodrow Wilson vis-à-vis de ses alliés actuels et de cette « paix » est si forte que, peu après Versailles, il décide et ordonne de réarmer fortement la marine de guerre américaine. Wilson n'a pas confiance en la paix.

L'élite polonaise est également insatisfaite des résultats des négociations de Versailles. La délégation polonaise avait revendiqué auprès des vainqueurs d'autres territoires en Union soviétique, en Tchécoslovaquie et dans le Reich allemand et ne les avait pas obtenus à l'époque. Les Polonais prennent donc l'initiative de conquérir et d'annexer, entre 1920 et 1938, des territoires situés au-delà des frontières qui leur avaient été accordées, en Lituanie, en Russie, en Allemagne et en Tchécoslovaquie.

Un autre résultat des accords de la banlieue de Paris est l'émergence de trois nouveaux États plurinationaux en Europe. En Pologne, en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie, les Polonais, les Serbes et les Tchèques célèbrent leur nouvelle liberté et leur droit à l'autodétermination nationale. Mais dans leur quête d'identité et d'unité nationales, les trois nations titulaires précitées s'efforcent d'imposer leur langue, leurs coutumes et leur nature aux autres parties du peuple au sein de leurs nouveaux États. C'est ainsi que commencent des temps difficiles pour les nouvelles minorités d'Ukrainiens, de Biélorusses, de juifs, d'Autrichiens, de Hongrois, d'Albanais, de Macédoniens, de Monténégrins, de Croates, de Slovènes, de Ruthènes et de Slovaques. Les aspirations à l'indépendance des nombreuses minorités en Tchécoslovaquie et en Pologne forment le terrain facilement inflammable sur lequel ces deux États multiethniques s'embrasent en 1939.

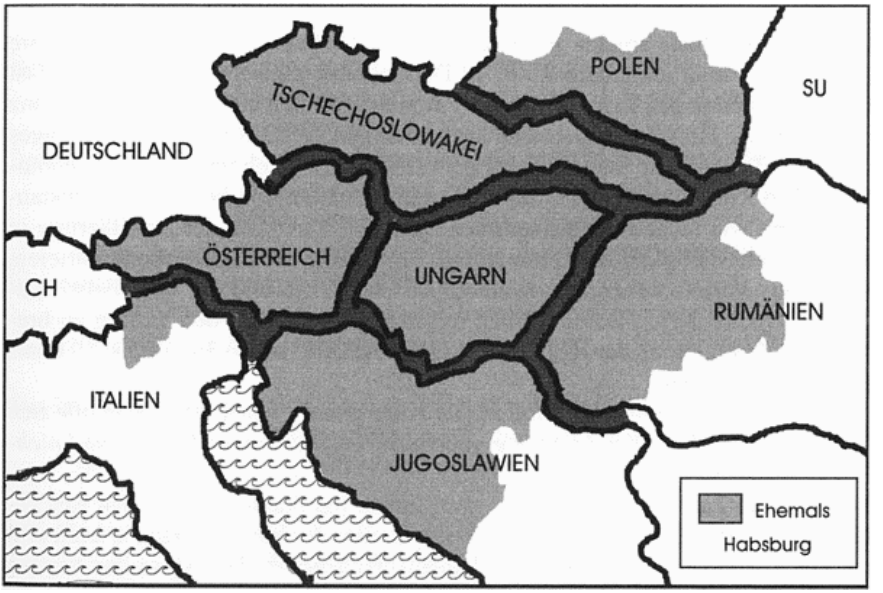
L'Autriche ainsi que la Hongrie d'après-guerre, désormais toutes deux indépendantes, ne sont que des vestiges de leur ancienne grandeur d'avant-guerre. Les deux peuples sont contraints de céder de grandes parties de leur territoire, et donc des millions de leurs garants, aux nouveaux États voisins. Ceci, la détresse d'après-guerre et le reproche d'être seul responsable de la guerre passée ressemblent tellement aux problèmes et à la situation de l'Allemagne que les deux États redeviennent les alliés naturels de l'Empire allemand pour l'avenir.

L'Allemagne de l'après-guerre est tellement étranglée par les réparations en argent, en nature et en biens, que la misère est

clairement perceptible pour tout le monde dans le pays. S'y ajoutent les pertes territoriales et humaines. Le détachement de sept millions de personnes de l'Empire allemand et les frontières de nouveaux États séparent des millions de familles pour une durée indéterminée. La détresse, la séparation et l'expulsion sont couronnées psychologiquement par l'accusation de culpabilité de guerre. Quatre ans après 1914, la population se souvient encore trop bien de la manière dont l'empereur et le gouvernement ont tenté, peu avant le déclenchement de la guerre, de dissuader la Russie et la France d'entrer en guerre. Ainsi, l'article 231, qui attribue la responsabilité exclusive à l'Allemagne et à ses alliés, est considéré par la masse de tous les Allemands comme un mensonge politique destiné à justifier les réparations exorbitantes. Une autre chose fait son effet. Les invasions et les attaques des troupes françaises, belges, anglaises, lituaniennes et polonaises dans les années Vingt, contre lesquelles l'Empire allemand est quasiment impuissant avec seulement 100 000 soldats, rappellent à tous que l'Allemagne doit se réarmer pour se protéger. Le traité de Versailles étant une violation flagrante des cinq notes et des offres de paix de Wilson, il n'est considéré par les politiques et les militaires que comme une gigantesque escroquerie qui ne doit pas être respectée, pas même le fait que l'Allemagne reste durablement sans défense. On conclut de ce que l'on a vécu que l'on n'a rien à attendre à l'avenir de l'étranger, ni en bien ni en équité. L'ambiance restera ainsi jusqu'à la prochaine guerre.

Les pertes territoriales ne jouent tout d'abord qu'un rôle secondaire dans le débat politique des années d'après-guerre. En Allemagne, quasiment personne ne souhaite une nouvelle guerre pour cette raison. Mais les partis du Reich, de l'extrême gauche à l'extrême droite, et la population aspirent à une révision générale du Traité de Versailles. Comme les puissances victorieuses ne font pratiquement pas de concessions substantielles à l'Empire allemand et donc aux forces démocratiques de la jeune république pendant dix ans sur cette question, la confiance de la population dans la capacité d'action des démocrates diminue. Ce sont les partis ouvriers radicaux qui en

profitent, le Parti communiste et le Parti national-socialiste des travailleurs. Tous deux font de la publicité en promettant de rompre le traité. Dans l'organe central du KPD *Die Rote Fahne*, on peut lire le 24 août 1930 en guise de programme :



Carte 3 : démantèlement de la monarchie danubienne.

> *« Nous déclarons solennellement que si nous prenons le pouvoir, nous déclarerons nulles et non avenues toutes les obligations découlant de la paix de Versailles ».*

Ainsi, le nombre de mandats des deux partis radicaux de gauche augmente brusquement à partir des élections au Reichstag de 1930. Les mandats des partis bourgeois et ceux des sociaux-démocrates diminuent en conséquence. Le traité de Versailles empoisonne la culture politique en Allemagne, il brise les habitudes internationales, qui se sont lentement civilisées au cours du siècle précédent, de traiter avec les vaincus. Il crée dans toute l'Europe les raisons de nombreuses nouvelles guerres.

Odeur de brûlé en Europe

Depuis Versailles, Saint-Germain et Trianon, l'Europe exhale l'odeur d'une nouvelle guerre. Les vainqueurs ont puni les vaincus sans proposer plus tard la paix dans le sens de l'équilibre et de la réconciliation. Ils se sont surtout servis eux-mêmes, ont érigé la force du plus fort en seul régulateur, ont souvent mis de côté le droit à l'autodétermination des peuples qu'ils avaient eux-mêmes proclamé et ont ainsi créé davantage de nouveaux problèmes de minorités qu'ils n'en ont éliminé d'anciens. En outre, la majorité des vainqueurs n'ont pas tenu leur promesse de désarmer eux-mêmes plus tard. Les traités créent ainsi des faits et un climat dans lequel de nombreux Européens avisés et d'autres ne donnent aucune chance à la paix. Cela se reflète dans de nombreux commentaires des premières années d'après-guerre.

Friedrich Ebert en 1919 :

> *« Une telle paix imposée devrait [...] déboucher sur de nouveaux massacres ».*

Le Secrétaire d'État américain Lansing en 1919 :

> *« Nous avons un traité de paix, mais il n'apportera pas une paix durable ».*

Le Premier ministre britannique Lloyd George en 1919 :

> *« Je ne peux guère voir une cause plus forte pour une guerre future ».*

L'envoyé hollandais Swinderen à un collègue anglais :

> *« Les conditions de paix de Versailles contiennent tous les germes d'une guerre juste et durable ».*

Le député anglais Kneeshow lors du congrès du parti travailliste en 1920 :

> *« Si nous étions le peuple vaincu et si de telles conditions nous avaient été imposées, nous aurions [...] commencé à préparer nos enfants à une guerre de représailles dans nos écoles et nos foyers ».*

Le Premier ministre italien Nitti en 1923 :

> *« Jamais une paix sérieuse et durable n'a été fondée sur le pillage, le tourment et la ruine d'un peuple [...] vaincu ».*

Le général et historien britannique Fuller dans son livre *1939-1945* :

> *« C'est ainsi qu'ont été semées les graines pour un conflit encore plus dévastateur que celui auquel cette violation du traité a mis fin ».*

Par violation du traité, Fuller fait référence aux 14 Points Wilson qui n'ont pas été honorés. Même le maréchal français Foch, qui avait encore peu de temps auparavant dirigé la délégation alliée d'armistice à Compiègne, prophétise :

> *« Ce n'est pas la paix. C'est un armistice pour vingt ans ».*

Certes, l'armistice règne pendant les vingt années suivantes, mais il ne fait que simuler un nouvel ordre de paix. En réalité, l'Europe fermente et gronde. L'Internationale communiste, Komintern, annonce lors d'une conférence le 10 janvier 1933, trois semaines avant qu'Adolf Hitler ne devienne Chancelier allemand, ce dont il sera question dans les années à venir :

> *« L'Internationale communiste salue la lutte du PC polonais pour le droit à la libre autodétermination de la population de Haute-Silésie et du corridor polonais jusqu'à la séparation de la Pologne, et pour le droit de la population de Dantzig au rattachement volontaire à l'Allemagne. Elle salue la lutte du PC français pour le droit à l'autodétermination du peuple d'Alsace-Lorraine jusqu'à sa séparation de la France, et pour la libération de la Sarre de l'occupation impérialiste. Il salue la lutte du PC belge pour le droit à l'autodétermination du peuple flamand et de la population d'Eupen-Malmédy jusqu'à la séparation d'avec la Belgique ».*[98]

[98] Kern, page 83.

PARTIE 2

LES ANNÉES D'ANNEXION

Les années d'annexion

Les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale donnent à l'Europe un nouvel ordre territorial qui ne dure pas longtemps. Le démantèlement de l'État plurinational des Habsbourg et de l'Empire ottoman ainsi que la réduction de l'Empire allemand donnent naissance à de nouveaux États qui, en partie sortis de leur contexte historique, en partie eux-mêmes accablés par les problèmes de l'État plurinational et en partie emportant avec eux des rêves de grande puissance, font exploser le nouvel ordre.

Par le traité de Versailles, l'Allemagne perd un nombre non négligeable de régions habitées par des Allemands, situées aux confins de l'ancien Empire allemand. L'Autriche ne reste qu'un tronc de l'Empire des Habsbourg avec le noyau germanophone de l'ancien État pluriethnique. La nouvelle Pologne prend le pouvoir sur deux millions d'Allemands. La Tchécoslovaquie nouvellement créée compte plus de trois millions et demi d'Allemands de Bohême, appellés depuis le début du siècle « Allemands des Sudètes ». L'héritage de Versailles comprend également l'évacuation de l'armée allemande d'un certain nombre de régions frontalières germaniques.

Dans l'Allemagne et l'Autriche de l'après-guerre, les parlements et les gouvernements tentent depuis 1919 de regagner leur souveraineté sur leur propre territoire, d'imposer le droit à l'autodétermination du peuple et de reconstruire la capacité de défense vis-à-vis de l'extérieur. Les conflits autour de l'ordre laissé par les vainqueurs marquent les années Vingt du XX^{e} siècle, sans qu'il ne se passe grand-chose. Les efforts de l'Empire allemand visant à retrouver sa capacité de défense et le refus des vainqueurs de respecter leurs engagements pris à Versailles de désarmer leurs propres armées sont réservés à un chapitre ultérieur de ce livre. Mais il faut déjà mentionner ici que les

Britanniques, les Français, les Polonais, les Tchèques, les Belges et les Italiens ruinent eux-mêmes la tentative de Versailles d'intégrer l'ordre d'après-guerre dans un désarmement à l'échelle européenne, avant que l'Allemagne ne commence à se défaire des « chaînes de Versailles » en 1933.

Dans les années Vingt, les vainqueurs ne parviennent pas à améliorer d'eux-mêmes le règlement de Versailles de façon à ce que l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie puissent vivre avec. Au lieu de cela, ils laissent aux trois pays vaincus le soin de le faire eux-mêmes. C'est ainsi que la Sarre est réintégrée, que la Rhénanie est occupée par l'armée allemande et que l'Autriche, les Sudètes et le pays de Mémel sont rattachés à l'Allemagne. Rien de tout cela n'est un don volontaire des États vainqueurs. C'est plutôt la pression d'abord douce, puis dure, de l'Allemagne qui change les choses. Mais, comme le dit le proverbe, « tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ». Les vainqueurs qui ne donnent pas d'eux-mêmes, mais qui ne cèdent que contraints et forcés, sentent avec le temps que la victoire de 1918 leur file entre les doigts. Lorsque l'Allemagne de Hitler prive la Tchéquie de son indépendance en 1939 et la déclare protectorat, la cruche se brise avant même que les derniers dégâts de Versailles ne soient entièrement réparés. Lorsque l'Allemagne occupe la Tchéquie, une nouvelle perspective s'impose aux vainqueurs. Rétrospectivement, ils considèrent l'occupation de la Rhénanie et l'annexion de l'Autriche et des Sudètes comme la longue marche de l'Allemagne vers une position dominante en Europe, puis vers la domination mondiale[99]. La peur des vainqueurs empêche en 1939 l'annexion de Dantzig et la résolution de la question des voies de transit par le corridor de Poméranie en accord entre la nouvelle Pologne et l'Empire allemand. Il est donc indispensable de se pencher sur les années 1935 à 1939 si l'on veut comprendre pourquoi la querelle autour de Dantzig, autour de l'annexion d'une seule ville allemande, débouche si rapidement et globalement sur une nouvelle guerre mondiale.

[99] Lord Halifax, par exemple, parle le 20 mars 1939 devant la Chambre des Lords des « ambitieux plans de domination mondiale de l'Allemagne ».

Le référendum au sujet de la Sarre

Le premier rattachement tombe pour ainsi dire dans l'escarcelle de Hitler. Lors de la conférence des vainqueurs à Versailles, le Premier ministre français Clémenceau a assuré à plusieurs reprises que les Sarrois étaient d'origine française et que, bien que vivant en Allemagne, ils voulaient devenir citoyens français[100]. C'est en tout cas ce que note l'historien et homme politique français Jacques Benoist-Méchin dans l'un de ses livres. Malgré la ferme volonté des Français, leur intention d'engloutir également la Sarre ne trouve pas de majorité à Versailles. Les Russes, qui leur avaient garanti la Sarre dans le traité secret de 1917, ne sont plus présents à Versailles. Et le Président américain Wilson ainsi que le Premier ministre anglais Lloyd George ne sont pas d'accord pour que Clémenceau annexe la Sarre, avec sa population et ses ressources naturelles. En guise de compromis entre les trois grandes puissances victorieuses, la Sarre est d'abord placée sous l'administration de la Société des Nations pour une durée de quinze ans. Ce n'est qu'ensuite qu'il sera décidé, après un référendum, si elle deviendra française, indépendante ou à nouveau allemande. Une « Commission de la Sarre », composée de cinq membres internationaux, est chargée de gouverner la Sarre pendant ces quinze années au nom de la Société des Nations. La Commission de la Sarre est présidée par un président français. Elle se révèle rapidement être la seule représentante des intérêts français. Les protestations des membres canadiens et allemands de la commission ne changent rien à la situation. Les conditions dans la Sarre ne font qu'empirer, au détriment de la population concernée. La France s'impose de facto comme le nouveau maître de cette région. En règle générale, les protestations de la population autochtone ne sont même pas transmises à la Société des Nations compétente, conformément aux instructions des Français au sein de la Commission[101]. En violation des dispositions du traité de Versailles, le gouvernement de Paris

[100] Benoist-Méchin, tome 3, page 257.
[101] Nitti, page 115.

transfère 5 000 soldats français dans la région[102]. Les fonctionnaires allemands sont en grande partie expulsés et remplacés par des Français. Il en va de même pour les directions des entreprises allemandes dans l'industrie et les mines de la Sarre. Mais en 1935, les quinze années du statut de la Sarre sont terminées et la France doit se soumettre au référendum fixé à Versailles en 1920. Ainsi, le fait que la Sarre ait connu un référendum n'est pas à mettre au crédit du Chancelier Hitler.

Dans les mois précédant le vote, une violente campagne électorale fait rage en Sarre, dans laquelle l'administration française a l'avantage du terrain, alors que l'Empire allemand n'y a pas directement accès. Du côté français, la campagne électorale est délibérément menée contre le National-Socialisme et les nouveaux dysfonctionnements de l'Empire allemand. Les émotions sont vives et le référendum menace de dégénérer en affrontements violents. Hitler, le chef du gouvernement allemand, propose alors au gouvernement français de régler l'avenir de la Sarre par un accord amical entre les deux gouvernements et de renoncer au référendum[103]. Il propose de rattacher la Sarre à l'Empire allemand et de conclure un accord économique autorisant l'industrie française à exploiter les ressources naturelles de la Sarre comme elle le faisait jusqu'alors. Le gouvernement français rejette cette proposition. Il y voit l'aveu de Hitler des piètres chances allemandes aux élections.

Le 13 janvier 1935, le scrutin se déroule sous la surveillance de la Société des Nations. Les Sarrois votent à 90,8 % pour le rattachement au Reich allemand, à 8,8 % pour l'indépendance de la Sarre et à 0,4 % pour le rattachement à la France. Cette élection hors du territoire allemand s'est sans aucun doute déroulée sans manipulations ni pressions allemandes. Et elle apparaît, grâce au thème de campagne des Français « le national-socialisme en Allemagne », au lieu d'une décision pour l'Allemagne et contre la France, comme une large

[102] Selon le Traité de Versailles, partie III, article 50, annexe, § 30, le territoire de la Sarre devait être maintenu libre de toute activité militaire.
[103] Benoist-Méchin, tome 3, page 259.

approbation du nouveau socialisme national du Chancelier allemand Hitler. Les Français offrent ainsi à Hitler un triomphe en politique intérieure qui aura des répercussions plus importantes qu'ils ne le pensent. Pour Hitler, le premier Anschluss après la défaite de 1918 devient en même temps un plébiscite pour le « mouvement ».

Le 1er mars 1935, la souveraineté sur le territoire de la Sarre est à nouveau transférée au Reich allemand. À cette occasion, Hitler fait une déclaration gouvernementale devant le Reichstag, dans laquelle il renonce solennellement à la revendication allemande sur l'Alsace-Lorraine et reconnaît comme définitive la nouvelle frontière entre la France et l'Allemagne, tracée par le retour de la Sarre. La France a ainsi perdu légalement une première partie de son butin de guerre de Versailles. Et Hitler a remporté – de manière presque imméritée – son premier succès de politique intérieure grâce à un rattachement.

La souveraineté militaire allemande en Rhénanie

Le prochain « carcan de Versailles » dont Hitler se débarrasse est la démilitarisation de la Rhénanie allemande. Le traité de Versailles imposait à l'Allemagne de garder la Rhénanie avec le Palatinat à gauche du Rhin et une zone de cinquante kilomètres de profondeur à droite du Rhin, de la Suisse aux Pays-Bas, exempte de ses propres troupes et fortifications.

En 1921 et 1923, malgré la « paix » signée entre-temps, la France et la Belgique utilisent cette frontière non protégée pour « punir » l'Allemagne pour les réparations non effectuées et occupent d'abord Düsseldorf et Duisbourg, puis toute la région de la Ruhr avec cinq divisions de l'armée. Néanmoins, en 1925, le gouvernement du Reich allemand confirme une nouvelle fois dans le pacte de Locarno[104] cette

[104] Pacte de sécurité de Locarno du 16 octobre 1925, conclu entre A, UK, F, B, IT, PO et CZ. Également appelé Pacte rhénan.

démilitarisation de la région frontalière allemande en direction de la France, afin d'acheter ainsi l'adhésion de l'Allemagne à la Société des Nations et le retrait des troupes d'occupation françaises de la « zone de Cologne »[105]. Parallèlement, les États français, allemand et belge se garantissent mutuellement le tracé de leurs frontières communes et conviennent de ne « crier en aucun cas à l'attaque, à l'invasion ou à la guerre les uns contre les autres »[106]. La détente espérée par Locarno entre la France et l'Allemagne n'a cependant pas lieu. La France attend de l'Allemagne qu'elle s'en tienne strictement aux termes de « Versailles », en remerciement de son admission à la Société des Nations. Sinon, elle bloque autant qu'elle le peut l'égalité des droits des Allemands au sein de la Société des Nations. Après avoir définitivement renoncé à l'Alsace-Lorraine, l'Allemagne attend en revanche des concessions de la part de la France, surtout en ce qui concerne les charges de Versailles. Locarno n'est donc qu'un rêve éphémère de rapprochement franco-allemand entre les deux guerres. Ceci constitue la première partie de la préhistoire de l'occupation allemande de la Rhénanie en 1936.

La deuxième partie commence par un traité franco-russe. En 1935, la France et l'Union soviétique remplacent un pacte de non-agression de 1932 qui arrivait à échéance par un nouveau pacte d'amitié et d'assistance[107]. Ce pacte est toutefois assorti d'un protocole additionnel dans lequel l'Union soviétique et la France s'engagent à s'entraider par les armes même si l'un des deux pays est attaqué par un pays tiers, et – c'est là la particularité – même si la Société des Nations ne recommande pas une telle aide par les armes[108]. L'Union soviétique et la France se réservent ainsi le droit de décider de leur propre chef qui est l'agresseur en cas de litige avec des pays tiers. Comme l'Union soviétique, entre-temps bien réarmée, ne peut pas s'attendre à être

[105] La zone Jülich-Düren-Cologne-Bonn devait être évacuée par les troupes d'occupation en mai 1924, conformément à l'article 429 du traité de Versailles. Cela n'avait pas été fait.
[106] Article 2 du Traité de Locarno.
[107] Accord franco-soviétique. Traité du 2 mai 1935.
[108] Benoist-Méchin, tome 3, page 278. Ce protocole additionnel est omis dans le Traité-Ploetz.

attaquée par les petits États baltes ou par la Pologne ou la Roumanie, bien inférieures militairement, le pacte n'a de sens que dans une guerre avec l'Allemagne. Or, la France s'était engagée par traité à Locarno à ne plus mener d'opérations militaires contre l'Allemagne, si ce n'est pour sa propre défense ou en vertu d'engagements antérieurs pris par la France vis-à-vis des Polonais et des Tchèques. Une promesse française d'aider l'Union soviétique par les armes en cas de conflit germano-soviétique est donc une violation du pacte de Locarno. Et à Locarno – et c'est ce qui importe ici –, l'Allemagne promet la démilitarisation de la Rhénanie allemande, déjà évoquée, que Hitler dénonce alors en retour.

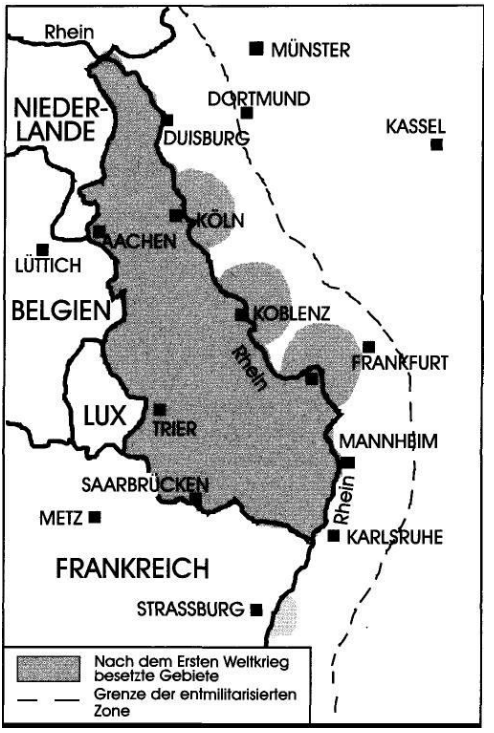
Le 2 mai 1935, la signature du traité franco-soviétique est précédée de plusieurs mois de conflit diplomatique entre Paris et Berlin, dans lequel les puissances garantes du pacte de Locarno ont indirectement leur part. En avril 1935, le Secrétaire d'État aux affaires étrangères britannique Simon met en garde le gouvernement français,

> *« que l'Angleterre serait inquiète si la France signait un traité qui pourrait éventuellement l'entraîner dans une guerre contre l'Allemagne, et ce dans des conditions incompatibles avec le §2 du pacte de Locarno ».*[109]

[109] Benoist-Méchin, tome 3, page 282.

Fig. 2 : Campagne électorale avant le vote pour la Sarre.

Le 25 mai 1935, le gouvernement allemand envoie un mémorandum au gouvernement français dans lequel il fait valoir que le nouveau traité franco-soviétique est en contradiction avec l'article 16 des statuts de la Société des Nations et que, selon l'Allemagne, il viole le pacte de Locarno[110]. Le gouvernement français rétorque que le nouveau traité ne crée pas d'alliance militaire franco-soviétique et qu'il est par ailleurs parfaitement conforme au traité de la Société des Nations et au pacte de Locarno. Pour sa propre sécurité, la France consulte également les puissances garantes de Locarno, l'Angleterre,



Carte 4 : la Rhénanie démilitarisée.

l'Italie et la Belgique, et se fait confirmer que celles-ci considèrent que

[110] ADAP, série C, volume IV 1, annexe au document 107.

le pacte de Locarno reste valable même après la conclusion du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. En janvier 1936, le gouvernement du Reich tente une nouvelle fois d'écarter le traité franco-soviétique d'une autre manière. Il propose à Paris de conclure un pacte de non-agression franco-allemand. La France rejette cette proposition. En politique étrangère, Berlin a ainsi perdu un round face à Paris. Le 27 février 1936, le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique est ratifié par l'Assemblée nationale française.

Pour Hitler, le traité franco-soviétique est un revers dans ses efforts pour assurer la sécurité extérieure de l'Allemagne. Son succès de 1934, le pacte de non-agression avec la Pologne, avait permis de briser l'encerclement de la France autour de l'Allemagne. En concluant une nouvelle alliance avec les Soviétiques, Paris comble le vide avec un nouveau frère d'armes. Pour la sécurité de l'Allemagne, ce revirement présente deux aspects. Premièrement, il apparaît que Paris n'accorde pas un crédit inconditionnel aux garanties allemandes du traité de Locarno et qu'une autre guerre est tout à fait envisageable. Deuxièmement, l'alliance des adversaires potentiels de l'Allemagne aux côtés de la France se renforce d'un million de soldats supplémentaires. Pour l'Allemagne, ce n'est pas une bonne perspective, si l'on se souvient de la coopération franco-russe de 1914. En regardant les choses en face, on constate qu'en 1935, la France renforce une nouvelle fois son système d'alliances au détriment de l'Allemagne, que les forces armées françaises sont encore bien supérieures à la Wehrmacht allemande, qui n'en est qu'à ses débuts, et que la frontière de l'Allemagne avec la France est ouverte sans protection. Hitler et le commandement de la Reichswehr sont tout à fait conscients que le fait de retirer les troupes allemandes de la frontière rhénane ne sert pas seulement la sécurité de la France, mais doit également permettre aux Français de pénétrer dans le territoire allemand du Reich, qui n'est ainsi plus protégé. La menace d'invasion de l'Allemagne par la France lors des combats de 1921 en Haute-Silésie et les invasions belges et françaises du 8 mars 1921 et du 11 janvier 1923 ne sont pas oubliées.

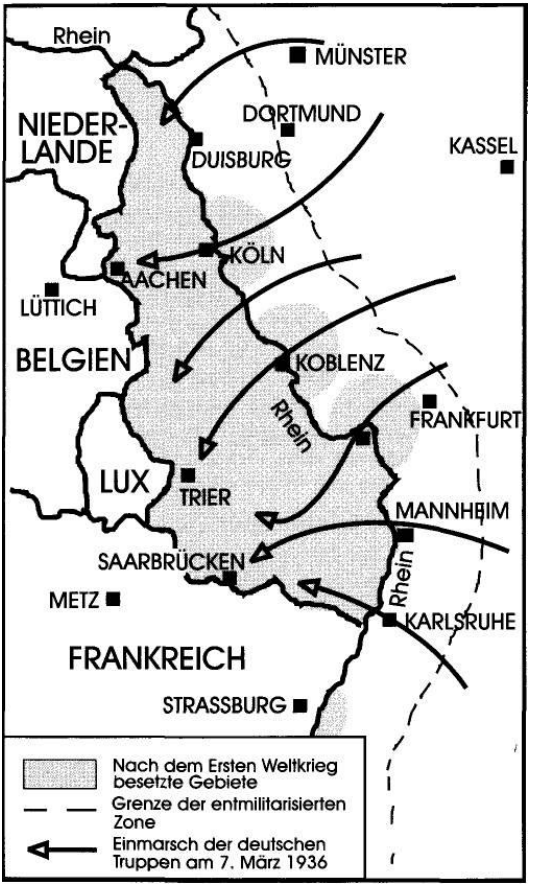
De plus, le nouveau pacte franco-soviétique est – contrairement à ce que le gouvernement français présente – plus qu'un simple traité politique. Les 13 et 14 février 1936, le maréchal soviétique Toukhatchevski rend visite à son camarade français à Paris, le général Gamelin, commandant en chef[111]. Quant à l'Abwehr allemand, il peut déterminer que l'État-major français a un plan en cours d'élaboration pour une éventuelle coopération entre les forces françaises et soviétiques. Ce plan prévoit une invasion française par la Rhénanie, dégarnie de militaires allemands, des mouvements de troupes par le Rhin moyen, puis le long de la ligne du Main en direction de la Tchécoslovaquie, où est prévue une jonction avec les alliés soviétiques[112].

La violation française du traité de Locarno par la conclusion d'un accord d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique est l'occasion pour Hitler de ne plus respecter ce pacte et de justifier l'un par l'autre. Hitler prend la décision politique de réoccuper la Rhénanie, qui n'est pas protégée par les troupes allemandes.

Début mars 1936, Hitler annonce sa décision aux responsables du ministère des Affaires étrangères et de la Wehrmacht. Les deux parties le lui déconseillent vivement. L'ambassade allemande à Paris prédit que le gouvernement français ne tolérera pas la démarche allemande et réagira militairement. Le général von Blomberg, en tant que Ministre de la guerre du Reich, fait valoir que la Wehrmacht, qui n'en est qu'au début de sa reconstruction, est plusieurs fois inférieure aux forces armées françaises en termes de troupes, d'armement et de réserves. Hitler prédit contre tout conseil que la France ne réagira pas militairement à une invasion de la Rhénanie par les troupes allemandes, malgré toutes les raisons évoquées.

111 Benoist-Méchin, tome 3, page 283.
112 TMI. Verhandlungen, volume XVI, page 686.

Le 7 mars 1936, Hitler fait entrer dix-neuf bataillons de la Wehrmacht dans la zone démilitarisée[113]. Afin de ne pas ajouter un geste de menace militaire à la provocation politique, seuls trois des dix-neuf bataillons traversent d'abord le Rhin vers l'ouest et entrent à



Carte 5 : l'invasion de la Rhénanie par la Wehrmacht.

[113] Benoist-Méchin, tome 3, page 294.

Sarrebruck, Trèves et Aix-la-Chapelle[114]. En agissant ainsi, Hitler viole les traités de Locarno et de Versailles. Mais il crée ainsi les conditions nécessaires à la capacité de défense de l'Empire allemand vers l'ouest. Hitler accompagne cette mesure d'une nouvelle offre à la France. Il suggère – si la France l'accepte ainsi – de créer à l'avenir une zone démilitarisée des deux côtés de la frontière franco-allemande, de limiter les forces armées allemandes et françaises à des nombres maximums communs et de conclure un pacte de non-agression d'une durée de vingt-cinq ans.

Les réactions de la France et des autres anciens pays vainqueurs donnent raison à Hitler. Le gouvernement français fait certes déclarer l'état d'alerte pour l'armée, occupe la ligne Maginot et fait avancer des divisions nord-africaines du sud de la France vers la frontière allemande. Pour le reste, il tente seulement de retourner les puissances garantes de Locarno et la Société des Nations contre l'Allemagne. Mais à part les Polonais, les Tchèques, les Roumains et les Yougoslaves, personne ne promet d'aider les Français. Le gouvernement britannique refuse de se mobiliser malgré la demande des Français. Londres ne veut pas mettre en péril le traité naval conclu avec l'Allemagne il y a seulement neuf mois et ne veut pas risquer une nouvelle guerre pour imposer une disposition du traité de Versailles favorable à la France. Londres ne propose que ses services de médiation. Les autres puissances garantes de Locarno, la Belgique et l'Italie, se rallient à la position de l'Angleterre.

Le 14 mars 1936, le Conseil de la Société des Nations se réunit pour statuer sur la violation du Traité de Versailles par l'Allemagne. Le représentant de la France demande que l'Allemagne soit accusée de violation du traité et condamnée. Le représentant britannique déclare pour « le gouvernement de sa Majesté » :

> *« Il est évident que l'invasion de la Rhénanie par les troupes allemandes constitue une violation du traité de paix de Versailles. Cependant, cette action ne constitue pas une menace pour la paix et ne nécessite pas la riposte*

[114] MGFA Dt. Reich und 2. Weltkrieg, volume 1, page 425.

immédiate prévue dans certains cas par le pacte de Locarno. Sans doute la réoccupation de la Rhénanie affaiblit-elle la puissance de la France, mais elle n'affaiblit en rien sa sécurité ».[115]

Après sept jours de délibérations, la Société des Nations déclare que l'Allemagne a violé l'article 43 du Traité de paix de Versailles. Mais elle n'exige ni le retrait des troupes allemandes qui ont envahi la Rhénanie, ni des sanctions.

Les conséquences de ce coup de main hitlérien sont toutefois lourdes de conséquences d'une autre manière. Adolf Hitler a eu raison de faire le forcing en Rhénanie contre l'avis des diplomates et des généraux. Cela ternit sa confiance dans la capacité de jugement des conseillers nommés et relève sa propre confiance en lui, qui s'exaltera plus tard après d'autres succès. Il commence également à sous-estimer la force d'action des gouvernements étrangers. Chez les généraux allemands, l'effet est exactement inverse. Leur confiance en leur propre capacité de jugement s'effrite et ils commencent à accorder trop de crédit à Hitler en matière de politique étrangère et de sécurité.

L'annexion de l'Autriche

Le titre le plus approprié aurait certainement été « Réunification » avec l'Autriche, mais ce processus est entré dans l'histoire avec le mot « *Anschluss* » [Annexion]. Les tentatives infructueuses des parlements et des gouvernements de l'Empire allemand et de la République d'Autriche en 1919 pour réunir les deux pays en un seul État après presque un millénaire d'histoire commune et cinquante-quatre ans de séparation ont laissé moins de traces dans l'historiographie que l'*Anschluss*, réalisé avec succès par les deux pays en 1938.

[115] Benoist-Méchin, tome 3, page 300.

Les antécédents

La communauté étatique des Länder allemands, y compris ceux qui formeront plus tard l'État autrichien, commence en 911 avec l'élection de Conrad I[er] comme roi du royaume de Francie orientale, pour lequel le nom de « *Reich der Deutschen* » (Empire des Allemands), puis de « *Heiliges Römisches Reich Deutscher Nation* » (Saint Empire romain germanique) s'impose bientôt. En 1273, la couronne de ce Saint Empire romain germanique revient pour la première fois à un prince de la maison des Habsbourg, Rodolphe I[er], duc d'Autriche, duc de Styrie, de Carinthie et de Carniole et comte du Tyrol. Après lui, des princes des maisons de Nassau, de Bavière et de Luxembourg portent la couronne de roi et d'empereur d'Allemagne, avant que cette dignité ne revienne en 1438 à un prince de la maison de Habsbourg, où elle reste ensuite en succession ininterrompue jusqu'en 1806. Ainsi, pendant près d'un millénaire, les territoires de la maison de Habsbourg ont fait partie intégrante de l'Empire allemand et les princes de Habsbourg ont été à la fois rois et empereurs d'Allemagne au cours des 368 dernières années.

En 1806, l'empereur François II de la maison des Habsbourg dissout par décret le premier Empire allemand après les attaques françaises contre ce dernier et après la formation d'une « Confédération du Rhin » de principautés allemandes sous la suprématie de la France. Au même moment, l'empereur François II, qui a abdiqué, réunit ses pays hérités, l'Autriche, la Bohême, la Moravie, le Tyrol, la Styrie, la Carinthie et d'autres, en un empire autrichien sur lequel il règne désormais sous le nom de François I[er]. Le parcours de la maison Habsbourg, en plus de son appartenance à l'Allemagne, commence cependant quelques siècles plus tôt. Par le biais de mariages, d'héritages, d'achats et de traités, de nombreux pays en dehors de l'Empire allemand passent sous la domination des Habsbourg, de manière permanente ou temporaire, comme la Hongrie, la Croatie, la Galicie, la Bucovine, le Banat, la Toscane, le

duché de Milan, une partie de la Serbie et pour finir, en 1908, la Bosnie-Herzégovine.

En 1815, après l'effondrement de la domination napoléonienne et la dissolution des royaumes français en Europe, trente-six princes allemands et quatre villes libres du royaume fondent la Confédération germanique à la place du défunt Empire allemand. Et c'est à nouveau

Carte 6 : les terres des Habsbourg avant 1914.

le chef de la maison des Habsbourg qui préside la Confédération germanique, l'empereur d'Autriche.

Trois bonnes décennies plus tard, on tente à nouveau d'unifier l'Allemagne en une entité étatique solide. En 1849, l'Assemblée nationale constituante réunie dans l'église Saint-Paul de Francfort proclame un « empire uni et indivisible », mais les esprits se divisent sur la question de savoir ce qui doit faire partie de l'empire. L'Assemblée nationale demande au gouvernement autrichien de faire partie du nouvel Empire allemand avec ses pays allemands et de renoncer en même temps à ses droits de souveraineté dans tous les pays non allemands. L'Assemblée nationale veut fonder une Allemagne sans peuples étrangers sous domination allemande. Ainsi,

l'Autriche doit choisir entre devenir la première puissance d'un nouvel Empire allemand, mais renoncer pour cela à ses principautés non allemandes, ou rester la première puissance de son propre empire dans la région du Danube. L'Autriche ne veut pas se décider à devenir un État exclusivement allemand. Elle reste donc pour l'instant dans la Confédération germanique de 1815, et l'Autriche continue à jouer son double rôle de membre de la Confédération germanique et d'État plurinational dans la région du Danube.

Dix-sept années s'ensuivent, au cours desquelles le poids politique de la Confédération germanique se modifie. La Prusse commence à unifier les Länder allemands par la diplomatie et la guerre. Pendant ce temps, les Habsbourg perdent de leur force et de leur influence, notamment à la suite d'une guerre perdue contre la France en 1859. En 1866, le conflit sur l'administration du Schleswig-Holstein donne

Carte 7 : l'Autriche après 1919.

lieu à une guerre fratricide allemande, au cours de laquelle l'empereur d'Autriche, président de la Confédération allemande, représente une dernière fois le pouvoir impérial. Il appelle l'armée fédérale allemande

à prendre les armes contre les Prussiens. Dans cette guerre, l'empereur réunit une fois de plus la majorité des États allemands, les royaumes de Hanovre, de Saxe, de Wurtemberg et de Bavière, ainsi qu'une série d'autres petites principautés. Seules la principauté de Lippe et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha sont du côté de la Prusse, mais l'armée autrichienne est écrasée par l'armée prussienne à la bataille de Königgrätz en Bohème. Cela met fin à la domination des Habsbourg sur l'Empire allemand. L'objectif de la politique prussienne dans cette guerre est de pousser l'Autriche hors de la Confédération germanique afin de pouvoir, sans l'État plurinational de Vienne, réunir le reste des Länder allemands en un nouvel Empire allemand. Ainsi, après la victoire de Königgrätz, la Prusse renonce à démanteler les Habsbourg-Autriche, mais elle dissout la Confédération germanique et met les Germano-autrichiens et leurs seize peuples non allemands à la porte de l'Allemagne. Le lien germano-allemand entre l'Autriche allemande et les autres pays allemands est ainsi rompu après 955 ans de vie commune.

Au cours des quarante-huit années suivantes, les autres pays allemands s'unissent sous la direction de la Prusse pour former le deuxième empire allemand et développent une nouvelle conscience germano-prussienne. Le second empire allemand et l'empire autrichien suivent alors leur propre voie pendant moins d'un demi-siècle, avant de se retrouver en tant qu'alliés lors de la Première Guerre mondiale. Ces quarante-huit années de séparation ont eu une profonde influence sur la conscience historique et personnelle de l'Allemagne impériale. Les racines habsbourgeoises de la nation sont oubliées dans l'Allemagne prussienne. Cette période de séparation allemande ressemble en cela à la division de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. Les conditions politiques réelles marquent les consciences et se superposent au sentiment d'appartenance mutuelle. Et comme en 1990 lors de la chute de la RDA, c'est la défaite des deux empires allemands en 1918 qui rapproche à nouveau les Allemands. Le grand empire des Habsbourg est démantelé. Quarante et un millions d'anciens sujets habsbourgeois non

germanophones fondent leurs propres États ou sont contraints de se fondre dans d'autres États. Quant aux sept millions d'Autrichiens allemands, ils restent dans la nouvelle République d'Autriche avec le restant territorial que les puissances victorieuses laissent à la Conférence de Saint-Germain de l'Alt-Habsburg.

Le rapprochement germano-autrichien

Les cinquante-quatre années de séparation germano-allemande depuis 1866 n'ont pas plus fait mourir le sentiment d'appartenir au même peuple en Allemagne et en Autriche que les quarante-cinq années de division allemande chez les Allemands d'Allemagne de l'Ouest et d'Allemagne centrale après 1945.

En 1919, les gouvernements sociaux-démocrates des nouvelles républiques d'Allemagne et d'Autriche prennent en charge le destin de leurs nations. Le 12 novembre 1918, en Autriche, les parlementaires chargés d'élaborer une nouvelle constitution d'État prennent la décision à l'unanimité lors de leur première séance de travail :

> *« L'Autriche allemande est une république démocratique. Tous les pouvoirs publics sont institués par le peuple. L'Autriche allemande fait partie intégrante de la République allemande ».*[116]

Une semaine plus tard, le 21 novembre, l'Assemblée nationale autrichienne revendique en outre la représentation de tous les Allemands de l'ancien Habsbourg :

> *« L'État austro-allemand revendique un pouvoir territorial sur l'ensemble du territoire de peuplement allemand, en particulier aussi dans les Sudètes ».*[117]

Dans le nouvel Empire allemand, la politique nourrit les mêmes souhaits. Le 6 février 1919, le député Scheidemann (SPD) conclut son discours d'ouverture de la session constitutive de l'Assemblée

---

[116] TMI. Verhandlungen, Volume XV, page 666.

[117] Ibid.

nationale de Weimar par un appel aux « frères allemands et aux frères autrichiens ». Il termine son discours par ces mots :

> *« Que le temps soit proche où nos frères autrichiens reprendront leur place dans la grande communauté nationale allemande ».*

Le 2 mars 1919, la première Assemblée nationale d'après-guerre se réunit à Vienne pour sa séance d'ouverture. Les députés de tous les partis représentés décident à la quasi-unanimité – à l'exception d'une poignée de monarchistes – de considérer l'Autriche comme partie intégrante de l'Allemagne. La décision de l'Assemblée constituante du 12 novembre 1918, qui déclare l'Autriche allemande comme partie intégrante de la République allemande, devient ainsi loi. Le même jour, le 2 mars, le député autrichien Otto Bauer et le Ministre allemand des affaires étrangères, le comte von Brockdorff-Rantzau, signent un traité d'État pour le rattachement de l'Autriche à la nouvelle République allemande. Mais les puissances victorieuses mettent immédiatement un terme à ce type de droit à l'autodétermination des peuples. Lorsque la délégation de paix autrichienne arrive à Saint-Germain, on lui annonce immédiatement qu'il est interdit à la République d'Autriche de se joindre à l'Allemagne et que l'Autriche vaincue ne peut pas s'appeler « Autriche allemande ». Le chef de la délégation de Vienne, le Chancelier d'État Dr Renner, proteste, se réfère aux 14 points de Wilson et invoque le droit à l'autodétermination des peuples, proclamé par les vainqueurs eux-mêmes. On lui répond que ce droit n'est en aucun cas valable pour les vaincus. Les puissances victorieuses en auraient décidé ainsi.

La délégation autrichienne ne peut et ne doit pas participer aux négociations du traité de Saint-Germain, pas plus que les Allemands à celles de Versailles. Seul l'échange de notes est autorisé. Les cinq puissances victorieuses (États-Unis, France, Angleterre, Japon et Italie), qui rendent leur verdict sur l'Autriche à Saint-Germain, stipulent dans l'article 88 de leurs conditions de paix que l'Autriche doit rester durablement indépendante. Alors que les vainqueurs sont encore réunis à Saint-Germain, le gouvernement autrichien tente de

leur montrer, ainsi qu'à la Société des Nations, combien la volonté de la population de rejoindre l'Empire allemand[118] est forte. Il organise trois référendums régionaux au Tyrol, dans la province de Salzbourg et en Haute-Autriche. Le référendum tyrolien recueille 143 302 voix en faveur de l'annexion et 1 805 contre[119], soit un vote de 98,7 % en faveur de l'unification de l'Autriche avec l'Allemagne. Les votes en Haute-Autriche et à Salzbourg sont empêchés par les vainqueurs. Malgré tout, une initiative citoyenne réussit à rattraper la consultation populaire à Salzbourg, même si ce n'est qu'en 1921. Le résultat, avec 98 546 voix pour et 877 contre, c'est-à-dire 99,1 % pour l'annexion, ne laisse pas de place au doute.

Le 6 septembre 1919, soit quatre jours avant que la délégation autrichienne ne doive signer le jugement des vainqueurs à Saint-Germain, le Chancelier d'État Dr. Renner annonce une nouvelle fois à l'Assemblée nationale de Vienne :

> *« L'Autriche allemande ne renoncera jamais à considérer la réunification avec l'Empire allemand comme le but de sa politique pacifique ».*

C'est un dernier sursaut. La violence brute de la faim a également contraint l'Autriche, tout comme l'Allemagne, à céder. Depuis l'armistice jusqu'en juillet 1919, l'Angleterre a bloqué l'arrivée de nourriture en Allemagne et en Autriche par un blocus maritime afin de forcer les vaincus à signer à Versailles et à Saint-Germain. Dans l'intervalle, près d'un million de personnes sont mortes de faim dans les deux pays, en particulier de nombreux enfants. L'Autriche et l'Allemagne ne peuvent désormais plus risquer une reprise du blocus en refusant de signer, car la Grande-Bretagne a menacé de le faire.

Le 10 septembre, le gouvernement autrichien doit accepter le traité de Saint-Germain et le signer. Le 21 octobre, sous la pression des vainqueurs, il doit supprimer de la Constitution la phrase « *L'Autriche allemande fait partie intégrante de la République allemande* » – Le 18 juillet 1920, le Parlement de Vienne ratifie le traité de Saint-Germain et

---

118 Bernhardt, page 45.

119 TMI Verhandlungen, volume XV, page 667.

l'Autriche se retrouve à nouveau à la porte de l'Allemagne, contre la volonté de la grande majorité de ses citoyens. Malgré cela, tous les partis autrichiens – à l'exception des légalistes (monarchistes) et des communistes – inscrivent l'annexion ultérieure de leur pays comme objectif dans les programmes des partis. C'est le cas des sociaux-démocrates, des nationalistes allemands, du Parti national-libéral des paysans et des chrétiens-sociaux qui, à partir de 1934, deviennent un parti de dictature et combattent le rattachement au Reich.

Dans l'Empire allemand, on ne pense et n'agit pas autrement qu'au Tyrol, à Salzbourg ou à Vienne sur la question de l'Anschluss. Dès Weimar, lors de la première séance de l'Assemblée nationale allemande, le 6 février 1919, le futur Président du Reich, Friedrich Ebert, déclare à propos de cette question :

> *« L'Autriche allemande doit être réunie à la mère patrie pour l'éternité. ... Nos compagnons de tribu et de destin peuvent être assurés que nous les accueillerons à bras et à cœur ouverts dans le nouvel empire de la nation allemande. Ils font partie de nous et nous faisons partie d'eux ».*[120]

Mais le traité de Versailles stipule également que le droit à l'autodétermination des Allemands dans les deux États vaincus ne doit pas être mis en œuvre sur cette question. L'article 80 du traité signé le 28 juin 1919 stipule que :

> *« L'Allemagne reconnaît l'indépendance de l'Autriche et la considérera strictement comme immuable dans les limites fixées par le présent traité, à moins que le Conseil de la Société des Nations n'y consente ».*

Le Reichstag allemand voit dans l'ajout « à moins que le Conseil de la Société des Nations n'y consente » la porte ouverte pour des temps ultérieurs. C'est avec cette vague perspective que les députés du Reichstag allemand ajoutent, le 11 août 1919, l'article 61 à la Constitution de Weimar, qui se lit ainsi :

> *« Après son rattachement à l'Empire allemand, l'Autriche allemande obtient le droit de participer au Reichsrat avec le nombre de voix correspondant*

[120] Bernhardt, page 31.

à sa population. Jusqu'à cette date, les représentants de l'Autriche allemande ont une voix consultative ».

Ainsi, l'article 61 de la Constitution de Weimar parle de l'annexion prochaine de l'Autriche, tout comme trente ans plus tard la Loi fondamentale de Bonn parle de « l'adhésion des autres parties de l'Allemagne » dans son article 23. Cinq semaines seulement après, le 22 septembre 1919, le Reichstag allemand doit à nouveau modifier la Constitution de Weimar sous la pression des puissances victorieuses et supprimer l'article 61.

Le traité d'unification austro-allemand de novembre 1918, conclu par Bauer et le comte Brockdorff-Rantzau, est envoyé aux archives comme document mort, sans que les parlements de Berlin et de Vienne ne puissent jamais le ratifier. Mais les citoyens et les partis de l'Empire allemand conservent le sentiment d'appartenir à la même famille que les Autrichiens. En 1932 encore, Theodor Heuss, député au Reichstag et futur Président de la République fédérale d'Allemagne, décrit l'« idée de la Grande Allemagne » d'appartenance à l'Autriche comme l'une des rares idées que les partis de la République de Weimar partagent.[121]

Du point de vue des vainqueurs, l'interdiction de l'union austro-allemande a tout d'abord un sens. Avec une Autriche rattachée, l'Allemagne vaincue aurait compensé ses pertes en terres et en hommes. Mais ce jeu de calcul des vainqueurs ne respecte pas la règle qu'ils se sont eux-mêmes fixée, à savoir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En outre, une Autriche indépendante doit aider à tenir l'économie allemande à l'écart des pays du Danube et des Balkans.

L'Autriche d'après-guerre

Les années Vingt sont pauvres et amères pour l'Autriche. Le réseau économique des Habsbourg est démantelé. L'industrie des Sudètes en Tchécoslovaquie et les régions agricoles de Hongrie sont coupées de l'Autriche. Inversement, l'industrie autrichienne est privée de ses

[121] Heuss, page LX.

anciens débouchés dans la région du Danube. Les fonctionnaires et les soldats germanophones affluent en grand nombre des principautés non allemandes de Habsbourg vers le cœur de l'Autriche, sans qu'aucun salaire ou emploi ne leur soit proposé. Le coût de la vie augmente, les denrées alimentaires se raréfient, le nombre de chômeurs grimpe à 800 000, qui cherchent du travail sans succès, et la dette extérieure de l'Autriche est bientôt impossible à rembourser. Le gouvernement social-démocrate du Dr Renner ne parvient pas à résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays et doit céder la place en 1920 à un gouvernement de coalition composé de forces proches de l'Église, dites cléricales, et de libéraux dirigés par Monseigneur Dr Seipel.

Seipel et ses successeurs ne parviennent pas non plus à surmonter les problèmes économiques de la jeune république. Une crise bancaire en 1928, d'importants déficits du commerce extérieur et une dette extérieure toujours trop élevée obligent le gouvernement autrichien à trouver de nouvelles solutions. Il cherche ainsi à créer une union douanière avec l'Allemagne. En 1931, les ministres des Affaires étrangères de Berlin et de Vienne tentent de créer une union économique et douanière germano-autrichienne, avec le souhait des deux côtés que cela soit la première pierre d'une union étatique. L'espoir d'une union ultérieure avec l'Allemagne est finalement intact en Autriche, et tous les partis politiques – à l'exception des monarchistes (légalistes) et des marxistes – sont d'accord sur ce point et ne cessent de l'exprimer. Ainsi, le 12 novembre 1928, le leader des sociaux-démocrates, le Dr Renner, rappelle dans un discours public la décision des pères de la Constitution d'unir l'Autriche et l'Allemagne, et déclare :

> *« Aujourd'hui, dix ans après le 10 novembre 1918, et à jamais, nous nous en tenons fidèlement à cette décision et la confirmons par notre signature. ... La paix de Saint-Germain a anéanti le droit à l'autodétermination des Allemands en Autriche. ... Que les citoyens autrichiens votent librement et ils*

décideront à 99 voix sur 100 de la réunification avec l'Allemagne ».[122]

L'attitude des chrétiens-sociaux au pouvoir ne s'en écarte pas. En 1931, ils déclarent à nouveau, par une décision du parti, que leur objectif est de rattacher l'Autriche à l'Allemagne. Les puissances victorieuses de la guerre mondiale n'ignorent pas de tels discours et décisions, et c'est ainsi qu'il faut comprendre leur réaction à l'union douanière.

Le 24 mars 1931, l'union économique et douanière austro-allemande est scellée par le « protocole de Vienne ». Les protestations fusent alors de Paris, Londres, Prague et Rome. Les gouvernements anglais et français portent le protocole de Vienne devant la Société des Nations à Genève en tant que violation de l'article 88 du traité de Saint-Germain sur l'indépendance.[123] La plainte est jugée par la Cour de La Haye, qui interdit l'union douanière, la jugeant illégale. La France se sent en outre obligée de punir l'Autriche. Elle retire des crédits à l'Autriche déjà affaiblie, ce qui provoque l'effondrement de l'Österreichische Kreditanstalt en mai 1931 et, peu après, de la Darmstädter National-Bank. Ainsi, les difficultés économiques de l'Autriche s'aggravent une fois de plus et une nouvelle tentative des deux pays de se rapprocher en vue d'une future unité échoue.

Les années suivantes sont politiquement aussi turbulentes en Autriche que dans l'Empire allemand. Le 21 mai 1932, le chrétien-social Engelbert Dollfuß prend la tête du gouvernement autrichien. Lui non plus ne parvient pas à endiguer le chômage, le marasme financier et le déclin économique. Durant l'été 1932, Dollfuß négocie donc un nouveau crédit d'État avec la Société des Nations. Mais celle-ci pose comme condition que l'Autriche renonce à toute tentative de former une union douanière avec l'Allemagne au cours des dix prochaines années. Les débats parlementaires sur cette condition de la Société des Nations donnent lieu à de graves affrontements en août et

[122] Kern, page 77.

[123] Documents Britanniques. Foreign Policy, Second Series, Volume II, Dokumente 1 bis 29.

octobre 1932, au cours desquels le Conseil national[124] finit par imposer de nouvelles élections parlementaires pour le printemps 1933. Une nouvelle crise parlementaire en mars 1933, qui ne concernait au départ qu'une grève des cheminots, conduit le Conseil national à destituer le Chancelier Dollfuß le 15 mars 1933 par une décision qui n'a pas été prise correctement. Celui-ci fait à son tour occuper le bâtiment du Parlement par la police et le Conseil national ne se réunit plus jamais.

En mai 1933, Dollfuß interdit d'abord les élections du Conseil national prévues pour ce mois, puis il interdit le parti communiste et, en juin, le parti national-socialiste en Autriche. En septembre, des « camps d'arrêt » sont créés pour détenir les opposants politiques. Ils correspondent aux camps de concentration qui sont également créés en Allemagne la même année. Mi-février 1934, une opération policière est menée pour désarmer l'organisation de combat du parti social-démocrate, le « *Schutzbund* ». Il s'ensuit d'abord une résistance et des combats de rue à Linz et à Vienne. Ensuite, le parti social-démocrate est interdit et les syndicats libres sont dissous. Dollfuß a ainsi privé tous les partis et toutes les organisations ouvrières autrichiennes de leur pouvoir, sans avoir pu améliorer le moins du monde le sort des ouvriers. Pendant ce temps, dans l'Empire allemand tout proche, l'économie commence à se redresser lentement mais nettement. La détresse des ouvriers allemands diminue. Le nombre de chômeurs diminue. Et ce miracle économique est justement le succès politique d'un parti interdit en Autriche, les Nationaux-Socialistes. L'essor économique allemand rend à nouveau populaire en Autriche non seulement le rattachement au Reich allemand, mais aussi le mouvement national-socialiste. On sait qu'il est à l'origine de l'annexion de l'Autriche au Reich allemand.

En mai 1933, le Chancelier Dollfuß fonde le Front patriotique pour remplacer les partis et les associations qui leur sont rattachées, sur lequel il s'appuie désormais pour gouverner et administrer son

[124] Première chambre du Parlement, équivalent du Bundestag.

pays. La majorité des partis qui n'appartiennent pas au front se regroupent de manière informelle pour former l'« opposition nationale ». La majorité d'entre eux défendent le rattachement de l'Autriche à l'Empire allemand.

Le Chancelier Dollfuß, lui-même partisan de l'unité austro-allemande dans ses jeunes années, met fin au consensus des partis autrichiens sur le rattachement au Reich allemand. Dollfuß, qui en tant que dictateur n'a déjà pas envie de risquer son pouvoir et sa domination avec de nouvelles élections dans son propre pays, ne veut surtout pas les perdre en cas de rattachement de l'Autriche à l'Empire allemand. C'est ainsi que la politique d'annexion de l'Autriche se termine avec Dollfuß et la fin de la démocratie dans l'Autriche d'après-guerre. C'est alors que se produit un évènement tragique qui entrera dans l'histoire sous le nom de « meurtre de Dollfuß », mais qui n'est pas un homicide prévu par les auteurs. Les Nationaux-Socialistes autrichiens voient que la voie du parti frère allemand vers le pouvoir en Allemagne était possible via des élections libres. En Autriche, le Chancelier Dollfuß bloque cette possibilité en n'autorisant pas de nouvelles élections au Conseil national. Un putsch direct vers le pouvoir n'a pratiquement aucune chance d'aboutir, car Hitler, qui pourrait théoriquement aider dans ce cas, fait savoir qu'il estime que le moment n'est pas encore venu pour un rattachement de l'Autriche, et parce que les puissances signataires de Saint-Germain n'auraient jamais toléré un putsch « nazi » en Autriche. Et en 1934, l'Allemagne n'aurait pas eu l'ombre d'une chance de soutenir avec succès les Nationaux-Socialistes autrichiens dans un tel conflit, avec sa Wehrmacht pas encore reconstruite et sa frontière rhénane toujours ouverte avec la France.

C'est ainsi que la direction des Nationaux-Socialistes autrichiens élabore un plan en deux étapes pour s'emparer du pouvoir sans l'aide de l'Allemagne. Tout d'abord, Dollfuß doit être capturé et jugé en tant que dictateur. L'ancien ministre de l'Intérieur chrétien-social Rintelen, évincé par Dollfuß, doit ensuite devenir Chancelier à sa place. Sous la direction de Rintelen, un démocrate sans aucune affinité avec le

dictateur, il y aura à nouveau des élections libres, pense-t-on. Les dirigeants du parti national-socialiste autrichien espèrent remporter ces élections et prendre légalement le pouvoir. Rintelen se met à disposition en tant que nouveau chancelier fédéral si ce putsch réussit.

Le 25 juillet 1934, le Chancelier Dollfuß doit être arrêté lors d'une réunion du cabinet. Mais cette opération est trahie au dernier moment. Dollfuß s'enfuit en groupe à travers les couloirs de sa chancellerie dans le Ballhaus de Vienne. Les putschistes et le groupe Dollfuß se rencontrent brusquement dans une salle à la lumière aveuglante. Les accompagnateurs du groupe Dollfuß lèvent les mains en signe de reddition et Dollfuß est le seul du groupe à se précipiter vers l'avant, vers le putschiste le plus avancé. Celui-ci ne reconnaît pas le Chancelier dans la lumière crue, se sent lui-même attaqué, perd son sang-froid et tire deux fois au lieu d'arrêter la personne recherchée. C'est ainsi que le Chancelier Dollfuß meurt sous les balles qu'un National-Socialiste autrichien a tirées sur lui.[125]

La population prend connaissance avec dégoût du crime commis contre son Chancelier. Le dictateur Dollfuß, jusque-là rejeté par tous les démocrates autrichiens, devient du jour au lendemain le martyr de la nation, et les Nationaux-Socialistes sont frappés par l'indignation justifiée des habitants de toute l'Autriche. Rintelen, le co-conspirateur, est condamné à une peine de vingt-cinq ans de prison. Le tireur et avec lui douze autres putschistes sont condamnés à mort et bientôt exécutés. Le tireur, debout sous sa potence, déclare une nouvelle fois qu'il n'a jamais eu l'intention de tuer le Chancelier Dollfuß. Il n'a tiré que parce qu'il se sentait attaqué.

La mort du Chancelier Dollfuß frappe les Nationaux-Socialistes autrichiens de l'opprobre du crime et du coup d'État. Leur prestige diminue et, avec lui, l'attrait du rattachement au Reich allemand qu'ils prônent. Pour comble de malheur, l'Allemagne est encore impliquée dans l'affaire après les coups de feu tirés sur le dictateur Dollfuß. La tentative d'arrestation de Dollfuß ayant si tragiquement échoué, les

[125] Benoist- Méchin, tome 5, page 151.

putschistes sont encerclés par la police et l'armée dans la salle de bal. Ils exigent un départ libre à travers la frontière vers la Bavière et menacent de se retrancher avec leurs armes en cas de refus de départ. Dans un premier temps, ils obtiennent l'assurance de pouvoir se retirer librement. Les putschistes ne croient pas à cette promesse et appellent l'ambassadeur allemand à Vienne dans la salle de bal pour garantir et surveiller leur départ. L'ambassadeur accepte spontanément d'intervenir afin d'éviter une nouvelle effusion de sang. Il n'y parvient pas, mais avec la demande de fuite des putschistes vers l'Allemagne et l'intervention de l'ambassadeur allemand, l'Empire allemand est impliqué dans ce putsch aux yeux de tous en Autriche et dans le monde entier. Cela donne la fausse impression que les ficelles de l'affaire et de la mort du Chancelier ont été tirées depuis les instances allemandes. C'est un coup d'arrêt au désir de rattachement à l'Empire allemand, jusqu'alors largement partagé en Autriche.

L'ère Dollfuß est suivie de l'ère Schuschnigg. Après la mort de Dollfuß, les relations austro-allemandes sont d'abord gelées pour une durée de deux ans. Même sous le Chancelier Schuschnigg, il n'y a pas d'élections libres. La domination exclusive du « Front patriotique », issu du parti chrétien-social, prend désormais une orientation chrétienne et dictatoriale. Schuschnigg tente également d'empêcher l'unification de l'Autriche avec l'Allemagne.

Ce n'est qu'à l'été 1936, sous la douce pression de l'Italie, que les deux États germanophones tentent de se rapprocher à nouveau. Le 11 juillet 1936, le Chancelier fédéral von Schuschnigg et l'envoyé spécial allemand pour l'Autriche von Papen signent un accord germano-autrichien sur la normalisation et les relations amicales entre les deux États. L'Allemagne y reconnaît la « pleine souveraineté de l'État fédéral autrichien » et l'Autriche reconnaît explicitement être un État allemand. Dans l'avenant à l'accord, Schuschnigg s'engage par écrit à faire appel à des « représentants de l'ancienne opposition nationale en Autriche » pour participer à la responsabilité politique. Hitler commente l'accord au chef des Nationaux-Socialistes autrichiens, Josef Leopold, en ces termes :

« Je prends ce nouvel accord très au sérieux. Les nationaux-socialistes autrichiens doivent conserver une discipline exemplaire et considérer l'Anschluss comme une affaire interne à l'Autriche, et essayer de progresser par ce biais en Autriche ».[126]

Hitler considère l'annexion ultérieure de l'Autriche comme une conséquence inéluctable de la volonté de la majorité de la population autrichienne, si souvent exprimée par le passé. La souveraineté de l'État fédéral autrichien, reconnue par l'Allemagne, ne s'y oppose pas, selon Hitler. Par ailleurs, Hitler est certain que l'annexion de l'Autriche sera un jour la décision libre et souveraine d'un gouvernement autrichien. Mais il se trompe. Malheureusement, l'accord du 11 juillet ne permet pas de surmonter les divergences germano-autrichiennes.

Le Chancelier Schuschnigg veut maintenir une Autriche souveraine dans la tradition des Habsbourg, un second « meilleur » État allemand. Lorsque le gouvernement autrichien ne montre aucune velléité de tenir sa promesse de juillet 1936 et d'associer les forces de l'opposition nationale à la responsabilité politique, les relations entre Berlin et Vienne se tendent à nouveau.

Par la suite, les manifestations pro- et anti-allemandes de la volonté populaire se succèdent en Autriche. En avril 1937, Schuschnigg nomme, sur l'insistance de l'Allemagne, un médiateur entre le gouvernement et les forces de la prétendue opposition nationale, afin de les amener, comme promis, à participer à la responsabilité politique. Le médiateur est le jeune avocat sans parti, le Dr. Seyß-Inquart, qui a la confiance de son Chancelier Schuschnigg et bientôt celle d'Adolf Hitler.[127] Seyß-Inquart ne cache pas son désir d'annexer l'Autriche au Reich allemand.

Malgré l'accord austro-allemand de juillet 1936 et l'activité de médiation de Seyß-Inquart, la pression de la dictature ne faiblit pas dans l'État danubien. La documentation d'un avocat viennois de juin

[126] v. Papen, page 424.
[127] Seyß-Inquart n'adhère au Parti national-socialiste d'Autriche qu'en 1938.

1937 témoigne de la manière dont les tribunaux, les autorités du parti, la gendarmerie et la police traitent en 1936/37 les personnes qui, dans l'esprit de la première constitution autrichienne de 1918, continuent de se réclamer de l'unité avec le Reich allemand.[128] La documentation « *Justitia fundamentum regnorum* », transmise au Chancelier Schuschnigg, comprend 264 exemples de violations du droit et de persécutions contre des membres de l'« opposition nationale ». Cette liste d'infractions est considérable. Elle comprend :

- Peines d'emprisonnement sans procès,
- Incarcération dans des camps de concentration sans procès ni jugement,
- Détention préventive sans mandat judiciaire,
- Détention arbitraire de parents d'accusés,
- Emprisonnements et amendes sans preuve de culpabilité,
- Peines d'emprisonnement sans qu'il n'y ait d'infraction pénale,
- Double peine dans deux procédures distinctes pour une seule et même infraction,
- Peines économiques accessoires supplémentaires telles que la confiscation de biens,
- Suspension du permis de conduire ou perception de frais de nourriture et d'hébergement en cas de détention dans un camp de concentration,
- Renversement de la charge de la preuve dans les procédures pénales,
- Extorsion d'aveux,
- Maltraitance physique des personnes détenues,
- Absence de traitement médical de détenus politiques malades ou blessés, parfois avec des conséquences mortelles,
- Déchéance de la nationalité autrichienne après des voyages non autorisés en Allemagne,

[128] Documentation sur le *Führer*.

● Retrait des permis d'artisanat et de commerce ainsi que des autorisations d'exercer des professions académiques pour les personnes présentant un « manque de fiabilité civique » et

● Licenciement de membres de la fonction publique pour « suspicion de sentiments nationaux », sans pension ni allocation de chômage.

Les raisons de ces peines sont toujours similaires. Il s'agit de l'appartenance à des partis interdits, le plus souvent les Nationaux-Socialistes autrichiens, ou à l'une des nombreuses associations de chant et de sport de tendance allemande, ou encore du simple désir de l'accusé de former une association austro-allemande et parfois même d'un simple soupçon dans ce sens.

De 1935 à 1937, la France, l'Angleterre, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie montrent de moins en moins de sympathie pour l'Autriche « autoritaire ». L'Italie se détourne également de l'Autriche pour se tourner vers l'Allemagne. De plus, une reprise économique comme celle de l'Allemagne se fait attendre. Au cours de la même période, les Sarrois se rallient à l'Empire allemand avec 90,8 % de voix pro-allemandes, et la frontière de la Rhénanie, autrefois ouverte, est à nouveau sous la protection des troupes allemandes. En Autriche, de tels succès ne sont pas visibles et une nouvelle voie vers la gloire et la grandeur des Habsbourg n'est pas ouverte pour le petit pays. De plus, la dictature autrichienne ne se distingue guère de celle de l'Allemagne, de sorte que cette dernière n'est pas une raison pour refuser l'annexion. Ainsi, le rattachement de l'Autriche au Reich allemand redevient une perspective attrayante pour les citoyens autrichiens. De nombreux ouvriers, même s'ils ne sont pas proches des Nationaux-Socialistes, voient dans le rattachement un espoir économique. Le Chancelier Schuschnigg, qui sent l'isolement de son pays en matière de politique étrangère et qui connaît l'aspiration d'une grande partie de la population à un rattachement, demande à l'envoyé von Papen de négocier une visite d'État auprès de Hitler. Le 12 février 1938, la visite a lieu. Lors de ce voyage, Schuschnigg était certainement prêt à certaines concessions de l'Autriche aux souhaits allemands. Mais il ne

s'attendait pas aux exigences que Hitler lui présente ce 12 février à Berchtesgaden.

Hitler souhaitait certainement qu'un Conseil national librement élu et un gouvernement autrichien proclament de leur propre chef, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'annexion de l'Autriche au Reich allemand, annexion que les pères de la Constitution autrichienne et le Conseil national avaient déjà fermement décidée deux décennies auparavant. Mais Hitler a compris entre-temps qu'avec la dictature du chrétien-social Schuschnigg, sans parlement et sans élections, aucune voie légale n'est ouverte pour un rattachement.

Selon le récit de Schuschnigg – et c'est le seul qui nous soit parvenu – l'entretien entre Schuschnigg et Hitler se résume à une seule dispute. Hitler reproche à Schuschnigg beaucoup de choses, l'action de la police en Autriche contre le parti national-socialiste, les fortifications des frontières contre l'Allemagne et d'autres choses encore. Lorsque Schuschnigg défend l'indépendance de l'Autriche et insiste sur le fait que c'est lui qui représente l'Autriche ici, Hitler met en doute sa légitimité et dit :

> *« Je pourrais me qualifier d'Autrichien avec autant et même plus de raison que vous, Monsieur Schuschnigg. Essayez donc d'organiser un référendum libre en Autriche, dans lequel vous et moi nous présenterions l'un contre l'autre, et vous verrez ».*[129]

Hitler a à l'esprit que Schuschnigg n'est pas arrivé à son poste il y a trois ans par le biais d'élections – comme lui – mais en tant que remplaçant de Dollfuß décédé.

Hitler présente à Schuschnigg une « liste de propositions allemandes pour un règlement définitif de la question autrichienne ». Les principales exigences sont les suivantes :

- Obligation pour les deux gouvernements de se consulter sur les questions de politique étrangère,

[129] Benoist-Méchin, tome 5, page 200.

● Nomination du conseiller d'État Dr. Seyß-Inquart au poste de Ministre de l'intérieur et subordination de la sécurité à ce dernier,

● Liberté d'action politique du parti national-socialiste autrichien pour agir légalement dans le cadre du « Front patriotique »,

● Amnistie pour tous les Autrichiens emprisonnés pour activité politique nationale-socialiste,

● Rétablissement de la liberté de la presse,

● Coopération des forces armées de l'Autriche et de l'Allemagne,

● Préparation de l'alignement des systèmes économiques des deux pays sous la direction d'un certain Dr. Fischböck en tant que Ministre des finances et

● Garantie donnée par le gouvernement du Reich allemand que les services du parti reichs allemand ne s'immisceront pas dans les affaires internes autrichiennes.

Les « propositions » se terminent par un ultimatum : « Le Chancelier fédéral se déclare prêt à mettre en œuvre les mesures convenues avant le 18 février 1938 »[130], c'est-à-dire en une semaine seulement. Le Chancelier Schuschnigg fait par contre valoir que seul le Président fédéral autrichien peut satisfaire une partie des exigences de la Constitution, et il parvient à négocier et à modifier quelques détails avec Hitler. Ainsi, par exemple, le Dr Fischböck ne devient pas Ministre des finances. Mais après que Hitler lui a fait comprendre que lui – Schuschnigg – devait signer ou qu'il – Hitler – pouvait agir autrement, Schuschnigg appose son nom au bas du papier.

De retour à Vienne, le Chancelier autrichien doit mettre en œuvre les exigences allemandes, remanier son cabinet, amnistier les condamnés et convaincre le Président fédéral de faire tout cela. Les Nationaux-Socialistes, désormais libérés de l'interdiction et sans plus être poursuivis par la police, mobilisent maintenant les masses à Graz, Salzbourg, Klagenfurt et Linz et montrent ouvertement leur sympathie pour une solution de rattachement. Le ministre Seyß-

[130] ADAP, volume I, documents 294/295, pages 421-424.

Inquart parcourt le pays pour exhorter les dirigeants nationaux-socialistes des Länder à la modération, mais le mouvement ne peut plus être arrêté. La pression de la rue s'accroît et Hitler insiste une fois de plus pour que le Dr Fischböck soit nommé Ministre des finances de l'Autriche.

Le « plébiscite » du Dr Schuschnigg

Voilà que le Chancelier Schuschnigg fonce tête baissée. Il pense que la majorité des citoyens autrichiens est en faveur de l'indépendance du pays et contre l'annexion. Il se fait également des illusions sur la popularité de sa propre personne. Le mercredi 9 mars, Schuschnigg organise à la surprise générale un référendum sur la question de l'Anschluss pour le dimanche suivant, soit quatre jours plus tard. Ce délai très court et bien d'autres choses montrent que le Chancelier agit ici dans la panique. Il a ainsi omis de consulter l'ensemble des ministres sur le projet de référendum, ce qui aurait été requis par l'article 65 de la Constitution. Comme il n'y a plus eu d'élections depuis 1929 au niveau fédéral et depuis 1932 au niveau des Länder, et que les élections ont été interdites de manière générale par Dollfuß en 1933, il n'y a plus de listes électorales à jour dans toute l'Autriche. De plus, le Chancelier fédéral, peu habitué à la démocratie, a ordonné que la surveillance des élections et le dépouillement des votes soient effectués uniquement par le « Front patriotique », c'est-à-dire par le camp gouvernemental. Par ailleurs, Schuschnigg limite l'âge de vote à vingt-cinq ans. Il craint que les jeunes électeurs en particulier ne soient tentés par un rattachement au Reich allemand. Enfin, il ordonne que seuls les bulletins de vote portant l'inscription « Oui » soient distribués dans les bureaux de vote, ce qui signifie « Oui à l'indépendance ». Ceux qui votent pour le rattachement de l'Autriche à l'Empire allemand doivent fabriquer eux-mêmes un bulletin de la taille prescrite portant l'inscription « Non » et l'apporter au scrutin. Le § 22 de l'ordonnance relative à cette consultation populaire stipule ce qui suit :

« Le bulletin de vote ... portant la mention 'Oui' imprimée ou écrite sur

une face est valable, même si le mot est biffé ou accompagné d'une annotation. Même les bulletins partiellement déchirés et portant l'impression ou l'inscription 'Oui' sont considérés comme des votes 'Oui'.

Les personnes qui souhaitent voter 'Non' doivent écrire le mot 'Non' à la main sur un bulletin de la même taille, conformément à la disposition ci-dessus. Les bulletins contenant le mot 'Non' accompagné d'une quelconque mention sont nuls. Les bulletins entièrement blancs sont considérés comme des bulletins 'Oui'. »[131]

Pour le reste, le Chancelier Schuschnigg négocie en toute hâte avec les dirigeants des partis interdits jusqu'à présent et des syndicats dissous, afin de les convaincre de lancer des appels à voter contre l'annexion. Les dirigeants ainsi soudainement contactés exigent en retour que leurs partis soient immédiatement réautorisés et ils demandent que leurs membres, emprisonnés par milliers dans les « camps de détention », soient enfin libérés. Mais le référendum truqué du Dr Schuschnigg ne reste pas sans opposition.

Le Ministre de l'intérieur Seyß-Inquart et un autre membre du gouvernement, le Ministre Glaise-Horstenau, informent immédiatement leur Chancelier que l'organisation de ce scrutin sans consultation préalable du cabinet est anticonstitutionnelle et qu'il est inacceptable que seul le Front patriotique au pouvoir surveille les élections et compte ensuite les voix. Les deux ministres demandent le report du référendum à une date ultérieure afin de pouvoir préparer les élections. Le Chancelier Schuschnigg rejette les réserves et les exigences de Seyß-Inquart et Glaise-Horstenau.

Le lendemain, Seyß-Inquart réitère son opposition dans une lettre adressée au Chancelier Schuschnigg, qui lui répond que le scrutin reste fixé au dimanche suivant. Il ne reste plus que trois jours jusqu'à cette date.

Le 11 mars, après une nouvelle nuit, les ministres Seyß-Inquart et Glaise-Horstenau tentent une nouvelle fois de faire changer Schuschnigg d'avis. Ils font remarquer que la date des élections fixée à

[131] Journal officiel de la Haute-Autriche du 10 mars 1938.

la hâte et les conditions d'élection imposées jusqu'à présent pourraient entraîner des violences dans le pays. Schuschnigg insiste pour que les élections aient lieu dans deux jours, le dimanche. En fin de matinée, les deux ministres envoient un ultimatum au Chancelier, en leur nom et en celui d'autres membres du cabinet. Les six conditions contenues dans cette lettre sont les suivantes :

1) Un nouveau référendum sera organisé dans un délai de quatre semaines. Il sera conforme à l'article 65 de la Constitution fédérale.

2) L'organisation technique de ce référendum sera confiée au Ministre de l'intérieur, le Dr Seyß-Inquart.

3) La composition de la commission électorale sera telle qu'un représentant des Nationaux-Socialistes siégera dans chacune d'elles.

4) La possibilité de faire de la propagande électorale doit être accordée à tous les partis, donc aussi aux Nationaux-Socialistes.

5) En cas de refus des conditions ci-dessus, les deux ministres et les autres fonctionnaires nationaux annonceront leur démission et déclineront toute responsabilité pour la suite des évènements.

6) Ces conditions doivent être acceptées le jour même, au plus tard à 13 heures.[132]

Lorsque Schuschnigg lit cette lettre, il ne lui reste plus qu'une heure pour prendre sa décision. Le délai est inacceptablement court, mais le Ministre autrichien de l'intérieur n'exige rien de plus de son Chancelier que l'élection se déroule selon la loi et le droit, avec des chances égales pour tous les partis politiques. Au bout de deux heures, le Chancelier Schuschnigg fait savoir au Ministre que l'on peut certes discuter des conditions générales du scrutin, mais pas d'un report des élections. Le référendum aurait lieu dans deux jours, le dimanche, comme cela avait été décidé. Seyß-Inquart renonce alors à toute autre tentative. Il téléphone directement de la chancellerie au Ballhaus au Ministre Göring à la chancellerie du Reich allemand et lui demande conseil.

[132] Bénoist-Mechin, tome 5, page 248.

La réunification

En Allemagne, depuis le 9 mars, on a suivi les turbulences en Autriche. Hitler a été immédiatement informé des élections surprises de Schuschnigg. Il n'est pas difficile de comprendre l'intention qui se cache derrière ces curieuses conditions de vote. La surveillance des élections et le dépouillement des votes uniquement par ses propres hommes sentent déjà la falsification, et exclure les jeunes électeurs est une tentative évidente d'éloigner les électeurs pro-allemands des urnes. Hitler voit s'évanouir la chance que les citoyens autrichiens puissent se prononcer ultérieurement, lors d'élections libres et correctes, en faveur de l'annexion au Reich allemand, si le contraire a été décidé auparavant à la suite d'un référendum manipulé.

Le 9 mars, Schuschnigg annonce son plan électoral. Le soir même, Hitler et le Ministre Göring se réunissent pour discuter de cette manœuvre de Schuschnigg. Hitler est irrité, mais il n'a tout d'abord aucune idée de la manière dont il doit réagir. Göring, qui a vécu quelques années en Autriche et qui considère les Allemands et les Autrichiens comme une seule et même nation, est un fervent partisan de l'unification des deux entités. Il pousse Hitler à intervenir rapidement en Autriche.[133] C'est ainsi que se concrétise la décision d'intervenir en Autriche, tant sur le plan politique que militaire. Le lendemain de l'annonce des élections, le 10 mars, Hitler donne l'ordre à 11 heures du matin afin que des divisions de la Wehrmacht entrent en Autriche le 12 mars, soit un jour avant la consultation populaire prévue. La directive de Hitler, rédigée à la hâte, dit ceci :

> *« Le commandant suprême de la Wehrmacht*
>
> *Berlin, le 11.3.1938*
>
> *Directive n° 1*
>
> *1) J'ai l'intention, si d'autres moyens ne permettent pas d'atteindre le but recherché, d'entrer en Autriche avec des forces armées afin d'y rétablir des*

[133] IMT-Verhandlungen, Vol. IX, p 333.

conditions constitutionnelles et d'empêcher de nouveaux actes de violence contre la population germanophile.

...

4) Les forces de l'armée de terre et de l'armée de l'air destinées à l'entreprise doivent être prêtes à entrer ou à intervenir à partir du 12 mars à midi au plus tard. Je me réserve l'autorisation de franchir et de survoler la frontière et de fixer l'heure de ce franchissement.

5) Le comportement de la troupe doit tenir compte du fait que nous ne voulons pas faire la guerre à un peuple frère. Il est dans notre intérêt que toute l'entreprise se déroule sans recours à la violence, sous la forme d'une invasion pacifique saluée par la population. Il faut donc éviter toute provocation. Si toutefois une résistance devait se manifester, elle devra être brisée par la force des armes avec la plus grande intransigeance. Les unités autrichiennes qui traversent la frontière passent immédiatement sous commandement allemand.

6) Aucune mesure de sécurité ne doit être prise pour l'instant aux frontières allemandes avec les autres États.

Adolf Hitler »[134]

Peu après 21 heures le soir même, les ordres correspondants sont envoyés à la troupe qui n'avait pas été prévenue jusque-là et à laquelle il ne reste donc plus que treize heures. Le 11 mars, les formations ordonnées se dirigent déjà vers l'Autriche. Il n'est pas encore décidé si l'invasion aura lieu, car Hitler se réserve la possibilité, au paragraphe 4 de la directive n° 1, d'arrêter les troupes si, comme l'indique le paragraphe 1, d'autres moyens conduisent au but.

C'est surtout le Ministre Göring qui tire les ficelles politiques. Trois heures après que Hitler a apposé sa signature sur la directive n° 1, le 11 mars vers 14h30, Seyß-Inquart appelle Göring à Berlin depuis Vienne. Le Ministre autrichien de l'intérieur informe le Ministre Göring que le Chancelier Schuschnigg n'est toujours pas disposé à reporter le référendum à une date raisonnable. Göring demande à

[134] Documents TMI, volume XXXIV, document 102 C.

Seyß-Inquart de rester un moment en ligne, va voir Hitler et l'informe de la nouvelle venue de Vienne. Tous deux voient qu'il n'y a plus aucune chance d'organiser un référendum équitable sur la question de l'Anschluss. Ils décident d'intervenir directement dans les évènements autrichiens et de remplacer Schuschnigg par Seyß-Inquart. Göring rédige sa décision à la hâte, retourne au téléphone et dicte à Seyß-Inquart qui attend à l'autre bout de la ligne :

> *« Communiquez cela mot pour mot à Schuschnigg :*
>
> *‚L'ultimatum est considéré comme rejeté après la réponse donnée. Il faut maintenant exiger la démission du Dr Schuschnigg. Le Dr Seyß-Inquart doit être chargé de former le nouveau gouvernement. La majorité du nouveau cabinet doit être composée de Nationaux-Socialistes. Le référendum est annulé. Un nouveau référendum aura lieu dans 14 jours, sur le modèle du référendum concernant la Sarre. Vous devez donner votre réponse dans l'heure qui suit. Si vous n'avez pas téléphoné à l'expiration du délai fixé, nous considérons que vous êtes empêché de téléphoner. Dans ce cas, nous agirons en conséquence' ».*[135]

Seyß-Inquart transmet l'ultimatum au Chancelier fédéral. Schuschnigg recourt alors au dernier moyen qu'il voit. Il tente d'appeler le chef du gouvernement italien Mussolini afin d'obtenir son aide. La réponse qui lui est donnée après quelques instants indique seulement que le gouvernement italien s'abstient de toute prise de position dans la situation actuelle de l'Autriche. Sans un seul allié à l'étranger et avec un soutien douteux au sein de sa propre population, Schuschnigg commence à céder en douceur. Il informe d'abord les deux ministres Seyß-Inquart et Glaise-Horstenau qu'il reporte les élections. Il demande à Göring d'en être informé. Pendant ce temps, il est 16 heures. Les deux ministres appellent immédiatement Göring à Berlin, mais ce dernier ne se satisfait plus d'un report des élections. Il dicte le prochain ultimatum :

> *« La situation ne peut être sauvée que si le Chancelier démissionne*

[135] Benoist-Méchin, tome 5, page 251.

immédiatement et que le Dr Seyß-Inquart est nommé Chancelier dans les deux heures. Si M. Seyß-Inquart n'est pas nommé avant 18h30, l'invasion allemande de l'Autriche aura lieu une heure plus tard, c'est-à-dire à 19h30. Cette décision est cette fois irrévocable ».[136]

Après que Seyß-Inquart et Glaise-Horstenau ont également transmis ce message au Chancelier, ce dernier renonce. Il se rend chez le Président Miklas pour lui présenter sa démission. Mais le Président n'autorise que le report du référendum, qu'il considère lui-même comme une erreur. Il refuse cependant de démettre Schuschnigg de ses fonctions et de nommer Seyß-Inquart à sa place.

À 17h26, Göring téléphone alors de lui-même à Vienne pour demander où en est la situation. Lorsqu'il apprend que le Président fédéral ne cède pas, il envoie Seyß-Inquart, cette fois accompagné de l'attaché militaire allemand, auprès du Président fédéral. L'attaché présente une nouvelle fois les exigences de Göring et l'ultimatum. Mais le Président ne veut pas accepter le Ministre de l'intérieur Seyß-Inquart comme nouveau Chancelier. Il convoque en toute hâte le président de la Cour suprême des comptes autrichienne et lui confie le gouvernement. Mais celui-ci refuse. L'inspecteur général de l'armée doit ensuite venir. Celui-ci refuse également d'accepter le poste de Chancelier.

Pendant ce temps, il est presque 18h30. Göring appelle à nouveau Vienne. Alors que Göring et Seyß-Inquart sont encore en train de s'entretenir, le Président fédéral Miklas renvoie le Chancelier et le cabinet, sans toutefois nommer un nouveau Chancelier. Lors d'une nouvelle conversation à 20 heures, Seyß-Inquart informe Göring que l'inspecteur général a ordonné aux troupes de se retirer et que les personnalités dirigeantes de l'Autriche attendent maintenant manifestement l'invasion. Göring répond qu'il va maintenant ordonner l'invasion et demande à Seyß-Inquart de prendre ensuite le pouvoir dans le pays. Peu après 20 heures, l'ex-Chancelier Schuschnigg annonce à la radio qu'il a démissionné ainsi que son

[136] Benoist-Méchin, tome 5, page 254.

cabinet. Ainsi, cette nuit-là et le jour de l'invasion allemande en Autriche, personne ne sait qui est aux commandes du pays.

Pendant ce temps, toute l'Autriche s'est transformée en un véritable chaudron de sorcière. Depuis que le Chancelier Schuschnigg a levé l'interdiction des partis il y a trois jours, les marxistes, les sociaux-démocrates, les nationaux-socialistes, l'Opposition nationale, les légalistes fidèles aux Habsbourg, les syndicats, la Heimwehr et la Heimatschutz manifestent et défilent à pied et en colonnes de camions dans les rues de toutes les grandes villes. En de nombreux endroits, la police et l'armée bloquent les places et les bâtiments publics avec du fil de fer barbelé et des mitrailleuses démonstratives. Dans la cohue des rues, on entend les slogans « Heil Moscou », « Heil Schuschnigg », « À bas Schuschnigg », « Heil Hitler », « À bas Hitler », « Vive l'Autriche », « Vive l'Allemagne » et ainsi de suite. Les drapeaux, du rouge-blanc-rouge à la croix gammée en passant par le marteau et la faucille, affichent également la déchirure visible de la population autrichienne. La presse proche du gouvernement ne se lasse pas de qualifier de trahison envers l'Autriche un vote en faveur de l'Anschluss, tandis que l'adjoint du Ministre de l'intérieur appelle, à la radio, les gens à boycotter le référendum. Une image qui ressemble à celle de la RDA dans ses derniers jours, où les uns fêtent par milliers le 40e anniversaire de la RDA avec des torches et des défilés et annoncent que le Mur sera encore là dans cent ans, tandis que les autres organisent également par milliers des messes de supplication et scandent « Nous sommes un seul et même peuple » lors des manifestations du lundi.

Dans la nuit, le vent tourne. L'ex-Chancelier Schuschnigg annonce sa démission à la radio. Peu après, le Ministre de l'intérieur Seyß-Inquart, qui ne dirige plus que les affaires, appelle également, à la radio, la population au calme. Soudain, la police de Vienne arbore des brassards avec la croix gammée. Les manifestations anti-Anschluss disparaissent comme par enchantement. En revanche, un cortège motorisé se déplace dans le centre-ville de Vienne avec des drapeaux à croix gammée et des torches sur les voitures. Des chants devant le

Ballhaus crient : « Vive la nouvelle Autriche ! » et on demande « Seyß-Inquart au balcon ! ». À ce moment-là, Seyß-Inquart n'est toujours pas investi comme nouveau Chancelier. Comme cela n'est visiblement plus à attendre, Hitler ordonne à 20h45 l'entrée des troupes qui ont défilé aux frontières de l'Autriche. Peu après, le Ministre Göring tente de convaincre Seyß-Inquart de demander officiellement l'entrée des troupes allemandes.[137]

Mais le Ministre autrichien, qui a toujours en tête de réaliser l'annexion par la voie légale une fois la décision électorale prise, ne fait pas cette fleur à Göring. Vers 23 heures, le Président fédéral Miklas nomme tout de même Seyß-Inquart à la tête du gouvernement autrichien.

Aux heures matinales du nouveau jour – nous sommes entre-temps le samedi 12 mars 1938 – des troupes de l'armée allemande marchent en direction de Salzbourg, Linz et Innsbruck. Les décorations florales et les drapeaux sur les véhicules militaires doivent montrer qu'il s'agit d'une réunification après de longues années de séparation allemande et non d'une campagne de conquête. Ce signe est également compris comme tel. La population autrichienne des deux côtés de la route réagit d'abord amicalement, puis bientôt avec un enthousiasme croissant. Il y a des embrassades, des saluts, des poignées de main, des larmes de joie, des drapeaux agités. Lorsque le cortège de Hitler arrive en fin de journée sur la place du marché de Linz, 60 000 personnes attendent déjà pour l'accueillir. Hitler prononce un bref discours, interrompu à plusieurs reprises par des salves d'applaudissements. L'enthousiasme de la foule lui laisse une profonde impression, lui qui n'était pas sûr jusque-là de l'approbation sans partage des Autrichiens.

Le Chancelier Seyß-Inquart, fraîchement assermenté par le Président autrichien, et quelques-uns des ministres fédéraux nouvellement nommés sont venus saluer Hitler à Linz. Seyß-Inquart, qui n'est toujours pas favorable à l'invasion, propose à Hitler

[137] Documents TMI, volume XXXI, document 2949-PS/l 1.

d'envoyer également des troupes autrichiennes dans le Reich allemand afin de montrer au monde entier qu'il s'agit d'une union volontaire et non d'une conquête unilatérale. Hitler est séduit par la proposition et ordonne sur-le-champ de procéder ainsi. Dès le lendemain, les troupes autrichiennes se dirigent vers Munich, Dresde, Stuttgart et Berlin.[138]

Jusqu'à Linz, de toute évidence, Hitler n'a pas de stratégie politique pour cette invasion qui n'était pas prévue trois jours auparavant. Il ne sait pas encore de quelle manière l'Autriche doit être rattachée à l'« ancien empire ». Hitler, lui-même surpris par le déroulement précipité des évènements, n'a visiblement en tête, jusqu'à l'accueil extraordinaire que lui réservent les Autrichiens à Linz, que de gouverner l'Autriche en tant qu'État propre en union personnelle.[139] À Linz, il décide de rattacher l'Autriche à l'« Altreich » en tant que nouvelle partie du Reich. Hitler peut encore décider d'attendre le résultat du référendum, qui a été reporté, et de laisser Seyß-Inquart réaliser l'annexion, ou de créer lui-même les faits au préalable. La foule de Linz et l'enthousiasme des gens encouragent Hitler à faire ce dernier choix.

Dimanche matin, le 13 mars 1938 à 1 heure, la première unité de la Wehrmacht entre dans la capitale autrichienne, Vienne. Malgré la nuit et le froid, les rues sont pleines de monde. Devant l'opéra, un corps de musique autrichien s'est mis en place et accueille les premières troupes allemandes pour une parade militaire improvisée. Les barrières de police censées séparer les gens des compagnies de la Wehrmacht qui défilent cèdent bientôt sous l'assaut de la foule enthousiaste. À 2h30, le premier bataillon de la Wehrmacht arrive à la caserne Rennweg où il est attendu par le 3e régiment d'infanterie viennois avec compagnie d'honneur, drapeau et musique. Une image similaire se présente à l'arrivée des troupes allemandes aux points de passage de la frontière italienne et yougoslave. Là aussi, les troupes de

[138] Traités TMI, volume XV, page 664 sqq.
[139] v. Weizsäcker-Papiere, page 124.

la Wehrmacht sont accueillies avec un cérémonial par les troupes frontalières italiennes et yougoslaves. L'invasion militaire se déroule comme si l'annexion politique de l'Autriche avait déjà eu lieu.

Mais Seyß-Inquart est encore Chancelier fédéral et Miklas Président fédéral de l'Autriche. En fin de journée, Miklas annonce toutefois sa démission. Conformément à l'article 77 de la Constitution en vigueur, les pouvoirs du Président sont ainsi transférés au Chancelier fédéral. Seyß-Inquart se retrouve ainsi, pour un temps très court, à la fois chef du gouvernement et chef d'État. Le matin même, Seyß-Inquart, en tant que Chancelier, Glaise-Horstenau, en tant que Vice-Chancelier, et le Ministre de la justice, Hueber, avaient déjà rédigé et signé une nouvelle « loi constitutionnelle fédérale », dans laquelle il est dit que :

> *« Article I*
>
> *L'Autriche est un pays de l'Empire allemand.*
>
> *Article II*
>
> *Le dimanche 10 avril 1938 aura lieu un référendum libre et secret des hommes et des femmes allemands d'Autriche âgés de plus de vingt ans sur la réunification avec le Reich allemand.*
>
> *...*
>
> *Article V*
>
> *La présente loi constitutionnelle fédérale entre en vigueur le jour de sa promulgation...*
>
> *Vienne, le 13 mars 1938*
>
> *Seyß-Inquart, Chancelier fédéral*
>
> *Glaise-Horstenau, Vice-Chancelier Hueber, Ministre de la justice ».*[140]

En contrepartie, Adolf Hitler signe la « Loi sur la réunification de l'Autriche avec le Reich allemand ». Les articles sont les suivants :

[140] Benoist-Méchin, Volume 5, p. 285.

« Article I

La loi constitutionnelle fédérale sur la réunification de l'Autriche avec le Reich allemand du 13 mars 1938, adoptée par le gouvernement fédéral autrichien, devient par la présente loi impériale allemande.

(Suit le texte de la loi autrichienne)

Article II

Le droit actuellement en vigueur en Autriche reste en vigueur jusqu'à nouvel ordre. L'introduction du droit impérial en Autriche est effectuée par le Führer et Chancelier du Reich ou par les ministres du Reich qu'il a habilités à cet effet.

...

Article IV

La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Linz, le 13 mars 1938

Adolf Hitler »[141]

Ainsi, le soir du 13 mars 1938, l'annexion politique de l'Autriche par le Reich allemand s'effectue en quelques étapes seulement. Le Président fédéral Miklas ouvre tout d'abord la voie en démissionnant, comme nous l'avons déjà mentionné. Ensuite, Seyß-Inquart, en tant que Président par intérim, promulgue à Vienne la « Loi constitutionnelle fédérale » et la met aussitôt en vigueur conformément à l'article V de la loi. L'Autriche se déclare ainsi partie intégrante de l'Empire allemand et reconnaît la souveraineté allemande lui permettant de promulguer des lois également pour l'Autriche. En guise de dernière étape, le Ministre du Reich Goebbels promulgue à Berlin la « Loi sur la réunification de l'Autriche avec le Reich allemand », qui s'applique désormais également à l'Autriche. L'Autriche est ainsi déclarée partie intégrante du Reich du côté allemand, et Hitler est devenu chef d'État et chef du gouvernement

[141] Journal officiel du Reich 1938/1, page 237, n° 21.

pour cette partie du Reich également. Mais il manque à l'Anschluss la légitimité de l'élection, qui n'est prévue que pour le 10 avril 1939.

Depuis le commencement de la dictature de Dollfuß cinq ans auparavant, il n'y a plus eu d'élections fédérales en Autriche. On ne sait donc pas pour l'instant comment se prononceront lors du référendum ceux qui n'ont pas défendu l'Anschluss ces dernières années, tels que « l'opposition nationale » et les nationaux-socialistes autrichiens. Il est en effet tout à fait possible que les églises, les syndicats, les monarchistes, les socialistes et les marxistes ne votent pas pour l'Allemagne, mais contre le parti national-socialiste autrichien. Le risque que prennent Hitler et Seyß-Inquart avec ce vote n'est donc pas négligeable. Pourtant, dès le jour de l'Anschluss, le consistoire de l'Église protestante se prononce en faveur du rattachement au Reich allemand dans une lettre adressée aux paroisses. La lettre dit ceci :

> *« L'Église protestante d'Autriche allemande, pleine de joie, se tient unanimement et résolument à l'heure historique qui ramène le peuple allemand d'Autriche dans la communauté de vie et de destin de l'Empire allemand. »*[142]

Une semaine plus tard, les évêques catholiques rédigent une lettre pastorale concernant le référendum :

> *« Nous, évêques de la province ecclésiastique autrichienne, déclarons par conviction intime et en toute liberté, à l'occasion des grands évènements historiques en Autriche allemande : ...*
>
> *Au jour du référendum, il est pour nous, évêques, un devoir national évident de nous reconnaître, en tant qu'Allemands, dans l'Empire allemand, et nous attendons aussi de tous les chrétiens croyants qu'ils sachent ce qu'ils doivent à leur peuple ».*[143]

[142] Deutsches Nachrichten Büro du 14 mars 1938.
[143] Documents TMI, volume XL, page 159.

Fig. 3 : Les Viennois autour du monument du prince Eugène à l'arrivée de Hitler le 15 mars 1938.

Le 3 avril, une semaine avant le référendum, le premier chancelier fédéral d'après-guerre, le Dr Renner, s'explique dans une entrevue au *New Wiener Tageblatt* :

« En tant que social-démocrate et donc défenseur du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, en tant que premier chancelier de la République d'Autriche allemande et en tant qu'ancien président de sa délégation de paix à Saint-Germain, je voterai OUI ».[144]

Avant même la légitimation par les urnes, les autres pays prennent position. Les gouvernements de Londres et de Paris reconnaissent tous deux l'annexion dès le 2 avril, et Mussolini la compare à l'unification de l'Italie en 1856. L'article 88 du traité de Saint-Germain est donc également écarté.

Le référendum prévu pour le 10 avril est une confirmation des pères de la constitution autrichienne de 1918 et un triomphe pour ceux qui voulaient l'annexion. Sur 4 284 795 électeurs, 4 273 884 votent pour la réunification de l'Autriche et de l'Allemagne et 9 852 contre.[145] Soit 99,73 % en faveur de l'Anschluss.[146] Dans l'« ancien empire » allemand, un référendum sur le même sujet a lieu le même jour. Ici, 99,08 % des voix sont en faveur de l'Anschluss. Les Allemands d'Autriche et de ce que l'on appelle l'Ancien Empire – c'est ce que montre ce vote – sont liés ce 10 avril 1938 par ce qui fait la nation : la même langue et la même culture, une histoire commune, la conscience d'une appartenance commune et la volonté d'être ensemble.

Il est ici nécessaire de jeter à nouveau un coup d'œil sur l'histoire. En octobre 1848, en l'église Saint-Paul de Francfort, l'Assemblée nationale allemande se demandait si l'Allemagne devait devenir à l'avenir une « petite Allemagne » sans l'Autriche ou une « grande Allemagne » englobant les principautés allemandes de Habsbourg. Lors de l'unification de l'Empire en 1871, la décision a été prise en faveur de la « petite Allemagne ». Quatre-vingt-dix ans après l'assemblée à l'église Saint-Paul, les habitants d'Autriche et d'Allemagne se prononcent pour le rattachement de l'Autriche à

144 Documents TMI, volume XL, document Neurath-130, page 523.
145 Benoist-Méchin, tome 5, page 309.
146 Les juifs et autres groupes sont toutefois exclus du vote, ce qui relativise quelque peu les 99 %.

l'Empire allemand lors du référendum du 10 avril 1938. Le nom de « Grande Allemagne » est donc à nouveau à l'ordre du jour. En souvenir de 1848, l'Empire allemand, y compris l'Autriche, s'appelle donc aussi, à partir de 1938, « Grand Reich allemand ». Il s'agit d'une référence historique et non pas de l'expression d'une volonté de grandeur allemande.

Lors de l'annexion de l'Autriche en 1938, deux choses se répètent, qui avaient déjà eu lieu lors du retour de la Sarre en 1935 et de la réoccupation de la frontière rhénane, en 1936, jusque-là non protégée. Dans le cas de l'Autriche et de la Sarre, les opposants à l'Anschluss ont lié leurs objectifs à un vote contre les Nationaux-Socialistes, alors que l'enjeu des deux scrutins était tout autre, et ont ensuite perdu les élections. Les Autrichiens, tout comme les Sarrois, ont voté à une large majorité pour l'annexion au Reich allemand et donc, apparemment, pour le parti qui prônait l'annexion. Personne ne sait combien de voix ont été données en premier lieu pour l'Anschluss et combien ont été données en premier lieu pour le parti. Ainsi, Hitler sort vainqueur les deux fois, même avec les voix des sociaux-démocrates, des centristes, des chrétiens-sociaux et de tous les autres. Les puissances alliées qui, dans les deux cas, ont délibérément violé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à Versailles et à Saint-Germain, ont également préparé, de ce point de vue, la voie à Hitler.

Le deuxième parallèle apparaît lors de l'annexion de l'Autriche et de la réoccupation de la Rhénanie, dépouillée de son armée allemande. Dans les deux cas, les généraux allemands préviennent que la prochaine étape prévue provoquera les pays étrangers. Les généraux sont convaincus que l'Angleterre, la France, la Tchécoslovaquie et la Pologne ne toléreront pas les violations des traités de Versailles, Locarno et Saint-Germain et qu'ils envahiront l'Allemagne. Hitler évalue mieux la réaction de l'étranger dans les deux cas, et a raison dans les deux cas. Cela a pour conséquence d'augmenter la confiance en soi de Hitler et de diminuer sa confiance dans la capacité de jugement des conseillers militaires. Cela aussi sera fatal à l'Allemagne.

Les pays vainqueurs de la Première Guerre mondiale voient ce rattachement de l'Autriche à l'Empire allemand avec appréhension et inquiétude. Les accords de Versailles et de Saint-Germain sur l'indépendance éternelle de l'Autriche vis-à-vis de l'Allemagne ont été abrogés sans que la France, l'Angleterre et les États-Unis n'aient été consultés, et encore moins invités à donner leur accord. C'est ainsi que les vainqueurs de la Première Guerre mondiale mettent l'annexion de l'Autriche en 1938 sur le compte des Allemands en 1945. Lors des procès de Nuremberg, ils reprochent au gouvernement du Reich l'annexion de l'Autriche comme une violation du droit et une conquête. Pour les Allemands d'Autriche et de l'« ancien empire », l'Anschluss est différent. Ils réalisent ainsi ce qui avait déjà été tenté en 1848 à l'église Saint-Paul. Ils mettent en pratique ce que Wilson a concédé en 1917 avec le droit à l'autodétermination des peuples, ce qui a été convenu dans le traité d'unification austro-allemand de novembre 1918, ce qui était un objectif constitutionnel des premières constitutions des nouvelles républiques d'Autriche et d'Allemagne de 1918 et 1919, et ce que les habitants des deux parties de la Grande Allemagne ont maintenant confirmé de manière impressionnante lors d'un référendum : la réunification des Allemands.

Stresa, l'Abyssinie et l'axe Rome-Berlin

Quel est le rapport entre la capitale, Vienne, et l'oasis de la baleine ?

Les deux sont des scènes de la même pièce de théâtre, qui n'a été décrite dans le chapitre précédent qu'avec ses acteurs autrichiens et allemands. Mais dans cette même pièce, les Britanniques, les Français, les Abyssins et les Italiens jouent également des rôles importants.

En 1915, lorsque l'Angleterre, la France et la Russie tentent de convaincre l'Italie de quitter son alliance avec l'Autriche et l'Allemagne pour changer de camp, elles offrent aux Italiens, en échange de leur aide en armes, le Tyrol du Sud, l'Istrie, la Dalmatie,

l'Albanie occidentale, le protectorat sur l'Albanie centrale, les îles du Dodécanèse et une extension de l'empire colonial italien au cas où les colonies allemandes reviendraient à l'Angleterre ou à la France après la guerre. Ce vaste bénéfice de guerre est garanti par écrit à l'Italie dans le traité de Londres du 26 avril 1915.[147]

Après la guerre, Londres et Paris se partagent les colonies allemandes en Afrique, et Rome ne reçoit pratiquement rien en ce qui concerne l'extension promise de ses possessions coloniales. Le sud de l'Albanie n'est pas non plus rattaché au royaume d'Italie, comme cela avait été promis en 1915. Après la Première Guerre mondiale, les Italiens se sentent donc autant trahis en ce qui concerne les colonies promises par le traité de Londres que les Allemands l'ont été, à la même époque, en ce qui concerne les conditions de paix des 14 points Wilson. Ainsi, après la guerre, l'Italie se trouve dans une situation peu agréable. Elle ne peut pas être sûre que l'Autriche et l'Allemagne respecteront durablement les traités de Saint-Germain et de Versailles et renonceront éternellement au Tyrol du Sud allemand. Après tout, l'Italie elle-même n'a pas respecté l'esprit d'un traité avec l'Allemagne et l'Autriche en 1915, lorsqu'elle a quitté la Triple Alliance et s'est ralliée aux adversaires de l'Allemagne. D'autre part, l'Italie ne peut plus compter sur les Britanniques et les Français, qui viennent de rompre le traité de Londres. Ainsi, dans les années d'après-guerre, l'Italie est contrainte de se frayer un chemin entre les intérêts des Britanniques, des Français, des Autrichiens et des Allemands.

L'Italie est confrontée à deux problèmes dans l'après-guerre. Le premier est le problème du Tyrol du Sud, déjà évoqué, avec une population germanophone autochtone qui ne veut pas devenir italienne. Les Italiens voient les efforts austro-allemands visant à unifier les deux pays, et ils craignent qu'une Autriche-allemande unie et à nouveau forte puisse un bon jour reconquérir le Tyrol du Sud. Ainsi, les gouvernements italiens d'après-guerre sont les plus farouches opposants à l'annexion de l'Autriche à l'Empire allemand.

[147] Documents Wilson, volume 1, page 52.

La deuxième préoccupation concerne l'énorme croissance de la population nationale. Déjà dans les années d'avant-guerre, cinq à sept cent mille Italiens émigraient chaque année parce que le pays ne pouvait pas supporter la croissance démographique. L'Italie a besoin d'un espace colonial pour maîtriser l'explosion démographique dans son propre pays. Lors de la conférence de Londres en 1915, l'Italie avait pensé au dernier pays d'Afrique encore libre et souverain, l'Abyssinie, en réclamant une autre colonie. Ce pays aurait offert un espace de colonisation et des ressources minières intéressantes. L'Abyssinie aurait en outre relié les deux colonies africaines de l'Italie, la Somalie et l'Érythrée, en Afrique de l'Est, pour former une nouvelle pièce centrale.

Telle est la situation de départ de l'Italie après la Première Guerre mondiale. Elle veut conserver le Tyrol du Sud et gagner l'Abyssinie.

L'Angleterre, qui avait elle-même conquis des possessions coloniales en Afrique avant la guerre mondiale, qui avait promis à l'Italie l'acquisition de colonies en 1915 et qui avait annexé plus de la moitié de toutes les colonies allemandes en 1919, change d'attitude avec l'acquisition des territoires africains allemands. La Grande-Bretagne se concentre désormais sur la protection du butin, qu'elle appelle « préservation du statu quo », et présente sa nouvelle position dans toutes les conférences internationales à partir de 1920 comme la « protection de la paix ». L'expression « sécurisation du butin » aurait été plus honnête.

La plus grande préoccupation de la France après la guerre mondiale est l'Empire allemand, vaincu mais toujours intact. Les gouvernements français tentent donc de s'assurer la loyauté des grandes puissances que sont l'Angleterre et l'Italie contre l'Allemagne. Mais cela devient difficile, car les deux pays entrent en conflit et cherchent à se rapprocher de l'Allemagne.

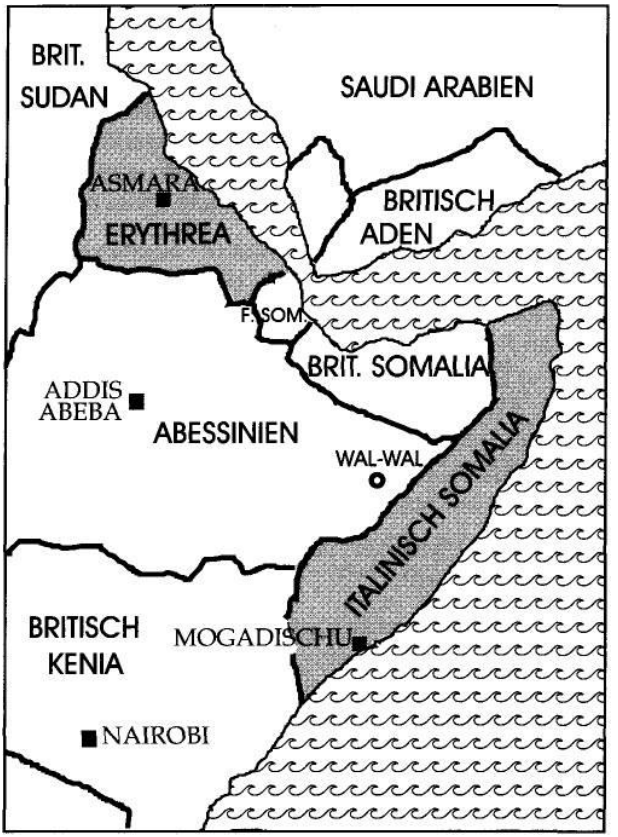
À cette époque, l'Allemagne est surtout préoccupée par ses soucis économiques. En outre, le Reich tente de résoudre le problème de l'ouverture des frontières et du manque de capacité de défense. Et troisièmement, les gouvernements du Reich s'efforcent toujours de

déclencher l'annexion de l'Autriche. Jusqu'en 1933, les gouvernements de Berlin et de Vienne le souhaitent également. Lorsque les deux pays allemands tentent de créer une union douanière en 1931, ils se heurtent à la résistance véhémente des Italiens et des Français. L'Italie a peur d'un Empire allemand qui s'étendrait jusqu'au Brenner et donc jusqu'aux frontières du Tyrol du Sud, et la France craint un accroissement du pouvoir de son voisin allemand. En 1931, les gouvernements de Paris et de Rome font échouer l'union douanière austro-allemande. En 1933, le gouvernement du Chancelier Dollfuß commence en Autriche, mettant ainsi fin au souhait de Vienne d'un rattachement. L'Autriche se retrouve alors dans le camp des Français et des Italiens.

L'Autriche, jusqu'à présent partenaire de l'Allemagne, cherche désormais la protection de l'Italie contre de nouvelles pressions allemandes. Grâce à son patronage sur l'Autriche, l'Italie peut compter sur le fait que Vienne ne formulera plus de revendications sur le Tyrol du Sud à l'avenir, et que l'Autriche tiendra en outre l'Empire allemand à distance. La France peut à nouveau compter sur l'Italie comme adversaire de l'Allemagne, et l'Italie peut monnayer cela avec le soutien de la France concernant l'Abyssinie. Par la suite, la France, l'Italie, l'Angleterre et l'Autriche s'unissent donc étroitement pour repousser les désirs d'annexion de l'Allemagne. Le 17 février et le 27 septembre 1934, la France, l'Angleterre et l'Italie émettent dans ce sens deux déclarations communes de garantie pour l'indépendance de l'Autriche vis-à-vis de l'Allemagne. Le 17 mars de la même année, l'Italie et l'Autriche, et dans leur sillage la Hongrie, concluent un traité de consultation par lequel ils conviennent de coordonner leur politique étrangère. Et le 7 janvier 1935, les Premiers ministres français et italien signent le « traité de Rome », dans lequel ils s'engagent une troisième fois à défendre l'Autriche contre les désirs d'annexion de l'Allemagne. Pour le reste, les traités définissent les intérêts des deux États dans les colonies. Dans un traité militaire

secret qui suit le traité de Rome, les Français laissent en outre aux Italiens le champ libre en Abyssinie.[148]

Enfin, le 12 avril 1935, des représentants de l'Angleterre, de la France et de l'Italie se réunissent à Stresa, sur les rives du lac Majeur, pour garantir une nouvelle fois la sécurité de l'Autriche.



Carte 8 : les colonies italiennes d'Érythrée, de Somalie italienne et, à partir de 1936, d'Abyssinie.

L'historiographie désigne cette dernière entente entre les trois pays

[148] Benoist-Méchin, tome 4, page 115.

contre l'Allemagne comme le « front de Stresa ». L'Angleterre, la France et l'Italie parlent à la conférence de Stresa d'une menace pour l'Autriche qui n'existe pas à l'époque et passent sous silence un différend concernant l'Abyssinie, qui s'interpose depuis décembre 1934 entre les partenaires actuels que sont l'Angleterre et l'Italie.

Depuis la Première Guerre mondiale, les Italiens pensent que leurs ambitions pour l'Abyssinie ne portent pas atteinte aux intérêts anglais ou français, mais ils se trompent sur ce point. Entre 1925 et 1934, l'Italie tente de construire une liaison ferroviaire entre ses colonies d'Erythrée et de Somalie à travers l'Abyssinie, en accord avec l'Abyssinie et l'Angleterre. Londres accepte et se fait payer par la sécurisation des anciennes concessions pétrolières allemandes en Irak. Le gouvernement abyssinien accepte lui aussi, dans un premier temps, de signer un contrat, mais il ne le respecte pas.

En 1934, des conflits frontaliers éclatent entre l'Italie et l'Abyssinie et, par conséquent, entre Rome et Londres. En automne 1934, l'empereur d'Abyssinie Haïlé Selassi revendique l'oasis de Welwel, située à la frontière entre la Somalie italienne et l'Abyssinie. Jusqu'à présent, la frontière n'avait jamais été cartographiée avec précision. L'Italie avait pris possession de l'oasis cinq ans auparavant et l'avait depuis colonisée et fortifiée. L'Italie refuse de la céder. Le 5 décembre 1934, les troupes abyssiniennes s'emparent de Welwel. L'Italie réagit en transférant quatre bataillons d'infanterie en Somalie, ce que l'Angleterre considère comme le prélude à la conquête de l'Abyssinie par l'Italie. La roue des changements en Europe se remet alors à tourner. Les partenariats de la Première Guerre mondiale sont rompus et, à la fin de l'évolution autour de l'Abyssinie, l'Italie se retrouve du côté de l'Allemagne. Quatre ans plus tard, l'Autriche peut ainsi faire partie de l'Empire allemand et sa capitale, Vienne, également.

La crise abyssinienne couve et s'embrase depuis Welwel en décembre 1934 jusqu'à la prise d'Addis-Abeba par les Italiens en mai 1936. Au printemps et à l'été 1935, l'Italie transfère 170 000 éléments de chasseurs alpins, d'infanterie et de cavalerie aux frontières de

l'Abyssinie. L'Angleterre, qui ne veut pas tolérer la montée en puissance de l'Italie en Afrique, rassemble une flotte de cent trente-quatre navires de guerre en Méditerranée et le Premier ministre MacDonald déclare que le monde est au bord d'une guerre comme en 1914. La presse italienne réagit avec indignation à l'attitude de veto de l'Angleterre et rappelle les promesses non tenues de 1915 et les propres acquisitions coloniales de l'Angleterre en Inde et plus récemment en Oranie et au Transvaal.

Le 3 octobre 1935, les troupes italiennes envahissent l'Abyssinie encore libre. L'Angleterre mobilise la Société des Nations. Près de cinquante États membres déclarent l'Italie agresseur et décrètent un embargo et des sanctions en guise de punition. L'Allemagne, qui ne fait pas partie de la Société des Nations, profite de l'aubaine pour arracher l'Italie au front de Stresa. Hitler offre à Mussolini quatre millions de tonnes de charbon qui remplaceront pendant un certain temps les livraisons annulées d'Angleterre.

La France est maintenant en difficulté. Elle a besoin de l'Angleterre et de l'Italie contre l'Allemagne qui, depuis un an, reconstruit visiblement sa Wehrmacht. Depuis l'accord naval de 1935, les relations entre l'Angleterre et l'Allemagne sont en train de se détendre. De plus, la pression de l'embargo de la Société des Nations contraint désormais les Italiens à se rapprocher des Allemands. L'Angleterre veut compléter l'embargo contre l'Italie par un arrêt des livraisons de pétrole. La France parvient toutefois à empêcher cela, et donc à empêcher les Italiens de se rapprocher définitivement des Allemands. Mais, l'année suivante, cela ne peut plus être évité.

L'offre de charbon de Hitler fait son effet. Dès janvier 1936, Mussolini fait savoir à l'ambassadeur allemand à Rome qu'il ne s'oppose pas à ce que l'Autriche, bien que formellement indépendante, devienne un État satellite du Reich allemand.[149] En mars, le coup suivant est porté à la France. Hitler laisse les troupes allemandes envahir la Rhénanie. La France demande alors à la Société

[149] ADAP, série C, volume IV, document 485.

des Nations de prendre des sanctions contre l'Allemagne. L'Angleterre, qui ne se sent pas menacée par le retour des troupes allemandes en Rhénanie, refuse à son tour d'accéder aux demandes de sanctions françaises. Les dernières demandes d'embargo de l'Angleterre contre l'Italie et les nouvelles demandes de sanctions des Français contre l'Allemagne se recoupent et se bloquent en faveur de l'Allemagne et de l'Italie.

Le 9 mai 1936, les dernières troupes abyssiniennes capitulent et Mussolini proclame à Rome l'« Imperium Romanum ». Le roi d'Italie Victor Emmanuel III prend le titre d'Empereur d'Abyssinie. Mussolini pense désormais ne plus avoir besoin de l'aide allemande. Il tente alors de reprendre ses distances avec Hitler et de se rapprocher de la France. Immédiatement après sa guerre de conquête en Abyssinie, il se sent appelé à défendre la Tchécoslovaquie et l'Autriche contre l'Allemagne. Mussolini redécouvre son ancien intérêt à tenir les Allemands à l'écart du Brenner et fait transmettre au gouvernement français la proposition de conclure un pacte militaire contre l'Allemagne.[150] Il offre à la France des droits de passage à travers l'Italie si elle veut envoyer des troupes en Tchécoslovaquie contre l'Allemagne. Il demande en échange l'aide en armes de la France si l'Italie devait « protéger » l'Autriche contre l'Allemagne, et il veut la reconnaissance de la domination du royaume d'Italie sur l'Abyssinie.

L'offre de Mussolini arrive au mauvais moment et tombe à l'eau. Le 4 juin 1936, les partis de gauche français forment un gouvernement de Front populaire qui se donne immédiatement pour mission de lutter contre le fascisme. La porte française est ainsi définitivement fermée pour Mussolini.

Les États-Unis et l'Angleterre refusent également de reconnaître la conquête de l'Abyssinie par l'Italie en termes de droit international. Cette reconnaissance reste donc le premier objectif de la politique étrangère romaine pour les années à venir. Et Mussolini est désormais

[150] Benoist-Méchin, tome 4, page 192.

isolé. Il doit se chercher de nouveaux amis. L'Autriche reste liée à l'Italie, mais les relations de l'Autriche avec l'Allemagne sont ruinées depuis la mort du Chancelier Dollfuß. Une détente entre Rome et Berlin serait certainement compromise par le désaccord austro-allemand. Mussolini pousse donc le Chancelier autrichien Schuschnigg à se réconcilier avec les Allemands. Le résultat de ce bon conseil de Rome est l'« accord germano-autrichien sur la normalisation et les relations amicales » du 11 juillet 1936. L'aventure abyssinienne de Mussolini ouvre ainsi indirectement la voie à la future annexion de l'Autriche au Reich allemand.

Le 24 octobre 1936, le Duce Mussolini demande à son Ministre des affaires étrangères, le comte Ciano, de se renseigner auprès du Führer Hitler et de son Ministre des affaires étrangères, von Neurath, sur la compatibilité des intérêts des deux États. Le 1er novembre, on apprend le résultat. Mussolini passe officiellement du camp des vainqueurs de la Première Guerre mondiale à celui de l'Allemagne, ancien adversaire dans la Grande guerre. Ce jour-là, le Duce prononce un discours public à Milan et annonce « l'axe Rome-Berlin ». Il invite tous les autres États à faire partie de cet axe. Ainsi, les deux États jusqu'alors isolés que sont l'Italie et l'Allemagne forment un tandem pour les huit années à venir, avec des avantages et des inconvénients pour les deux « puissances de l'Axe ».

En mars 1938, lorsque le Chancelier autrichien Schuschnigg tente d'obtenir le soutien de Mussolini pour son référendum contre l'Anschluss, ce dernier ne lui témoigne que de la froideur. L'Italie accepte alors l'annexion de l'Autriche au Reich allemand, qu'elle a tenté d'empêcher pendant des années avec l'aide de la France. L'aide en charbon de l'Allemagne pendant l'embargo de la Société des Nations et la reconnaissance par l'Allemagne de l'Empire italien d'Abyssinie portent leurs fruits. L'unification des deux États germanophones, l'Empire allemand et l'Autriche, si l'on considère la part que l'Italie y a prise, a pris son élan à Welwel.

Le prochain rattachement, parrainé par Mussolini, est celui des Sudètes à l'Empire allemand. Mais avant de parler de l'annexion des

Sudètes et de l'assujettissement de la Tchéquie, il faut encore jeter un coup d'œil sur une puissance en arrière-plan : les États-Unis qui, jusqu'à présent, semblent ne pas être impliqués dans les changements en Europe.

L'Amérique en toile de fond

Le Président américain Franklin Delano Roosevelt est un acteur non négligeable des changements survenus en Europe depuis 1933, même s'il tire encore les ficelles en coulisses.

En 1915, Roosevelt est, à 33 ans, Sous-secrétaire d'État au département américain de la Marine. Déjà à cette époque, deux ans avant la déclaration de guerre de l'Amérique à l'Allemagne, le jeune Roosevelt presse le Président américain Wilson de faire la guerre à l'Allemagne. Wilson lui donne alors une leçon :

> *« Je vais leur dire quelque chose que je ne peux pas dire publiquement. Je veux non seulement montrer à l'histoire que nous avons utilisé tous les moyens diplomatiques pour nous tenir à l'écart de la guerre et montrer que la guerre nous a été sciemment imposée par l'Allemagne, mais je veux aussi pouvoir me présenter devant le tribunal de l'histoire les mains propres ».*[151]

Après la Première Guerre mondiale, Roosevelt ne se départira pas de sa conviction que le Kaiser et les Allemands sont les seuls responsables de cette Grande Guerre.

Depuis 1921, les États-Unis d'Amérique du Nord sont neutres. Mais bien que les trois présidents qui se sont succédé après la Première Guerre mondiale aient tenu les États-Unis à l'écart de toutes les guerres d'Asie et d'Europe, un nouveau mode de pensée fait son chemin depuis un certain temps aux États-Unis. Outre un isolationnisme largement répandu, un nouvel interventionnisme gagne lentement mais sûrement du terrain. Celui-ci se fonde sur la conviction que la démocratie ainsi que les droits et les libertés de

[151] Bavendamm, Roosevelt's War, page 49.

l'individu sont des valeurs de portée générale qui l'emportent sur le droit souverain des États à déterminer, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, leur propre nature et la vie de leurs citoyens. Cette conviction est également celle de Roosevelt, qui se sent appelé à exporter les valeurs de l'Amérique dans le monde entier, au besoin par la guerre. Cet internationalisme libéral et démocratique de nombreux Américains trouve un parallèle dans l'internationalisme marxiste-léniniste de la même époque, dans la mesure où tous deux sont convaincus de représenter le bien des hommes et qu'ils ont en commun une disposition cachée à la guerre.

La relation de Roosevelt avec les Allemands depuis la Première Guerre mondiale est également importante. Les États-Unis ont joué un rôle décisif dans l'ordre mondial d'après-guerre lors des conférences de Versailles, Trianon et Saint-Germain. Mais leur revendication du droit à l'autodétermination des peuples, de la mise en place de la démocratie dans les États étrangers, de la liberté des mers en temps de paix comme en temps de guerre et d'une paix durable, introduite à l'époque, ne s'est pas totalement imposée, ni dans les conférences des vainqueurs, ni dans l'après-guerre. Depuis son entrée en fonction en tant que Président en 1933, Roosevelt tente donc de réaliser ce rêve des Américains.

Roosevelt a défendu toute sa vie les sanctions du traité de Versailles à l'égard de l'Allemagne comme étant justes, et il a exigé qu'elles soient encore appliquées. Le droit à l'autodétermination des Allemands « séparés » ne l'intéresse guère. Son rapport aux principes est également énigmatique à d'autres égards. Dans sa lutte pour la démocratie et les droits de l'homme, il déplore par exemple avec véhémence les violations des droits de l'homme dont se rend coupable le gouvernement du Reich allemand. En revanche, les persécutions, les expulsions et les assassinats de membres de l'ancienne classe supérieure en Russie et de grands paysans, d'officiers et de fonctionnaires du parti, dont il a également connaissance, ne le touchent manifestement pas beaucoup. Les « liquidations massives d'ennemis de classe » en Union soviétique et les violations des droits

de l'homme en Pologne et en Tchécoslovaquie ne le dérangent pas. Il interprète l'Union soviétique, gouvernée de manière despotique, comme un phénomène de transition vers un ordre social et équitable ultérieur. Le fait que le socialisme national allemand dégénéré soit le projet concurrent du Führer Hitler par rapport au socialisme russe un peu plus ancien et déjà dégénéré des dictateurs Lénine et Staline reste inconnu de Roosevelt. Il est également difficile de savoir quelle est la différence d'appréciation que le Président porte sur l'Empire allemand et la Pologne. Dans le conflit ultérieur concernant Dantzig et une liaison extraterritoriale de la Prusse orientale, séparée du territoire du Reich depuis 1920, Roosevelt est sans aucun doute du côté de la Pologne. Il ne s'agit pas en premier lieu de protéger l'État polonais. Sinon, il aurait certainement regardé de plus près ce pays également dirigé de manière autoritaire, agressif et antijuif envers ses voisins jusqu'à récemment. Il ne se préoccupe pas non plus de la détresse de la population juive en Allemagne. Sinon, il aurait dû remettre les Polonais à leur place de la même manière que les Allemands. Après tout, le nombre de lettres de protestation adressées au Congrès américain entre 1933 et 1937 en raison de mesures anti-juives en Pologne dépasse de plusieurs fois le nombre de plaintes identiques émanant du Reich allemand.[152] Il s'agit uniquement pour le Président américain de maintenir l'ordre que les États-Unis ont contribué à créer à Versailles. Roosevelt le précise sans ambiguïté dès l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Roosevelt, qui fait lui-même construire vingt destroyers et deux porte-avions pour la flotte dès son entrée en fonction, insiste pour que l'armement de l'Allemagne soit maintenu au niveau le plus bas fixé à Versailles.[153] L'entrée des troupes allemandes en Rhénanie irrite également le Président. De nouvelles révisions de l'ordre établi à Versailles après la guerre, sans la participation et l'approbation des

[152] Congressional Record. House of Representatives Procès-verbal du 9 juillet 1937, cité par Hoggan, page 813.
[153] Demande de Roosevelt au président de la Reichsbank, Schacht, le 6 mai 1933. Voir Tansill, page 63.

États-Unis, constitueraient pour Roosevelt un désaveu de la prétention au pouvoir et au leadership qu'il éprouve ici.

Les préoccupations de Roosevelt relatives à un monde plus démocratique, plus juste et plus sûr ne concernent pas uniquement l'Allemagne. Ses réactions sévères, dans le sillage desquelles l'Empire allemand se retrouve à partir de 1937, trouvent d'abord leur origine au Japon et en Italie. Après la Première Guerre mondiale, les deux pays n'ont pas reçu les bénéfices de la guerre qu'on leur avait promis avant leur entrée en guerre, et ils ne sont plus alliés. Le Japon et l'Italie luttent pour l'égalité avec l'Angleterre, la France et les États-Unis, et ils se battent pour la prospérité, l'espace vital et les colonies.

En 1931, le Japon a conquis la Mandchourie et l'a transformée en un État vassal sous sa propre suprématie. L'Italie absorbe l'Abyssinie en 1936. Roosevelt commence alors à agir avec ses moyens contre les deux États. Il fait augmenter de 42 % les droits de douane sur le principal produit d'exportation du Japon, les produits textiles[154], et il demande à tous les États de décréter un embargo contre le royaume d'Italie. En conséquence, les tentatives du Japon visant à obtenir son indépendance économique extérieure vis-à-vis de l'Occident s'intensifient et l'Italie se rattache à l'Empire allemand. L'Allemagne suscite également les soupçons du Président à cette époque. Le retrait de la Société des Nations, l'essor économique, le réarmement et le déplacement des troupes allemandes en 1936 vers la Rhénanie, jusqu'alors non protégée, montrent à Roosevelt qu'une nouvelle force est en train de naître au cœur de l'Europe et qu'elle suit ses propres lois. L'Allemagne, avant même que Hitler ne formule une quelconque revendication à l'extérieur, est devenue un danger pour le Président.

Bien que depuis 1921, les États-Unis se soient engagés à la neutralité par toute une série de lois, Roosevelt commence à partir de 1936 environ à combattre l'Allemagne, le Japon et l'Italie par divers moyens et méthodes. Dès 1937, il fomente, toujours en marge de la loi, la participation des États-Unis à la prochaine guerre. Il utilise des

[154] Bavendamm, Roosevelt's way to war, page 224.

moyens économiques qui sont à sa disposition en abondance : droits de douane punitifs, contrôle des changes, gel des avoirs à l'étranger et blocage des exportations de biens vitaux. Et Roosevelt commence à mettre publiquement et « officiellement » au ban des nations les trois États cités.

Le 5 octobre 1937, le Président prononce à Chicago un discours qui trouve un écho et une notoriété sous le nom de « Discours de quarantaine ». Dans ce discours, Roosevelt se plaint que « le règne de la terreur et de l'anarchie internationale » a pris des formes qui menacent les « fondements de la civilisation ». Il fait ici référence à la guerre du Japon avec la Chine, à la conquête de l'Abyssinie par l'Italie et au détachement unilatéral de l'Allemagne du traité de Versailles. Le Président en conclut que l'Amérique pourrait elle aussi être un jour la cible de telles attaques. Pour empêcher cela, il faudrait, selon Roosevelt :

> *« que toutes les nations pacifiques fassent un effort concentré contre les nations qui créent un état d'anarchie et d'instabilité internationale ne laissant d'autre issue que le simple isolement et la neutralité. La riposte de toutes les nations pacifiques doit prendre la forme d'une quarantaine qui isole les fauteurs de troubles ».*[155]

Avec le « Discours de quarantaine », Roosevelt trace les grandes lignes de sa politique pour les années à venir. Celles-ci sont la distinction des peuples en nations pacifiques et non pacifiques, la mise au ban et l'isolement de ces peuples négatifs, la propagation de la peur des non pacifiques, la suppression de la neutralité des États-Unis et l'exigence pour tous les pacifistes de se ranger aux côtés de l'Amérique. Une vision différenciée des problèmes des Allemands, des Italiens et des Japonais a aussi peu de place dans cette politique que la neutralité d'autres États. C'est ainsi que Roosevelt commence assez tôt à classer l'Allemagne dans le cercle des États voyous et à préparer stratégiquement l'Amérique à la prochaine guerre mondiale.

---

[155] Bavendamm, Roosevelt's War, page 127. [NdT : quelle « magnifique » inversion accusatoire !]

Le comportement des Japonais lui donne une entrée en matière. Depuis juillet 1937, les troupes japonaises pénètrent à nouveau dans l'est de la Chine, où elles se heurtent aux intérêts américains. Les États-Unis entretiennent en Chine non seulement des banques, des installations industrielles, des misions, des hôpitaux, des écoles et des entreprises commerciales et maritimes, mais aussi des navires de guerre sur les fleuves, et ils construisent pour les Chinois des forces aériennes modernes. L'Angleterre y a également installé des canonnières sur les fleuves. Le 12 décembre 1937, un incident se produit : des chasseurs en piqué japonais attaquent des canonnières américaines et britanniques sur le fleuve Yangtze près de Nankin[156], croyant manifestement qu'il s'agit de navires chinois. La canonnière américaine « Panay » est alors coulée. Le gouvernement japonais présente ses excuses à Washington et paie les dommages causés.[157]

Bien que les navires de guerre des États-Unis neutres n'aient à l'époque rien à faire dans une zone de guerre, et bien que le Président Roosevelt soit toujours tenu, selon la législation en vigueur, à une politique de neutralité, il profite de l'occasion pour enfoncer le premier clou des futures guerres contre le Japon, l'Allemagne et l'Italie. Peu après l'incident de Panay, en décembre 1937, il envoie le capitaine de vaisseau Ingersoll, chef du département des plans de guerre de l'US Navy, à Londres afin de mener les premières discussions sur une future collaboration entre l'US Navy et la Royal Navy.[158] Roosevelt s'intègre ainsi dans les réflexions et les planifications stratégiques des Britanniques. À Londres, on peut désormais compter sur le soutien des États-Unis en cas d'affrontement avec les Japonais dans le Pacifique, avec les Italiens en Méditerranée ou avec les Allemands dans l'Atlantique Nord. La perspective d'un soutien de la puissance maritime américaine renforce la liberté d'action de l'Angleterre, qui peut ainsi faire valoir ses propres intérêts, même au risque d'une guerre. Moins d'un an plus tard,

156 Nankin est alors la capitale de la République de Chine.
157 Dupuy et Dupuy, page 1124.
158 Bavendamm, Roosevelts Krieg, page 149.

Roosevelt poursuit dans cette voie. En août et septembre 1938, il adresse au Canada puis à l'Angleterre une promesse informelle de protection[159], bien que ces deux pays n'aient jusqu'alors été ni menacés ni attaqués par qui que ce soit, et bien que le Congrès ne l'ait pas autorisé à le faire.

Une autre manœuvre de Roosevelt mérite d'être mentionnée ici : son « plan de paix mondial »[160], par lequel il tente d'appeler à une alliance de la « communauté mondiale » pour la paix. Dans un premier temps, le Président ne dévoile son plan qu'au Premier ministre anglais Chamberlain, auquel il écrit à cet effet, le 12 janvier 1938, une lettre classée top secret. Cette date est antérieure à l'époque où Hitler exige l'annexion de l'Autriche et des Allemands des Sudètes. Roosevelt poursuit manifestement deux objectifs très différents avec le plan de paix mondial. Il veut établir les États-Unis comme première puissance de la planète et son plan vise à dompter l'Italie et l'Allemagne. L'affaire échoue parce que Chamberlain voit clair dans le jeu de Roosevelt et sent le danger que le plan contient pour l'Angleterre. Ce 12 janvier, le Président américain propose au Premier ministre anglais, dans la lettre secrète, une procédure singulière concernant ses intentions. Il veut inviter parallèlement dix petits États sélectionnés à une conférence sous sa direction à Washington et discuter simultanément et successivement avec l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Allemagne, dans le cadre de négociations séparées, de son nouvel ordre économique et de paix mondial. Le résultat de ces conférences serait ensuite envoyé à tous les autres États de la planète et recommandé pour signature.

Ce type de gouvernance compliquée aurait permis à Roosevelt d'exercer une domination absolue. Les dix petits états n'auraient eu quasiment aucun poids à côté de la puissance mondiale que sont les États-Unis et les quatre grands n'auraient eu aucune chance de conclure une alliance en leur faveur et de préserver leurs propres

[159] Bavendamm, Roosevelts Krieg, page 342.
[160] Bavendamm, Roosevelts Weg zum Krieg, pages 285 et suivantes.

intérêts pendant les discussions séparées. Mais ce n'est pas le seul point que Chamberlain refuse d'accepter. Il y en a quatre autres. Premièrement, le libre accès de tous les États à toutes les zones commerciales et à toutes les sources de matières premières de la planète doit également être négocié lors des conférences. L'Angleterre aurait dû faire des concessions dans ses colonies. Deuxièmement, Roosevelt se réserve déjà dans sa lettre la « liberté de toute implication politique ». Cela ne peut signifier qu'une chose : en cas d'urgence, les États-Unis ne seraient pas tenus de respecter leur nouvel ordre économique et de paix mondial. Troisièmement, Roosevelt exprime qu'il souhaite « un soutien de tout cœur » mais pas de propositions complémentaires. Enfin, le quatrième point qui dérange est le délai. Roosevelt exige une réponse dans les cinq jours. Par lettre du 13 janvier, Chamberlain rejette ce « plan de paix mondial ».

Ce plan – bien qu'il ait échoué – n'est qu'une tentative de faire passer les États-Unis de la place de premier violon à celle de chef d'orchestre. La prétention du Président de concevoir quasiment seul un nouvel ordre économique et de paix mondial permet de tirer cette conclusion. Deuxièmement, le plan consiste en une tentative d'ouvrir aux États-Unis les marchés coloniaux et les ressources d'autres États. La manière dont le plan a été discuté au préalable avec les Britanniques montre que l'on s'efforce de faire passer l'Angleterre du statut de concurrent économique et stratégique à celui d'allié. Troisièmement, le plan s'inscrit dans le sillage de la politique de quarantaine. Roosevelt aurait pu, avec les décisions de dix petits états et l'accord des Britanniques et des Français, forcer les Allemands et les Italiens à accepter les règles de l'Amérique ou à se placer, au vu de tous, en dehors de la « communauté des nations ».

Ainsi, Roosevelt, bien que le Congrès insiste sur la neutralité des États-Unis, revendique un leadership en dehors de son propre pays. Il a en outre déjà organisé la nouvelle fraternité d'armes anglo-américaine pour une prochaine guerre, avant même que Hitler ne demande l'annexion de l'Autriche. Et il fait les deux promesses informelles de protection au Canada et à l'Angleterre précisément au

moment où le gouvernement du Reich allemand se bat avec l'Angleterre, la France et l'Italie au sujet de l'appartenance allemande et de l'avenir des citoyens des Sudètes en Tchécoslovaquie.

L'annexion des Sudètes et l'assujettissement de la Tchéquie

Le succès suivant du politicien Hitler, consistant à ramener des hommes allemands et des terres allemandes « à la maison dans le Reich », porte déjà en lui les germes de la future chute du Troisième Reich. En septembre 1938, lors de la « conférence de Munich », Hitler parvient à annexer à l'Allemagne, par la menace et la négociation, les régions de la Tchéquie où vivent depuis toujours une majorité d'Allemands, à savoir les Sudètes. La menace de forcer le rattachement, si nécessaire avec la Wehrmacht, entraîne toutefois un nouveau ralliement des anciens adversaires de la guerre mondiale contre l'Allemagne. En annexant le reste de la Tchéquie six mois plus tard, Hitler donne à ces États adversaires la raison de prendre parti pour la Pologne et contre l'Allemagne dans la question de Dantzig et de déclencher une nouvelle guerre mondiale à partir d'un conflit frontalier à l'origine local entre le Reich allemand et la Pologne.

Les racines historiques de la Tchécoslovaquie

La Tchécoslovaquie, un État artificiel créé en 1919 seulement, a été formée après la Première Guerre mondiale par les puissances victorieuses à partir de parties du pays qui étaient auparavant autrichiennes, hongroises, allemandes ou polonaises. Pour les gouvernements de Vienne, Budapest, Berlin et Varsovie, les dix-neuf années d'existence de la Tchécoslovaquie en 1938 ressemblent à la durée de vie d'une éphémère, devant l'éternité de l'appartenance presque millénaire des régions du pays aux pays voisins cités. Il manque à la nouvelle Tchécoslovaquie la légitimité qui se nourrit d'une histoire propre. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles

les chefs de gouvernements de tous les pays voisins, y compris Adolf Hitler, refusent aux Tchèques le droit à l'indépendance en 1938 et 1939.

Les deux noms qui composent « Tchécoslovaquie » font référence à deux peuples différents ou à deux parties différentes du pays. Ce nom masque le fait que dans le nouvel État créé, les peuples les plus importants sont les Tchèques et les Allemands des Sudètes, et non les Tchèques et les Slovaques, et il ne permet pas de voir que le nouvel État est composé de trois régions et non pas seulement deux. L'Ukraine des Carpates, tout à l'est de la Tchécoslovaquie, constitue un territoire à part entière avec sa population ruthène-ukrainienne. Les langues tchèque et slovaque, étroitement liées, unissent les Tchèques et les Slovaques, mais l'histoire les sépare. Les Slovaques et les Ruthènes ont une histoire commune, mais deux langues différentes.

La Tchéquie, avec ses deux régions, la Bohême et la Moravie, est très tôt devenue dépendante de l'Empire allemand. Après 800, à l'époque de Charlemagne, la Bohême et la Moravie sont d'abord tenues de payer un tribut à l'empereur allemand. En 929, la Bohême est soumise pour la première fois aux rois et empereurs allemands, puis définitivement en 950. À partir de 1041, les deux parties du pays font durablement partie de l'Empire allemand jusqu'en 1918. Durant cette période, la Bohême, la Moravie et l'Allemagne s'entrelacent par le biais d'une multitude de liens politiques. En 1086, l'empereur allemand confère au duc de Bohême la dignité de roi. Dès 1257, le roi de Bohême devient le septième prince électeur à rejoindre les six princes allemands qui avaient jusqu'alors le droit d'élire le roi allemand, qui devient généralement par la suite également l'empereur allemand. En 1310, la maison allemande de Luxembourg acquiert le royaume de Bohême par le mariage de Jean de Luxembourg avec l'héritière de la couronne de Bohême, Elisabeth. Avec l'empereur Charles IV, le roi Venceslas et l'empereur Sigismond, trois rois de Bohême issus de cette lignée deviennent eux-mêmes rois et empereurs de l'Empire allemand. De leur temps, Prague sert de

« capitale » à l'Allemagne pendant moins de cent ans. En 1526, la Bohême et la Moravie reviennent par héritage à la maison des Habsbourg, où elles resteront jusqu'en 1918. Ainsi, le territoire de l'actuelle République tchèque, et avec lui la nation tchèque, se trouve pendant près de 1 000 ans sous la domination allemande, pendant

Carte 9 : Tchécoslovaquie 1920-1938.

près de 500 ans en tant que partie de l'Empire allemand et pendant plus de 400 ans en tant que propriété de la maison des Habsbourg. En 1917, l'attachement des Tchèques à l'Empire des Habsbourg est encore si fort que les députés tchèques du Reichsrat de Vienne protestent lorsque les gouvernements anglais et français, à la demande du Président américain Wilson, annoncent la libération des Tchèques et des Slovaques du joug des Habsbourg comme l'un de leurs objectifs de guerre. Ils déclarent par écrit :

> *« Au vu de la réponse des Alliés au Président Wilson, dans laquelle la libération des Tchèques est mentionnée comme un objectif de guerre, nous rejetons cette imposition qui repose sur des hypothèses tout à fait erronées. Nous déclarons avec force que le peuple tchèque est convaincu, comme il l'a*

toujours été par le passé, qu'il n'est assuré d'un développement prospère que sous le sceptre des Habsbourg et dans la monarchie habsbourgeoise ».[161]

Mais ce que les Tchèques réclament depuis longtemps avec insistance, c'est un royaume de Bohême autonome, avec le même statut que la Hongrie au sein de l'empire des Habsbourg. Adolf Hitler, qui a grandi dans l'ancienne Autriche et s'en est imprégné, ne voit donc manifestement pas dans les Tchèques la nation indépendante que nous voyons aujourd'hui en elle. Les Tchèques eux-mêmes conservent cependant, malgré cette intégration politique, économique et culturelle séculaire dans l'Empire allemand, leur propre langue et leur identité nationale, qu'ils imposent en 1919 avec la création de la langue tchécoslovaque comme langue d'État et conscience d'État et qu'ils ne veulent évidemment pas perdre en 1939.

D'une part, jusqu'en 1918, la population tchèque de Bohême-Moravie a utilisé de plus en plus la langue allemande dans l'art, l'économie et la science et a acquis une influence politique au Parlement et à la Cour de Vienne. Ainsi, de 1916 à 1917, le comte tchèque Clam-Martinitz est Premier ministre autrichien. D'autre part, de nombreux Tchèques se sentent opprimés depuis des siècles par les Habsbourg allemands. Le souvenir de la lutte religieuse menée par la dynastie catholique des Habsbourg contre les hussites et les calvinistes tchèques aux XV^{e} et XVII^{e} siècles perdure dans le sentiment identitaire des Tchèques comme une attitude anti-allemande jusqu'à l'époque moderne. C'est ainsi qu'ils ressentent encore aujourd'hui l'assassinat de leur réformateur Jan Hus en 1415 au concile de Constance comme un méprisable manquement à la parole donnée et un crime des Allemands contre les Tchèques. Hus avait été invité au concile avec l'assurance d'un libre retour et y avait été condamné comme hérétique et brûlé sur le bûcher avec l'accord du roi de Bohême et de l'empereur allemand Sigismond.[162]

---

[161] Ingrim, page 95.

[162] [NdT : Jan Hus était, tout comme Calvin, Marx et d'autres, un leader hébreu révolutionnaire, cf. « 2000 ans de complots contre l'Eglise » de Maurice Pinay.]

Une deuxième révolte religieuse se termine également par un désastre. En 1618, la noblesse tchèque protestante se soulève contre la Contre-Réforme menée en Bohême par l'empereur allemand Ferdinand II. La révolte se termine en 1620 par la défaite des Tchèques à la bataille de la Montagne Blanche, près de Prague. La noblesse perd ensuite non seulement ses droits mais aussi ses biens, qui passent alors pour la plupart entre les mains des Allemands. La profondeur de cette défaite dans la conscience historique des Tchèques se manifeste en 1925, lorsque le gouvernement de la Tchécoslovaquie tente de rétablir les droits de propriété des Tchèques de 1620 par une réforme agraire.

Les Slovaques ont suivi un autre chemin historique. Depuis 906, la Slovaquie est d'abord tiraillée entre les revendications de domination tchèques, hongroises et polonaises, avant de faire partie du royaume hongrois en 1018, avec l'Ukraine carpatique. Ainsi, les Slovaques et les Ruthènes – bien qu'étant des peuples différents – se retrouvent ensemble sous la couronne hongroise de 1018 à 1919. Ce n'est que lorsque la Hongrie devient partie intégrante de l'empire des Habsbourg que les Tchèques, les Slovaques et les Ruthènes entrent en contact politique sous ce toit. L'effondrement de l'empire des Habsbourg à la fin de la Première Guerre mondiale offre aux Tchèques et aux Slovaques exilés aux États-Unis l'occasion de revendiquer un pays pour les Tchèques et les Slovaques auprès des puissances victorieuses à Saint-Germain. Le 30 mai 1918, les représentants des organisations tchèques et slovaques en exil à Pittsburg, USA, concluent un accord pour fonder à l'avenir ensemble leur propre État. Ce faisant, les Tchèques garantissent aux Slovaques, dans le texte de l'accord :

> *« La Slovaquie aura sa propre administration, son parlement et ses tribunaux. La langue slovaque deviendra la langue officielle dans les écoles, les administrations et la vie publique en général ».*[163]

[163] Documents ODSUN, page 483.

Dans l'espoir d'obtenir l'égalité des droits dans l'État nouvellement créé de Tchécoslovaquie, les Slovaques, dont la langue est proche de celle des Tchèques, se lient à eux pour les vingt années suivantes.

Les Ruthènes, qui s'appellent eux-mêmes les Ukrainiens de Carpathie, se retrouvent également dans l'État des Tchèques et des Slovaques grâce à un accord similaire conclu par des exilés tchèques avec des exilés ruthènes à Cleveland, aux États-Unis. Ils se sentent, selon leurs origines, partie intégrante du grand peuple ukrainien réparti entre l'Union soviétique, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Après une longue domination étrangère, ils aspirent à une nouvelle Ukraine globale[164] plutôt que de rejoindre les Tchèques et les Slovaques. Leur désir non dissimulé d'une grande Ukraine leur vaut la suspicion et l'opposition de Varsovie et de Moscou.

La Tchécoslovaquie, un État multiethnique

En 1938, la Tchécoslovaquie compte, outre 6,7 millions de Tchèques, 3,1 millions d'Allemands, 2 millions de Slovaques, 734 000 Hongrois, 460 000 Ruthènes (Ukrainiens), 180 000 juifs, 75 000 Polonais et 240 000 personnes d'autres origines. Les Tchèques ne représentent donc même pas la moitié de la population de leur propre pays.

Ce mélange hétéroclite de peuples est en premier lieu le résultat de la volonté des puissances victorieuses de la guerre mondiale de diviser l'Autriche-Hongrie, jusqu'alors puissante, en de nombreux États. Ainsi, des personnes et des territoires sont ici attribués à un nouvel État dont la population et les territoires n'ont jamais, dans l'histoire, constitué une unité, et encore moins un État. Le statut de cette nouvelle entité étatique est fixé dans les traités de Saint-Germain, de Trianon et de Versailles.[165] Les traités stipulent que chacune des minorités mentionnées doit obtenir son autonomie interne dans la

[164] La dernière Ukraine indépendante avait été partagée entre la Russie et la Pologne en 1667.
[165] Art. 27 et 53 à 58 du traité de Saint-Germain, art. 27 et 48 à 52 du traité de Trianon et art. 27 et 81 à 86 du traité de Versailles.

nouvelle Tchécoslovaquie. Les Tchèques en exil s'y engagent également. Le délégué tchèque Eduard Beneš fait part de cette intention aux puissances victorieuses de Versailles dans une note du 20 mai 1919 :

« Le gouvernement tchécoslovaque a l'intention d'organiser son État de telle sorte qu'il adopte comme base des droits des nationalités les principes mis en valeur dans la Constitution de la République suisse, c'est-à-dire qu'il veut faire de la République tchécoslovaque une sorte déterminée de Suisse ».[166]

Mais seuls les exilés tchèques, slovaques et ruthènes ont conclu une alliance pour la création de ce nouvel État.[167] Les autres groupes ethniques se retrouvent dans ce nouvel État sans l'avoir demandé, par le diktat des puissances victorieuses et par l'usage de la force.

La constitution de la nouvelle Tchécoslovaquie de 1920 ne tient déjà pas ses promesses d'autonomie pour toutes les minorités. Seuls

Carte 10 : l'État multiethnique de Tchécoslovaquie.

les Ruthènes, avec l'article 3, se voient accorder un territoire

[166] Wellems, page 127.

[167] Accord tchéco-slovaque sur les émigrés du 30 mai 1918 à Pittsburg (États-Unis) et accord tchéco-ruthène de Cleveland (États-Unis).

autonome, l'Ukraine des Carpates. La Constitution leur garantit un parlement national propre avec le pouvoir de légiférer sur les questions de langue, d'éducation, de religion et d'administration locale. En ce qui concerne les Slovaques, les Tchèques ne reconnaissent plus leur promesse de Pittsburgh faite en exil et leur refusent leur propre parlement national. Les Allemands, les Hongrois et les Polonais ne sont pas non plus considérés à cet égard. Comme les Slovaques, ils ne sont protégés que par des articles sur les minorités dans la constitution de l'État :

> *« Article 128.2 Les différences de religion, de croyance, de confession ou de langue ne doivent pas constituer, dans le cadre des lois générales, un obstacle pour quelque citoyen que ce soit de la Tchécoslovaquie dans l'accès à la fonction publique, aux emplois, à l'accès aux dignités ou à l'exercice de toute industrie.*
>
> *Article 128.3 Le droit d'utiliser sa langue maternelle.*
>
> *Article 131 Dans les villes et les districts comptant un nombre significatif de citoyens parlant une langue autre que le tchèque, le bilinguisme est de rigueur dans les établissements d'enseignement. »*[168]

Les Allemands des Sudètes

Le nom des Allemands des Sudètes provient de leur patrie, les Sudètes, nom donné jusqu'en 1945 aux chaînes de montagnes entourant la Bohême et la Moravie. Après la migration des peuples, le territoire de la Bohême et de la Moravie est repris par le peuple slave tchèque après le départ des Marcomans germaniques. Dès 1204, plusieurs générations de rois tchèques appellent des paysans, des artisans et des commerçants allemands à s'installer dans leur pays et à les aider à se développer, ce qui fait que les régions périphériques de la Bohême et de la Moravie et quelques îlots linguistiques à l'intérieur du pays sont peuplés d'Allemands et le restent pendant plus de 700 ans. Les Allemands des Sudètes y sont, comme les Tchèques, des membres de l'Empire des Habsbourg pendant les quatre derniers

[168] Constitution de la République tchécoslovaque du 29 février 1920.

siècles. Il est donc naturel qu'après le démantèlement de l'Autriche-Hongrie, ils se sentent d'abord appartenir à l'Autriche.

Suite à l'effondrement de la monarchie des Habsbourg, le sort des Allemands des Sudètes semble pour un temps incertain. Le 29 octobre 1918, les députés des circonscriptions électorales des régions de colonisation allemande fermées de Bohême, de Moravie du Nord et de Silésie autrichienne proclament la « province de Bohême allemande » et informent l'Assemblée nationale de Vienne que la province doit devenir une partie de l'Autriche allemande.[169] Le 21 novembre, ils transmettent au gouvernement américain, par l'intermédiaire de médiateurs suédois, une note dans laquelle ils demandent également pour eux-mêmes le droit à l'autodétermination des peuples proclamé par le Président Wilson.[170]

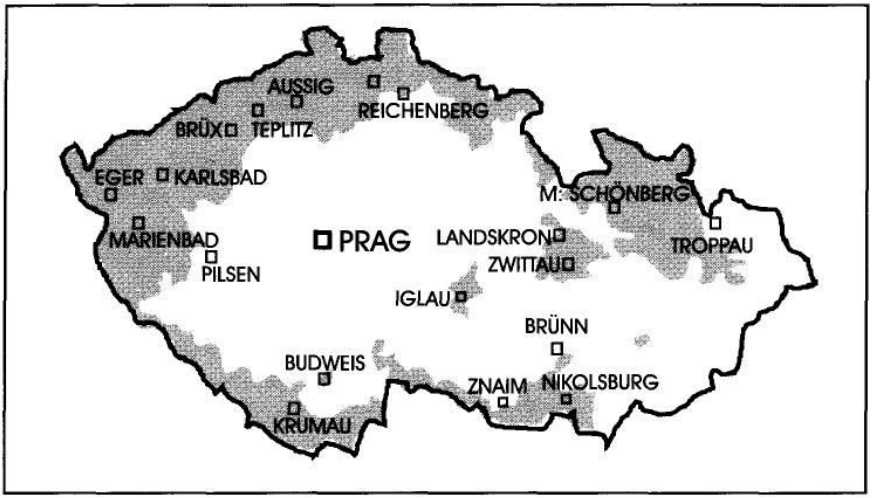
Malgré ces votes clairs, en 1918, les Allemands des Sudètes se retrouvent dans l'État des Tchèques et des Slovaques par la force et en 1919 par la décision des vainqueurs. Profitant de la capitulation des Habsbourg et de l'Empire allemand, les Tchèques occupent en novembre 1918 les régions de Bohême, de Moravie et de Silésie autrichienne peuplées d'Allemands jusqu'aux crêtes des montagnes. Jusqu'au 18 novembre, les légionnaires tchèques envahissent les villes allemandes d'Aussig, Karlsbad, Troppau, Komotau et Eger, sans que les habitants allemands de ces localités puissent les en empêcher. Le 4 mars 1919, des manifestations pro-autrichiennes ont lieu dans ces villes pour exprimer leur revendication d'appartenance à l'Autriche. Mais les militaires tchèques tirent sur la foule des manifestants. Cette victoire des Tchèques sur leur nouvelle minorité fait cinquante-quatre morts et quelques centaines de blessés parmi les Allemands des Sudètes. Le 2 juin 1919, à Saint-Germain, les puissances victorieuses apposent leur sceau sur cette annexion des Tchèques. Elles remettent au premier Chancelier autrichien d'après-guerre, le Dr Renner, les « conditions de paix » par lesquelles les Sudètes sont rattachés à la

[169] Documents ODSUN, page 494.
[170] Documents ODSUN, page 502.

Tchécoslovaquie. Le Dr Renner ne laisse rien passer. Le 15 juin, il proteste par une note à Saint-Germain et revendique le droit à l'autodétermination des peuples, proclamé par le Président américain Wilson, également pour les Allemands des Sudètes. Il demande un référendum sur la future appartenance territoriale des régions contestées. Il se réfère également à la décision des députés librement élus de Bohême allemande, selon laquelle leurs circonscriptions veulent faire partie de l'Autriche allemande. Mais les États-Unis et la France, contre la voix de l'Angleterre, se prononcent en faveur des Tchèques et au détriment des Allemands des Sudètes lors de la conférence de Saint-Germain. Ils répondent au Chancelier Renner – comme nous l'avons déjà mentionné précédemment – que le droit à l'autodétermination ne s'applique pas aux vaincus et interdisent un référendum dans les régions où vivent les personnes de langue maternelle allemande. En 1919, plus de trois millions d'Allemands des Sudètes deviennent ainsi citoyens de la Tchécoslovaquie contre leur gré. Ainsi, les valeurs de démocratie et de droit à l'autodétermination, pour lesquelles l'Angleterre, la France et les États-Unis avaient fait combattre leurs hommes avant la victoire, ont perdu leur force normative après la victoire.

Le vote victorieux de Saint-Germain est avant tout le résultat de l'insistance des Tchèques en exil auprès des puissances victorieuses. Masaryk – futur premier Président de la Tchécoslovaquie – et Beneš – futur deuxième Président – ont de bonnes raisons de vouloir compléter leur nouvel État avec la Bohême allemande et les régions habitées par des Allemands en Moravie du Nord et du Sud. La première raison est avant tout « souterraine ». Dans les Sudètes, il existe d'importants gisements de fer, de charbon et de pétrole, d'argent, de plomb, de mercure et de graphite, ainsi qu'une importante industrie chimique, des usines de fer et de verre et des fonderies. Ce n'est qu'après l'annexion des régions allemandes périphériques de la Bohême que la nouvelle Tchécoslovaquie passe du statut de pays agricole à celui de pays industriel. Les quatre cinquièmes de l'industrie du nouvel État se trouvent dans les territoires des Allemands des

Sudètes. La deuxième raison est liée à la topographie du pays. Ce n'est que l'inclusion des bords de la Bohême habités par des Allemands jusqu'à la crête de la Šumava et des monts Métallifères qui donne au nouveau pays une frontière extérieure facile à défendre en cas de guerre.[171] C'est ainsi que plus de trois millions de citoyens germanophones de l'ancien Habsbourg se retrouvent, par la revendication des Tchèques et le verdict des vainqueurs, dans un pays dont ils ne veulent pas faire partie et qui, du reste, ne veut pas d'eux.



Carte 11 : les régions des Sudètes.

Ce sont les ressources minières, l'industrie et la réorganisation du territoire qui poussent les Tchèques à réclamer les Sudètes pour leur nouvel État. Ce ne sont pas les habitants qui y vivent. Depuis la seconde moitié du XIX^e^ siècle, il existe parmi les Tchèques un courant qui considère les Allemands de Bohême comme des « nationaux étrangers » et qui souhaite se séparer d'eux. Cette attitude

[171] Les ressources minières, les industries et la valeur stratégique des régions frontalières sont citées en 1919 par Beneš dans son mémorandum n° 3 à la conférence de Saint-Germain, entre autres, pour justifier la délimitation demandée des frontières. Voir les documents de l'ODSUN, pages 551 et suivantes.

de rejet à l'égard des Allemands des Sudètes est d'autant plus forte que la perspective d'un État propre s'accroît. En 1919, après l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et avant le début de la conférence des vainqueurs à Saint-Germain, cette question est ouvertement débattue dans les publications tchèques. Ainsi, un juriste tchèque du nom de Stihule publie en 1919 un mémoire intitulé « L'État tchécoslovaque dans le droit international », dans lequel il évalue comme suit la position des Bohémiens allemands dans son nouvel État :

> *« ... L'Allemand, en tant qu'ennemi de l'humanité, ne peut pas exercer le droit à l'autodétermination selon ses besoins égoïstes. Ce sont les Slaves aux dépens desquels l'Allemand s'est étendu, et ce tort doit être réparé selon l'opinion de l'humanité, c'est-à-dire que le peuple allemand doit restituer ce territoire à ses propriétaires légitimes. ... Les Allemands vivant dans notre État ne forment pas une individualité historico-politique, qui seule peut être porteuse du droit à l'autodétermination. À l'origine, ce sont des colons ... ».*[172]

Stihule écrit en outre sur l'assimilation des Bohémiens allemands et sur le futur morcellement des zones de peuplement allemandes à l'intérieur des nouvelles frontières. Il termine sa pensée par la phrase :

> *« Si ce processus n'est pas assez rapide, nous procéderons à l'expulsion de l'élément allemand s'il menace notre sécurité nationale ».*

Revenons aux débuts de la Tchécoslovaquie. En 1919, la toute nouvelle nation des Tchèques et des Slovaques est composée de 48 % de Tchèques, 28 % d'Allemands, 14 % de Slovaques, 7 % de Hongrois et 3 % de Ruthènes. Au cours des premières années suivant sa création, le nouveau pays se transforme en un État central aux mains des Tchèques. L'appareil d'État, la police et l'armée sont majoritairement tchèques et ne reflètent en rien la proportionnalité des peuples. L'économie, les écoles et l'administration des villes et des communes, jusqu'alors peuplées exclusivement et majoritairement d'Allemands, sont fortement tchécisées, contre la volonté de la

[172] Documents ODSUN pages 539 et suivantes.

population résidente et aussi contre les garanties de la Constitution. Trois cent cinquante-quatre écoles primaires et quarante-sept collèges allemands doivent fermer[173], environ 40 000 fonctionnaires allemands sont révoqués. Les villes allemandes sont rebaptisées et reçoivent des noms tchèques. Eger devient Cheb, Aussig devient Usti et ainsi de suite. Les noms de rues allemands sont également changés. Toutes les acquisitions de terres allemandes depuis 1620[174] sont expropriées dans le cadre d'une réforme agraire et « restituées » à la population tchèque[175]. La réforme comprend également le partage des grands domaines de Bohême, de Moravie et de Slovaquie, les terres redistribuées étant jusqu'alors détenues à 43 % par des Allemands, à 42 % par des Hongrois, et seuls 15 % de l'expropriation concernent des Tchèques. Les dispositions des traités de Saint-Germain et de Trianon visant à faire de la Tchécoslovaquie un État fédéral avec des droits égaux pour tous les peuples ne seront jamais appliquées. Même l'esprit de la Constitution tchécoslovaque n'a plus d'influence ici.

Même les Slovaques, dont l'entente avait d'abord conduit à la création de cet État, restent longtemps à l'écart de la répartition du pouvoir. Les tensions entre les Tchèques d'une part et les Slovaques et les Ruthènes d'autre part conduisent à la dissolution de la Tchécoslovaquie en 1939. Mais nous y reviendrons.

Les Tchèques ne sont pas non plus satisfaits des minorités trop nombreuses et trop importantes pour leur État. La « minorité » des Allemands de Bohême leur pose particulièrement problème. Dès 1920, on entend et on lit des plaintes sur la réticence des Allemands à utiliser le tchèque dans les administrations et les écoles et à accepter des maires et des fonctionnaires tchèques dans les districts et les communes où ils sont encore majoritaires. On reproche aux Bohémiens allemands d'être déloyaux envers leur nouvel État et de vouloir se rattacher à l'Autriche ou à l'Allemagne.

---

[173] Bernhardt, page 31.

[174] En 1620, pendant la guerre de 30 ans, la ligue catholique vainc les protestants de Bohême à la bataille de la Montagne Blanche.

[175] Benoist-Méchin, tome 6, page 50.

Dans les années 1920 et 1930, les Allemands des Sudètes sont de plus en plus mécontents de la domination et de l'autosuffisance des Tchèques dans le nouvel État. Le groupe ethnique allemand s'articule d'abord de manière fragmentée en plusieurs partis. Il reste ainsi longtemps sans influence politique. Ce n'est qu'en 1933 qu'un Allemand des Sudètes de 35 ans, Henlein, parvient à rassembler les citoyens germanophones de Tchécoslovaquie dans un mouvement qu'il nomme le « Front de la patrie des Sudètes ». Henlein reconnaît la Tchécoslovaquie comme l'État des Allemands des Sudètes, mais il tente de préserver et, si nécessaire, d'imposer la culture, le droit à la patrie, le statut économique et les emplois de la population allemande dans leur nouvel État[176]. Le « Sudetendeutsche Heimatfront » (Front de la patrie des Sudètes) donne bientôt naissance au « Sudetendeutsche Partei » (SdP), qui devient le premier parti du pays en nombre de voix dès les élections de mai 1935. L'essor du SdP est provoqué par le gouvernement de Prague contre son gré. Il dissout deux des partis allemands et pousse les électeurs vers le nouveau[177]. En juillet 1936, le SdP devient, avec 44 sièges, le groupe parlementaire le plus important à l'Assemblée nationale de Prague.

En février 1937, Henlein tente de présenter une « loi de protection du peuple » à l'Assemblée nationale de Prague. Le projet de loi demande la transformation de la constitution et l'autonomie des nombreux peuples de cet État. La proposition est explosive pour la Tchécoslovaquie, car outre les Allemands des Sudètes, le pays compte également des Hongrois, des Ruthènes et des Slovaques, qui ne supportent pas la politique de centralisation et la tchékisation dans leur pays. En septembre 1937, un entretien infructueux a lieu entre Henlein et le Premier ministre Hodja sur la question de l'autonomie allemande. Hodja refuse ensuite d'autres entretiens sur cette question. En octobre, la campagne électorale pour les élections municipales donne lieu à une confrontation ouverte entre Tchèques et Allemands

[176] Benoist-Méchin, tome 6, page 59.

[177] Les partis dissous par le gouvernement tchécoslovaque en 1935 sont le Parti national allemand et le Parti national-socialiste ouvrier allemand.

des Sudètes. Henlein, qui se bat encore à l'époque pour l'avenir des Allemands au sein de la Tchécoslovaquie, envoie alors un ultimatum formel au Président Beneš, lui demandant de déclarer l'autonomie interne des Sudètes. Beneš ne répond même pas à l'ultimatum de Henlein.

La lettre de Henlein à Beneš tombe immédiatement et à l'insu de Henlein dans les mains de la presse du territoire allemand du Reich et y est publiée avant même d'avoir été soumise à Beneš, donnant ainsi la fausse impression que Henlein collabore avec le Reich allemand. Le chef des Allemands des Sudètes ne peut plus se laver de ce soupçon. Comme il n'a pas trouvé une oreille attentive auprès de Hodja ni de Beneš, et qu'il ne la trouvera manifestement pas, et qu'il est de toute façon considéré comme un collaborateur des Allemands, Henlein adresse le 19 novembre 1937 une demande écrite à Hitler pour qu'il soutienne la population allemande en Tchécoslovaquie[178]. C'est son premier appel à l'aide vers l'extérieur, le dernier pas avant la demande officielle de rattachement des Sudètes à l'Empire allemand.

L'ingérence allemande dans la crise tchèque des Sudètes

En février 1938, Hodja et Beneš proposent aux Allemands des Sudètes des concessions concernant le maintien et la reconnaissance de la langue et de la culture allemandes, mais ils assortissent cette offre d'un rejet cinglant de toutes les demandes d'autonomie des nations au sein de la Tchécoslovaquie. La reconnaissance de la langue et de la culture allemandes n'est cependant que ce à quoi les Allemands des Sudètes auraient de toute façon déjà eu droit selon la constitution tchécoslovaque. Désormais, les concessions culturelles ne suffisent plus à gagner la population sudète. Le chômage et la détresse matérielle des Allemands, économiquement défavorisés par l'État tchèque dans leurs propres régions, aggravent le conflit. Des manifestations spontanées d'Allemands des Sudètes ont lieu à Eger (aujourd'hui Cheb), Reichenberg (aujourd'hui Liberec), Aussig

[178] ADAP, série D, volume II, document 23.

(aujourd'hui Usti) et Komotau (aujourd'hui Chomutov). Les Tchèques réagissent durement par des interventions policières, des perquisitions, des arrestations et des procès. La crise multiethnique de la Tchécoslovaquie passe ainsi sans crier gare d'un conflit politique à un conflit violent ouvert.

Le 20 février 1938, Hitler s'exprime pour la première fois publiquement sur le sort des Allemands en Tchécoslovaquie. Dans un discours au Reichstag[179], il prend position sur la situation des Allemands en Autriche et en Tchécoslovaquie :

> *« Deux des États situés à nos frontières englobent à eux seuls une masse de 10 millions d'Allemands. Jusqu'en 1866, ils étaient encore unis à l'ensemble du peuple allemand au sein d'une confédération de droit public. Contre leur propre volonté, ils ont été empêchés par des traités de paix de s'unir à l'Empire – la séparation de l'Empire sur le plan du droit constitutionnel ne peut pas conduire à une privation de droits sur le plan de la politique nationale. Cela signifie que les droits généraux d'autodétermination des peuples, qui nous ont d'ailleurs été garantis dans les 14 points de Wilson comme condition préalable à l'armistice, ne peuvent pas être ignorés simplement parce qu'il s'agit ici d'Allemands. ...*
>
> *De même que l'Angleterre défend ses intérêts sur l'ensemble du globe, l'Allemagne actuelle saura elle aussi défendre et préserver ses intérêts, même s'ils sont beaucoup plus limités. Et parmi ces intérêts de l'Empire allemand figure également la protection des citoyens allemands qui ne sont pas en mesure de s'assurer par eux-mêmes le droit à une liberté humaine, politique et idéologique générale. »*[180]

En ce qui concerne les dix millions d'Allemands de l'étranger mentionnés, tout le monde sait, dans le pays et à l'étranger, que Hitler parle non seulement des six millions d'Autrichiens allemands, mais aussi des plus de trois millions d'Allemands des Sudètes.

Malgré la pique lancée à l'Angleterre, le Chancelier allemand rencontre également la compréhension d'une partie de l'opinion

[179] Il s'agit du premier discours jamais retransmis à la télévision, même si ce n'est qu'à Berlin.
[180] Domarus, tome 1, pages 801 et suivantes.

publique britannique avec son intervention en faveur des Allemands en Tchécoslovaquie. Ainsi, le 6 mai 1938, le tsar des médias anglais Rothermere commente dans le *Daily Mail* :

> *« Les Allemands sont un peuple très patient. Je ne peux pas non plus imaginer un seul instant que la Grande-Bretagne aurait regardé tranquillement pendant vingt ans trois millions et demi de Britanniques vivre sous la coupe d'un peuple abhorré jusqu'à la moelle, parlant une langue étrangère et ayant une vision nationale du monde totalement différente. Pour autant que je connaisse mes compatriotes, ils seraient intervenus au bout de quelques années contre un tel viol ».*

Dans son discours de février devant le Reichstag, Hitler ne demande pas encore l'annexion. Il ne jette pas d'huile sur le feu. Il demande seulement le droit à l'autodétermination des Allemands de l'étranger et se réfère très habilement à la promesse antérieure du Président américain Wilson.

Le fait que Hitler se soit déjà exprimé sur une future guerre contre la Tchécoslovaquie devant le Ministre des affaires étrangères von Neurath et les plus hauts généraux et amiraux de la Wehrmacht un trimestre plus tôt, le 5 novembre 1937, n'est pas connu du public jusqu'à présent[181]. Dans ce discours secret, Hitler avait révélé aux généraux qu'il considérait la Tchéquie comme une menace envers l'Allemagne en cas de conflit armé ultérieur contre l'Angleterre ou la France, et qu'il prévoyait de l'annexer si l'occasion se présentait. Le 5 novembre 1937, les préparatifs d'une telle conquête de la Tchéquie ne sont toutefois pas encore mentionnés, et encore moins ordonnés. Henlein n'a pas entendu parler de ce discours secret de Hitler et n'en entendra pas parler plus tard. Depuis ce discours public de Hitler au Reichstag du 20 février 1938, il sait seulement qu'il peut compter à l'avenir sur le soutien du gouvernement allemand du Reich.

Le 12 mars 1938, l'Autriche est annexée à l'Allemagne. Mais même après l'annexion de l'Autriche, à laquelle les Allemands des Sudètes se

[181] Le discours de Hitler consigné par le colonel Hoßbach, voir Domarus tome 1, pages 748 et suivantes.

sentent toujours appartenir, ils ne demandent d'abord publiquement rien de plus que leur autonomie administrative au sein de la Tchécoslovaquie. En demander plus aurait été de la haute trahison. L'annexion de l'Autriche à l'Allemagne met néanmoins le thème de la « Tchécoslovaquie » à l'ordre du jour à Londres, Paris et Moscou. On y soupçonne – à juste titre – que Hitler pourrait ensuite conquérir la Tchécoslovaquie à cause des Allemands des Sudètes et pour se débarrasser des Tchèques dans son propre dos. Dès l'annexion de l'Autriche, l'Allemagne est donc soupçonnée de vouloir s'en prendre à la Tchécoslovaquie. Dès lors, des discussions sont en cours entre Prague, Londres, Moscou et Paris pour savoir comment s'y opposer si cela devait arriver.

Deux semaines après l'annexion de l'Autriche, le 28 mars 1938, a lieu la première rencontre officielle entre le dirigeant des Sudètes Henlein et le Führer Adolf Hitler. Là encore, il n'est pas question d'un rattachement des Sudètes au Reich allemand[182]. Mais Hitler apprend entre-temps que les Allemands des Sudètes veulent être rattachés à l'Allemagne et à l'Autriche qui viennent de s'unir pour former le « Grand Reich allemand ». Il n'est cependant pas sûr de la réaction de la France, de l'Union soviétique et de l'Angleterre à un tel rattachement. Il n'ose donc pas encore demander publiquement ce rattachement, ni même le réaliser. Hitler et von Ribbentrop conseillent cependant à Henlein de poser un maximum d'exigences au gouvernement de la Tchécoslovaquie, dont l'objectif est « la liberté totale des Allemands des Sudètes ». Pour le reste, Hitler fait patienter Henlein :

> *« Le Reich n'interviendra pas de lui-même. Henlein est d'abord lui-même en charge de ces évènements. »*[183]

Hitler joue secrètement un double jeu depuis la réunion générale de novembre 1937 mentionnée plus haut. Alors qu'il continue à garder le silence vis-à-vis de Henlein, il modifie en décembre 1937 les

[182] ADAP, série D, volume II, document 107.
[183] Ibid.

directives au sein de la Wehrmacht. Il ordonne pour la première fois d'élaborer des plans pour une conquête ultérieure de la Tchécoslovaquie « et de résoudre ainsi le problème de l'espace allemand ».[184] Jusqu'à présent, la Wehrmacht n'a envisagé et préparé une guerre contre la Tchécoslovaquie que dans le cadre d'éventuelles intentions de guerre des Français. Dans un tel scénario, la Tchécoslovaquie a toujours été le deuxième ennemi dans une guerre sur deux fronts redoutée par les Allemands. Avec la nouvelle directive de Hitler du 21 décembre 1937[185], la Tchécoslovaquie devient son propre objectif de guerre et de conquête. Désormais, il ne s'agit plus seulement du « retour » des Allemands des Sudètes. La Tchécoslovaquie est désormais à l'ordre du jour de Hitler en tant qu'extension de l'espace vital allemand et en tant que risque militaire durable pour la sécurité de l'Allemagne. La nouvelle directive laisse ouverte la question du moment d'une attaque allemande. L'un des passages est le suivant :

> *« Si la situation politique n'évolue pas en notre faveur, ou seulement lentement, le déclenchement du 'cas vert' [*Grünfall*] de notre part devra donc être encore repoussé de plusieurs années ».*[186]

Vert [Grün] est désormais le nom de couverture de la Wehrmacht pour la Tchécoslovaquie. Hitler fait préparer en interne la conquête de la Tchécoslovaquie et n'exige rien de plus à l'extérieur et en public que le gouvernement de Prague « traite décemment les Allemands des Sudètes ». Le 21 avril 1938, Hitler donne l'ordre au colonel général Keitel, chef du haut commandement de la Wehrmacht, de s'occuper de la Tchécoslovaquie. Il doit – selon Hitler – faire étudier la possibilité d'une attaque de la Wehrmacht contre la Tchécoslovaquie[187]. Le procès-verbal de l'entretien porte le titre

---

184 TMI, volume XXXIV, document 175-C.
185 ADAP, série D, volume VII, page 547 (annexe 1 à la directive correspondante du 7 décembre 1937).
186 Ibid.
187 Domarus, tome 1, pages 851 et suivantes et Keitel, page 222.

« Principes de base de l'étude, 'Grün' ».

Hitler laisse également, lors de ce premier entretien, la question de la date d'une telle entreprise totalement ouverte. Il dit à Keitel « qu'il n'a pas l'intention d'attaquer pour le moment » et qu'il pense attendre un incident tchèque pour agir[188]. Le procès-verbal de cet entretien entre Hitler et Keitel commence par la phrase suivante :

> *« L'invasion stratégique à l'improviste, sans aucune raison ni possibilité de justification, est rejetée ».*[189]

Pour justifier les préparatifs d'un conflit armé contre la Tchécoslovaquie, Hitler invoque deux raisons différentes auprès de Keitel. La première est l'inquiétude quant au sort des Allemands des Sudètes. La seconde concerne l'importance stratégique de la Tchécoslovaquie pour l'Allemagne. Hitler parle ici de la

> *« situation intenable pour nous, lorsque le grand conflit à l'Est aura lieu… surtout avec le bolchevisme. Il est convaincu que c'est de là que vient le plus grand danger pour le Reich. La Tchécoslovaquie sera alors le tremplin de l'Armée rouge et le terrain d'atterrissage de sa force aérienne".*[190]

Hitler fait ainsi comprendre une nouvelle fois, après son discours déjà mentionné et consigné par le colonel Hoßbach, qu'il ne considère pas la Tchéquie comme un problème pour l'Allemagne uniquement à cause des Allemands des Sudètes. Il considère ce pays voisin de l'Est avant tout comme un allié des États qui sont idéologiquement ou politiquement en opposition avec l'Allemagne. Et il voit dans la Tchéquie un « nouvel espace vital à l'Est ».

Henlein ne se doute pas encore de tout cela. Il continue à se battre pour l'autonomie complète des Allemands des Sudètes au sein de la Tchécoslovaquie.

Henlein profite du congrès suivant du SdP à Carlsbad pour annoncer un catalogue de revendications en huit points au

---

188 TMI, volume X, page 569.
189 ADAP, série D, volume II, document 133.
190 Keitel, page 222.

gouvernement de Prague. Dans ce « programme de Karlovy Vary » du 24 avril 1938, dont Henlein dit d'emblée qu'il s'agit de revendications minimales, il demande :

1. la pleine égalité des droits du groupe ethnique allemand avec le peuple tchèque,

2. la reconnaissance du groupe ethnique allemand en tant que personne juridique,

3. la détermination et la reconnaissance du territoire de colonisation allemand,

4. la mise en place d'une administration autonome allemande dans la zone d'implantation allemande, dans la mesure où il s'agit des affaires du groupe ethnique allemand,

5. des dispositions légales de protection pour les Allemands des Sudètes résidant en dehors des zones de peuplement allemandes fermées,

6. la réparation des dommages causés par l'injustice au groupe ethnique allemand depuis 1918,

7. les employés publics allemands dans les territoires allemands ; et

8. la pleine liberté de revendiquer le caractère national allemand et la vision du monde allemande.[191]

Henlein ne demande pas encore le rattachement des Sudètes à l'Empire allemand. Ce qu'il demande reste dans le cadre des 14 points Wilson, dans le cadre du droit à l'autodétermination des peuples et dans le cadre de l'« accord de Pittsburgh » tchéco-slovaque de 1918, dans lequel l'autonomie a été garantie aux peuples au sein de la Tchécoslovaquie selon le modèle des cantons suisses. Mais dans l'ombre et à l'insu de Henlein, Adolf Hitler attend que les Tchèques se livrent eux-mêmes à lui un jour ou l'autre par leurs propres erreurs.

[191] Documents ODSUN, page 719.

L'escalade tchécoslovaque

Le programme de Karlovy Vary a un impact énorme. Sitôt connu, les représentants des Slovaques, des Polonais et des Hongrois au Parlement de Prague demandent à bénéficier de la même autonomie. Au cours des deux semaines suivantes, les gouvernements de Londres et de Paris pressent à plusieurs reprises le gouvernement tchécoslovaque de négocier avec les Allemands des Sudètes et de trouver une solution rapide et pacifique aux problèmes des

Fig. 4 : Konrad Henlein se rendant à un meeting du parti des Sudètes le 6 mai 1938 à Asch.

nationalités. Le Premier ministre Hodja cède et présente au gouvernement anglais un projet de Constitution fédérale afin de sauver ce qui peut l'être. Mais Henlein ne croit pas le gouvernement tchécoslovaque capable de faire des efforts sincères et refuse de discuter du projet de constitution de Hodja. Au lieu de cela, il se rend à Londres pour donner une image de la situation des Allemands des Sudètes sous la domination des Tchèques.

Le tableau est vraiment sombre à cette époque. Du 1er au 31 mai 1938, lors d'attaques en Tchécoslovaquie, trois Allemands des Sudètes sont tués et cent trente blessés, dont beaucoup grièvement. En outre, on recense une quarantaine d'agressions et de mauvais traitements infligés à des citoyens des Sudètes.[192]

Le 20 mai 1938, Hitler réfléchit à une nouvelle opération militaire contre la Tchécoslovaquie. Il élabore une nouvelle directive pour le « cas vert ». Ses « conditions » sont encore telles qu'il laisse aux Tchèques le soin de creuser leur propre tombe. La directive commence par la déclaration suivante :

> *« Il n'est pas dans mon intention de démanteler la Tchécoslovaquie sans provocation par une action militaire dans un avenir proche, à moins qu'une évolution inéluctable des conditions politiques au sein de la Tchécoslovaquie ne l'y contraigne ».*[193]

Hitler ne peut pas savoir ce jour-là qu'exactement au même moment, le Dr Beneš est déjà en train de lui fournir une occasion de passer à l'étape allemande suivante.

Le 20 mai, le Président Beneš mobilise l'armée tchécoslovaque, appelle 180 000 réservistes à prendre les armes et prétend que de son côté, l'Allemagne s'est déjà mobilisée. Le ministère tchèque de la Guerre ajoute que l'armée allemande est déjà en marche vers la Tchécoslovaquie avec huit à dix divisions[194]. Mais ces deux informations sont fausses[195]. Par cette manœuvre, Beneš a tenté de rallier les Britanniques, les Russes et les Français à sa cause et contre les Allemands des Sudètes.

Le lendemain, les journaux européens et américains rapportent que le « non clair » des Tchèques a forcé Hitler à renoncer à la conquête de la Tchécoslovaquie. Hitler avait « cédé » et ses déclarations sur la

---

192 Bernhardt, page 210.

193 Domarus, tome 1, page 863.

194 Henderson, page 135.

195 Les ambassadeurs d'Angleterre et de France à Berlin font vérifier la nouvelle de la prétendue mobilisation allemande par leurs attachés militaires sur place. La nouvelle des Tchèques s'avère fausse. Voir Henderson, page 135 et Rassinier, page 177.

question des Sudètes n'étaient « que du vent »[196]. Deux ans plus tard, l'ambassadeur britannique à Berlin, Henderson, commente cet évènement dans ses mémoires en ces termes :

> *« C'est surtout la jubilation de la presse qui a donné à Hitler l'excuse pour sa pire incursion de l'année, et qui l'a définitivement poussé à franchir la frontière entre les négociations pacifiques et l'utilisation de la force ... Les Allemands ne s'étaient jamais mobilisés et ... ils n'avaient en réalité à l'époque pas la moindre intention de tenter un coup de main contre la Tchécoslovaquie. ... Nous avions crié prématurément 'Le loup arrive, le loup arrive'. ... La campagne de presse contre l'Allemagne a eu deux conséquences désastreuses. Elle servit d'excuse à Hitler pour une solution violente, elle encouragea fatalement les Tchèques à se sentir en sécurité dans leur situation, et elle renforça Beneš dans sa réticence à satisfaire les Allemands des Sudètes ».*[197]

Hitler, qui n'avait jusqu'alors rien entrepris contre la Tchécoslovaquie, s'aperçoit très bien que Beneš veut mettre la France et l'Angleterre de son côté et mettre l'Allemagne en difficulté avec cette rumeur de guerre. Il est indigné et ne tarde pas à agir. Le 28 mai, une semaine après la mobilisation des troupes en Tchécoslovaquie, il convoque à la chancellerie du Reich les chefs des trois branches de la Wehrmacht et d'autres officiers supérieurs, ainsi que le Ministre des affaires étrangères et son prédécesseur. Hitler annonce à ces messieurs que, face aux menaces des Tchèques, il a maintenant décidé de « liquider la Tchéquie à la vitesse de l'éclair » si l'occasion se présente[198]. Au cours de cette réunion générale du 28 mai, Hitler ne mentionne pas une seule fois le sort des Allemands des Sudètes. Il s'agit pour lui, ce jour-là et dans ce cercle, d'une autre question. Il s'agit uniquement d'évaluer l'importance stratégique de la Tchécoslovaquie dans les futurs affrontements entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Hitler parle de la résistance que les Britanniques et les Français opposeront à la poursuite de la montée en puissance de l'Allemagne, surtout lorsqu'il s'agira un jour de réclamer

196 Benoist-Méchin, tome 6, page 103.
197 Henderson, page 140 et suivantes.
198 BA-MA, N 28/3, page 25.

les colonies allemandes annexées par les deux puissances ou de les remplacer en Europe de l'Est. Hitler considère qu'un conflit armé entre l'Allemagne d'une part et la France et la Grande-Bretagne d'autre part est très probable dans ce cas. Et la Tchécoslovaquie, avec environ quarante-cinq divisions, se trouve alors du côté des adversaires de l'Allemagne, et plus précisément dans le dos de l'Allemagne. Hitler avait déjà exprimé la même idée dans le discours déjà cité du 5 novembre 1937 devant les généraux. À présent, la Tchécoslovaquie, après s'être mobilisée le 20 mai et avoir montré les dents à l'Allemagne sans raison allemande, est mûre, selon Hitler, pour disparaître comme facteur de risque dans le dos de l'Allemagne. Le contenu de cette réunion générale de mai 1938 permet de comprendre pourquoi, six mois plus tard, Hitler n'est toujours pas satisfait lorsque les Sudètes lui sont attribués lors de la conférence de Munich. Pour Hitler, les Sudètes ne sont qu'une partie du problème tchèque. Ce qui l'intéresse en réalité à l'été 1938, c'est le danger qui plane aux portes arrière de l'Allemagne. Il s'agit de la Tchéquie.

Le 30 mai 1938, Hitler ordonne à Keitel de préparer discrètement la Wehrmacht à une attaque contre la Tchécoslovaquie, de sorte qu'une campagne puisse être lancée à partir du 1er octobre 1938. Il ordonne en outre d'accélérer la construction du Westwall, un vaste dispositif de défense contre la France. Il craint que les Français n'assistent pas à un conflit germano-tchèque sans envahir eux-mêmes l'Allemagne.

En mai 1938 encore, le gouvernement britannique est informé des préparatifs allemands en vue d'un conflit avec la Tchécoslovaquie. C'est peut-être la raison pour laquelle il envoie le 3 août une commission dirigée par l'ambassadeur spécial Runciman à Prague afin d'y déterminer l'état des divergences tchéco-sudètes et, si nécessaire, de jouer les médiateurs. Les négociations de Runciman n'aboutissent à rien dans l'intérêt des Allemands des Sudètes, « à part des amabilités superficielles de part et d'autre ».[199] Lord Runciman apprend très vite

[199] Henderson, page 143.

qu'une conciliation entre Tchèques et Allemands des Sudètes n'est plus possible. Jusqu'à la fin du mois d'août, c'est surtout le Président Beneš qui fait la sourde oreille et refuse de faire des concessions aux citoyens allemands de son État. Lorsque Beneš finit par céder, ce sont les représentants des Allemands des Sudètes qui veulent dans l'intervalle le rattachement à l'Allemagne et ne montrent plus aucun intérêt pour les concessions faites par les Tchèques. C'est le moment pour Runciman d'interrompre son voyage. Il constate qu'il n'y a plus d'espoir d'entente entre les Tchèques et les Allemands des Sudètes. Le rapport de Runciman du 21 septembre 1938 est accablant pour les Tchèques. Il attribue certes à Henlein la responsabilité exclusive de l'interruption finale des discussions. Mais il écrit aussi :

> *« ... Mon impression est que l'administration tchèque dans la région des Sudètes, même si elle n'a pas été activement oppressive et certainement pas 'terroriste' au cours des vingt dernières années, a néanmoins fait preuve d'un tel manque de tact et de compréhension et de tant d'intolérance et de discrimination mesquines que le mécontentement de la population allemande devait inévitablement se transformer en révolte. Les Allemands des Sudètes ont également remarqué que de nombreuses promesses leur avaient été faites par le passé par le gouvernement tchécoslovaque, mais qu'il n'y avait eu que peu ou pas de suite à ces promesses ».*[200]

Il poursuit en disant que l'on a placé des fonctionnaires et des policiers tchèques ne connaissant pas l'allemand dans des districts purement allemands, que l'on a installé des Tchèques dans des régions allemandes, que l'on a favorisé les entreprises tchèques lors de l'attribution de contrats d'État, que l'on a concentré les aides sociales sur les Tchèques, et ainsi de suite.

> *« Même maintenant, »* déplore Runciman, *« à l'époque de ma mission, je n'ai trouvé aucune volonté de la part du gouvernement tchèque de remédier à cette situation de manière exhaustive ».*

[200] Documentation Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume II, Annexe II, Document IV.

Runciman conclut en recommandant que les districts frontaliers dont la population est majoritairement allemande soient immédiatement séparés de la Tchécoslovaquie et rattachés à l'Allemagne. Pour d'autres régions où les Sudètes ne constituent pas la grande majorité, il propose des référendums et un statut autonome au sein de ce qui reste de la Tchécoslovaquie.[201]

Outre la question des Sudètes, les divergences entre Tchèques et Slovaques ébranlent la Tchécoslovaquie, qui porte le nom des deux peuples. Les Slovaques rappellent le traité de Pittsburgh de 1918, dans lequel les représentants des deux peuples avaient convenu d'un État commun avec des nations égales. Les Tchèques n'ont jamais respecté ce « contrat de mariage » avec les Slovaques, et c'est maintenant la rançon tardive. Le 5 juin 1938, des représentants des Slovaques se réunissent en congrès à Bratislava et exigent l'égalité des droits avec les Tchèques et l'autonomie pour les Slovaques. Le Premier ministre Hodja, lui-même slovaque, craint les conséquences de cette revendication et dénie aux délégués de Bratislava le mandat pour les Slovaques. Ainsi, sans l'intervention de l'Allemagne, le dernier lien qui aurait permis aux deux nations titulaires, les Tchèques et les Slovaques, de se retrouver est rompu.

Alors que lord Runciman tente une médiation entre les Tchèques et les Allemands des Sudètes à Prague, un congrès du NSDAP se tient à Nuremberg du 5 au 12 septembre 1938. Le discours de Hitler à la fin de l'évènement est certes dur, mais Hitler ne demande toujours que le droit à l'autodétermination du groupe de population allemand au sein de la Tchécoslovaquie. Il ne demande pas le rattachement au Reich, il n'insiste pas sur un référendum, il ne pose pas d'ultimatum. Les phrases clés de ce discours sur le problème du pays voisin sont les suivantes :

> *« ... Ce que les Allemands demandent, c'est le droit à l'autodétermination concédé à tout autre peuple. ... Je demande que l'oppression des trois millions et demi d'Allemands en Tchécoslovaquie cesse et qu'elle soit remplacée par le libre*

[201] Ebda. Und François-Poncet, p. 370.

droit à l'autodétermination. ...

Pour le reste, il appartient au gouvernement tchécoslovaque de s'adresser aux représentants désignés des Allemands des Sudètes et de parvenir à un accord d'une manière ou d'une autre ».[202]

Mais Hitler ne manque pas non plus d'avertir. Il dit plus loin :

« Les Allemands en Tchécoslovaquie ne sont ni sans défense ni abandonnés. Soyez en conscients ».

Pour l'étranger, ce discours laisse également la voie de la paix ouverte, et même à l'intérieur du pays, personne ne peut encore en déduire que l'objectif de Hitler est en réalité un assujettissement de la Tchéquie dans un avenir proche. Après tout, Hitler avait déjà ordonné une semaine auparavant, le 3 septembre, au chef du haut commandement de la Wehrmacht, le général Keitel, et au commandant en chef de l'armée de terre, le colonel général von Brauchitsch, d'amener des éléments de la Wehrmacht si près de la Tchécoslovaquie avant le 28 septembre qu'ils pourraient, le cas échéant, y entrer après deux jours de marche supplémentaires.

Hitler observe depuis des mois l'aggravation des tensions entre Tchèques et Slovaques, entre Tchèques et Allemands des Sudètes et le mécontentement des Hongrois, Polonais et Ukrainiens en Tchécoslovaquie. Il est manifestement certain que les Tchèques lui fourniront bientôt eux-mêmes la raison de l'invasion. C'est pourquoi, dans ses discours publics, il se garde bien de réclamer le rattachement.

Pendant ce temps, la Tchécoslovaquie continue de bouillonner. Le 15 septembre, le leader des Sudètes Henlein demande ouvertement le rattachement au Reich allemand dans un discours radiodiffusé. Le gouvernement tchèque tente alors de l'arrêter. Henlein s'enfuit en Allemagne et avec lui quelques milliers de jeunes Allemands des Sudètes en âge de faire leur service militaire.

---

[202] Domarus, tome 1, page 904.

L'ingérence de l'Angleterre et de la France

En France et en Angleterre, on est cependant conscient du danger que Hitler et la Wehrmacht fassent ce que demandent Henlein et les Allemands des Sudètes. Le gouvernement français, qui sait grâce à des sondages précédents à Londres que les Britanniques ne sont pas prêts à défendre le chauvinisme des Tchèques, se sent incapable de se battre seul pour la Tchécoslovaquie. Bien que le gouvernement français connaisse les raisons de la menace de désintégration de la Tchécoslovaquie, il veut absolument maintenir cet État en vie en tant qu'allié dans le dos de l'Allemagne. Ainsi, le 14 mars 1938, le Premier ministre français Blum assure encore le plus sérieusement du monde à l'ambassadeur tchèque à Paris que la France remplira sans réserve ses obligations militaires envers la Tchécoslovaquie si l'Allemagne devait prendre les armes à cause des Allemands des Sudètes[203]. Mais dès le lendemain, la situation se renverse. Lors de la conférence du Comité permanent de défense à Paris le 15 mars, le Premier ministre Blum et les ministres et généraux présents arrivent à la conclusion que les forces armées françaises sont trop faibles pour une guerre sur deux fronts menée par la France et la Tchécoslovaquie contre l'Allemagne et que le Westwall est désormais trop solide pour repousser une attaque française. Ils jugent la situation de telle sorte que l'Espagne et l'Italie pourraient poignarder la France dans le dos, que la Pologne attaquerait la Tchécoslovaquie du côté allemand, que la Belgique ne tolérerait pas un passage français, que les possibilités d'aide de l'Union soviétique sont douteuses, que l'Angleterre ne se laisse pas engager dans un soutien concret et que l'on ne peut donc pas venir en aide aux Tchèques eux-mêmes[204]. Ainsi, la France n'est plus prête à rester fidèle à l'alliance avec la Tchécoslovaquie, même si Blum l'avait promis la veille.

Le gouvernement anglais, sous la direction de Chamberlain, ne se sent pas obligé de signer un traité avec les Tchèques et n'est pas prêt

---

[203] Mémoires de Churchill, page 335.

[204] Benoist-Méchin, tome 6, pages 169-178 et Gamelin, pages 322 et suivantes.

pour une guerre contre l'Allemagne. Chamberlain ne le cache d'ailleurs pas aux Français. Pendant ce temps, le gouvernement français change. Lorsque le Premier ministre français Daladier, fraîchement entré en fonction, se rend à Londres les 28 et 29 avril 1938 pour tenter une nouvelle fois de convaincre les Britanniques d'accepter une déclaration de garantie pour l'existence de la Tchécoslovaquie, Chamberlain, lors des entretiens, lui répond :

> *« Jamais le peuple anglais, encore moins les dominions, ne déclencheront une guerre pour empêcher les peuples d'Europe centrale d'exprimer leur volonté par référendum. ... Si Beneš, comme il s'y était engagé en 1919, avait traité de manière libérale les minorités allemandes qu'il avait annexées, la crise actuelle n'aurait pas eu lieu. Mais il y a encore une autre considération à prendre en compte. L'Angleterre a désarmé entre 1925 et 1935. Les nouveaux programmes d'armement maritime et aérien viennent tout juste d'être lancés. Ce n'est que lorsque ces programmes seront terminés que l'Angleterre pourra envisager une nouvelle guerre ».*[205]

Mais le gouvernement anglais fait savoir à plusieurs reprises aux gouvernements français et allemand qu'il se rangera aux côtés de la France en cas de guerre dans laquelle elle interviendrait.[206] Ainsi, selon le gouvernement en place, l'Angleterre a intérêt à ce que le conflit entre les nombreux peuples au sein de la Tchécoslovaquie ne déclenche pas une réaction en chaîne, dans laquelle les Tchèques entraîneraient d'abord les Français, puis les Français les Britanniques dans une guerre contre l'Allemagne. Seul un groupe de politiciens de l'opposition autour de Winston Churchill estime déjà en Angleterre que la Grande-Bretagne doit immédiatement conclure une « grande alliance » avec la France et l'Union soviétique pour faire la guerre à l'Allemagne. Et la France ne cesse de bercer d'illusions les Tchèques et les Slovaques. Le Premier ministre Daladier réitère encore une fois, contre toute évidence, la promesse de troupes françaises faite au

[205] Benoist-Méchin, tome 6, page 185.
[206] Henderson, page 132.

gouvernement tchécoslovaque en mars dernier et déclare, le 12 juin 1938 :

> *« Les engagements de la France envers la Tchécoslovaquie sont sacrés et ne peuvent être contournés ».*[207]

La première tentative de médiation de Chamberlain et la proposition de Beneš relative à l'expulsion des Allemands des Sudètes

Chamberlain voit avec réalisme que les évènements s'orientent désormais vers une guerre qui forcerait les Britanniques à se ranger du côté des Tchèques contre leur gré. Les Allemands des Sudètes réclament ouvertement leur rattachement au Reich. La Wehrmacht est « l'arme au pied » pour intervenir auprès des Tchèques. La situation s'aggrave et de nouveaux affrontements éclatent. Le gouvernement tchèque décrète alors la loi martiale dans treize districts des Sudètes. Dans cette situation, le Premier ministre Chamberlain tente de sauver ce qui peut l'être.

Dans la nuit du 13 au 14 septembre, Chamberlain écrit une lettre à Hitler et se propose de venir immédiatement en Allemagne afin de chercher avec lui une solution pacifique aux problèmes en suspens en Tchécoslovaquie. Il prend cette initiative sans en discuter au préalable avec son Secrétaire d'État au Foreign Office ni même avec l'ensemble du cabinet. Hitler approuve immédiatement et invite le Premier ministre anglais à Berchtesgaden le lendemain. Il envisage même de se rendre lui-même en Angleterre pour soulager Chamberlain, qui aura bientôt 70 ans, des désagréments d'un tel voyage.

Le 15 septembre, Chamberlain et Hitler se rencontrent pour la première fois en personne. Sur proposition du Führer, l'entretien entre les deux hommes a lieu en tête-à-tête. Le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop et Wilson, le conseiller en politique étrangère de Chamberlain, ne sont pas invités. Seul un interprète est

---

[207] Mémoires de Churchill, page 355. L'ambassadeur François-Poncet situe une telle promesse en date du 12 juillet 1938, voir François-Poncet, page 370.

présent. Ainsi, ce premier entretien entre les deux hommes se résume à un bras de fer entre Chamberlain et Hitler. Ce dernier déplore l'incapacité de la Société des Nations à résoudre les problèmes des minorités allemandes à l'étranger et exige le droit à l'auto-détermination des peuples, y compris pour les Allemands des Sudètes. Lors de cet entretien, Hitler demande ni plus ni moins que les régions frontalières habitées par une majorité allemande soient soumises à un référendum pour le Reich et pour les districts contestés. Selon lui, ce vote doit déterminer si d'autres territoires doivent être cédés par la Tchécoslovaquie à l'Allemagne. Le Chancelier allemand annonce qu'il « résoudra d'une manière ou d'une autre les problèmes des Allemands des Sudètes de sa propre initiative » dans un avenir proche. Chamberlain comprend la menace sous-jacente à ces mots. « D'une manière ou d'une autre » signifie, dans la manière de s'exprimer de Hitler, que la partie adverse cédera ou que la Wehrmacht envahira la Tchécoslovaquie. Chamberlain promet à Hitler de discuter immédiatement de la question du droit à l'autodétermination des Allemands des Sudètes avec son cabinet à Londres, puis de se rendre en Allemagne dès que possible pour un deuxième entretien. En échange, il arrache à Hitler la promesse de ne pas intervenir en Tchécoslovaquie d'ici là.[208]

Dans l'intervalle, le Ministre français des affaires étrangères Bonnet informe le gouvernement anglais que la France s'associera à toutes les propositions faites à Hitler de la part de Chamberlain.[209] Le 16 septembre, aussitôt rentré, Chamberlain fait un rapport de son voyage à son cabinet. Il ne laisse planer aucun doute sur le fait que l'Allemagne est sur le point d'intervenir en Tchécoslovaquie avec des troupes si les problèmes des Allemands des Sudètes ne sont pas résolus au plus vite sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Lord Runciman, rappelé de Prague, fait également un rapport au cabinet lors de la même séance. Il estime que le gouvernement

[208] Henderson, page 151.
[209] Benoist-Méchin, tome 6, page 265.

tchèque est entièrement responsable de l'impasse dans laquelle se trouve la Tchécoslovaquie.

Runciman conclut son exposé en recommandant de rattacher les Sudètes à l'Allemagne dans les plus brefs délais, sans grand débat.

Le Président Beneš, informé, s'empresse alors de convaincre le gouvernement français d'accepter une solution minimale. Le 17 septembre, il envoie au Premier ministre Daladier une lettre accompagnée d'une carte dans laquelle il propose la cession de trois régions des Sudètes comprenant environ 800 000 Allemands. Deux millions trois cent mille Allemands des Sudètes seraient ensuite maintenus dans la Tchécoslovaquie. La lettre de Beneš contient le post-scriptum manuscrit suivant :

> *« Je vous prie instamment de ne pas faire connaître cette proposition, car je serais obligé de la démentir ».*[210]

Avec cette concession, certes trop tardive, et cet ajout manuscrit, les gouvernements français et anglais pensent que le Président Beneš ne s'oppose plus désormais par principe aux cessions de territoires, et ils savent qu'il ne souhaite pas en assumer lui-même la responsabilité, mais la laisser aux Français.

La conversation que Beneš a avec l'ambassadeur français Lacroix lorsqu'il lui remet la lettre adressée au Président Daladier est révélatrice. Beneš n'informe pas seulement le Français du contenu de sa lettre, par exemple de sa proposition de céder certaines parties du pays et « 8 à 900 000 Allemands », mais il lui révèle également que ses pensées vont plus loin que ce que laisse entendre la lettre à Daladier. Il ajoute à la proposition faite dans la lettre :

> *« D'autre part, à condition que la cession des territoires soit acceptée, le gouvernement du Reich (allemand) doit accepter d'accueillir sur son propre territoire environ un million d'Allemands des Sudètes venus du territoire*

[210] Benoist-Méchin, tome 6, page 267.

tchécoslovaque ».[211]

En plus de cette lettre, que Lacroix doit transmettre, Beneš envoie le Ministre tchèque Nečas à Londres et à Paris afin de convaincre des hommes politiques influents de son offre. La mission de Nečas est de transmettre aux Britanniques et aux Français, comme condition à des cessions de territoires, que l'Empire allemand doit « prendre en charge au moins 1,5 à 2 millions de la population allemande ».[212] La directive adressée au ministre Nečas contient également la mention suivante : « Ne dites pas que cela vient de moi ». C'est ici qu'apparaît pour la première fois chez Beneš l'idée qui sera à la base de l'expulsion ultérieure des Allemands des Sudètes.

Le 18 septembre, Daladier et son Ministre des affaires étrangères Bonnet rencontrent Chamberlain et Halifax à Londres. Britanniques et Français cherchent alors ensemble une solution qui ne viole pas les obligations contractuelles de la France envers la Tchécoslovaquie et qui ne conduise pas à une guerre en raison du droit à l'autodétermination des Allemands des Sudètes dont ils ont été privés jusqu'à présent. À l'issue de cette conférence, les deux gouvernements, britannique et français, envoient séparément le 19 septembre à Prague une invitation identique à remettre eux-mêmes et de leur propre initiative, avec ou sans référendum, les territoires comptant plus de 50 % de la population des Sudètes à l'Empire allemand et à confier la nouvelle délimitation des frontières à une commission internationale. En guise d'incitation, les Tchèques sont informés que l'Angleterre est prête à garantir en partie les nouvelles frontières de leur État après la cession des Sudètes. C'est une promesse à laquelle l'Angleterre se soustrait ensuite avec habileté. Cette demi-promesse de garantie du 19 septembre 1938 sera reprise plus loin dans ce livre, où il est question des garanties. Les lettres des Britanniques et des Français se terminent par la demande d'une réponse rapide, au plus

[211] Télégramme de Lacroix au Ministre des affaires étrangères Bonnet du 17 septembre 1938, voir Documents ODSUN, pages 766 et suivantes.
[212] Documents ODSUN, page 762.

tard le 21 septembre. C'est-à-dire dans 48 heures. Mais Chamberlain complète la lettre à Beneš par une directive à l'ambassadeur anglais Newton à Prague, lui demandant d'indiquer au Président Beneš qu'il doit « absolument donner sa réponse ce soir, au plus tard demain ».[213] Il s'agit même d'un ultimatum sans délai de réflexion.

La décision de Chamberlain et de Daladier d'imposer le maintien de la paix en Europe de cette manière rencontre un écho mitigé en Angleterre et en France. Outre l'approbation de tous ceux qui veulent épargner à l'Europe une nouvelle guerre, il y a dans les deux pays des « faucons » qui, malgré l'état intérieur désolant de l'État pluriethnique tchécoslovaque, préfèrent faire la guerre à l'Allemagne plutôt que d'accepter une solution de rattachement en faveur des Allemands des Sudètes. En France, les ministres Mandel, Reynaud, Champetier de Ribes, Campinchi, Zay et de Chappedelaine forment le « parti de la guerre ». Mandel, Reynaud et Champetier menacent de quitter le cabinet au cas où Daladier accepterait le rattachement des Sudètes à l'Allemagne.[214] Le Ministre des Colonies Mandel va même jusqu'à téléphoner à Beneš, le Président de la Tchécoslovaquie, le 20 septembre à Prague et, contrairement à la lettre de son Premier ministre, l'invite ouvertement à la guerre, voire à l'ouverture des hostilités :

> *« ... Ni Paris ni Londres n'ont le droit de vous dicter votre attitude. Si votre territoire est violé, vous ne devez pas hésiter une seconde à donner l'ordre à votre armée de défendre la patrie. ... Si vous* ***tirez le premier coup de feu*** *dans le cadre de la légitime défense, le retentissement dans le monde sera énorme. Les canons de la France, de la Grande-Bretagne et même de la Russie soviétique se mettront à tirer comme par enchantement. »*[215]

En Angleterre, ce sont surtout Churchill, Vansittart, le conseiller en politique étrangère du gouvernement, et Eden, le prédécesseur de l'actuel Secrétaire d'État aux affaires étrangères, qui préfèrent la guerre

---

[213] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume II, Document 938.
[214] Benoist-Méchin, tome 6, page 275.
[215] Benoist-Méchin, tome 6, page 276.

à l'« annexion ». De la même manière, il y a en Allemagne des faucons et des colombes. Le représentant le plus éminent du parti de la paix dans le Reich est le Ministre de l'aviation Göring, également commandant en chef de l'armée de l'air allemande. Son opposé, le faucon du cabinet, est le Ministre des affaires étrangères du Reich, von Ribbentrop.

La crise multiethnique de la Tchécoslovaquie touche également d'autres États en Europe. La Hongrie, qui a régné pendant près d'un millénaire sur la Slovaquie, se penche sur les territoires du sud de la Slovaquie où vivent encore près de 750 000 Hongrois. Le 22 septembre, le gouvernement hongrois demande à Prague de traiter à l'avenir la minorité hongroise de la même manière que la minorité allemande. La Pologne réclame la région industrielle de Teschen, où se trouve une petite minorité de Polonais. La Pologne, qui se sent étroitement liée à la Hongrie, plaide en outre auprès de Hitler pour un rattachement de l'Ukraine des Carpates à la Hongrie, ce qui créerait une frontière commune polono-hongroise. Hitler, il faut le rappeler ici, exprime pour la première fois à cette occasion le souhait d'une contrepartie auprès des Polonais. Il s'agit du souhait d'un rattachement de la ville de Dantzig et d'une liaison autoroutière extraterritoriale à travers la Poméranie vers la Prusse orientale, coupée du Reich. Le 21 septembre, le gouvernement polonais fait part de ses revendications territoriales en trois notes à Prague, Paris et Londres. Le prochain État à avoir des ambitions est le royaume d'Italie. Elle n'est certes pas voisine, mais intéressée. Il veut jouer un rôle de protecteur de la Hongrie et de puissance dominante dans les pays danubiens. Le Duce Mussolini exige un référendum pour toutes les minorités en Tchécoslovaquie, mais il exhorte à la paix et demande – tout comme Hitler – de limiter une guerre, si elle ne peut être évitée, au foyer du conflit. Mussolini déclare alors à plusieurs reprises dans des discours publics que l'Italie restera neutre dans une guerre pour la Tchécoslovaquie aussi longtemps que la Grande-Bretagne restera en dehors de celle-ci.

Alors que les gouvernements anglais et français cherchent une solution sans effusion de sang, « la situation intérieure de la Tchécoslovaquie évolue de mal en pis ».[216] La propagande du Reich allemand brosse un tableau noir et continue d'enflammer les Allemands des Sudètes. Si l'on déduit les contre-vérités des médias allemands, il reste encore quelques exécutions sommaires et quelques centaines d'arrestations de membres de la population allemande. En Allemagne, cent cinquante Tchèques résidant dans le pays sont retenus en otage afin d'empêcher de nouvelles exécutions en Tchécoslovaquie. Le dirigeant des Sudètes Henlein déclare publiquement que les Allemands des Sudètes n'ont pas d'autre choix que de prendre leur destin en main et de s'armer. Il appelle les Allemands de Tchécoslovaquie aptes au service militaire à former un « corps franc des Sudètes » sur le territoire du Reich et à libérer eux-mêmes leur patrie. En deux jours, 40 000 jeunes hommes se rassemblent du côté allemand. Ils commencent à se battre contre les troupes tchèques stationnées à la frontière, jusqu'à ce que Hitler y mette un terme. Effrayés par les troubles en Tchécoslovaquie et désireux de se mettre à l'abri d'une guerre, quelque 240 000 Allemands des Sudètes quittent leur pays en septembre 1938 pour se réfugier dans le Reich allemand.[217]

La tentative de sauvetage de Roosevelt

Peu avant le point culminant de la crise, le 19 septembre, la grande puissance de l'ombre tente encore de sauver la Tchécoslovaquie. Pour le Président Roosevelt, l'État multiethnique des Tchèques et des Slovaques fait partie de l'ordre d'après-guerre en Europe co-construit par les États-Unis, que le chef d'État Hitler ne peut pas modifier sans l'approbation des États-Unis. Il s'agit ici également pour Roosevelt de revendiquer le leadership des États-Unis en Europe. La revendication d'autodétermination des Allemands des Sudètes n'a que peu d'importance face à cette revendication de leadership. Le Président

[216] Formulation d'Henderson, page 151.
[217] Henderson, page 151.

propose à l'ambassadeur anglais à Washington, sir Lindsay, un blocus maritime contre l'Allemagne. Les forces navales américaines et britanniques doivent – selon la proposition – couper l'Allemagne de ses importations d'outre-mer par un blocus continental allant de la mer du Nord à Suez en passant par l'Atlantique et la Méditerranée[218] et la forcer ainsi à accepter le statu quo des Allemands des Sudètes. Pour ce faire, Roosevelt accepte d'enfreindre le droit des États-Unis. Les blocus maritimes sont des actes de guerre selon le droit international, et les États-Unis sont neutres selon leur propre droit national. Le Président est prêt à entraîner les États-Unis dans une guerre pour le maintien de la Tchécoslovaquie.

L'assouplissement de la position tchèque

Le 19 septembre 1938 à midi, la proposition franco-britannique de céder les Sudètes à l'Allemagne est remise au Président tchécoslovaque. Beneš et son cabinet font une retraite de 30 heures sur le Hradcany.[219] La nervosité monte à Paris et à Londres, car la décision de la paix ou de la guerre est désormais entre les mains des Tchèques, même pour les Britanniques et les Français. Pour le gouvernement tchèque, il ne s'agit toutefois pas uniquement de paix ou de guerre. Pour les Tchèques, il s'agit plutôt de la pérennité d'un État multiethnique qu'ils dominent ou de son éclatement.

Le 20 septembre, à 20 heures, le Ministre tchèque des affaires étrangères Krofta transmet aux ambassadeurs d'Angleterre et de France la décision prise par le cabinet. Le gouvernement tchécoslovaque refuse de céder les Sudètes et demande aux gouvernements de Paris et de Londres de « réviser leur position ».[220] Mais la déclaration repose manifestement sur des bases très fragiles.

---

[218] Bavendamm, Roosevelts War, page 129.

[219] Château et siège du gouvernement à Prague.

[220] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume II, Document 987.

Deux heures plus tard, le Premier ministre Hodja se ravisait déjà et faisait transmettre le télégramme suivant aux gouvernements de Paris et de Londres :

> *« En accord avec le Président de la République (Beneš), je déclare ce qui suit : si je déclarais personnellement cette nuit à Beneš qu'en cas de guerre entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie à cause des Allemands des Sudètes, la France n'interviendrait pas compte tenu de ses accords avec l'Angleterre, le Président de la République prendrait connaissance de cette déclaration. Le Premier ministre (Hodja) réunirait alors immédiatement le cabinet, dont tous les membres seraient alors prêts à céder avec le Président de la République ».*[221] [222]

C'est la deuxième fois en une semaine que le Président tchèque Beneš et le Premier ministre slovaque Hodja font porter la responsabilité de l'expulsion des Allemands des Sudètes de leur fédération à ceux qui ont forcé ces Allemands à rejoindre la Tchécoslovaquie en 1919, les Français. Peu après cette « capitulation » des dirigeants tchécoslovaques, le gouvernement français déclare – comme le lui suggèrent désormais les Tchèques – que la France n'apportera pas son aide en cas d'attaque allemande due au rejet du plan franco-anglais par le gouvernement tchécoslovaque. Un refus du plan franco-anglais entraînerait l'extinction de l'alliance franco-tchèque.[223] La réaction anglaise n'est pas moins claire. Elle est la suivante :

> *« Le plan franco-britannique est le seul moyen d'empêcher l'attaque allemande imminente. Si, après un nouvel examen de la situation, le gouvernement tchèque décidait néanmoins de rejeter notre proposition, il lui resterait naturellement à prendre toutes les mesures qu'il jugerait appropriées pour faire face à la situation qui en résulterait. »*[224]

---

[221] Les parenthèses contiennent des notes de l'auteur.
[222] Benoist-Méchin, tome 6, page 289.
[223] Benoist-Méchin, tome 6, page 290.
[224] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume II, Document 991.

Ainsi, l'Angleterre et la France refusent d'aider les Tchèques en cas d'attaque allemande.

Le 21 septembre à 17 heures, le Ministre des affaires étrangères Krofta remet aux ambassadeurs d'Angleterre et de France la décision finale du gouvernement tchécoslovaque et du Président Beneš. Le plan franco-anglais de cession des territoires majoritairement habités par les Allemands des Sudètes y est accepté « avec amertume ».[225] La voie est ouverte à de nouvelles discussions entre Chamberlain et Hitler.

La réunion de Bad Godesberg du 22 au 24 septembre 1938

Hitler décide cette fois de rencontrer Chamberlain à mi-chemin. Ainsi, le 22 septembre, le lieu de la deuxième rencontre est Bad Godesberg, près de Bonn sur le Rhin. Le Premier ministre Chamberlain informe Hitler que le gouvernement tchécoslovaque n'a accepté le plan franco-anglais qu'au prix de pressions et d'efforts. Il compte alors sur les remerciements de Hitler, mais ce dernier ajoute deux nouvelles exigences à sa consternation. La première est celle d'une réglementation identique pour les minorités hongroise et polonaise. Hitler reprend ainsi les demandes formulées par les gouvernements italien, polonais et hongrois depuis le premier entretien Hitler-Chamberlain. Deuxièmement, Hitler exige l'occupation immédiate des zones majoritairement habitées par les Allemands des Sudètes par la Wehrmacht dans un délai de quatre jours seulement et, en conséquence, le retrait de la police et de l'armée tchécoslovaques de ces zones.

D'où vient l'empressement de Hitler à la veille d'un succès qui, de toute évidence, lui est désormais quasiment assuré ? Grâce aux services d'écoute allemands[226], Hitler est désormais informé de développements que même Chamberlain ignore. D'une part, le

[225] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume II, Document 1005.

[226] Le service central d'écoute allemand est ce que l'on appelle l'Office de recherche du ministère de l'Aviation du Reich.

Ministre français Mandel a demandé au Président Benes, lors de la conversation téléphonique déjà mentionnée, d'opposer une résistance aux Allemands. Mandel avait alors utilisé « les canons de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Union soviétique » comme appât. D'autre part, le gouvernement de Prague a parlé ouvertement aux ambassadeurs tchèques à Paris et à Londres, via des lignes téléphoniques qui traversent le Reich, de la nécessité de gagner du temps jusqu'à ce que l'opposition en France et en Angleterre renverse Daladier et Chamberlain et les remplace par de nouveaux chefs de gouvernement prêts à la guerre.[227] Hitler est au courant de la crise ministérielle à Paris et est conscient du danger qu'un nouveau Premier ministre issu du nid des faucons puisse bientôt remplacer le « Premier ministre de la paix » Daladier et mener une politique de confrontation contre l'Allemagne. Hitler est donc soudain pressé.

La conférence de Godesberg risque d'échouer rapidement en raison des exigences de Hitler. L'inquiétude du Chancelier allemand n'est pas totalement injustifiée, comme le prouvent les négociations avec Chamberlain. Le soir du premier jour de la conférence, le gouvernement change au Hradschin. Le deuxième jour de la conférence, à 22h30, le nouveau gouvernement tchécoslovaque annonce la mobilisation générale et appelle ainsi 1,3 million de soldats à prendre les armes. Il suit manifestement les conseils du Ministre Mandel et espère – comme le Français Mandel l'a dit lors de son conseil – que les canons de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie soviétique commenceront à tirer d'eux-mêmes. Chamberlain tente d'expliquer à Hitler que cette mobilisation est une mesure défensive, mais même le plus naïf doit maintenant se rendre compte que les Tchèques n'acceptent plus le plan franco-anglais.

Hitler assure à Chamberlain que la Wehrmacht ne se mettra pas en marche tant que des négociations germano-anglaises seront en cours. Et il modère sa demande de remise des Sudètes en quatre jours, la repoussant de cinq jours supplémentaires, soit au 1er octobre 1938.

---

[227] François-Poncet, page 375.

Le « plan soviétique » de Beneš

Après la mobilisation en Tchécoslovaquie, tout le monde s'attend à la guerre. En France, 600 000 réservistes sont appelés la nuit même.[228] L'Italie fait appel à 300 000 soldats et déploie des troupes à la frontière française. La Belgique se mobilise. L'Angleterre renforce sa flotte.[229] L'Union soviétique avait déjà commencé trois mois plus tôt à enrôler 330 000 réservistes et à déplacer vers l'ouest six groupes d'armées en Biélorussie et en Ukraine.[230] La Hongrie et la Pologne s'étaient également mobilisées avant la Tchécoslovaquie.

Dans l'intervalle, Beneš élabore un nouveau plan pour éviter la dislocation de la Tchécoslovaquie à la dernière minute. Dès le 19 septembre, il avait demandé à Moscou comment l'Union soviétique se comporterait en cas d'attaque allemande contre la Tchécoslovaquie. Après une première réponse évasive de Moscou et une nouvelle demande de Prague, Beneš obtient la promesse d'aide souhaitée. Mais les Soviétiques ne parviennent pas à se mettre d'accord avec les Roumains ou les Polonais sur l'autorisation de faire passer leurs troupes par l'un des deux pays. Le roi Carol II de Roumanie commente le souhait de Moscou en ces termes :

> *« Je préfère avoir les Allemands comme ennemis dans mon pays plutôt que les Russes comme amis ».*

Le gouvernement polonais réagit de manière similaire. Le 22 septembre, Beneš remplace – comme nous l'avons vu – le Premier ministre anticommuniste Hodja par le général Sirovy, favorable à l'Union soviétique, et il prend contact avec le gouvernement polonais. Il propose de céder le territoire de Teschen à la Pologne, en échange de quoi Varsovie doit autoriser le passage des troupes soviétiques. Le gouvernement polonais refuse, car il peut s'attendre à recevoir bientôt Teschen des mains allemandes même sans cette concession. Le seul succès du nouveau plan Beneš est un avertissement des Russes aux

---

[228] Rassinier, page 190.
[229] Henderson, page 158.
[230] GFA Mil. histoire de l'URSS, volume 2, page 127.

Polonais selon lequel ils rompront le pacte de non-agression polono-soviétique de 1932 si la Pologne participe à une attaque contre la Tchécoslovaquie. Varsovie subira les conséquences de cette menace en 1939.

Le nouveau plan Beneš est donc rapidement mis en échec, mais il torpille tout d'abord les efforts franco-britanniques. Le 24 septembre, à peine le général Sirovy est-il en place en tant que nouveau Premier ministre qu'il fait transmettre aux diplomates étrangers à Prague la déclaration suivante :

> *« Maintenant que notre mobilisation est lancée, il n'est plus possible de faire de nouvelles concessions de notre côté. Nous avons dépassé le stade dangereux, la situation militaire est bonne. Nous nous attendions hier à une première attaque de l'aviation allemande, qui devait empêcher le regroupement de nos troupes. Elle n'a pas eu lieu. Il faut interpréter cette retenue à Berlin comme un signe de faiblesse ».*[231]

Tel est l'état des choses à Prague lorsque l'ambassadeur anglais remet au gouvernement tchécoslovaque les conditions de Hitler à Godesberg. Cette fois, la réponse des Tchèques est immédiate. Le 25 septembre, Prague rejette comme inacceptables les nouvelles exigences de Hitler à Godesberg, à savoir l'occupation immédiate des Sudètes par la Wehrmacht.[232] Dans un premier temps, les efforts anglais pour éviter la guerre sur la question des Sudètes sont donc à nouveau voués à l'échec.

Dans les jours qui suivent, l'Europe est au bord d'une nouvelle guerre. La Wehrmacht allemande a déployé sept divisions militaires. Le gouvernement tchèque rejette les exigences de Hitler à Godesberg – en particulier à cause du référendum exigé – et porte l'armée à quarante-trois divisions avec des réservistes.[233] Le gouvernement de l'Union soviétique se retire de la Tchécoslovaquie malgré son pacte d'assistance mutuelle. La Pologne insiste sur la cession de la région

---

[231] Benoist-Méchin, tome 6, page 309.
[232] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume II, Document 1092.
[233] Görlitz, page 33.

industrielle de Teschen. La Hongrie exige la cession des « territoires hongrois » et l'autodétermination pour les Slovaques et les Ruthènes.[234] Les gouvernements de Paris et de Londres hésitent. Les Français demandent l'aide de l'Angleterre pour les armes, et Londres se rend compte que Paris n'a jusqu'à présent rien préparé militairement pour sauver la Tchécoslovaquie. Malgré tout, Daladier et Chamberlain ne ménagent pas leurs efforts pour empêcher Hitler de réaliser lui-même l'annexion des Sudètes. Tous deux menacent clairement de faire la guerre à l'Allemagne si les troupes allemandes entrent dans les Sudètes.[235] Le gouvernement britannique mobilise sa flotte et en informe le gouvernement du Reich afin de donner plus de poids à sa menace.[236]

Hitler insiste pour que le gouvernement tchèque accepte, avant le 28 septembre, ses exigences formulées à Godesberg. Dans le cas contraire, il menace de faire occuper les Sudètes par la Wehrmacht le 1er octobre 1938, si nécessaire par la force. Mais malgré les menaces des deux côtés, Hitler demande à Chamberlain dans une lettre de « poursuivre ses excellents efforts de médiation auprès du gouvernement tchèque » et promet que « l'Allemagne laissera la Tchécoslovaquie en paix après la remise des Sudètes et ne portera en aucune façon atteinte à son indépendance ».[237]

Ce jour-là et les jours suivants, Chamberlain ne ménage pas ses efforts pour éviter un conflit armé sur la question des Sudètes. Le 27 septembre, il exhorte le Président Beneš à accepter les exigences allemandes. Il ajoute que même après une guerre gagnée, la Tchécoslovaquie ne sera pas restaurée telle qu'elle était auparavant.[238] En d'autres termes, même si la guerre est gagnée, la Tchécoslovaquie doit s'attendre à perdre les Sudètes et peut-être d'autres parties du pays.

---

234 Roos, Polen und Europa, page 352.
235 Henderson, pages 158 et 160.
236 Churchill, Mémoires, page 395.
237 Lettre du 27 septembre 1938, voir Henderson, page 161.
238 Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume II, Document 1138.

La conférence de Munich des 29 et 30 septembre 1938

Le lendemain, le 28 septembre, Chamberlain fait savoir à Hitler qu'il a eu l'impression, en lisant sa lettre, que les souhaits allemands pouvaient être satisfaits même sans guerre. Il est prêt à venir à Berlin pour discuter des problèmes en suspens avec lui et avec une délégation française et italienne.[239] Dans un premier temps, Hitler ne réagit pas à cette offre. Le jour même de l'expiration de l'ultimatum, le Président américain Roosevelt envoie un télégramme à Hitler et propose une conférence de tous les États intéressés pour résoudre les problèmes. Parallèlement, Roosevelt demande au chef d'État italien Mussolini de faire changer Hitler d'avis et d'intervenir dans la question des Sudètes. Chamberlain fait la même demande à Mussolini. Le Premier ministre français Daladier tente lui aussi de résoudre la crise sans guerre. Il fait parvenir à Hitler un plan de cession des Sudètes élaboré en France[240], qui répond certes aux exigences hitlériennes, mais qui n'a pas été convenu avec les Tchèques. Hitler n'entre pas non plus en matière sur ce plan.

Mussolini intervient alors. Son prestige est rehaussé par le fait que les États-Unis et l'Angleterre lui demandent une médiation, et il voit là l'occasion de gagner la gratitude des Allemands, des Polonais et des Hongrois au détriment des Tchèques, des Slovaques et des Roumains. Mussolini propose à Hitler une médiation dans la crise des Sudètes, et le Führer, qui voit dans le Duce son partenaire, accepte sans hésiter. Hitler invite les chefs d'État et de gouvernement de Rome, Paris et Londres à Munich pour le lendemain. Le gouvernement de Prague est informé depuis Londres, mais n'est pas invité par Hitler. Le Führer ne veut pas négocier avec le gouvernement qui n'a pas voulu donner la liberté aux Allemands des Sudètes.

La conférence de Mussolini, Daladier, Chamberlain et Hitler commence par une présentation des points de vue nationaux des quatre pays. Mussolini se charge de la modération. Il est le seul à

---

[239] Henderson, page 163.
[240] François-Poncet, page 378.

parler toutes les langues maternelles des quatre hommes réunis ici. Le Premier ministre anglais Chamberlain demande à deux reprises au cours des discussions que des représentants tchèques soient également admis aux négociations, mais Hitler s'y oppose. La même injustice qu'à Versailles. Après quelques allers-retours controversés, Mussolini présente une proposition de compromis qui – ce que ni les Britanniques ni les Français ne savent – a été rédigée la veille par Göring, Neurath et Weizsäcker[241], puis approuvée par Hitler et transmise à Mussolini.

Les trois hommes cités, tous partisans d'une solution pacifique, n'ont pas seulement trompé Daladier et Chamberlain. Ils freinent – c'est leur intention première – dans leur propre camp le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop, qui préférerait manifestement une solution par la force pour les Sudètes. Des heures de lutte acharnée s'ensuivent. Mais à minuit, la proposition « allemande » de Mussolini est, pour l'essentiel, acceptée. Le 30 septembre 1938, à 1h30 du matin, le traité est signé. Les points essentiels de cet accord de Munich, qui porte le nom du lieu où il a été signé, sont les suivants :

- L'évacuation des régions des Sudètes, peuplées principalement d'Allemands, commence le 1er octobre et doit être achevée avant le 10 octobre 1938.
- Une commission internationale à laquelle participent des Tchèques détermine des territoires supplémentaires dont l'appartenance ultérieure sera clarifiée par un référendum.
- Un droit d'option pour les Tchèques et les Allemands des Sudètes dans un délai de six mois garantit un échange volontaire de population. Les Tchèques des Sudètes peuvent choisir de s'installer en Tchécoslovaquie et les Allemands des Sudètes de la Tchécoslovaquie peuvent choisir de s'installer dans les Sudètes.

[241] Göring est Ministre de l'aviation du Reich et commandant en chef de la Luftwaffe, von Neurath a été Ministre des affaires étrangères et von Weizsäcker Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères.

● Le gouvernement tchécoslovaque licencie tous les Allemands des Sudètes qui le souhaitent de l'armée et de la police.

● Lors du retrait des Tchèques, aucune installation existante n'est détruite.[242]

Cet accord de Munich entre les quatre puissances est notifié aux Tchèques par les ambassadeurs d'Angleterre et de France comme un jugement sans appel, avec la recommandation urgente de l'accepter

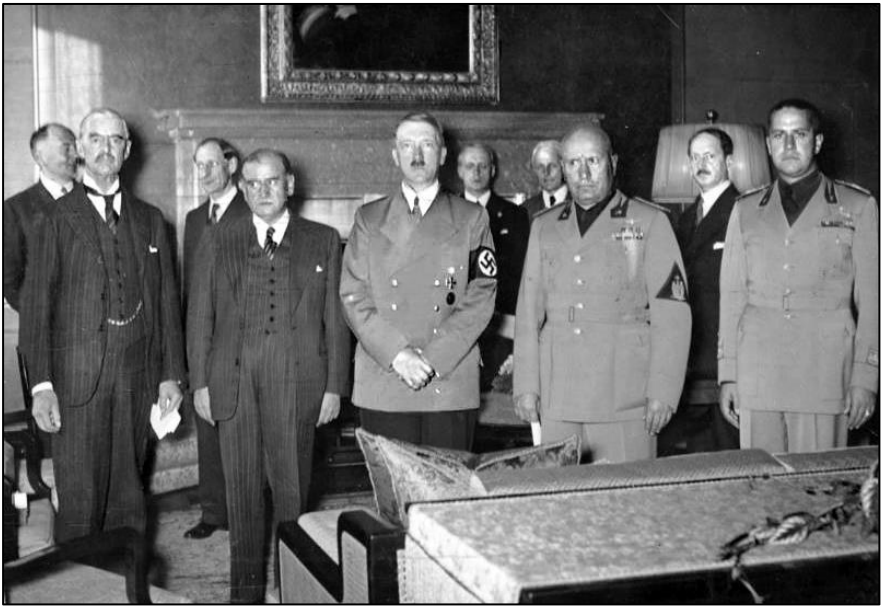


Fig. 5 : Les participants à la conférence – De gauche à droite : le Premier ministre britannique Chamberlain, le Ministre-Président français Daladier, Adolf Hitler, le Président italien Mussolini et son Ministre des affaires étrangères, le comte Ciano. En arrière-plan : Interprète en chef, Dr. Schmidt, le Ministre français des affaires étrangères Bonnet, le Ministre des affaires étrangères du Reich v. Ribbentrop, le Secrétaire d'État v. Weizsäcker, le Secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères, Léger.

immédiatement. Une victoire allemande sur toute la ligne. Mais pour le médiateur Mussolini, la conférence n'est qu'en partie un succès. Sa tentative d'y faire valoir également les intérêts des Polonais et des

[242] Vertrag-Ploetz, partie II, 4e volume, pages 154 et suivantes.

Hongrois échoue face à l'opposition de Chamberlain. Les revendications territoriales de Budapest et de Varsovie sont renvoyées à un règlement ultérieur.

Deux accords supplémentaires au traité de Munich sont importants dans le déroulement ultérieur de l'histoire. L'un d'eux figure dans le « supplément » du traité et concerne les garanties relatives aux « nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie ». Le second est un document supplémentaire que seuls Chamberlain et Hitler signent. Tout d'abord, l'avenant au traité. L'historiographie ultérieure transmet que l'Allemagne a donné à Munich une garantie pour le maintien de la Tchécoslovaquie. Mais cela ne figure ni dans le traité ni dans cet avenant sur les garanties. Le texte dit ceci :

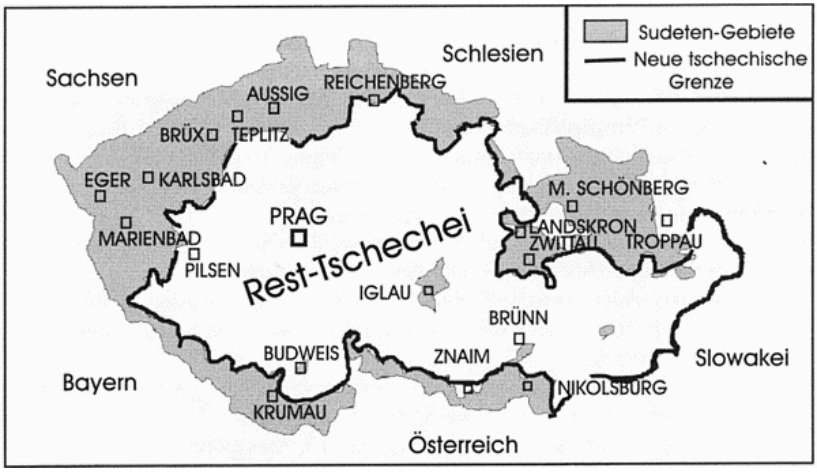
> *« Avenant à l'accord.* *Munich, 29 septembre 1938*
>
> *Sa Majesté le gouvernement du Royaume-Uni et le gouvernement français se sont associés à l'accord ci-dessus sur la base de leur adhésion à l'offre contenue dans le § 6 des propositions françaises anglaises du 19 septembre, concernant une garantie internationale des nouvelles frontières de l'État tchécoslovaque contre une attaque non provoquée.*
>
> *Dès que la question des minorités polonaises et hongroises en Tchécoslovaquie sera réglée, l'Allemagne et l'Italie donneront à leur tour une garantie à la Tchécoslovaquie.*
>
> *– Signatures –* »[243]

Dans une autre déclaration supplémentaire, il est encore convenu qu'une nouvelle conférence des quatre puissances sera convoquée si le problème des minorités polonaise et hongroise n'est pas résolu dans les trois mois.

Le gouvernement allemand du Reich n'a donc pas exprimé de garanties à Munich. Il les a promises pour le cas où « la question des minorités polonaise et hongroise en Tchécoslovaquie serait réglée ». Il reste donc maintenant à voir si ce cas se présentera. Après le récit de

[243] Traité Ploetz, partie II, volume IV, page 156.

la sentence arbitrale de Vienne, ce fil sera repris dans un chapitre ultérieur. Le deuxième accord si important de Munich est le papier que Chamberlain et Hitler signent. Malgré tous les succès de Mussolini en tant que médiateur, le mérite d'avoir évité à l'Europe de s'engager dans une nouvelle guerre en septembre 1938 revient avant tout au Premier ministre anglais Chamberlain. Ses visites à Berchtesgaden et Bad Godesberg, son influence modératrice sur les gouvernements de Paris et Berlin et son insistance auprès de Prague



Carte 12 : nouvelles frontières extérieures du reste de la Tchéquie à partir du 21 octobre 1938.

ont finalement permis d'obtenir ce succès. Dans cette lutte pour le droit à l'autodétermination des Allemands des Sudètes d'une part et pour l'acquis de la Tchécoslovaquie d'autre part, dans ce jeu de poker pour la paix ou la guerre, Chamberlain a développé une profonde méfiance envers Hitler. Le Premier ministre anglais décide donc de fixer l'avenir du Chancelier allemand par une nouvelle déclaration. Après la conférence, Chamberlain demande à Hitler un entretien confidentiel en tête-à-tête. Il propose alors d'établir les relations germano-britanniques sur de nouvelles bases « dans le désir de ne plus jamais se faire la guerre » et de régler les futurs différends par le biais de consultations germano-britanniques. L'offre est formulée par écrit

sous la forme d'une déclaration, et Chamberlain demande à Hitler de signer cette déclaration avec lui. Hitler, encore reconnaissant envers Chamberlain pour sa complaisance de la veille, signe sans se douter de ce à quoi cela l'engage. La signature et l'engagement rattrapent Hitler lorsque, six mois plus tard, il déclare le reste de la Tchécoslovaquie en décomposition sous protectorat allemand sans la participation de l'Angleterre.

Alors que le gouvernement tchèque se demande à Prague s'il doit accepter son « diktat de Munich », l'ambassadeur polonais lance un ultimatum et exige la restitution du territoire de Teschen dans les douze heures. En cas de refus – menace le gouvernement polonais – la guerre sera déclarée à la Tchécoslovaquie. Les Tchèques cèdent et Teschen change de propriétaire. Cet évènement aura plus tard de graves conséquences pour la Pologne et l'Allemagne. Par sa menace, Varsovie rompt le pacte Kellogg de 1928 ainsi que le protocole Litvinov de 1929 et provoque en outre la dissolution du pacte d'assistance mutuelle polono-soviétique de 1932. Trois traités qui auraient pu protéger la Pologne en 1939. Ce qui est important pour les relations germano-polonaises, c'est que le gouvernement polonais a d'abord espéré obtenir Teschen avec l'aide de l'Allemagne lors de la conférence de Munich. Varsovie n'a plus aucune raison de remercier les Allemands pour leur action sur la question de Dantzig, qui s'est déroulée sans intervention allemande. Or, c'est ce que Hitler escomptait des Polonais.

Le retour des Allemands des Sudètes est un succès qui a un arrière-goût et des conséquences. Il n'a été possible qu'avec la pression et la menace allemandes, et il a révélé que le politicien Hitler était prêt à faire la guerre pour atteindre ses objectifs. De plus, l'annexion des Allemands des Sudètes a provoqué la colère des puissances qui ont contraint ces trois millions de personnes à rejoindre la Tchécoslovaquie contre leur gré et en violation du droit à l'autodétermination des peuples, à savoir les Français et les Américains. Dans les deux pays, on est bientôt convaincu que les Britanniques et les Français ont dû accepter une défaite politique à

Munich parce qu'ils étaient mal équipés militairement. Ainsi, le Premier ministre Daladier – à peine rentré à Paris – promet au Parlement d'accélérer le réarmement énergétique de la nation française. Et aux États-Unis, six semaines après la conférence de Munich, le Président Roosevelt fait lancer un programme d'armement aérien qui doit porter l'US Air Force à 10 000 appareils militaires.[244] De plus, l'Union soviétique, bien que puissance protectrice de la Tchécoslovaquie, est exclue de Munich. Le plus grave pour l'avenir est que la Grande-Bretagne est devenue, avec la conférence de Munich, la nouvelle puissance protectrice du reste de la Tchécoslovaquie, un fait qui a des conséquences ultérieures. Ainsi, l'Empire allemand paie pour le retour des Allemands des Sudètes le prix d'un isolement croissant en Europe et en Amérique.

À Paris et à Londres, les accords de Munich sont ratifiés par les parlements, à Paris avec une majorité confortable de 535 voix pour 75 contre. À Londres, il y a 369 votes favorables pour 150 votes défavorables.[245] Le vote de la Chambre des Communes anglaise est précédé d'un débat passionné qui laisse entrevoir la direction que prennent les relations germano-britanniques. Les interventions vont de la compréhension pour les Allemands des Sudètes à l'hostilité pure et simple contre l'Allemagne, qui devient dangereuse et trop puissante pour certains députés.

Le député Raikes :

> *« N'oublions pas que les Tchèques ont annexé les territoires allemands* ***avant même*** *le traité de Versailles. Certains honorables députés de cette Assemblée se plaignent de la brièveté du délai de transfert. Je voudrais vous rappeler que les Tchèques ont mis vingt ans avant d'accorder des droits aux Allemands des Sudètes ».*[246]

Le député sir Southby :

> *« Nous sommes tous d'accord pour dire que les Allemands des Sudètes*

[244] Benoist-Méchin, volume 7, page 15.
[245] Rassinier, page 215.
[246] Wellems, page 133.

avaient une préoccupation, mais que leurs plaintes n'ont été prises en compte que lorsque l'Allemagne est devenue suffisamment forte pour les défendre ».[247]

Le député Churchill :

« Nous avons subi une défaite totale, que rien ne peut atténuer. Le système d'alliance avec les États d'Europe centrale, sur lequel la France avait jusqu'ici fondé sa sécurité, a été détruit, et je ne vois aucun moyen de le reconstruire. Tous ces pays d'Europe centrale vont tomber, l'un après l'autre, sous l'emprise de ce formidable système de violence politique, submergés non seulement par la puissance militaire, mais aussi par la force économique qui émane de Berlin ».[248]

Churchill commente encore l'accord de Munich à la radio, où il dit le 16 octobre :

« La République tchécoslovaque était l'État modèle le plus démocratique d'Europe centrale, un pays où les minorités étaient mieux traitées que partout ailleurs ».[249]

Southby s'intéresse aux droits de l'homme, Churchill à la concurrence et au pouvoir.

Lors de ce débat à la Chambre des communes[250] sur les accords de Munich, Chamberlain commet une grave erreur de politique étrangère. Il associe l'approbation du traité de Munich à un vote sur un gigantesque programme de réarmement, ce qui est compréhensible étant donné l'avance que l'Allemagne a prise depuis deux ans dans l'armée de terre et l'armée de l'air. Le programme comprend une augmentation du budget militaire de 400 millions à 800 millions de livres par an, 11 000 avions pour la Royal Air Force d'ici la fin de l'année 1939, le renforcement de la puissance de feu de la flotte et la reconstitution et le réarmement de six divisions actives de l'armée de terre plus treize divisions pour l'armée territoriale.[251] Cela ne

[247] Ibid.
[248] Benoist-Méchin, tome 6, page 363.
[249] Bernhardt, page 222.
[250] Débat du 5 octobre 1938.
[251] Rassinier, page 214.

correspond pas à la « déclaration en tête-à-tête » signée conjointement par Chamberlain et Hitler cinq jours plus tôt, qui stipule notamment :

> *« Nous considérons que l'accord signé hier soir et le traité naval germano-anglais*[252] *symbolisent le désir de nos deux peuples de ne plus jamais se faire la guerre. »*

Le doublement du budget de la défense et la construction de 11 000 avions militaires en seulement quinze mois sont des signaux qui sentent tout sauf la paix. Ceci doit sembler à Hitler, qui n'avait jusqu'alors jamais fait part publiquement d'autres intentions de conquête et qui, avec l'accord naval de 1935, avait de lui-même reconnu et fixé la domination maritime de l'Angleterre, comme une violation de la promesse de paix faite cinq jours auparavant. Quatre jours plus tard, lors d'un discours qu'il prononce à Sarrebruck le 9 octobre, il ne cache pas ses craintes :

> *« Les hommes d'État qui nous font face veulent – nous devons les croire – la paix. Ils sont les seuls à gouverner des pays dont la construction interne permet à tout moment de les remplacer pour laisser la place à d'autres qui n'ont pas tellement la paix en tête. Et ces autres sont là. Il suffit qu'en Angleterre, M. Duff Cooper, M. Eden ou M. Churchill prennent le pouvoir à la place de Chamberlain et nous savons pertinemment que l'objectif de ces hommes serait de déclencher immédiatement une nouvelle guerre mondiale. Ils ne s'en cachent même pas. Ils le disent ouvertement ».*[253]

Duff Cooper, Premier lord de l'Amirauté, avait démissionné quatre jours plus tôt pour protester contre les accords de Munich, et Eden et Churchill avaient estimé, lors du débat sur le traité à la Chambre des Communes, que l'Angleterre aurait dû se battre contre l'Allemagne pour garantir les territoires des Sudètes à la Tchécoslovaquie. C'est ainsi que la balance anglo-allemande penche à nouveau, à peine Chamberlain et Hitler ont-ils signé ensemble, dix jours plus tôt, la promesse d'amitié et de consultation anglo-allemande.

---

[252] Traité naval du 18 juin 1935, par lequel l'Allemagne limite volontairement son armement naval à 35 % de celui du Royaume-Uni.
[253] Domarus, tome 1, page 955.

La réaction de Hitler à la nouvelle décision du Parlement anglais et à l'augmentation de l'armement qui y a été décidée ne se fait pas attendre non plus. Au vu de l'attitude incertaine de l'Angleterre et de la France vis-à-vis de l'Allemagne, Hitler voit toujours dans la Tchécoslovaquie, avec ses 45 divisions d'armée et sa force aérienne d'environ 1 500 avions, un danger dans le dos de l'Allemagne. De plus, Hitler considère la partie occidentale de la Tchécoslovaquie, à savoir la Tchéquie, comme appartenant historiquement au Reich allemand et veut donc l'annexer. C'est ainsi que la pensée défensive de Hitler se mêle à des projets agressifs. Lorsque, trois semaines après la conférence de Munich, il donne à la Wehrmacht une nouvelle directive concernant ses missions pour la période suivante, il mentionne, outre la protection des frontières du Reich allemand et la prise de possession du pays des Memels encore annexé par la Lituanie, « l'élimination du reste de la Tchéquie ». Il est dit dans cette directive :

> *« Il doit être possible de pouvoir démanteler à tout moment le reste de la Tchéquie, si par exemple elle menait une politique hostile à l'Allemagne ».*[254]

Le reste de la Tchéquie reste donc à l'ordre du jour de Hitler, même s'il ne précise pas encore la date et les détails. Il mise manifestement sur les forces autodestructrices au sein de la Tchécoslovaquie. Pour le reste, Hitler garde le silence sur cette question. Un autre pays garde la Tchécoslovaquie à l'ordre du jour. L'ambassadeur polonais Lipski intervient auprès de Hitler le 24 octobre et fait part de l'intérêt de la Pologne pour l'attribution de l'Ukraine des Carpates à la Hongrie. Lipski mentionne à cette occasion que son gouvernement tente depuis un certain temps d'inciter la Hongrie à conquérir l'Ukraine des Carpates.[255]

Les décisions de Munich sont amères pour les Tchèques des régions qui rejoignent désormais l'Allemagne. Environ la moitié des quelque 700 000 Tchèques des Sudètes optent pour la Tchéco-

[254] Domarus, tome 1, page 960.
[255] ADAP, série D, volume V, document 81.

slovaquie selon le droit accordé à Munich et s'y installent. L'autre moitié – environ 350 000 Tchèques – reste dans les Sudètes sans être exposée à des persécutions ultérieures. Le choix de la Tchéco-slovaquie a été une démarche difficile pour les personnes concernées, même si la majorité de ces personnes n'ont immigré dans les Sudètes qu'après 1919. Malgré le délai de six mois accordé et le droit d'emporter tous leurs biens, de nombreux Tchèques ont quitté leur pays en toute hâte et en laissant derrière eux de nombreux biens. Il ne s'agit pas pour autant d'une expulsion. Cet exode, aussi terrible qu'il ait été pour les personnes concernées, est sans précédents dans l'expulsion des Allemands des Sudètes par les Tchèques en 1945, au cours de laquelle quelque 272 900 personnes perdent la vie, assassinées ou non.[256]

Les accords de Munich seront annulés après la Seconde Guerre mondiale et serviront aux Tchèques et aux vainqueurs à justifier l'expulsion des Allemands des Sudètes de leur patrie ancestrale en 1945 de même que les décrets du Premier ministre Beneš. L'accord est ainsi réinterprété a posteriori comme la cause de l'expulsion et des décrets. Pourtant, l'accord de Munich n'est pas la première cause des crimes commis par les Tchèques à l'encontre des Allemands des Sudètes en 1945, mais plutôt, avant 1938, l'effet des manquements à la parole donnée, des discriminations, des délits et des crimes commis par les Tchèques contre « leurs » Allemands depuis 1918. Les chefs de gouvernement anglais, français et italien ne signent pas seuls le traité à Munich afin d'écarter tout risque de guerre. S'ils signent cet accord en septembre 1938 par-dessus la tête des Tchèques, c'est aussi parce qu'ils ne savent que trop bien ceux-ci se sont appropriés les territoires des Allemands des Sudètes en 1918 sans titre légal, par la force des armes. Ils ont dû prendre acte du fait que les Tchèques et les Slovaques n'ont jamais totalement accordé aux Allemands et aux Hongrois les droits des minorités promis à Saint-Germain et inscrits

[256] Voir Nawratil, page 89. Les chiffres cités dans d'autres ouvrages sur les Allemands des Sudètes morts lors de l'expulsion varient entre environ 30 000 dans les déclarations tchèques et 400 000 selon l'Office fédéral des statistiques.

dans la Constitution de 1920. Ils savent que les deux nations titulaires ont discriminé personnellement, économiquement et politiquement les Allemands des Sudètes en tant que citoyens de leur État, et qu'ils n'ont jamais essayé d'intégrer les Allemands, leur deuxième groupe de population le plus important, dans leur nouvel État sur un pied d'égalité.

En ce qui concerne les conséquences des accords de Munich, il convient d'ajouter qu'avant la conférence de Munich, un groupe de généraux allemands de haut rang[257] avait pris des dispositions pour arrêter Hitler et le traduire en justice au cas où il déclencherait une guerre à cause des Sudètes. La victoire des négociations de Munich fait échouer la tentative de putsch et donne à Hitler une aura qui fait que des tentatives similaires ne seront plus entreprises au cours des cinq années suivantes. Après Munich, le mystère reste entier quant à savoir si Hitler voulait faire la guerre en déployant la Wehrmacht en direction de la Tchécoslovaquie ou s'il voulait bluffer tous ses adversaires. Cela se répercutera un an plus tard, lorsque les généraux allemands et les diplomates de haut rang ne sauront pas jusqu'à la fin, lors du déploiement de la Wehrmacht contre la Pologne, si Hitler voulait attaquer ou seulement bluffer afin d'obtenir une solution négociée ou une concession sur la question de Dantzig.

La sentence arbitrale de Vienne du 2 novembre 1938

Au lendemain de la conférence de Munich, le problème des minorités polonaise et hongroise, que les quatre puissances s'étaient donné trois mois pour résoudre, reste tout d'abord en suspens.

Le 1er octobre, les troupes allemandes commencent à occuper le territoire des Sudètes attribué à l'Allemagne. Le même jour, les Polonais entrent dans la région de Teschen, qui ne leur a pas encore été attribuée à l'époque. Le 14 octobre, un tiers de la « troupe d'invasion » allemande est retiré. Parallèlement à ces faits rapidement

257 Il s'agit des généraux Adam, Beck, Graf Brockdorff-Ahlefeldt, Halder, Hoeppner, Ulbricht et von Witzleben.

établis, une lutte acharnée se déroule autour des deux questions de minorités encore en suspens. Le gouvernement de Varsovie tente de faire valoir ses autres intérêts en Tchécoslovaquie à l'aide du levier allemand et avec l'aide de la Hongrie, de la Roumanie et de la Slovaquie. Le gouvernement de Budapest, quant à lui, négocie avec le gouvernement compétent de Prague. D'abord les Hongrois :

Dès le début du mois d'octobre 1938, deux délégations de Prague et de Budapest se rencontrent pour régler les droits des minorités hongroises et un nouveau tracé de la frontière. Après presque deux semaines, les négociations se terminent sans résultat. Le chef d'État italien Mussolini, qui se sent toujours le patron des Hongrois et qui ne veut pas voir son influence diminuer, presse le gouvernement allemand d'intervenir. Mussolini craint que le problème hongrois en Tchécoslovaquie ne puisse être résolu autrement dans un délai de trois mois et il veut éviter que la prochaine conférence quadripartite prévue à cet effet ne se réunisse. L'Angleterre et la France pourraient y exercer une influence au détriment de la Hongrie et en faveur des Tchèques et des Slovaques. Berlin et Rome font alors pression sur Prague et Budapest pour qu'elles trouvent rapidement un accord sur le sort de la minorité hongroise et sur le nouveau tracé de la frontière. Le 30 octobre, les gouvernements de Budapest et de Prague déclarent qu'ils sont prêts à reconnaître par avance une sentence arbitrale que l'Allemagne et l'Italie rendront sur le litige entre les deux États.

Les craintes de Mussolini vis-à-vis de l'Angleterre sont manifestement infondées dans ce cas. Le gouvernement britannique ne s'intéresse pas au conflit entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Il recommande lui-même au gouvernement italien de résoudre la question des minorités par un tribunal arbitral germano-italien sans faire appel aux gouvernements de Londres et de Paris.[258]

Le 2 novembre 1938, une commission d'arbitrage germano-italienne se réunit à Vienne. Les Hongrois, les Tchèques et les Slovaques présentent leurs positions et le tribunal arbitral prend une

[258] PAAA, R 29770, feuille 760 76.

décision. Une bande de territoire s'étendant d'ouest en est au sud de la Slovaquie, avec une pointe en Ukraine carpatique, est attribuée à la Hongrie. Ainsi, 746 000 Hongrois rentrent dans leur pays. Mais 75 000 Slovaques sont ainsi naturalisés hongrois contre leur gré.

La sentence arbitrale de Vienne ne résout qu'une seule question de minorité. La seconde, qui reste en suspens après les accords de Munich, n'est pas résolue. Immédiatement après l'annexion du territoire de Teschen, l'État polonais pose une série de nouvelles exigences concernant des territoires « polonais ». Mais il s'agit surtout, outre une bande de terre frontalière, de territoires avec des gisements de charbon et de l'industrie chimique. Les revendications territoriales polonaises, qui visent visiblement davantage les ressources naturelles étrangères que leurs propres minorités, ne sont pas prises en compte par le tribunal arbitral de Vienne. Ainsi, la question de la minorité

Fig. 6 : Annonce de la sentence arbitrale de Vienne par le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop. Autour de la table, de droite à gauche : le Ministre hongrois des affaires étrangères, v. Kánya, interprète en chef Dr. Schmidt, conseiller de légation Dr. Woermann, Ministre des affaires étrangères v. Ribbentrop, le Ministre italien des affaires étrangères, le comte Ciano, le Ministre tchèque des Affaires étrangères, Chvalkovski et le Ministre slovaque des affaires étrangères, le Min-Président Dr. Tiso.

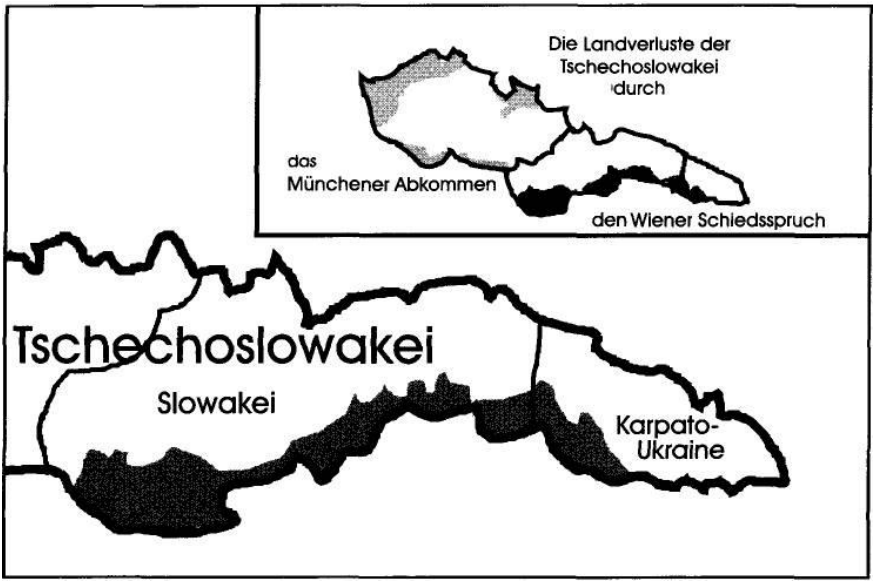
polonaise en Tchécoslovaquie n'est toujours pas résolue. Et le moment prévu par les accords de Munich pour une garantie des Italiens et des Allemands sur les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie n'est toujours pas arrivé.

La rupture des relations germano-polonaises, jusqu'alors contractuelles, se profile alors à l'horizon – il convient de le souligner ici. Pendant tout le mois d'octobre 1938, la Pologne tente d'accélérer la désintégration de la Tchécoslovaquie avec l'aide de l'Allemagne, d'hériter de la Slovaquie avec une partie de son industrie et de ses ressources naturelles, et d'attribuer l'Ukraine des Carpates aux Hongrois. C'est ce dernier point que souhaite la Pologne, afin d'avoir le soutien des Hongrois à sa porte en cas de guerre avec la Russie. Pour les Polonais, les Tchèques et les Slovaques ne sont pas des partenaires, mais, en cas de conflit avec les Soviétiques, les alliés de l'adversaire potentiel, et ce dans leur propre dos. Le 24 octobre, durant l'un des entretiens que l'ambassadeur polonais Lipski mène à cet effet avec le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop à Berlin, celui-ci met un nouveau sujet sur le tapis. Von Ribbentrop révèle à Lipski que Hitler souhaite le rattachement de Dantzig au Reich allemand dans un avenir proche. Cela aurait pu être un marché à l'époque, Dantzig contre une partie de la Tchécoslovaquie. Mais la sentence arbitrale de Vienne ne tient pas compte des souhaits de la Pologne. C'est une occasion manquée d'éliminer l'objet du litige, Dantzig, qui déclenchera la guerre un an plus tard, dans le cadre d'un « échange ». Dès le 24 octobre 1938, le sujet de Dantzig est sur la table entre Berlin et Varsovie.

La « Nuit de cristal » du 9 novembre 1938

C'est dans ce contexte déjà particulièrement tendu en Europe que se produit un drame qui laissera une tache indélébile sur l'Allemagne et qui aura de lourdes conséquences. L'évènement appartient à cette partie de l'histoire d'avant-guerre, car il pèse lourdement sur les relations anglo-américano-allemandes.

Parallèlement à la persécution des juifs allemands, un fort antisémitisme règne également en Pologne. Alors qu'entre 1933 et 1938, 170 000 juifs allemands quittent leur propre pays pour chercher à l'étranger un refuge contre les persécutions, 557 000 juifs polonais affluent d'Est en Ouest afin de trouver refuge en Allemagne pour échapper aux persécutions en Pologne.[259] Le gouvernement du Reich tente d'expulser des milliers de ces pauvres réfugiés vers la Pologne, mais ils y sont entre-temps déchus de leur nationalité et ne sont plus admis dans leur pays. Un jeune juif de 18 ans, Grynszpan, veut attirer l'attention du monde sur le sort funeste de ses coreligionnaires par un acte spectaculaire. À cette fin, il tue à l'ambassade d'Allemagne à Paris



Carte 13 : terres perdues par la Tchécoslovaquie après la sentence arbitrale de Vienne.

un autre jeune diplomate allemand, le secrétaire de la légation vom Rath, et se fait ensuite arrêter. C'est le deuxième attentat de ce type, après l'assassinat par un juif de l'Allemand Wilhelm Gustloff, chef des

[259] Benoist-Méchin, tome 7, page 39.

Allemands de l'étranger en Suisse. L'assassinat d'Ernst vom Rath déclenche une vague d'indignation dans le Reich allemand. Le lendemain de l'acte de Grynszpan, des centaines de synagogues brûlent en Allemagne. Les magasins juifs sont détruits, même les appartements sont pillés. La nuit de ce pogrom honteux du 9 au 10 novembre 1938 reçoit le nom macabre de « Nuit de cristal ». Peu après ce terrible évènement, d'autres lois anti-juives sont promulguées dans le Reich allemand.

L'effet sur les pays étrangers est dévastateur. La suspicion des Américains, des Anglais et des Français à l'égard de l'Allemagne nationale-socialiste reçoit un nouvel aliment. En Angleterre et en Amérique, la méfiance déjà existante à l'égard des objectifs de politique étrangère de l'Allemagne s'accompagne d'un rejet ouvert des injustices commises contre les juifs qui sont montrées ici. Les conséquences ne se font pas attendre. Le Président américain Roosevelt rappelle l'ambassadeur des États-Unis à Berlin. Le gouvernement du Reich réagit en rappelant son homologue de Washington. Le fil entre Berlin et Washington est ainsi rompu. Ce qui pèse le plus à long terme, ce sont les efforts de Roosevelt pour durcir sa position vis-à-vis de l'Allemagne. Il propose au Congrès une nouvelle procédure qui revient à remplacer le système actuel de « cash and carry » pour la livraison d'armes de guerre à l'Angleterre et à la France par un système de « lend and lease »[260]. Même si la proposition de Roosevelt n'obtient pas encore la majorité au Congrès, la nouvelle direction est ainsi tracée. De plus, il fait pression sur le Congrès et l'industrie pour accélérer les projets d'armement en cours. La « Nuit de cristal » marque le début de la fin de la politique de neutralité américaine.

L'une des conséquences ultérieures de ce changement aux États-Unis est le durcissement des fronts lors du conflit sur Dantzig à l'été 1939. Les gouvernements de Varsovie, de Londres et de Paris apprennent immédiatement de l'entourage politique de Roosevelt que

[260] « cash and carry » : paiement à l'enlèvement, « lend and lease » : prêt et location.

le Président américain veut mettre fin au règne de Hitler et du NSDAP dans le Reich allemand et qu'il veut pour cette raison entrer en guerre contre l'Allemagne. Ainsi, le 19 novembre 1938, quelques jours seulement après la « Nuit de cristal », l'ambassadeur américain à Paris, William Bullitt, déclare lors d'un séjour à Washington à son collègue polonais, le comte Potocki :

> *« Seule la violence et finalement la guerre peuvent mettre fin à la folle expansion de l'Allemagne à l'avenir ».*

Le 21 novembre, Potocki, rapportant cela à chaud à Varsovie, déclare que Bullitt a ainsi répondu à sa question de savoir si l'Amérique participerait à une guerre contre l'Allemagne :

> *« Sans aucun doute oui, mais pas avant que l'Angleterre et la France ne déclenchent les hostilités en premier. L'ambiance aux États-Unis vis-à-vis du nazisme et de l'hitlérisme est si tendue qu'il règne déjà parmi les Américains une psychose similaire à celle qui régnait avant la déclaration de guerre de l'Amérique à l'Allemagne en 1917 ».*[261]

Forts d'une telle déclaration, les Polonais, avec le soutien des Anglais et des Français, ont de bonnes chances qu'une guerre pour Dantzig, avec l'aide en armes de l'Amérique, conduise à la défaite de l'Allemagne. Une raison de plus pour ne pas céder la moindre parcelle de terrain sur la question de Dantzig en 1939.

La question qui se pose ici, malgré toutes les terribles persécutions subies par les juifs en Allemagne, est de savoir pourquoi le Président américain Roosevelt et, avec lui, manifestement la nation américaine, ne s'opposent pas avec la même véhémence et la même sévérité au harcèlement des juifs dans l'État de Pologne, qu'ils connaissent également, et pourquoi ils acceptent la dictature dans ce pays. On peut aussi se demander pourquoi l'ambassadeur Bullitt parle à son collègue polonais de « l'expansion folle de l'Allemagne » dès 1938, alors qu'elle n'a même pas encore commencé à cette date. Ces trois critères, antisémitisme, dictature et expansion, auraient dû, s'il ne

[261] AA, 1940, n° 3, document 4.

s'agissait que de cela, contraindre les États-Unis à s'affronter régulièrement avec d'autres États depuis 1919. Mais rien de tel ne s'est produit. **On peut en déduire que la raison des divergences germano-américaines réside manifestement aussi dans une certaine germanophobie des personnes concernées.**

L'erreur de la « liberté d'action à l'Est »

L'accord de Munich, l'accord d'amitié et de consultation germano-britannique du 30 septembre, la sentence arbitrale de Vienne, la « Nuit de cristal » et les divergences franco-italiennes encore en suspens entraînent, dans les mois qui suivent, un va-et-vient en Europe où les fronts ne sont pas clairement définis.

En France, on n'est pas satisfait des accords de Munich, car on pense y avoir perdu une occasion de faire renoncer l'Allemagne à l'Alsace-Lorraine.[262] En Angleterre, la déclaration Hitler-Chamberlain du 30 septembre est un document qui oblige pour toujours l'Allemagne à consulter d'abord le gouvernement anglais en cas de nouveaux différends avec des États tiers. L'Angleterre suggère à la France de conclure un traité d'amitié et de consultation similaire avec l'Allemagne. Après quelques négociations, les gouvernements de Paris et de Berlin sont prêts à conclure un accord en novembre 1938. L'Italie, les États-Unis et la France font alors barrage. Le Duce Mussolini revendique Nice, la Corse, Tunis et Djibouti auprès des Français et tente par conséquent d'empêcher les Allemands de se rapprocher de la France. D'autre part, c'est le Président américain Roosevelt qui conseille à tous les États – dont la France – de se tenir à l'écart de l'Allemagne lors d'une conférence de presse le 15 novembre, peu après la « Nuit de cristal ». En France même, ce sont quelques syndicats et le parti communiste qui, sur les instructions de Moscou, tentent de faire échouer la visite du Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop à Paris et donc la signature d'un pacte de

[262] L'Allemagne avait déjà renoncé à l'Alsace-Lorraine à trois reprises : à Versailles en 1919, dans le traité de Locarno en 1925 et après le vote sur la Sarre en 1935.

non-agression franco-allemand. Malgré tous les efforts déployés pour s'y opposer, les deux ministres des affaires étrangères von Ribbentrop et Bonnet signent néanmoins le 6 décembre 1938 à Paris un traité qui stipule :

- que les deux pays n'ont plus de questions de nature territoriale en suspens,
- qu'ils reconnaissent solennellement l'un et l'autre leurs frontières actuelles et
- qu'ils entendent se concerter à l'avenir sur toutes les questions bilatérales, si l'évolution future de ces questions devait entraîner des difficultés internationales.[263]

Avec le document d'amitié et de consultation Hitler-Chamberlain et le traité similaire Ribbentrop-Bonnet, Hitler, Chamberlain et Daladier se sont engagés réciproquement à ce que l'Allemagne, l'Angleterre et la France s'efforcent à l'avenir d'entretenir des relations pacifiques et se consultent sur les questions délicates. Cela aurait dû conduire à une modération de la politique étrangère allemande dans la période qui suivit, mais un malentendu ou un égarement, ou les deux, produisit l'effet exactement inverse. Les 6 et 7 décembre 1938, avant et après la signature du traité franco-allemand, le Ministre allemand des affaires étrangères von Ribbentrop s'entretient avec son homologue français Bonnet de sujets politiques intéressant les deux parties : les revendications territoriales de l'Italie envers la France, la déclaration de garantie encore en suspens de l'Allemagne pour les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie, les relations franco-soviétiques et autres. L'échange de vues sur les contrats militaires français avec les États d'Europe de l'Est, dans le dos de l'Allemagne, est particulièrement intéressant. Von Ribbentrop qualifie le système de contrats français de « vestige irritant de la politique d'encerclement de la France ».[264] Il entend dans les réponses de Bonnet que la France attend de l'Allemagne qu'elle exerce une influence modératrice sur

263 Traité-Ploetz, partie II, tome IV, page 160.
264 Bonnet, page 135.

l'Italie et ses revendications territoriales, et qu'elle lui laisse en échange « une liberté d'action en Europe de l'Est ». Le Ministre allemand des affaires étrangères a entendu ou deviné ici quelque chose que Bonnet ne confirme pas par la suite. Von Ribbentrop rapporte à plusieurs reprises à ses collaborateurs que Bonnet lui a laissé entendre cela. Paul **Otto** Schmidt, interprète en chef du ministère des Affaires étrangères lors des entretiens à Paris, rapporte par exemple l'entretien des deux ministres au chef de presse du ministère, Paul **Karl** Schmidt, sur le chemin du retour à Berlin :

> *« Les questions relatives à l'Europe de l'Est ont été réglées à la hussarde. Le Chef a passablement trompé le bon Bonnet, qui a fini par lâcher du lest. Si nous bridons les Italiens pour les Français, Paris n'encouragera probablement pas les Polonais à s'obstiner dans la question de Dantzig ».*[265]

L'impression ou l'erreur de von Ribbentrop s'était manifestement formée avant la conférence de Paris. Le 20 novembre, soit deux bonnes semaines avant, le nouvel ambassadeur français Coulondre prend ses fonctions en Allemagne. L'interprète en chef Schmidt, présent lors de la première visite du nouvel ambassadeur au Ministre allemand des affaires étrangères, a écrit un compte rendu de l'entretien :

> *« Ribbentrop : une entente est possible si les ... États européens se limitent à leurs véritables intérêts, la France à son grand empire colonial, l'Angleterre à son Empire et l'Allemagne à sa véritable sphère d'intérêt, à savoir le sud-est de l'Europe.*
>
> *Coulondre : a dit qu'il voyait la question de la même façon ».*[266]

Le fait que le Ministre français des affaires étrangères Bonnet et son ambassadeur Coulondre à Berlin voient les choses ainsi en novembre 1938 et qu'ils veulent laisser une liberté d'action à l'Allemagne à l'Est ressort également des mémoires de Noel, alors

---

[265] Paul **Karl** Schmidt, page 29. L'interprète en chef, le Dr Paul **Otto** Schmidt, a reproduit différemment la conversation citée dans un livre publié en 1952, soit 14 ans plus tard.
[266] Paul **Karl** Schmidt, page 32.

ambassadeur de France à Varsovie. Noel décrit qu'à cette époque, Bonnet est sur le point de rompre les pactes d'assistance mutuelle français avec la Pologne et l'Union soviétique[267]. C'est un indice assez sûr que la France veut vraiment laisser une liberté d'action à l'Allemagne en Europe de l'Est pendant une courte période. Mais dès janvier 1939, lors de la visite du Ministre allemand des affaires étrangères von Ribbentrop à Varsovie et de la tentative de résoudre la question de Dantzig par la voie de la négociation, la France s'en mêle à nouveau.

Les promesses de « liberté d'action » ne sont par ailleurs pas rares à l'époque. Cette même année 1938, l'Italie et l'Angleterre concluent par exemple un tel accord.[268] L'Angleterre laisse une « liberté d'action » à l'Italie en Abyssinie et vis-à-vis de l'Espagne et se fait garantir en échange une liberté d'action en Europe centrale. En 1935, la France et l'Italie s'étaient également accordées « une liberté d'action » pour certains de leurs intérêts dans un accord additionnel secret au Traité de Rome.

Il n'est pas non plus exclu que von Ribbentrop ne se soit pas trompé et que les ministres et diplomates français aient d'abord évoqué la « liberté d'action » avant de la nier. Après tout, ils devaient offrir quelque chose en échange de l'influence de l'Allemagne contre les revendications territoriales de l'Italie. Que ce soit la vérité, un malentendu ou une erreur, l'idée s'est tellement ancrée dans l'esprit de von Ribbentrop qu'il en a tiré les mauvaises conclusions et a par conséquent mal conseillé Hitler par la suite. Dans le cas de la Tchéquie, trois mois seulement après, et dans celui de la Pologne, neuf mois plus tard, von Ribbentrop prédit au Führer, dans cette appréciation erronée, que la France tolérera les guerres de l'Allemagne contre ses voisins en Europe de l'Est. Lors de l'occupation suivante du reste de la Tchéquie, la France reste silencieuse pour de toutes autres raisons, donnant ainsi l'impression que von Ribbentrop a

[267] Noel, pages 246 et 27.
[268] Accord anglo-italien du 16 avril 1938, voir Churchill Weltkrieg, page 115.

correctement compris « l'assurance de la liberté d'action » à Paris. Mais lors de l'attaque contre la Pologne, l'erreur de Ribbentrop prend tout son sens. Il conseille mal Adolf Hitler, et la France déclare la guerre au Reich allemand de sa propre initiative trois jours après l'attaque allemande contre la Pologne.

Dans le cas de la Pologne, le conseil de von Ribbentrop n'est cependant plus à comprendre, puisque Bonnet lui a fait savoir auparavant, par une lettre datée du 1er juillet, que la politique de la liberté d'action ne pouvait pas se référer à la soumission de parties d'un pays voisin par l'armée.[269]

En outre, les mois précédant l'effondrement de la Tchécoslovaquie et l'invasion du reste de la Tchéquie sont marqués par le fait que la presse anglaise s'en prend aux accords de Munich et que Winston Churchill ne se lasse pas de battre tambour contre le Reich allemand. En conséquence, la presse allemande réagit avec une hostilité croissante à l'égard de l'Angleterre. En décembre 1938 et en janvier suivant, des rumeurs dont personne ne connaît l'origine circulent en Angleterre. On dit que l'Allemagne veut conquérir les Pays-Bas et la Suisse, occuper les champs pétrolifères de Roumanie, bombarder Londres et d'autres choses de ce genre.[270] Ainsi, l'opinion publique anglaise est déjà chauffée à blanc, avant même que quiconque en Allemagne ait des raisons de penser à de telles choses. Par ailleurs, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, les États-Unis, l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie poursuivent leur course à l'armement.

La désintégration de la Tchécoslovaquie

La séparation de la population germanophone de l'État des Tchèques et des Slovaques après la conférence de Munich ne résout pas le problème que connaît cet État depuis sa création. Les Slovaques, les Hongrois, les Polonais et les Ruthènes (Ukrainiens) se sont vu attribuer des droits en 1919 lors de l'accord de Pittsburgh et

[269] Paul **Karl** Schmidt, page 74 et ADAP, série D, volume VI, document 602.
[270] Henderson, page 183.

de l'accord sur les minorités de Saint-Germain, droits qu'ils veulent enfin obtenir, comme le font aujourd'hui les Allemands des Sudètes.

Le 4 octobre 1938, le Président Beneš, qui avait instauré la domination tchèque dans l'État multiethnique de Tchécoslovaquie, démissionne de son poste. Il est remplacé par le Premier ministre, le général Syrovy, qui occupe alors brièvement les deux postes principaux. Le 29 novembre 1938, le Dr Hacha devient le quatrième Président de la Tchécoslovaquie après le général Syrovy. Juriste administratif, il n'a jusqu'alors aucune activité ni ambition politique et ne possède pas non plus l'expérience requise par sa fonction. Avant que le Dr Hacha, en tant que Président de la République, et Syrovy, en tant que Premier ministre, ne trouvent le temps de remodeler le pays, les peuples restés dans l'État se séparent d'eux-mêmes. Après la séparation des Sudètes, l'annexion du territoire de Teschen par la Pologne, l'arbitrage de Vienne et la réintégration des Hongrois dans leur mère patrie, seuls six millions et demi de Tchèques, deux millions de Slovaques, près d'un demi-million de Ruthènes et de petites minorités font encore partie du reste de la Tchécoslovaquie. Les Tchèques, les Slovaques et les Ruthènes se sont mis d'accord pour transformer ce tronc en un État fédéral doté d'une autonomie interne pour les trois peuples.

Le 4 octobre 1938, les Ruthènes et le 9 octobre les Slovaques décident de mettre en place leurs propres parlements nationaux et d'organiser ainsi eux-mêmes leur rôle dans le nouvel État fédéral. Une assemblée et un gouvernement provisoires sont créés à Bratislava pour la Slovaquie, et une assemblée et un gouvernement provisoires sont créés à Užgorod pour l'Ukraine des Carpates. Le gouvernement provisoire de la Slovaquie est dirigé par Monseigneur Tiso, celui de l'Ukraine des Carpates par un homme d'Église, Monseigneur Volochin. Mais lorsque les deux présidents des nouveaux « Länder » font organiser les premières élections régionales, des difficultés surgissent.

Lors des élections ruthènes du 2 février 1939, 92 % des électeurs confirment Volochine dans ses fonctions et l'autonomie interne qu'il

revendique pour l'Ukraine des Carpates. Trois semaines plus tard, le 23 février, le vote est encore plus clair avec 98 % pour Tiso et l'autonomie. Hacha et les ministres tchèques de son cabinet craignent désormais que le reste de la République ne se divise en plusieurs parties. Le 6 mars, Hacha fait donc envahir l'Ukraine des Carpates par les troupes tchèques du général Prchala et, sans consulter le nouveau Parlement ruthène, nomme le général Ministre de l'intérieur, des finances et des transports. Ainsi, à peine a-t-il pu former son premier cabinet national ruthène que le Premier ministre Volochine est déjà destitué de son poste de chef du gouvernement de l'Ukraine des Carpates.

La Slovaquie n'est pas mieux lotie. Le 10 mars, Hacha renvoie Monseigneur Tiso de son poste de Ministre des affaires slovaques du gouvernement d'État encore commun de la Tchécoslovaquie, et avec lui trois autres ministres slovaques. La domination des Tchèques sur les Slovaques, les Ruthènes et les minorités est ainsi rétablie dans l'ensemble du pays. Le 10 mars, le Dr Hacha dissout également le parlement slovaque fraîchement élu. Il fait occuper Bratislava par des militaires tchèques, remplace les milices slovaques par la police tchèque[271], suspend les liaisons postales et ferroviaires avec l'Empire allemand et fait arrêter quelques parlementaires régionaux connus pour être des séparatistes. Le Dr. Hacha couronne le retrait du pouvoir aux Slovaques en imposant à la Slovaquie un nouveau gouvernement national dirigé par l'ancien Ministre de l'éducation Sivak.[272] Mais Sivak n'accepte pas le poste et Hacha doit demander à Monseigneur Tiso, après quelques jours de chaos, de reprendre le gouvernement de la Slovaquie. Dès lors, Tiso n'est plus disposé à chercher un terrain d'entente avec les Tchèques en général et avec le gouvernement de Prague en particulier, ni à maintenir la Tchécoslovaquie en vie.

---

[271] Henderson, page 201.
[272] Ibid.

La petite minorité allemande qui est restée dans le pays est également en colère. Lors de la séparation des territoires des Sudètes, 350 000 Tchèques ont été rattachés contre leur gré à l'Empire allemand. De même, 175 000 Allemands vivant dans les îlots linguistiques au sein de la Tchécoslovaquie ont dû rester dans cet État qui leur était resté étranger. Les Allemands des Sudètes – déçus de ne pas être « rentrés dans le Reich » – ne coopèrent plus avec les Tchèques. De leur côté, ces derniers voient dans les Allemands leur ennemi dans leur propre pays. Des milliers d'Allemands des Sudètes perdent leur emploi. Dans un premier temps, la Tchécoslovaquie ne leur accorde pas, à eux et à leurs familles, d'allocations de chômage, comme c'est habituellement le cas dans le pays. Ainsi, pour de nombreux Allemands restés en Tchécoslovaquie, la détresse économique vient s'ajouter à l'isolement. Un troisième groupe ethnique, même s'il n'est plus très nombreux, est ainsi en mauvais termes avec les Tchèques. Cette brouille entre les Tchèques et les Allemands des Sudètes restés en Tchécoslovaquie ne peut toutefois pas servir de justification au protectorat imposé plus tard par l'Allemagne sur la Tchéquie. Depuis son entrée en fonction le 29 novembre 1938, le Dr Hacha s'efforce, avec le Ministre des affaires étrangères Chvalkovsky, d'entretenir des relations fructueuses avec le gouvernement allemand du Reich. Chaque fois que des plaintes sont adressées à Prague par Berlin, Hacha et Chvalkovsky s'empressent de répondre aux souhaits allemands. Pourtant, le Dr Hacha ne parvient pas à changer en peu de temps les conditions de vie des Allemands des Sudètes dans son pays.

En plus des troubles internes dans ce qui reste de la Tchécoslovaquie, d'autres pressions extérieures s'exercent. Les Polonais maintiennent ce qu'ils considèrent comme des revendications territoriales toujours en suspens. Le 17 octobre, Varsovie revendique une zone frontalière de cinq kilomètres sur vingt au sud-ouest de Zakopane. Elle se tourne ensuite vers l'Allemagne et la Roumanie pour obtenir, avec l'aide de Berlin et de Bucarest, la séparation de l'Ukraine des Carpates et son rattachement à la

Hongrie.[273] Le 22 octobre, Varsovie demande quatre autres corrections de frontières dans les Tatras, même si elles sont mineures. Le gouvernement polonais tente alors, en vain, de convaincre la Slovaquie de déclarer son indépendance.[274] Jusqu'au 30 octobre, la liste des exigences polonaises envers la Tchécoslovaquie comprend, outre les déplacements de frontières déjà mentionnés, la région de Hrosow avec des mines de charbon et des usines chimiques, un champ de mines non encore exploité près de Hermanice, la mine Ludwigsschacht près de Petrwald ainsi que la voie ferrée et la route de Cerny à Zwardon au col de Jablonka, et la route près de Lubkov dans les Beskides orientales. Le gouvernement régional slovaque, qui n'est manifestement plus sûr que le gouvernement central de Prague puisse le protéger contre les revendications territoriales polonaises, s'adresse le 31 octobre au gouvernement allemand du Reich et lui demande de protéger la Slovaquie contre les revendications polonaises qui se sont rajoutées.[275] Le 4 mars 1939, le gouvernement polonais commence à déployer des troupes à la frontière. Le 12 mars, deux divisions complètes se trouvent dans et en dehors de la région de Teschen.[276] Le 13, d'autres troupes polonaises se dirigent vers la frontière avec l'Ukraine des Carpates. En outre, le gouvernement polonais presse le gouvernement roumain de s'emparer des lignes de chemin de fer et des villages roumains en Ukraine des Carpates.[277]

Le gouvernement hongrois, bien qu'il ait gagné des terres dans la sentence arbitrale de Vienne, présente également d'autres exigences. Il ne s'agit pas seulement des revendications historiques que les Hongrois font valoir. Il s'agit également d'un litige entre les Hongrois et les Ruthènes à propos de la destruction de la nature à laquelle se livrent les Ruthènes en déboisant les versants sud des Carpates forestières. Les Ruthènes essaient de se procurer des devises en

[273] PAAA, R 29770 et Roos, Polen und Europa, page 382.
[274] PAAA, R 29770, feuille 76021.
[275] PAAA, R 29770, feuille 76088.
[276] PAAA, R 29934, feuille 213499.
[277] PAAA, R 29934, feuille 213380.

exportant du bois. Ils exploitent les forêts qui stockaient jusqu'à présent les précipitations dans la vallée de la Tisza, provoquant ainsi la karstification des Carpates et, par conséquent, l'ensablement des terres agricoles dans la vallée hongroise de la Tisza. Le 8 mars 1939, la Hongrie propose à la Tchécoslovaquie d'acheter les régions forestières de l'Ukraine des Carpates.[278] Aux alentours du 11 mars, la Hongrie déploie des troupes aux frontières de la Slovaquie orientale et de l'Ukraine des Carpates.[279] Le 13 mars, des réservistes sont convoqués dans toute la Hongrie et une station de radio hongroise annonce que les troupes hongroises se mettront en marche le 15 mars « pour libérer leurs frères ruthènes ». Le 14 mars – deux jours avant l'invasion allemande du reste de la Tchéquie – un premier combat frontalier a lieu près de Munkács, au cours duquel les troupes hongroises s'emparent d'un village du côté tchécoslovaque et l'occupent.

Les Roumains n'ont rien non plus pour leurs voisins. Le 13 mars, le Ministre roumain des affaires étrangères Gafencu fait savoir à l'ambassadeur allemand à Bucarest que

> *« la Roumanie n'a aucun intérêt au maintien de la Tchéquie ou de la Slovaquie, et qu'elle ne se sent plus liée à Prague d'aucune manière ».*[280]

Hitler connaît les ambitions des Polonais et des Hongrois et décide donc de profiter de l'effondrement du pays voisin mal-aimé pour devancer les autres intéressés. Le 12 mars 1939, il ordonne au colonel général Keitel que les unités de l'armée de terre et de l'armée de l'air prévues à cet effet se tiennent prêtes à entrer en Tchéquie le 15 mars à 6 heures du matin.[281] Il a manifestement un sens aigu du timing pour le déroulement de tels drames.

La pression extérieure accélère la désintégration intérieure. Le 13 mars, le Premier ministre slovaque Tiso se rend à Berlin sur invitation

---

278 PAAA, R 29934, feuille 213537.
279 PAAA, R 29934, feuille 213499.
280 PAAA, R 29934, feuille 213473.
281 Keitel, page 235.

afin de savoir comment le gouvernement du Reich allemand se comporterait en cas de déclaration d'indépendance de la Slovaquie. Hitler déclare que l'Allemagne n'est pas intéressée par la possession de ce pays car, contrairement à la Tchéquie, il n'a jamais fait partie du Reich allemand. Mais Hitler demande à Tiso, en faisant référence au déploiement de l'armée hongroise, si la Slovaquie veut devenir indépendante ou retourner à la Hongrie.

> *« Vous voyez »,* dit Hitler, *« la situation. Je n'ai aucune intention à l'égard de la Slovaquie. Elle n'a jamais appartenu à l'Allemagne et je n'engagerai pas un seul soldat allemand pour elle, à moins qu'elle ne me demande de garantir ses frontières. Mais la Slovaquie doit alors dire très clairement si elle le veut ou non ».*[282]

Tiso termine l'entretien par des remerciements, mais sans réponse. Il rentre le jour même à Bratislava et se présente le lendemain devant son parlement, qu'il avait déjà convoqué à cet effet avant de se rendre à Berlin. Le discours de Tiso y est bref et clair :

> *« Le gouvernement de Prague ayant violé notre autonomie par l'acte de violence du 10 mars, je romps tous les liens qui existaient jusqu'à présent entre nous. En vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, je déclare par la présente l'indépendance de la Slovaquie. Que ceux qui approuvent ma décision se lèvent ! »*[283]

La réaction est sans équivoque. Tous les députés se lèvent de leurs sièges et chantent l'hymne national slovaque. Immédiatement après cette assemblée historique pour la Slovaquie, le Président Tiso envoie un télégramme au Ministre allemand de l'aviation du Reich, Göring, dans lequel il écrit :

> *« Je vous prie de porter ce qui suit à la connaissance du Führer et Chancelier du Reich : l'État slovaque se soumet à votre protection, avec une grande confiance en vous, le Führer et Chancelier du Grand Reich allemand. L'État slovaque vous demande d'assumer cette protection.*

---

[282] ADAP, série D, volume IV, document 202 et IMT, volume XXXI, document 2802-PS.
[283] Benoist-Méchin, tome 6, page 65.

Tiso »[284]

La réponse de Hitler suit le même jour :

> *« J'accuse réception de votre télégramme et j'assume par la présente la protection de l'État slovaque.*
>
> *Adolf Hitler »*

Le 14 mars également, une demande de protection identique de la part des Ruthènes est un désastre pour Monseigneur Volochine en matière de politique étrangère.[285] Hitler n'y répond pas. Il fait plutôt informer le chef de l'État hongrois par Horthy de la déclaration d'indépendance de l'Ukraine des Carpates et informe le gouvernement de Budapest qu'il a la « liberté d'action » en Ukraine des Carpates. Le 18 mars 1939, la Hongrie prend le contrôle de ce petit pays qui ne lui appartient qu'historiquement, mais pas en tant que peuple ruthène. Ainsi, le 14 mars, la Tchécoslovaquie, qui n'avait que vingt ans, a mis fin à son existence en tant qu'État multiethnique.

La réaction de Hitler à l'égard des Ruthènes s'accorde mal avec la théorie entretenue par de nombreux historiens selon laquelle le dictateur avait, dès le début de sa carrière, pour projet ferme la conquête d'un empire de l'Est en Ukraine en tant que « Lebensraum » à l'Est. Avec une Ukraine des Carpates indépendante sous la protection de l'Allemagne, Hitler aurait pu constituer la base d'une Ukraine entière détachée de la Pologne et de la Russie et associée à l'Allemagne. Hitler connaît la haine des quelque six millions d'Ukrainiens envers les Polonais, à l'État desquels ils doivent appartenir contre leur gré depuis 1920, et il connaît les aspirations à l'indépendance des Ukrainiens de l'Est en Union soviétique. Au lieu de laisser l'Ukraine des Carpates et les Ruthènes aux Hongrois, Hitler aurait pu accepter la proposition de Monseigneur Volochine et rattacher la première partie de l'Ukraine au territoire allemand en tant que protectorat. Il ne l'a pas fait. Pourquoi ? Le désintérêt de Hitler

[284] ADAP, série D, volume VI, document 10.
[285] PAAA, R 29934.

pour l'Ukraine carpatique en mars 1939 peut sans doute être interprété comme le signe qu'il n'avait pas encore à l'époque de projets mûris pour s'emparer des pays qui étaient jusqu'alors maîtres des deux plus grandes parties de l'Ukraine, la Pologne et l'Union soviétique. En mars 1939, Hitler n'a apparemment pas encore l'intention d'attaquer la Pologne.

Le 14 mars 1939, la Tchécoslovaquie a cessé d'exister. L'arrêt de mort de cette créature artistique de Saint-Germain n'a pas été prononcé en 1939, mais peu après sa création, avec la rupture de la promesse de Masaryk et Beneš de construire un pays de peuples égaux à l'image de la Suisse. Avec la Tchécoslovaquie, le premier des trois États plurinationaux créés par les puissances victorieuses de la guerre mondiale s'effondre. Les Tchèques, comme bientôt les Polonais et plus tard les Serbes, échouent en tant que nations directrices de ces nouvelles entités artistiques, car ils se montrent oppresseurs et non partenaires des minorités nationales qui leur sont confiées. Les Américains, les Britanniques et les Français, en tant que parrains de la Tchécoslovaquie multiethnique, n'ont jamais surveillé et imposé les droits civiques convenus en 1919 avec les Tchèques et les Slovaques pour les membres des autres groupes ethniques. Ils portent une part de responsabilité dans ce désastre.

La Tchéquie devient un protectorat

Le 13 mars 1939, alors que le Président slovaque Tiso se rend chez Hitler, l'ambassadeur anglais Henderson à Berlin contacte le Secrétaire d'État von Weizsäcker au ministère des Affaires étrangères. Il veut savoir quelles sont les intentions de l'Allemagne ou de Hitler quant à la suite des évènements. Von Weizsäcker, qui connaît les plans d'invasion de Hitler, élude la question et se contente de dire : « Quoi que l'on fasse, cela se fera de manière décente ».[286] Henderson, qui doit représenter la prétention de la Grande-Bretagne à participer à l'avenir de la Tchécoslovaquie, met en garde von Weizsäcker de

[286] Henderson, page 202 et AA 1939 n° 2, document 258.

manière très ferme contre l'intervention de l'Angleterre au cas où les accords de Munich seraient violés. Cet avertissement reste, comme Hitler le fera remarquer plus tard, une menace creuse. Le même jour, Henderson insiste auprès de son collègue tchèque pour qu'il suggère à son Ministre des affaires étrangères à Prague de se rendre immédiatement à Berlin et de discuter de l'évolution tchécoslovaque avec le gouvernement du Reich.[287]

Le 14 mars, que ce soit sous la pression de l'ambassadeur anglais Henderson à Berlin ou de sa propre initiative, l'ancien Président de la Tchécoslovaquie, et à partir de ce jour uniquement Président des Tchèques, le Dr Hacha, est le troisième à s'adresser au Chancelier allemand. Il demande à ce qu'une date de visite soit fixée le plus rapidement possible[288], ce qui lui est immédiatement proposé. Le 14, dans l'après-midi, le Dr Hacha, accompagné de son Ministre des affaires étrangères Chvalkowsky et de sa fille, part en train de Prague pour Berlin. Hacha, déjà âgé et souffrant de problèmes cardiaques, n'ose plus prendre l'avion. L'état de santé fragile du Président est également la raison pour laquelle sa fille l'accompagne.

Le Dr Hacha arrive tard dans la soirée et est accueilli dans la capitale du Reich avec tous les honneurs cérémoniels dus à un chef d'État étranger. À l'hôtel, le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop remet à la fille de Hacha un bouquet de roses jaunes. Dans la chambre se trouve une bonbonnière, attention de Hitler pour la dame. Lors de l'entretien préliminaire que le Président tchèque a encore à l'hôtel avec le Ministre allemand des affaires étrangères, le Dr Hacha dit à von Ribbentrop qu'il est venu « pour remettre le destin de la Tchéquie entre les mains du Führer ».[289] En somme, un prélude aux entretiens suivants qui ne laisse encore rien présager de mauvais. Von Ribbentrop rapporte à Hitler la remarque de Hacha sur le sort des Tchèques, qui doit être remis entre les mains du Führer. Celui-ci

[287] Henderson, page 205.
[288] PAAA ; R 29934, feuille 213455.
[289] Débats du TMI, volume X, page 291.

charge le ministre de rédiger immédiatement un accord germano-tchèque à cet effet.

Lorsque le Dr Hacha arrive chez Hitler, il est déjà 1h15 du matin[290] ; ce qui représente une épreuve pour le vieux Président au cœur malade. Hacha n'a pas dû être tout à fait pris au dépourvu par ce qui l'attendait. Dès l'accueil à la gare, l'ambassadeur tchécoslovaque l'avait informé que des troupes allemandes se préparaient à pénétrer sur le territoire tchèque en Moravie-Ostrava.[291] Par ailleurs, alors que le Dr Hacha et Hitler se font face, les formations allemandes prévues pour l'occupation étaient déjà en marche vers la frontière. Hitler avait déjà fixé l'entrée des troupes allemandes à 6 heures du matin deux jours auparavant.

Le Président Hacha s'approche de Hitler, les bras tendus, et ouvre l'entretien par un flot d'amabilités :

> *« Excellence, vous ne savez pas à quel point je vous admire. J'ai lu tous vos ouvrages et j'ai pu entendre presque tous vos discours ».*[292]

Hacha parlant couramment l'allemand, il est tout à fait possible que cela ait été le cas. Après l'ouverture de la conférence, c'est à nouveau le Président tchèque qui prend immédiatement la parole. Après avoir déclaré qu'il « ne verse pas une larme » pour les Slovaques devenus indépendants, il en vient aux relations germano-tchèques :

> *« Pendant des siècles, nos peuples ont vécu côte à côte et les Tchèques ne se sont jamais aussi bien portés que lorsqu'ils vivaient en bonne intelligence avec les Allemands. C'est pourquoi j'ai demandé un entretien avec vous, car je veux dissiper les malentendus qui ont pu surgir entre nos deux pays. Je remets le destin de mon peuple entre vos mains avec la conviction que je ne pourrais pas le remettre entre de meilleures mains ».*[293]

---

[290] 15 mars 1939.
[291] À cet instant, les troupes allemandes étaient en marche pour boucler la frontière polono-tchécoslovaque.
[292] TMI volume XXXI page 139 et suivantes.
[293] Ibid.

Hitler répond d'abord aimablement, mais il commence ensuite à énumérer comment l'ancienne Tchécoslovaquie a ruiné les relations germano-tchèques. Lors de la réoccupation de la Rhénanie allemande en 1936, le gouvernement de Prague aurait proposé à Paris de poignarder l'Allemagne dans le dos avec son armée en cas de guerre franco-allemande. Lors des négociations de la Société des Nations à Genève, les Tchèques ont toujours fait preuve d'une attitude hostile envers l'Allemagne. En mai 1938, son pays s'est mobilisé contre le Reich allemand sans aucune incitation de la part de l'Allemagne. C'est à cette époque que lui, Hitler, a pris la décision de tirer les conséquences de l'attitude hostile de la Tchécoslovaquie.[294] Même après la conférence de Munich, six mois plus tôt, et après la séparation des territoires des Sudètes, le vieil esprit d'hostilité n'avait pas changé. L'armée tchèque ne songeait qu'à se venger.

> *« C'est ainsi »,* dit Hitler, *« que les dés sont tombés chez moi dimanche dernier. ...*
>
> *J'ai donné l'ordre à la Wehrmacht d'entrer dans ce qui reste de la Tchécoslovaquie et de l'intégrer au Reich allemand.... Il n'y a désormais plus que deux possibilités : soit l'armée tchèque ne résiste pas à l'avancée des troupes allemandes. Dans ce cas, votre peuple a encore de bonnes perspectives d'avenir. Je lui accorderai une autonomie qui dépasse de loin tout ce dont il aurait pu rêver à l'époque de l'Autriche, afin de barrer la route aux troupes polonaises qui devaient traverser la Slovaquie à la rencontre des troupes hongroises. Ou bien leurs troupes résisteront. Dans ce cas, elles seront détruites par tous les moyens à ma disposition ».*[295]

Toute négociation entre Hitler et Hacha est désormais impossible. Le Führer presse le Président tchèque de téléphoner immédiatement à son Ministre de la défense Syrový à Prague et de lui ordonner de demander à ses troupes et à la population de ne pas résister. Le

---

[294] Le 30 mai 1938, Hitler a donné l'ordre au chef de l'OKW de préparer une intervention de la Wehrmacht contre la Tchécoslovaquie « afin d'écraser la Tchécoslovaquie dans un avenir... prévisible ».

[295] Volume TMI XXXI page 139 et suivantes.

commandant en chef de la Luftwaffe, le général en chef Göring, présent sur place, poursuit en menaçant de bombarder Prague le lendemain matin dans le cas contraire. Le Dr Hacha cède à contrecœur au chantage et ordonne à Syrový, comme il l'avait demandé, de mettre fin à toute résistance de l'armée tchèque. Cela étant clairement établi, les Allemands interdisent également le tir aux éléments de la Wehrmacht qui doivent franchir les frontières à partir de 6 heures.

Des versions folles de cette réunion nocturne circulent dans l'historiographie. Un malaise du vieux Dr Hacha et l'aide du médecin personnel de Hitler présent sur place en donnent certainement matière. Mais les deux témoins de cette soirée, le conseiller de la légation allemande Hewel et l'interprète en chef Schmidt, ne rapportent rien de tel. Schmidt écrira plus tard à propos de cette rencontre :

> *« Pourtant, cette nuit-là, les scènes tumultueuses entre Hitler et Hacha, dont la presse étrangère a parlé à l'époque et plus tard, n'ont pas eu lieu ».*[296]

Le procès-verbal de la soirée rédigé par Hewel décrit également un Dr Hacha plus conciliant qu'excité. Le procès-verbal indique que le Dr Hacha se présente à Hitler comme un ancien juriste administratif de la KuK à Vienne, qui s'était de toute façon

> *« demandé si c'était même une chance pour la Tchécoslovaquie d'être un État indépendant ».*

Lorsque Hitler annonce au Dr Hacha que les troupes allemandes vont envahir son pays dans quelques heures, Hacha demande seulement que soit épargné à son peuple un « rachat des âmes comme à l'époque autrichienne », c'est-à-dire que les Tchèques conservent leur propre nationalité. Hitler s'y engage auprès des Tchèques.[297]

À 3h55 du matin, Hitler et le Dr Hacha s'apprêtent à signer la déclaration que le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop a

[296] Schmidt, Paul Otto, page 429 et suivantes.
[297] ADAP, série D, volume IV, document 228.

rédigée sur ordre de Hitler après son premier entretien avec Hacha la nuit précédente :

> *« ... Des deux côtés, on a exprimé la conviction unanime que l'objectif de tous les efforts devait être d'assurer le calme, l'ordre et la paix dans cette partie de l'Europe centrale. Le Président tchécoslovaque a déclaré que, pour servir cet objectif et parvenir à une paix définitive, il remettait en toute confiance le sort du peuple et du pays tchèques entre les mains du Führer de l'Empire allemand. Le Führer a accepté cette déclaration et a exprimé sa décision de prendre le peuple tchèque sous sa protection et de lui garantir un développement autonome de sa vie nationale, conformément à son caractère propre ».*[298]

L'exécution de cet accord extorqué se déroule étonnamment sans aucune friction en Tchéquie. La Wehrmacht occupe les régions de Bohême et de Moravie jusqu'au soir. Le même jour, Hitler se rend sur le Hradschin et se fait présenter par le Dr. Hacha les membres du gouvernement tchèque et les hauts responsables de l'administration. Hacha reste chef du gouvernement jusqu'en 1945. L'ancien ministre allemand des Affaires étrangères, von Neurath, devient son « Reichsprotektor » et le représentant personnel de Hitler. Von Neurath reçoit les pouvoirs que les gouverneurs de la couronne des Habsbourg détenaient dans les pays soumis jusqu'à il y a vingt ans. Le gouvernement allemand du Reich reprend en main les portefeuilles de la politique étrangère, des finances, de l'économie et de la défense. Le gouvernement tchèque de Hacha, avec la souveraineté sur l'Intérieur, la Culture et d'autres ministères, n'a plus que le pouvoir d'organiser une vie autonome à l'intérieur. La police reste donc tchèque. Toutefois, la Gestapo allemande[299] instaure son propre régime de contrôle et de pouvoir dans le pays. L'armée passe de 150 000 à 7 000 hommes.[300] Les Tchèques ne sont plus appelés sous les drapeaux, ce qui leur permettra plus tard de sortir indemnes de la Seconde Guerre mondiale à cet égard. Les officiers tchèques licenciés reçoivent des

---

298 ADAP, série D, volume IV, document 229.

299 Police secrète d'État.

300 Benoist-Méchin, tome 7, page 81, l'auteur tchèque l'historien Miksche parle de 16 000 soldats.

pensions sur ordre de Hitler, ce qui leur permet de supporter au moins matériellement la défaite morale qu'ils ont subie. D'énormes quantités de matériel militaire et une industrie d'armement performante sont désormais disponibles pour le développement de l'armée allemande.

Malgré le licenciement de près de 100 000 soldats tchèques, le chômage diminue par la suite dans le pays.[301] L'économie est stimulée par le rattachement au Reich. La raison en est la demande allemande pour l'offre de marchandises de bonne qualité fournie par les Tchèques. La couronne reste la monnaie nationale à côté du Reichsmark. La Tchéquie fait partie du territoire douanier allemand, mais les frontières extérieures demeurent. Les citoyens allemands ne peuvent se rendre dans cette partie de l'Empire qu'avec un passeport.

Cette présentation – il convient de le mentionner ici – ne doit pas occulter le fait que l'Allemagne, puissance du protectorat, contrôle la Tchéquie jusqu'en 1945 avec un contingent de 5 000 policiers allemands et étouffe ainsi dans l'œuf toutes les velléités anti-allemandes. Un nombre estimé entre 36 et 55 000 Tchèques sont victimes de la domination allemande pendant ces six années, sachant que – cela aussi fait partie des relations germano-tchèques – plus de 90 % des dénonciations et des plaintes qui conduisent à l'arrestation de Tchèques proviennent également de ces derniers.[302]

Le jour même de l'invasion allemande de la Tchéquie, les Hongrois occupent eux aussi, avec l'Ukraine des Carpates, une partie de la Tchécoslovaquie en voie de désintégration. Mais contrairement aux Tchèques face aux Allemands, les Ruthènes résistent militairement aux Hongrois. Contrairement au protectorat, il n'y a pas de traité ni d'accord des Ruthènes, même pas un accord extorqué sous la pression. Et l'Ukraine carpatique n'obtient ensuite aucun statut autonome, contrairement à la Tchéquie dans le Reich. Malgré cela, la

[301] Les soldats slovaques et ruthènes, auxquels il n'est plus possible de fournir des emplois en Tchéquie, expliquent la différence entre 150 000 anciens soldats et les 100 000 seulement licenciés.

[302] FAZ du 30 août 1997, tiré du livre « Hyeny » de Jaroslav Pospišil.

France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique ne réagissent pas à l'annexion des Hongrois. La protestation des quatre pays cités est dirigée à cette époque uniquement contre l'action du gouvernement allemand du Reich.

La garantie qui n'a jamais existé

En occupant le reste de la Tchéquie, le Führer Hitler commet un crime contre les Tchèques, qui sera évalué dans le paragraphe suivant. Auparavant, un coup d'œil sur un aspect de détail :

Dès le début, les Français décrivent l'occupation du reste de la Tchéquie comme une violation des accords de Munich. L'historiographie a adopté cette vision des choses. Jusqu'à aujourd'hui, les élèves allemands du secondaire doivent l'apprendre ainsi. Dans le livre d'histoire scolaire « Unsere Geschichte », volume 4, de Diesterweg par exemple, on peut lire à propos de l'occupation de la Tchéquie : « Il (Hitler) avait ... violé le traité solennellement signé à Munich ».[303] L'autre reproche qui a trouvé sa place dans l'historiographie est qu'en occupant la Tchéquie, Hitler a également violé la garantie donnée à Munich concernant les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie. En lisant le traité et l'avenant à cette garantie, on constate rapidement que ce n'est pas vrai.

Les huit articles du traité de Munich ne règlent que les « conditions et modalités » de la cession des territoires des Sudètes : les dates et les zones d'occupation allemande par étapes, une consultation populaire, la création d'une commission internationale pour la fixation définitive des frontières, le droit d'option pour les habitants des territoires concernés et la libération des Allemands des Sudètes des services de police et militaires de la Tchécoslovaquie. L'Allemagne n'a pas violé ces huit articles – tous en faveur de l'Allemagne – en occupant illégalement la Tchéquie, elle n'a donc pas rompu l'accord.

L'Allemagne n'a pas non plus violé une garantie, puisqu'elle n'en avait pas donné. L'« avenant aux accords de Munich » garantissant les

[303] Diesterweg 1988, page 123.

nouvelles frontières prévoit, comme nous l'avons déjà décrit, le règlement préalable de la question des minorités hongroise et polonaise. Or, la question polonaise n'a pas été réglée jusqu'au jour de l'invasion allemande. Et le gouvernement du Reich n'a par conséquent pas non plus émis une telle garantie.

Au tournant de l'année 1938 et 1939, l'utilité d'une garantie pour les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie est de toute façon controversée. Aucune des nations qui ont signé le traité de Munich ne veut, dans la période qui suit, assumer son annonce de garantie et donner réellement la garantie de l'inviolabilité des nouvelles frontières. Chacune pousse d'abord l'autre. Après l'arbitrage de Vienne en novembre 1938, le gouvernement de Paris demande à celui de Londres de se joindre à lui et de garantir comme définitives les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie, amputée des territoires hongrois. Le 14 novembre, le Premier ministre britannique Chamberlain rejette la proposition française.[304] Par la suite, le gouvernement français renonce également à une telle garantie. Du 11 au 14 janvier 1939, Chamberlain se trouve à Rome pour s'entretenir avec son collègue Mussolini sur les foyers de crise en Europe. À cette occasion, Chamberlain et Mussolini s'accordent à dire que les conditions en Tchécoslovaquie sont actuellement trop instables pour mettre en pratique la garantie anglaise et italienne telle qu'elle a été annoncée à Munich.[305]

Malgré ces propres réserves, le gouvernement britannique demande à Berlin, par une note du 8 février 1939, si le gouvernement du Reich allemand ne veut pas enfin donner la garantie promise pour les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie. Mais en février, la situation est toujours la même. La question des minorités polonaises n'est toujours pas réglée et le moment n'est donc toujours pas venu pour Berlin et Rome de donner des garanties. Le 28 février, deux semaines avant l'invasion germano-hongroise, le gouvernement du

[304] Nicoll, page 129.
[305] Nicoll, page 126 et Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume III, Document 500 (3).

Reich donne aux gouvernements de Londres et de Paris une réponse à la demande anglaise du 8 février concernant cette garantie encore en suspens. Dans sa note de réponse, le gouvernement du Reich fait remarquer que des garanties internationales à ce moment-là pourraient encourager le gouvernement tchécoslovaque à régler à nouveau les problèmes intérieurs de son pays d'une main plus ferme.[306] Les quinze jours suivants montrent déjà que cette hypothèse n'est pas fausse. Le 6 mars, le général Prchala marche avec des soldats tchèques vers l'Ukraine des Carpates et y « remplace » quelques ministres, et le 10 mars, le gouvernement central de Prague dissout le parlement slovaque fraîchement élu. La note du gouvernement impérial allemand mentionnée se termine par la phrase suivante :

> *« Le gouvernement du Reich allemand pense donc qu'il est nécessaire d'attendre d'abord une clarification de l'évolution interne de la Tchécoslovaquie et les améliorations qui en résulteront dans les relations de ce pays avec les États environnants, avant que le moment ne soit venu de prendre une autre position ».*[307]

Le gouvernement du Reich refuse donc ici provisoirement une garantie allemande pour l'existence et les frontières de la Tchécoslovaquie en voie de désintégration. À la lumière des faits, aucun des quatre gouvernements représentés à Munich n'a donc donné de garantie. Les Français et les Britanniques l'ont peut-être voulu, mais ne l'ont jamais fait. Ils s'étaient seulement « **déclarés prêts** à adhérer à une garantie internationale » le 19 septembre 1938, lors de leur mémorable demande au gouvernement de Prague de céder les Sudètes. Dans cet « avenant aux accords de Munich », qui concerne la garantie, ils ont ensuite signé une nouvelle fois qu'ils « s'en tiennent à leur offre du 19 septembre 1938 ». Ils n'ont donc jamais exprimé par écrit et par contrat autre chose que leur volonté d'obtenir une telle garantie. C'est pourquoi Chamberlain, le jour de l'invasion allemande du reste de la Tchéquie, parle également devant

306 PAAA, R 29934, feuille 213567.
307 PAAA, R 29934, feuille 213568.

la Chambre des Communes à Londres de la Tchécoslovaquie comme d'un État dont l'Angleterre « avait l'intention de garantir les frontières ». Aucune des quatre puissances réunies à Munich n'a jamais garanti les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie, pas même l'Allemagne.

L'origine de la Seconde Guerre mondiale

L'annexion du reste de la Tchéquie et sa transformation en « protectorat de Bohême et de Moravie » ont permis à Hitler de remporter une nouvelle victoire et d'acquérir des terres sans effusion de sang. Mais il s'agit pour la première fois d'un gain en dehors de la légitimité jusqu'alors généralement acceptée de ramener des groupes de population allemands « chez eux dans le Reich ». Hitler tente de donner à l'annexion un semblant de légitimité avec le traité de protectorat signé par le Dr Hacha. Le traité est certes contraignant au sens du droit international, mais comme il a été extorqué, il n'a pas de force morale, comme avait pu l'être le traité de Versailles extorqué auparavant.

Malgré l'effondrement de la structure étatique de la Tchécoslovaquie, les annexions du reste de la Tchéquie et de l'Ukraine carpatique constituent un crime contre le droit des Tchèques et des Ruthènes à vivre dans leur propre État, selon leur propre autodétermination. Le protectorat sur la Tchéquie est et reste une injustice, malgré la signature extorquée à Hacha du traité de protectorat, même si les accords de Munich n'ont pas été rompus pour autant et même si les Britanniques, les Allemands, les Italiens et les Français n'ont jamais fait de déclaration de garantie pour la Tchécoslovaquie. C'est et ce sera toujours le cas, bien que la Grande-Bretagne fasse la même chose avec l'Égypte au même moment et bien que la France ait peut-être tout de même accordé à l'Allemagne « une liberté d'action à l'Est ». Au printemps 1939, cette injustice aurait été une raison pour l'Angleterre, la France, les États-Unis et l'Union soviétique de déclarer la guerre aux Allemands et aux Hongrois pour libérer les Tchèques et les Ruthènes. Mais cela n'a pas eu lieu.

En occupant la Tchéquie, Hitler renie en outre la parole qu'il a souvent donnée. Au cours de la période précédente, il avait solennellement et publiquement proclamé à plusieurs reprises : « Je ne veux pas du tout de Tchèques » ou « L'Allemagne laissera la Tchécoslovaquie tranquille après la remise des Sudètes » et d'autres déclarations similaires dans le même esprit. Après la conférence de Munich, il avait donné sa parole à Chamberlain de renoncer à l'avenir à faire cavalier seul sur de telles questions. Il avait promis au Premier ministre britannique, en signant sa lettre :

> *« de traiter également d'autres questions concernant nos deux pays selon la méthode de la consultation et d'éliminer les éventuelles causes de désaccord ».*

Enfin, dans le traité franco-allemand du 6 décembre 1938, il s'était également engagé envers les Français

> *« de se consulter à l'avenir sur toutes les questions bilatérales, si l'évolution future de ces questions devait entraîner des difficultés internationales ».*

Mais avant même l'autodissolution de la Tchécoslovaquie, Hitler, von Ribbentrop et son Secrétaire d'État von Weizsäcker font savoir à Paris et à Londres que le gouvernement du Reich ne veut plus d'ingérence de ce côté dans les changements encore possibles en Europe centrale et orientale, et ce malgré les deux accords de consultation avec la Grande-Bretagne et la France. Paris et Londres considèrent cependant ces accords comme leur droit de regard sur toutes les questions d'avenir concernant la Tchécoslovaquie. Hitler, quant à lui, interprète les textes à la lettre et considère que la demande des Slovaques pour un protectorat allemand était une affaire exclusivement germano-slovaque et que l'annexion de l'Ukraine des Carpates était une affaire exclusivement hongroise. Pour justifier l'occupation de la Tchéquie, Hitler argumente après coup sur l'instabilité que cette entité résiduelle a apportée à la région. Mais cette raison n'est qu'un prétexte. Les vraies raisons sont les suivantes :

Tout d'abord, Hitler, qui a grandi dans le Habsbourg, ne perçoit manifestement pas les Tchèques et la Tchéquie comme des entités totalement indépendantes. Pour lui, ils ont fait partie de l'Empire

allemand depuis près de mille ans – à l'exception des vingt dernières années – et n'ont été séparés par le traité de Versailles que par une malveillance. Hitler pense et agit sur cette question comme il est tout à fait normal de le faire à l'époque. En 1918, les Tchèques et les Polonais, par exemple, utilisent exactement la même argumentation à Saint-Germain et à Versailles pour obtenir qu'une série de territoires soient rattachés à leurs nouveaux États en raison de leur appartenance historique, bien que là aussi, les populations « rattachées » ne soient ni Tchèques ni Polonaises et ne souhaitent manifestement pas le devenir. Hitler exprime cette pensée six semaines après l'annexion dans un discours au Reichstag, lorsqu'il souligne que le Grand Reich allemand, même avec la Tchéquie, ne se compose que de territoires qui en faisaient déjà partie depuis des temps anciens.

Ensuite, Hitler nourrit manifestement un sentiment de vengeance envers les Tchèques. Il n'a jamais oublié la manière dont ils ont traité les Allemands des Sudètes dans leur pays en tant que « nation dominante ». La générosité, le pardon et l'oubli ne font pas partie des qualités et des habitudes de Hitler.[308]

La troisième raison est directement liée à la sécurité du Reich. Hitler connaît le danger que représentait jusqu'à présent la Tchécoslovaquie pour l'Allemagne. Il n'a pas oublié les discussions entre Tchèques et Français de 1936, au cours desquelles Prague a proposé à Paris l'aide en armes contre le « dos » de l'Allemagne. Il a connaissance des visites d'initiation des officiers de la Luftwaffe soviétique sur les aérodromes de Tchécoslovaquie. Et il ne cesse de citer le Ministre français de l'aviation Cot qui, l'année précédente encore, avait déclaré dans une entrevue,

> *« que des attaques conjointes des forces aériennes françaises et tchèques pourraient très rapidement détruire tous les sites de production allemands ».*[309]

C'est également à Cot que l'on doit le slogan de la Tchécoslovaquie considérée comme porte-avions contre l'Allemagne. Hitler veut

[308] [NdT : On peut en dire autant de l'Angleterre, de la France et d'un certain peuple élu.]
[309] Entrevue du 14 juillet 1938 dans News Chronicle.

écarter pour toujours le danger dans le dos de l'Allemagne. Pour cela, il lui suffit de faire de la Tchéquie un protectorat et de réduire son armement à 7 000 soldats.

Le quatrième motif, probablement le plus fort, est étroitement lié au dernier. Hitler croit, de manière obsessionnelle, qu'un nouvel affrontement entre l'Allemagne et l'Italie d'une part, et les puissances coloniales que sont la Grande-Bretagne et la France d'autre part, aura lieu dans les années à venir. Les idées de Hitler à ce sujet, qu'il expose pour la première fois le 5 novembre 1937, puis une nouvelle fois le 28 mai 1938 dans des conférences devant le Ministre des affaires étrangères du Reich et les principaux généraux de la Wehrmacht, tournent essentiellement autour de la garantie de l'alimentation dans les décennies à venir pour la population qui continuera de croître en Allemagne. Dans les deux discours, Hitler appelle à la restitution des colonies annexées par l'Angleterre et la France en 1918 ou à leur remplacement en Europe de l'Est. Il considère qu'une nouvelle guerre avec les pays vainqueurs de la Grande Guerre est hautement probable et considère la Tchécoslovaquie, militairement forte, comme un ennemi potentiel dans le camp adverse.

Le 21 mai 1938, lors d'un entretien avec Hitler, ce dernier donne l'ordre au colonel général Keitel d'étudier les possibilités d'une guerre contre la Tchécoslovaquie. Il parle de la « situation intenable, ... si un jour il y a une confrontation avec le bolchevisme » et qualifie la Tchécoslovaquie de « tremplin pour l'Armée rouge et de terrain d'atterrissage pour sa force aérienne ».[310] Que les craintes de Hitler concernent la Grande-Bretagne et la France à l'Ouest ou l'Union soviétique à l'Est, la Tchécoslovaquie, avec ses quarante-cinq divisions d'armée et sa force aérienne respectable, est toujours pour lui un adversaire potentiel à quarante minutes de vol de Berlin. La Tchéquie est ainsi le premier perdant d'une grande guerre qui n'a pas encore éclaté.

[310] Keitel, page 222.

Un cinquième point ne doit pas être oublié. Il n'a certes pas poussé Hitler à annexer le reste de la Tchéquie, mais il lui a facilité la décision de le faire. Il s'agit de sa mauvaise appréciation des Britanniques et des Français. L'interprétation ribbentropienne des entretiens de Paris des 6 et 7 décembre 1938 et l'erreur selon laquelle les Français auraient promis à l'Allemagne « une liberté d'action en Europe de l'Est » si celle-ci freinait à son tour les Italiens dans leurs revendications territoriales, privent manifestement Hitler de toute prudence. À cela s'ajoute une série d'entretiens germano-britanniques avec des ambassadeurs, au cours desquels la partie allemande a l'impression que le gouvernement anglais reconnaîtrait « un intérêt allemand pour l'espace tchèque ».[311]

En prenant par surprise le Dr Hacha et ce qui lui reste de territoire, le politicien Hitler profite tactiquement et à court terme de l'opportunité qui s'offre à lui presque spontanément avec l'effondrement de la Tchécoslovaquie. Mais avec ce succès de complaisance, il rate en même temps l'autre possibilité, stratégique et à long terme, que la situation critique des Tchèques et la complaisance de Hacha lui auraient probablement offerte. Hitler aurait très certainement pu obtenir, dans la nuit du 14 au 15 mars 1939, une « annexion idéale » avec un traité de paix et d'amitié, une union économique et douanière, le désarmement de l'armée tchèque et la promesse de coordonner à l'avenir la politique étrangère de la Tchéquie avec celle de l'Empire allemand. Mais Hitler laisse passer l'occasion qui lui était offerte.

Le Führer commet ainsi un crime contre le droit à l'autodétermination des Tchèques et ne respecte pas la parole qu'il a si souvent donnée de ne pas toucher à la Tchéquie. En trahissant sa parole, Hitler perd le crédit dont il jouissait encore en France, en Angleterre et aux États-Unis. Plus grave encore pour l'Allemagne, la soumission de la Bohême et de la Moravie par Hitler fait mûrir chez les gouvernements des trois pays cités l'intention de mener une

311 AA 1939 n° 2, document 258.

nouvelle guerre contre l'Allemagne à la première occasion. L'annexion du reste de la Tchéquie sera le prétexte, et la question de Dantzig donnera aux Britanniques et aux Français cette occasion.

Les réactions de l'étranger à l'invasion du reste de la Tchéquie par les forces de la Wehrmacht sont fatales au Reich allemand. L'Angleterre laisse certes d'abord tomber les Tchèques, mais elle se déchaîne ensuite contre l'Allemagne. Le 14 mars, le jour de l'effondrement de la Tchécoslovaquie, le jour où le Dr Hacha rend visite à Hitler, le gouvernement anglais retire tout d'abord sa promesse de protection de la Tchécoslovaquie faite à Munich. Le Premier ministre Chamberlain annonce cet après-midi-là devant la Chambre des Communes à Londres :

> *« Nous estimons que la situation a changé du tout au tout depuis que le Parlement slovaque a déclaré l'indépendance de la Slovaquie. Cette déclaration a eu pour effet de faire éclater de l'intérieur l'État dont nous voulions garantir les frontières, ce qui a mis fin à son existence. En conséquence, la situation...., que nous avons toujours considérée comme temporaire, a cessé d'exister. Par conséquent, le gouvernement de Sa Majesté ne peut plus se sentir lié par cette obligation ».*[312]

Le gouvernement anglais se construit ainsi une argumentation à son propre avantage, qu'il ne veut pas laisser valoir pour l'Allemagne. Lorsque le gouvernement du Reich allemand fait également valoir que la Tchécoslovaquie, dotée de nouvelles frontières lors de la conférence de Munich, n'existe plus depuis le 14 mars 1939 et que l'invasion du reste de la Tchéquie par les troupes allemandes ne peut donc pas constituer une violation de l'esprit ou de la lettre du traité de Munich, le gouvernement anglais voit soudain les choses autrement.[313] Il accuse désormais le gouvernement du Reich d'avoir violé les accords de Munich.

Le matin suivant la déclaration de Chamberlain, qui annule la promesse de protection, on entend parler à Londres du traité de

---

[312] Benoist-Méchin, tome 7, page 82.
[313] AA 1939 n° 2, page VIII.

protectorat Hitler-Hacha et de l'invasion allemande du reste de la Tchéquie. L'indignation suscitée par ces deux évènements est si forte au Parlement et dans la presse que le Premier ministre Chamberlain prend immédiatement le parti de la Tchéquie. Le lendemain, le 17 mars, il prononce un deuxième discours à Birmingham, par lequel il met fin à sa politique d'entente avec l'Empire allemand. Pour remettre en perspective sa politique d'hier, il commence son nouveau discours par une description de l'ancienne Tchécoslovaquie avant la cession des Sudètes. Il la qualifie de

> *« un problème qui existait depuis le traité de Versailles et qui aurait pu être résolu depuis longtemps si seulement les hommes d'État des vingt dernières années avaient eu une conception plus large et plus éclairée de leur devoir. C'était devenu comme une maladie longtemps négligée. Seule une intervention chirurgicale pouvait sauver le patient ».*[314]

Après cette rétrospective, Chamberlain change de sujet et parle du « fier et courageux peuple tchèque », sans rappeler que ce sont précisément les « fiers et courageux » Tchèques qui ont causé la « maladie négligée » que l'on vient de déplorer. Chamberlain reproche à juste titre à Hitler, qui affirmait encore récemment « ne pas vouloir de Tchèques », de les avoir désormais rattachés à l'Empire allemand. Le Premier ministre anglais jette ensuite un pont rhétorique entre les actions allemandes en Rhénanie en 1936, en Autriche et dans les Sudètes en 1938, la Tchéquie en 1939 et un avenir incertain, en se demandant si l'Allemagne tentera alors de dominer le globe. Par cette tournure de son discours, Chamberlain reproche à la politique du « *heim ins Reich* » [« retour au pays »], acceptée jusqu'à présent, de n'être manifestement qu'une longue tentative de domination allemande sur le monde. Dès lors, il convient de le préciser ici, la politique et la propagande de tous les pays qui deviendront plus tard des adversaires de l'Allemagne se serviront à nouveau de cette formule accrocheuse, déjà utilisée pendant la Première Guerre mondiale. Le spectre de la domination allemande sur le monde commence à hanter les esprits

[314] British War Bluebook (Livre bleu de la guerre britannique), document 9.

avant même que Hitler n'envisage de faire la guerre à son voisin polonais au sujet de Dantzig.

Revenons au discours de Chamberlain à Birmingham. Le Premier ministre anglais reproche à juste titre à Hitler de violer en Tchéquie le droit à l'autodétermination des peuples, droit que Hitler avait lui-même toujours invoqué jusqu'alors. Chamberlain conclut son discours en mettant en garde contre la confusion entre le désir de paix de l'Angleterre et l'impuissance des Britanniques. La Grande-Bretagne, dit-il, est prête à accepter une guerre « comme un défi jusqu'à l'épuisement de ses forces ».[315]

Avec l'occupation de la Tchéquie le 15 mars 1939 et le discours de Chamberlain du 17, l'Angleterre et l'Empire allemand sont à nouveau sur une trajectoire conflictuelle. Chamberlain a objectivement raison de reprocher la rupture de la confiance et la violation du droit des Tchèques à l'autodétermination. Mais mentionner le désir de paix de l'Angleterre est une pure hypocrisie. Le protectorat britannique sur les États égyptien et soudanais, souverains depuis 1922, n'est par exemple rien d'autre que le protectorat allemand sur la Tchéquie. En 1924, le gouvernement égyptien demande en vain à l'Angleterre de retirer ses troupes. En 1925, l'Angleterre impose la séparation des deux parties de l'État égyptien et soudanais. En 1926, les Britanniques bloquent la réélection du chef du gouvernement égyptien Saghlul Pacha et en 1928, ils démettent à nouveau le chef du gouvernement – cette fois Nahās Pacha – de ses fonctions. En 1936, l'Angleterre impose enfin à l'Égypte un protectorat en raison d'une prétendue menace italienne, avec stationnement de troupes, mouillages pour la marine anglaise et droit de défendre les intérêts anglais sur le territoire égyptien. Avec ce protectorat forcé sur l'Égypte souveraine, encore récent en 1939, l'Angleterre n'est guère l'instance morale qui peut s'ériger au rang de juge de l'Allemagne dans le cas de la Tchéquie. Mais le gouvernement anglais, qui ne s'offusque ni des ruptures de paix de la France vis-à-vis de l'Allemagne en 1923 et 1925, ni des quatre conquêtes des Polonais

[315] Ibid.

sur leurs voisins en 1920, 1921 et 1938, ni de l'annexion de Memel par les Lituaniens en 1923, ni de l'annexion toute récente de l'Ukraine des Carpates par les Hongrois, réagit de manière extrêmement sensible vis-à-vis de l'Allemagne dans le cas de l'occupation de la Tchéquie. En réalité, ce ne sont pas seulement les promesses non tenues de Hitler qui sont à l'ordre du jour, ni le droit des Tchèques à l'autodétermination. Il s'agit ici de l'équilibre des puissances sur le continent et d'un problème germano-britannique encore en suspens, les anciennes colonies allemandes. Ce sujet sera abordé plus tard dans ce livre.

En créant le protectorat tchèque, l'Empire allemand est devenu un peu trop fort. Cela va à l'encontre du principe séculaire de la politique étrangère anglaise qui consiste à ne tolérer aucune suprématie sur le continent. Le leader de l'opposition anglaise Churchill l'avait déjà exprimé concrètement un an plus tôt, lors de la visite du Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop, lorsqu'il avait dit à l'hôte allemand :

> *« Si l'Allemagne devient trop puissante, nous la détruirons à nouveau ».*[316]

L'action impitoyable de Hitler à l'égard de la Tchéquie a fait apparaître des forces auxquelles l'Allemagne n'a pas su faire face, comme le montreront les années qui suivront.

L'Angleterre aurait eu ici une raison de faire la guerre à l'Allemagne pour protéger les Tchèques et punir les promesses non tenues. Mais le gouvernement londonien ne se sent pas encore suffisamment préparé pour une prise d'armes, malgré sa supériorité maritime grandiose, même en association avec la puissance terrestre et aérienne de la France, malgré les trente divisions soviétiques qui lui sont proposées et avec les divisions de l'armée de terre que les Tchèques eux-mêmes peuvent fournir pour protéger leur pays. Elle déclare donc aux Tchèques que la promesse de protection de Munich n'est plus valable

[316] v. Ribbentrop, page 97.

et laisse passer l'occasion sans la saisir. La paix est donc à nouveau de mise.

Si une telle obligation de paix n'existait pas après l'expiration des motifs de guerre, l'Empire allemand aurait eu à tout moment le droit, après le traité de Versailles imposé, de déclencher de lui-même de nouvelles guerres à l'occasion favorable pour réparer les injustices subies. Le fait que l'Angleterre, tout comme la France, après avoir laissé passer cette occasion de guerre, pose maintenant les jalons d'un conflit germano-polonais autour de Dantzig dans le cadre de discussions secrètes anglo-polonaises et franco-polonaises, ne peut plus être justifié par la Tchéquie. Il s'agit d'une tentative personnelle pour parvenir, avec l'aide de la Pologne, à une guerre contre l'Empire allemand après avoir réalisé son propre réarmement. Mais ce sera le sujet de la dernière partie de l'ouvrage.

D'autres pays s'opposent également au rattachement de la Tchéquie à l'Allemagne en tant que protectorat, chacun à sa manière. La France proteste contre cette décision et commence très vite à tendre la main à la Pologne et à la Russie pour s'entendre avec Varsovie et Moscou en vue d'une guerre contre l'Allemagne, une guerre qui n'est pas encore à l'ordre du jour du gouvernement du Reich allemand. La Pologne, jusqu'alors complice de l'Allemagne dans le démembrement de la Tchécoslovaquie, change rapidement de camp et entame les discussions secrètes déjà mentionnées à Paris et à Londres. L'Union soviétique condamne l'invasion allemande et défend le point de vue juridique selon lequel l'accord Hitler-Hacha est anticonstitutionnel parce qu'il a été conclu sans l'accord du Parlement de Prague. Mais à Moscou aussi, il est davantage question de pouvoir et d'avantages que de morale et de droit. Ainsi, le gouvernement soviétique ne s'oppose pas à l'annexion simultanée de l'Ukraine des Carpates par les Hongrois. Ce petit morceau d'Ukraine tchéco-slovaque a toujours été une source d'irritation pour Moscou en tant que base d'un mouvement pan-ukrainien. Le Ministre des affaires

étrangères de Moscou, Litvinov, prend donc acte de la conquête de l'Ukraine des Carpates avec une « satisfaction non dissimulée ».[317]

C'est ainsi que tous les pays voisins de la Tchécoslovaquie – et pas seulement l'Allemagne – ont voulu la dissolution de cet artifice de Versailles. C'est ainsi que toutes les puissances signataires de Munich – et pas seulement l'Allemagne – n'ont jamais donné de garantie pour l'existence de la Tchécoslovaquie et c'est ainsi que tous les alliés ont abandonné la Tchécoslovaquie lorsqu'elle s'est trouvée en difficulté. Seule l'Union soviétique aurait manifestement aimé apporter son aide.

Même les États-Unis, qui ont été à Saint-Germain l'un des constructeurs de l'État problématique qu'est la Tchécoslovaquie, et qui y ont attribué quelques groupes ethniques aux Tchèques et aux Slovaques contre leur droit à l'autodétermination nationale et contre leur volonté, réagissent désormais avec indignation à l'offense allemande au droit à l'autodétermination des Tchèques. En l'espace de quelques jours seulement, le Président américain Roosevelt ordonne d'augmenter les droits de douane sur les marchandises allemandes, d'introduire au Congrès un amendement visant à réviser la neutralité américaine et de soulager massivement la marine anglaise en la remplaçant par la marine américaine. Mais cela ne sera décrit en détail que dans le contexte du conflit ultérieur sur Dantzig. En outre, Roosevelt envoie des lettres remarquables à Hitler et Mussolini, « par souci pour tous les autres peuples de tout l'hémisphère occidental » – comme l'indique l'introduction de la lettre. Dans ces lettres, il demande à Hitler et Mussolini de lui promettre de ne pas attaquer trente et un États cités nommément, jusqu'à la Syrie et la Perse, au cours des dix ou mieux vingt-cinq prochaines années.[318] Roosevelt fait publier les lettres dans la presse avant même qu'elles ne soient remises à Hitler et Mussolini ; une tentative évidente d'appeler les trente et un États cités sous la protection des États-Unis et de faire à nouveau parler de lui en Europe. Hitler profite de l'acte diplomatiquement

[317] ADAP, série D, volume VI, document 51.
[318] Note de Roosevelt du 14 avril 1939, voir ADAP, série D, volume VI, document 200.

maladroit du Président et fait demander aux États visés, à l'exception de l'Union soviétique, de la Pologne, de l'Angleterre, de la France et des pays occupés par ces puissances, s'ils se sentaient menacés par l'Allemagne et s'ils avaient demandé aux États-Unis de les protéger. Les États interrogés répondent tous par deux fois « non ». Un triomphe diplomatique pour Hitler, un échec tout aussi cuisant pour le Président des États-Unis. Hitler paie à Roosevelt la publication prématurée de la lettre par la publicité de sa réponse, en répliquant à la lettre par un discours radiodiffusé au Reichstag.[319] Il se réfère aux réponses des États prétendument menacés et déclare à propos de la peur de la guerre desdits peuples évoquée dans la lettre de Roosevelt :

> *« Ainsi, par exemple, après le traité de Versailles, quatorze guerres ont été menées entre 1919 et 1938, auxquelles l'Allemagne n'a jamais participé, mais qui ont été menées par des pays de l'hémisphère occidental, au nom desquels le Président Roosevelt a également pris la parole. S'y ajoutent vingt-six interventions violentes et sanctions sanglantes au cours de la même période. Là aussi, l'Allemagne n'a pas du tout été impliquée ».*

Comme par dérision, Hitler ajoute encore la question de savoir pourquoi il devrait également garantir la sécurité de la République d'Irlande, alors que le Premier ministre irlandais de Valera vient de se plaindre publiquement que son pays souffre des agressions continues de l'Angleterre.

> *« Mais comment se fait-il »,* poursuit Hitler plus loin dans son discours, *« que Monsieur le Président Roosevelt en arrive à exiger du chef de l'État allemand qu'il lui fasse une déclaration sans que les autres gouvernements ne soient également invités à faire cette déclaration sur leur politique ? ... Dans ce cas, ... nous serions tout aussi en droit de demander au Président de la République américaine quels sont les objectifs de la politique étrangère américaine et quelles sont les intentions qui sous-tendent cette politique, par exemple à l'égard des pays d'Amérique centrale et du Sud. Dans ce cas, M. Roosevelt invoquera certainement la doctrine Monroe et rejettera une telle demande comme une ingérence dans les affaires intérieures du*

[319] Discours du Reichstag du 28 avril 1939, voir Domarus, tome 2, pages 1166 et suivantes.

continent américain. C'est exactement la même doctrine que nous, Allemands, défendons maintenant pour l'Europe, mais en tout cas pour le domaine et les intérêts du Grand Reich allemand ».

Outre la bourde de Roosevelt sur l'Irlande, le Président énumère également des pays qui sont toujours des colonies. Cela met à mal la phrase concernant le « souci » des peuples.

Dans ce discours au Reichstag, Hitler nie également l'annexion de la Tchéquie en affirmant qu'il n'a fait que rétablir une situation qui existait déjà auparavant depuis près d'un millénaire. Ce discours de réponse sûr de lui a peut-être plu à de nombreux auditeurs allemands en avril 1939, mais c'est un triomphe à bon marché. Il constitue également – et c'est infiniment plus grave – une rebuffade que Roosevelt n'oubliera pas de renvoyer à Hitler.

Hitler lui-même considère l'annexion de la Bohême et de la Moravie comme un succès personnel d'importance historique, d'autant plus qu'il a réussi à le faire sans guerre. Les conséquences qu'il tire de cette dernière circonstance sont toutefois fatales. Il considère l'inaction des gouvernements de Londres, Moscou et Paris comme un signe de faiblesse et leur incapacité à se mobiliser pour se défendre. On comprend aisément qu'il ait commis cette erreur. Les ambassadeurs François-Poncet et Henderson avaient menacé à plusieurs reprises l'intervention militaire de la France et de la Grande-Bretagne, et il ne s'est rien passé. Dans les six mois qui suivront, Hitler trébuchera sur cette erreur lors des négociations sur le retour de Dantzig.

L'erreur d'appréciation de Hitler concerne également le cercle interne de ses conseillers en politique étrangère. L'ancien Ministre des affaires étrangères von Neurath et le Ministre Göring déconseillent à Hitler d'occuper la Tchéquie et lui prédisent que les puissances victorieuses de la Grande Guerre réagiront militairement. Tous deux se trompent. Le Ministre des affaires étrangères du Reich, von Ribbentrop, prédit quant à lui que les Britanniques et les Français n'agiront pas malgré leurs menaces. Dans ce cas, von Ribbentrop a « raison » avec son mauvais conseil, ce qui renforce fatalement sa

position auprès de Hitler. Six mois plus tard, lors du conflit avec la Pologne, von Ribbentrop conseille une deuxième fois le Führer de la même manière. Cette fois-ci, ses prévisions concernant les réactions de Paris et de Londres se révèlent fausses et le conflit avec la Pologne se transforme en l'espace de trois jours en une guerre avec la France et la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne l'annexion de la Tchéquie, Adolf Hitler n'a certainement pas cherché à faire la guerre pour la guerre. Mais depuis son discours devant un groupe de généraux de la Wehrmacht en novembre 1937, on sait qu'il veut faire de la Tchéquie, avec l'Autriche allemande, une partie du Reich allemand.[320] Et pour cela, il était manifestement prêt depuis le début à faire la guerre. Il est intéressant de noter que dès novembre 1937, Hitler ne parle que de la Tchéquie lorsqu'il dévoile son intention aux généraux, et non de la Tchécoslovaquie. Il veut – c'est ce que l'on peut en déduire – reconstituer l'ancien Empire allemand des mille dernières années en un seul État. Et ni les Slovaques ni les Ruthènes n'appartenaient à cet empire. Le rattachement des Sudètes n'était pour Hitler qu'un objectif intermédiaire dans la poursuite de cette intention. Mais la lutte pour cet objectif intermédiaire était une action légitime pour l'étranger et les citoyens allemands. C'était la lutte pour le droit à l'autodétermination des peuples pour les Allemands des Sudètes. En revanche, le retour forcé des Tchèques dans « leur ancien empire » suscite l'étonnement en Allemagne et l'indignation à l'étranger. L'acte de violence superflu de Hitler contre la Tchéquie incite les Britanniques, les Français, les Soviétiques et les Américains à chercher une occasion propice pour faire la guerre à l'Allemagne. Le fait que les Polonais soient encore du côté des Allemands et des Hongrois lors de la partition de la Tchécoslovaquie est soigneusement passé sous silence. Dans le prochain acte du drame, les Polonais seront un partenaire de choix pour les Britanniques et les Français, afin de placer l'Allemagne devant le choix funeste de renoncer à la question

[320] Le discours de Hitler du 5 novembre 1937, retranscrit dans le procès-verbal de Hoßbach.

de Dantzig, qui aurait dû être réglée depuis longtemps, et de protéger la minorité allemande en Pologne, ou de faire la guerre, et de la déclencher.

L'occupation de la Tchéquie, qui a donné une impulsion à cette évolution, est entièrement à la charge de Hitler.

La restitution de Memel

Le dernier « rattachement » avant la guerre tombe à nouveau dans l'escarcelle de l'Allemagne. Le 22 mars 1939, le gouvernement lituanien restitue sans résistance au Reich allemand le pays de Memel, dont il avait été séparé en 1920. Ce bout de terre entre le fleuve Memel au sud et le village de Nimmersatt au nord, qui complète si idéalement la petite Lituanie d'après les données géographiques, n'a cependant jamais été lituanien à proprement parler avant 1920.

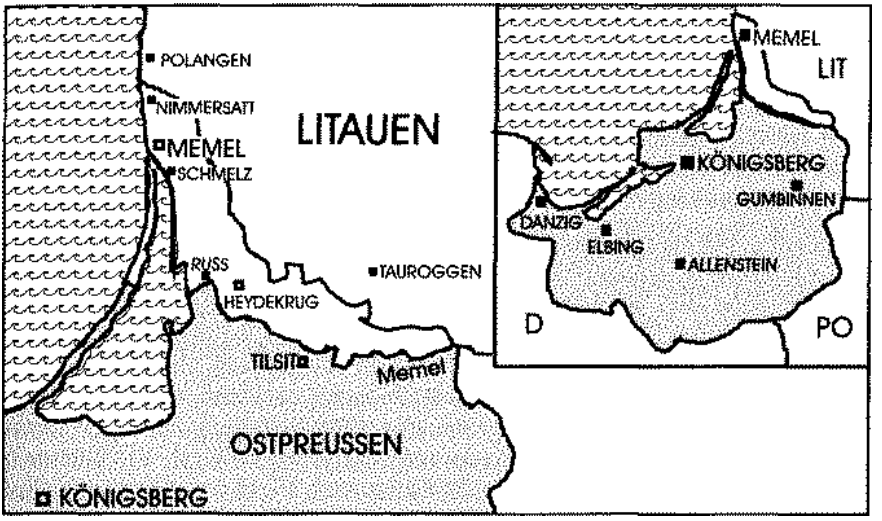
Vers l'an 1000, cette bande de terre est habitée par les Coures, une tribu appartenant au peuple des Lettons. À cette époque, les Lituaniens sont les voisins les plus proches à l'est, après le territoire des Szamaïtes. Aux XII^{e} et XIII^{e} siècles, l'Ordre des Frères de l'Épée de Livonie, venu du nord, et l'Ordre Teutonique, venu du sud, missionnent et conquièrent les territoires baltes le long de la côte de la mer Baltique, sur ordre du pape et de l'empereur. Le Memel est le fleuve où les deux Ordres se rencontrent. L'Ordre de Livonie, qui soumet le territoire des Coures à partir de 1158 en venant du nord, crée d'abord un pont entre les deux territoires de l'Ordre avec ce que l'on appellera plus tard le pays de Memel. Par la suite, la liaison du pays de l'Ordre en direction de la Lettonie se rompt à nouveau au nord de la ville de Memel et en 1328, le pays de Memel est rattaché à la Prusse orientale, devenue entre-temps allemande. Les Coures et les Allemands s'y sont dans l'intervalle mélangés pour ne former qu'un seul peuple et le couronien a disparu en tant que langue dans cette région. C'est ainsi que la région de Memel devient allemande dès l'an 1200.

En 1252, des frères de l'Ordre établissent leur premier château à l'endroit où la Danje se jette dans la mer Baltique, à un endroit appelé « klajs peda », et fondent une colonie allemande juste à côté. « Klajs peda » est un mot letton courde qui signifie littéralement « endroit plat ». Le fait que le « Memelburg » des chevaliers de l'Ordre ait été le premier château à cet endroit est à mettre en relation avec le fait que les Courdes ne construisaient leurs châteaux que sur des hauteurs. Ainsi, le nom actuel de Kleipada pour l'ancienne ville allemande de Memel renvoie à un nom de lieu courde et non pas, comme on pourrait le croire, à un château lituanien datant de la nuit des temps.

Depuis la fondation du château et de la ville jusqu'en 1409, Memel est attaquée, conquise et brûlée une bonne demi-douzaine de fois par les Lituaniens et les Courdes, et à chaque fois reconstruite par les Allemands. En 1411, lors de la première paix de Thorn, et en 1422, lors de la paix du lac de Melno, le pays de l'Ordre au nord de Memel est dépouillé de son arrière-pays ; la partie orientale revient à la Lituanie et le pays de Memel reçoit les frontières qu'il aura ensuite sans changement jusqu'en 1945. Ainsi, à partir de 1411, Lituaniens et Allemands deviennent voisins directs.

Dès l'époque de la première colonisation allemande, des Lituaniens baptisés, même s'ils sont peu nombreux, migrent de l'est vers le territoire de l'Ordre. Exposés à la persécution en Lituanie, alors encore « païenne », ils cherchent protection auprès de l'Ordre. Trois siècles plus tard, après la Réforme et la transformation de la Prusse orientale et du Pays de Memel d'un État religieux de l'Ordre en un duché séculier, la population du Pays de Memel change une nouvelle fois. La pression religieuse exercée par les églises et les gouvernants en France, aux Pays-Bas, en Écosse, en Suisse, en Autriche et en Lituanie catholique conduit à l'immigration de nombreuses personnes qui peuvent continuer à défendre leur foi dans la Prusse tolérante. Ces Hollandais, Écossais, Huguenots, Salzbourgeois et Lituaniens contribuent au caractère populaire des pays de Memel.

Les colons et les réfugiés religieux de Lituanie doivent être mentionnés ici en raison de leur importance politique ultérieure. Ils



Carte 14 : la région de Memel à l'époque de la séparation.

conservent leur langue maternelle, mais sont protestants, contrairement aux habitants de leur pays d'origine. À la fin de la Première Guerre mondiale, ces « petits Lituaniens » représentent 48 % de la population résidente de Memelland. Malgré cette appellation et malgré leur langue maternelle, la majorité des petits Lituaniens se sentent appartenir à la culture allemande et à l'Empire allemand. En 1922, lors d'un sondage populaire sur les « langues familiales », quelque 71 156 habitants de Memel se déclarent de langue allemande et 67 259 de langue lituanienne, mais seuls 2,2 % des petits Lituaniens souhaitent que l'enseignement de la lecture et de l'écriture dans les écoles passe de l'allemand au lituanien.[321] L'allemand est leur deuxième langue ancestrale.

En 1919, à Versailles, deux États, la Pologne et la Lituanie, revendiquent le pays de Memel. Tous deux voient dans l'effondrement de l'Empire allemand vaincu l'occasion d'« arrondir » leurs pays nouvellement formés au détriment de l'Allemagne. Les

[321] Arnaszus, page 54.

Polonais veulent toute la Lituanie avec le Memelland pour eux, les Lituaniens veulent le Memelland avec la ville de Memel comme porte vers la mer Baltique toute proche. La justification lituanienne, présentée à Versailles, dit que la région de Memel faisait partie du Grand Empire lituanien il y a 600 ans. Il est vrai que la région de Memel était autrefois une partie intégrante de la Prusse orientale, sous le fief de la double monarchie polono-lituanienne. Mais avec la même qualité d'argument, l'Allemagne pourrait aujourd'hui réclamer tout autant la domination de la Hongrie.

Les puissances alliées victorieuses ne satisfont ni les revendications de la Pologne ni celles de la Lituanie concernant le territoire de Memel. Elles rejettent par écrit la thèse du gouvernement lituanien selon laquelle le territoire de Memel était auparavant lituanien, dans la note manteau du traité de Versailles du 19 juin 1919. Les tentatives allemandes de conserver le pays de Memel sont également repoussées par les puissances victorieuses. Trois tentatives du gouvernement impérial allemand et de la représentation populaire de la région de Memel en mai, août et septembre 1919 sont rejetées au motif que la région de Memel ne fait plus partie de l'Empire allemand selon le traité de Versailles et qu'il n'est donc pas possible de négocier avec l'Allemagne à ce sujet.

À partir de 1920, les puissances victorieuses de Versailles prennent le pays de Memel sous leur domination commune dans ce que l'on appelle un condominium et le font administrer par des étrangers français. Le 14 février 1920, la troupe d'occupation française, un petit bataillon, arrive à Memel. Malgré ces changements, les habitants de Memel restent des citoyens allemands. L'administration allemande poursuit son travail sans interruption, de même que la Reichsbank et la Deutsche Reichsbahn. La Poste est rendue autonome. Elle utilise des timbres français surimprimés en langue allemande. Pour le reste, le pays de Memel devient un territoire douanier à part entière, fermé. Pendant trois courtes années, cette nouvelle entité artificielle n'a donc pas de citoyenneté ni de monnaie propre. Mais elle est entourée de frontières douanières et arbore son propre drapeau. Le pays de

Memel est séparé de l'Allemagne et n'est attribué à aucun autre État.[322] Cette séparation est sans doute l'acte de vengeance le plus insensé et le plus ridicule des vainqueurs ; une situation qui appelle formellement un changement.

En Lituanie, la revendication du pays de Memel reste à l'ordre du jour. Ainsi, le 11 novembre 1921, l'Assemblée constituante lituanienne décide d'« unir » le Pays de Memel à la Lituanie.[323] Un peu plus d'un an plus tard, du 10 au 16 janvier 1923, des hommes armés lituaniens pénètrent dans le Pays de Memel et en chassent les Français. Face aux 5 à 6 000 Lituaniens qui attaquent, la troupe d'occupation française, composée d'environ deux cents soldats, n'est pas non plus prête à se sacrifier pour un morceau de terre étrangère. La Conférence permanente des ambassadeurs des puissances victorieuses émet une protestation et le gouvernement lituanien s'empresse de lui faire savoir qu'il s'agit là d'un « acte de désespoir de la population de la région de Memel ». Le gouvernement de Kaunas refuse cependant de rendre les terres de Memel et la conférence des ambassadeurs à Paris s'incline après une brève résistance à la violence. Elle exige tout d'abord l'organisation d'un référendum sur l'avenir du pays de Memel, mais lorsque la conférence décide, le 16 février, de transférer la souveraineté sur le pays de Memel à la Lituanie, cela aussi n'est plus d'actualité. Le traité de Versailles est ainsi une nouvelle fois rompu.

Devant le succès de la tentative de la Lituanie de s'emparer par la force militaire du territoire sous mandat de la Société des Nations et d'empêcher le référendum demandé, la Conférence des ambassadeurs alliés clôt l'incident en cédant. Mais elle exige de la Lituanie qu'elle règle le transfert de territoire par contrat dans une convention. Cette « Convention de Memel » établit, outre ce transfert, une large autonomie des pays de Memel dans leur nouvel État. La « Convention de Memel » est accompagnée d'un « Statut de Memel », la constitution du territoire transféré.

---

[322] L'article 99 du traité de Versailles attribue en bloc le territoire de Memel aux puissances victorieuses.

[323] Plieg, page 16.

Le 8 mai 1924, la Convention de Memel est signée au nom de la Société des Nations par l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon et la Lituanie. Selon l'article 1 du Statut de Memel, le territoire de Memel constitue désormais

> *« une entité démocratique sous la souveraineté de la Lituanie, dotée de l'autonomie législative, judiciaire, administrative et financière dans des limites définies ».*

Le gouvernement lituanien est désormais représenté dans le pays de Memel par un gouverneur. Le pays se gouverne lui-même par le biais d'un directoire. Les lois sont promulguées par le parlement de la région. Les habitants de Memel deviennent lituaniens sans avoir été consultés. Et dès lors, on assiste à l'arrivée de citoyens lituaniens de Lituanie, que l'on appelle les Grands Lituaniens, par opposition aux petits Lituaniens et aux Allemands de Memel qui résidaient jusqu'alors dans la région.

Les premières élections régionales dans la région autonome de Memel le 29 octobre 1925, avec 83 % de participation, donnent 94 % des voix aux partis du Front uni allemand et 6 % aux partis lituaniens[324], un résultat étonnant pour 48 % de Lituaniens de langue maternelle. Ce vote clair marque aussi le début du dépit. Le gouverneur lituanien refuse à la majorité de 94 % le droit de désigner le chef du gouvernement. Malgré les protestations du Landtag, il nomme un Lituanien, représentant de la minorité de 6 %, à la tête du directoire. Une plainte du Landtag auprès de la Société des Nations et la demande de faire valoir la Convention de Memel dans cette affaire ne sont pas entendues. Les Memelländer absorbent le Lituanien à la tête du directoire et la Société des Nations perd une fois de plus son prestige et sa confiance en Allemagne.

En décembre 1926, le gouvernement lituanien de Kaunas[325] est chassé du pouvoir par un coup d'État. Le gouvernement putschiste décrète l'état de siège et l'état de guerre dans toute la Lituanie, donc

---

[324] Plieg, page 35.

[325] Kaunas est la capitale de la Lituanie depuis que la Pologne occupe la ville de Vilnius.

aussi dans le pays de Memel. L'état de siège est levé au bout de quelques jours. L'état de guerre, avec la loi martiale et tous les effets négatifs qui l'accompagnent, est maintenu jusqu'en 1938. Ce n'est qu'à cette date qu'il est levé dans la région de Memeland, sur l'insistance du gouvernement allemand du Reich.

Les années qui suivent restent une période de conflits désagréables pour la population memellandaise et les Lituaniens. Les Lituaniens reprochent aux habitants des Memelands leur manque de volonté d'intégration et leur déloyauté. Les Memellandais se plaignent d'une chaîne sans fin de violations de la Convention de Memel par les Lituaniens. Il y a des litiges sur l'utilisation de l'allemand comme langue scolaire et deuxième langue officielle, sur la gestion du port de Memel, sur la dotation financière de l'État pour la région autonome de Memel, sur les paiements de pensions à effectuer par l'État, sur les jugements des tribunaux lituaniens sans procédure ni audience, sur les applications de la loi martiale contraires à la Convention, sur la destitution répétée du chef du directoire germano-mémeland, sur la censure de la presse, sur l'arrestation de députés du Landtag, sur le blocage permanent des lois du Landtag par le gouverneur lituanien, et ainsi de suite.

En 1934 et 1935, un autre évènement pèse sur les relations entre Memel et la Lituanie : le procès en cour martiale de Kaunas. Dès février 1934, quelques centaines de Memelländer sont arrêtés et soupçonnés d'avoir planifié une insurrection pour libérer la région de Memel. En janvier 1935, cent vingt-six Memelländer comparaissent devant la cour martiale lituanienne à Kaunas. Ils sont accusés de « maintien de la germanité dans la région de Memel comme attitude hostile à l'État », de possession d'armes, (...) et de deux actes de vengeance contre des Lituaniens.[326] La préparation d'une insurrection armée n'est toutefois pas prouvée. Quatre condamnations à mort par fusillade et quatre-vingt-neuf condamnations à des peines de réclusion de durée variable sont prononcées. Les condamnations à mort sont

[326] Plieg, page 135.

ensuite commuées en peines de réclusion. Le procès de Kaunas, avec le chef d'accusation « maintien de la germanité », ne viole pas seulement le préambule du statut de Memel, il trouve également un fort écho dans le Reich allemand. Des manifestations contre ce jugement ont lieu dans trente-quatre villes allemandes. Les relations germano-lituaniennes passent de froides à glaciales.

Au cours de l'année 1935, la Lituanie s'efforce de conclure un pacte de non-agression avec le Reich allemand. Le gouvernement du Reich s'y oppose en invoquant la Convention de Memel, trop souvent violée. En 1936, les relations économiques entre les deux pays s'améliorent dans un premier temps. Un pacte de non-agression n'est cependant pas conclu. Au lieu de cela, le gouvernement du Reich remet au gouvernement lituanien en mars 1938 une note demandant le respect intégral de la Convention de Memel. La note se compose de « 11 points de plainte » auxquels le gouvernement du Reich demande de remédier au plus vite. Les points de plainte sont : l'état de guerre depuis 1926, les restrictions à la liberté d'association, de réunion et de presse, les arrestations par le commandant de guerre lituanien et la police politique lituanienne, la paralysie étendue des activités législatives du parlement de Memel par le veto fréquent du gouverneur lituanien, contrairement aux dispositions de la Convention, les expropriations démesurées d'Allemands de Memel dans la zone urbaine de Memel en septembre 1937, la pression sur les entreprises pour qu'elles remplacent la main-d'œuvre allemande par des Lituaniens, et ainsi de suite.[327] Ce qui est remarquable dans la note des « 11 points de plainte », c'est que le gouvernement du Reich n'exprime pas une seule fois le désir de céder le pays des Memel à l'Allemagne.

En 1938, la situation de la Lituanie en matière de politique étrangère devient périlleuse. La Pologne contraint la Lituanie, sous la menace d'une guerre, à reconnaître son annexion de la ville de Vilnius de 1920 en vertu du droit international. Les deux alliés des Lituaniens,

[327] PAAA, R 29675.

les Français et les Russes, laissent la Lituanie sans soutien dans ce conflit avec la Pologne. Un autre évènement va dans le même sens. En septembre 1938 – pendant la crise des Sudètes – la France abandonne également la Tchécoslovaquie malgré un pacte d'assistance mutuelle. Le gouvernement lituanien se rend ainsi compte qu'en cas de conflit germano-lituanien, il ne pourrait pas non plus compter sur l'aide de ses alliés. À Kaunas, on en tire les conséquences.

Le gouvernement allemand du Reich ne pose toujours pas de revendications territoriales à l'époque, malgré le désir manifeste du territoire de Memel de pouvoir « rentrer dans le Reich ». Hitler envisage toutefois dès octobre 1938 la possibilité d'une solution militaire au problème. Le 21 octobre, il donne à l'État-major de la Wehrmacht la directive suivante,

> *« La Wehrmacht doit être prête à tout moment à prendre possession du territoire de Memel ».*[328]

Il n'y a toutefois pas encore de plans ni d'ordres concrets.

Conséquence de sa situation en politique étrangère, le gouvernement lituanien commence alors à sonder le gouvernement allemand. Le 31 octobre, l'ambassadeur lituanien Saulys présente à Berlin son souhait de réorganiser les relations germano-lituaniennes et demande une déclaration du gouvernement du Reich sur l'inviolabilité du territoire lituanien. Cela revient à souhaiter que l'Allemagne renonce définitivement au pays des Memel. Le Secrétaire d'État von Weizsäcker au ministère des Affaires étrangères reste discret et exige le respect total de l'autonomie du territoire de Memel avant d'entamer d'autres discussions. Le 1er novembre, le premier des onze « points de plainte » allemands est éliminé. L'état de guerre est levé dans le pays de Memel. Mais entre-temps, le mécontentement des Memellandais vis-à-vis de leur domination lituanienne est devenu trop grand, et l'adhésion de l'Autriche en mars 1938 réveille chez eux de vieux désirs. À partir de novembre 1938, des défilés pro-allemands et des

[328] ADAP, page D, volume IV, document 81.

retraites aux flambeaux ont lieu dans le pays de Memel et la demande de réintégration rapide dans le Reich allemand est ouvertement formulée. Le gouvernement du Reich continue malgré tout à se tenir en retrait dans un premier temps.

Le 20 novembre, le Ministre lituanien des affaires étrangères Urbšys fait savoir pour la première fois à l'ambassadeur allemand à Kaunas que son gouvernement est prêt à négocier avec l'Allemagne sur toutes les questions en suspens. La question de Memel commence ainsi à bouger. Le 1er décembre 1938, le consul général de Lituanie à Königsberg Dymša rend visite à l'État-major du « suppléant du Führer » à Berlin et transmet le souhait de Kaunas de négocier à propos de Memel. Il déclare au nom du gouvernement que la Lituanie est désormais prête à accorder une autonomie complète à la région de Memel et à aligner la politique étrangère lituanienne sur celle de l'Empire allemand.[329] Son interlocuteur allemand, le diplomate Kleist, rétorque qu'à son avis, l'évolution dans la région de Memel conduira automatiquement à un retour des pays de Memel dans l'Empire allemand. Dymša répond :

> *« La solution la plus heureuse serait, selon lui, l'ouverture immédiate de négociations germano-lituaniennes. Ces négociations partiraient donc, du côté allemand, du retour automatique de la région de Memel en Allemagne. Du côté lituanien, le point de départ serait l'offre d'une autonomie complète. Le résultat pourrait être, en tant que compromis, un condominium de l'Allemagne et de la Lituanie sur Memel ».*[330]

La diplomatie lituanienne montre ainsi qu'elle est prête à faire des concessions. L'Allemagne ne dévoile pas encore ses cartes. Elle commence par se préparer en silence. Le Ministre des affaires étrangères du Reich, von Ribbentrop, envisage d'inviter son homologue lituanien et fait rédiger deux traités. Le premier projet est un traité germano-lituanien qui prévoit le retour du pays de Memel à l'Allemagne et, en contrepartie, un port franc lituanien et des

[329] PAAA, R 29675.
[330] Ibid.

privilèges économiques à Memel. Le deuxième projet ne demande que l'autonomie complète pour le pays de Memel. Pour le reste, le Ministre des affaires étrangères informe sa Chambre qu'une reconquête par la force de la région de Memel n'est pas dans les intentions de Hitler. Dans ses dossiers de ces jours-là, on trouve à plusieurs reprises la remarque du Secrétaire d'État von Weizsäcker :

> *« Nous laissons les Lituaniens dans l'ignorance de nos intentions concernant Memel ».*[331]

À cette époque, l'Allemagne et l'étranger attendent avec impatience les prochaines élections régionales de Memel. Le 11 décembre 1938, 96 % des électeurs de Memel se rendent aux urnes sous les yeux d'observateurs et de journalistes américains, polonais, français, italiens et anglais. Malgré les 48 % de Lituaniens de langue maternelle, la liste allemande obtient plus de 87 % des suffrages exprimés. Le résultat ressemble à un vote de la population en faveur du rattachement au Reich allemand. L'Angleterre et la France réagissent de manière alarmante à ce résultat. Dès le lendemain des élections, les gouvernements des deux puissances informent le ministère des Affaires étrangères à Berlin,

> *« qu'en tant que puissances signataires de la Convention de Memel, ils comptent sur le gouvernement allemand pour faire valoir son influence sur les pays de Memel dans le sens du maintien du statu quo ».*[332]

Les Britanniques et les Français exigent ainsi que la région de Memel soit maintenue en Lituanie, et ce malgré la volonté apparemment opposée de la population concernée. Au moment de l'élection du Landtag de Memel, Hitler n'a pas encore commis son premier péché, l'invasion du reste de la Tchéquie. Ainsi, les réactions de Paris et de Londres ne peuvent pas encore être expliquées comme un réflexe face aux agressions ultérieures de Hitler. L'Angleterre et la France ne sont donc toujours pas prêtes, même après leur débâcle à la

[331] Ibid.
[332] Ibid.

conférence de Munich et l'annexion des Sudètes au Reich allemand, à réparer elles-mêmes leurs erreurs de Versailles. Elles laissent les Allemands s'en charger.

Les réactions de Berlin et de Kaunas aux élections régionales font figure de calme avant la tempête. Le 2 février 1939, l'« adjoint du Führer » Rudolf Heß adresse aux services allemands dans la région de Memel et dans le Reich allemand une directive strictement secrète,

> *« que toute action des services allemands du parti en direction de la région de Memel doit être évitée, que tout conflit avec le gouvernement lituanien doit être évité avant toute chose et que la direction allemande de Memel sera tenue responsable de l'application de cette directive ».*[333]

Le gouvernement allemand fait donc preuve de retenue. Le gouvernement lituanien laisse tout d'abord les choses évoluer librement dans le pays de Memel, avant de freiner à nouveau en février. Le bilinguisme devient désormais obligatoire pour les autorités lituaniennes de Memeland. La langue d'enseignement est désormais déterminée par les souhaits des parents. La police lituanienne de sécurité d'État doit quitter le territoire, même si elle continue à surveiller les Allemands de Memel sous le nom de police des chemins de fer et de police des frontières. Dans les écoles, les armoiries de l'État lituanien sont retirées et avec elles les images du Président Smetona. Mais malgré toutes ces concessions, l'humeur de la population pousse de plus en plus violemment au rattachement à la mère patrie allemande. Dans la partie lituanienne de la population de la région de Memel, les réactions ne tardent pas à se manifester. Des bagarres entre jeunes des deux nationalités et des vitres brisées montrent que la température monte des deux côtés. Le 12 mars, 600 Lituaniens, dont 450 armés de fusils, perturbent une cérémonie allemande devant un monument aux morts. La cérémonie et la perturbation sont considérées par l'autre partie comme une grave provocation.

[333] PAAA, R 29675, feuille 120 785.

Le 15 mars 1939, la Wehrmacht envahit la « Bohême et la Moravie ». Les Allemands de Memel prennent cela comme un bon présage et espèrent que les troupes allemandes entreront ensuite dans le pays de Memel. Pendant ce temps, le nouveau Landtag élu en décembre n'a toujours pas été convoqué par le gouverneur lituanien pour sa première réunion. Ce 15 mars, le Dr Neumann, représentant de la liste des partis allemands, prononce un discours public devant le bâtiment du Landtag. Il déplore la violation du droit à l'autodétermination des pays de Memel. Il dénonce le déclin économique de la région sous la domination lituanienne et demande au gouverneur de convoquer le Landtag pour sa première session avant le 25 mars. Deux jours plus tard, le Dr Neumann accorde une entrevue aux représentants de l'agence Reuter et du *Daily Telegraph*, dans laquelle il déclare pour la première fois publiquement que la population allemande du Memelland attend son rattachement au Reich allemand et espère que le gouvernement lituanien libérera le territoire. Il ajoute que les Memelländer ne ressentiraient aucune hostilité envers la population lituanienne, ni envers les soldats lituaniens.[334] – Le chat est donc sorti du sac.

Les déclarations de Neumann sont suivies de demandes lituaniennes à Paris et à Londres. Le gouvernement français constate qu'il n'a pas donné de garantie à la Lituanie. La réponse britannique est évasive et sibylline. Les Lituaniens, qui, jusqu'à présent, ont souvent ignoré la Convention de Memel, ne trouvent désormais aucune protection sous son patronage. Le 20 mars, la Lituanie n'ayant pas trouvé de soutien à Paris et à Londres, le Ministre des affaires étrangères Urbšys se rend à Berlin chez Ribbentrop. Le Ministre allemand, qui s'était jusqu'à présent toujours abstenu de parler publiquement de Memel, profite maintenant de la situation désespérée de son collègue lituanien. Il sait que la Lituanie a autrefois pris le pays de Memel sans en avoir le droit et par la force, qu'elle n'a pas respecté la Convention de Memel pendant très longtemps, que les habitants de

[334] Plieg, page 205.

Memel se sont prononcés en faveur du Reich allemand à une très grande majorité et que la Lituanie ne trouve désormais aucun soutien auprès des puissances victorieuses. Von Ribbentrop commence l'entretien avec Urbšys en constatant que les Memelländer veulent revenir à l'Allemagne. Il demande ensuite à Urbšys de choisir.

> *« Il y a deux possibilités »*, a déclaré von Ribbentrop, *« un règlement amical suivi d'une relation amicale entre les deux pays. Dans ce cas, nous serions généreux sur le plan économique et réglerions la question du port franc en faveur de la Lituanie. Dans le cas contraire, on ne voit pas où l'évolution s'arrêterait. Si des révoltes et des fusillades éclatent dans la région de Memel, l'Allemagne ne restera pas les bras croisés. Le Führer agira en un éclair et la situation sera alors déterminée par les militaires ».*[335]

Von Ribbentrop conclut l'entretien en proposant un traité qui réglerait à la fois le retour de Memel et le port franc pour la Lituanie. Urbšys demande un délai de réflexion de quelques jours, mais von Ribbentrop poursuit et conseille, « d'envoyer au plus vite un plénipotentiaire pour conclure le traité ». Le Ministre lituanien retourne à Kaunas le jour même.

Le lendemain, à partir de 14 heures, le cabinet lituanien examine l'offre allemande, qui ne laisse manifestement pas d'autre choix. La décision de restituer les territoires de Memel est prise à 19 heures. Le Président Smetona est alors informé de la décision. À 0h20, le bureau de presse informe les médias. Le lendemain, le 22, les deux pays concluent le traité proposé par l'Allemagne, qui ramène le pays de Memel dans le Reich et garantit à la Lituanie un port franc à Memel et certains droits. Presque simultanément, des notes du gouvernement lituanien sont envoyées à ceux de Londres, Rome, Paris et Tokyo qui, selon l'article 15 de la Convention de Memel, en tant que puissances signataires de cette convention, doivent « approuver le transfert des droits de souveraineté sur le territoire de Memel ». Les puissances contactées affirment qu'elles n'entreprendront rien contre la rétrocession du territoire de Memel à l'Allemagne. Ainsi, le 22 mars

[335] PAAA, R 29675, feuille 120813.

1939, le territoire de Memel redevient allemand du point de vue du droit international.

Dès la nuit du 23, l'armée lituanienne commence à se retirer de Memel, conformément au contrat. Au petit matin, trois bataillons de l'armée allemande stationnés à proximité entrent dans la ville en provenance de Tilsit, et une douzaine de navires de la Kriegsmarine accostent dans le port de Memel. L'ensemble du transfert ne constitue pas une entreprise guerrière.

Le rattachement du pays de Memel correspond à la volonté de la grande majorité de la population concernée, et il fait suite à un traité valable en droit international. On ne peut certainement pas dire que le renoncement des Lituaniens est un acte de libre volonté. Il s'agit plutôt d'un acte de discernement, par lequel on rend ce que l'on ne peut plus garder. Le 15 mai 1939, le gouvernement britannique reconnaît le retour du pays de Memel dans une note dans laquelle il écrit :

> *« L'ambassade de Sa Majesté... a l'honneur d'informer le ministère (allemand) des Affaires étrangères, au nom du ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté, que le gouvernement de Sa Majesté du Royaume-Uni a décidé de reconnaître de jure l'union allemande avec Memel. »*[336] [337]

Cette reconnaissance de jure est remarquable dans la mesure où elle est oubliée peu après en Angleterre ainsi que par les autres puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale. Lors de la conférence des vainqueurs de Potsdam en 1945, le Premier ministre anglais Churchill et le Président américain Truman définissent ensemble ce qu'est l'« Allemagne » selon leur lecture. Pour eux, il s'agit de l'Allemagne dans les frontières de 1937, sans Memel. Le Tribunal militaire international de Nuremberg déclare également dans son jugement de 1946 que le retour de Memel est l'une des six violations du Traité de Versailles.[338] Ce jugement ne tient pas compte du fait que

[336] Plieg, page 224.
[337] La parenthèse est une note de l'auteur.
[338] TMI, volume XXII, page 522.

les gouvernements anglais et français ne se sont pas opposés à la restitution en 1939 à la demande de la Lituanie et qu'ils ont ainsi eux-mêmes abrogé l'article 99 du Traité de Versailles. Il passe sous silence la « reconnaissance de jure » du gouvernement anglais, par laquelle les Britanniques déclarent en 1939 que leur reconnaissance se fait « de plein droit » et non pas en raison des faits créés ou par la force.

Les puissances de Versailles ont créé le conflit entre les Lituaniens et les Allemands à propos de Memel en 1920. S'il ne s'agissait pas d'une intention malveillante, il s'agissait au moins d'une absurdité. Séparer un morceau de terre et sa population de la mère patrie sans savoir à qui tout cela sera finalement attribué est un acte destructeur dénué de sens et de sagesse. Les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, qui ont toujours prétendu s'être engagés pour la démocratie, la liberté et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne se sont pas souciés une seule fois du droit et de la liberté de la population concernée dans le pays de Memel. La part de responsabilité des Lituaniens dans ce conflit n'est pas moindre. Ils ont conquis le territoire en 1923 dans un acte de guerre. Au cours des quinze années de leur domination, ils ont si souvent contourné et brisé la base juridique de la cohabitation entre les Allemands de Memel et les petits Lituaniens que les relations entre les deux groupes, qui ont toujours été pacifiques, ont été rapidement empoisonnées. La Lituanie n'a pas non plus été suffisamment dynamique et attractive pour avoir la chance de devenir une nouvelle patrie pour les Allemands naturalisés de force en tant qu'État multiethnique. Le troisième pécheur est la Société des Nations, qui a échoué dès le début en tant que gardien de la paix sur le territoire de Memel.

Le retour du pays de Memel en l'espace d'une semaine seulement, entre la première demande publique du Dr Neumann et la conclusion du traité, ainsi que la reconnaissance rapide par les puissances victorieuses, constituent un nouveau succès pour Adolf Hitler ; le dernier d'une longue chaîne de succès. Sans les vainqueurs de 1918, il n'y aurait pas eu de retour des troupes allemandes dans les garnisons de Rhénanie, la Sarre, les Sudètes et le pays de Mémel n'auraient pas

dû être rattachés, et il n'y aurait pas eu d'Autriche, contrainte à l'indépendance contre la volonté du peuple et du parlement. Les vainqueurs de Versailles et de Saint-Germain auraient pu régler tout cela sans un Hitler s'ils avaient voulu avoir la paix avec les Allemands à l'avenir.

Après l'enchaînement des succès, il n'est pas étonnant que, primo, Hitler tente dès lors de rattacher la ville allemande de Dantzig à l'Allemagne et que, secundo, il ne juge plus à leur juste valeur les vainqueurs de la Première Guerre mondiale.

Outre toutes les révisions que Hitler peut mettre à son actif, de la Sarre à Memel, il ne reste plus que deux questions en suspens : celle du retour de Dantzig et celle de la restitution des anciennes colonies allemandes par les puissances victorieuses.

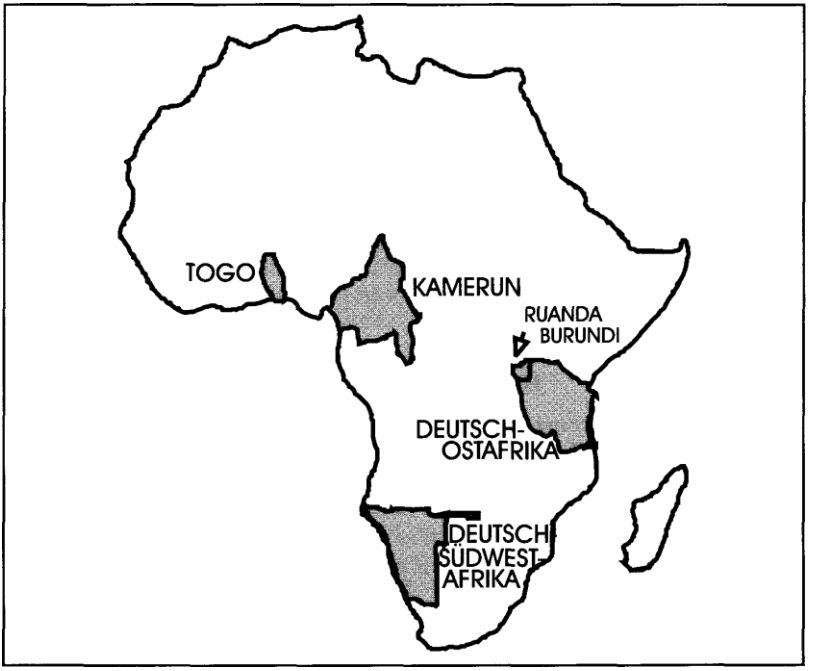
La question coloniale en suspens

La conquête de l'Abyssinie par les Italiens n'est pas le seul bouleversement provoqué par la querelle sur les colonies après la Première Guerre mondiale. Le problème de la croissance rapide de la population dans un contexte de pénurie de matières premières et d'alimentation n'est pas l'apanage des Italiens. Les Polonais, les Japonais, les Allemands et d'autres peuples sont également concernés. Ainsi, le besoin d'un nouvel « espace vital » reste pour de nombreux États une partie de leur politique étrangère jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Les États-Unis et la Russie ont résolu leurs « problèmes d'espace vital » en s'étendant chacun sur un continent et en chassant, décimant et soumettant des peuples qui leur étaient inférieurs sur le plan de la civilisation. Leur espace colonial est devenu, bien avant 1918, une partie intégrante du territoire national, de sorte qu'il n'est plus considéré comme une colonie en droit international ni dans le langage courant. Malgré cette saturation de l'espace vital, les États-Unis entretiennent encore après la Première Guerre mondiale des colonies

en dehors de leurs propres frontières, les Philippines, Guam, Samoa orientales, Porto Rico et Hawaï.

L'Angleterre et la France ont construit leurs empires coloniaux outre-mer. Comme il n'y a pas ici de rattachement territorial à la

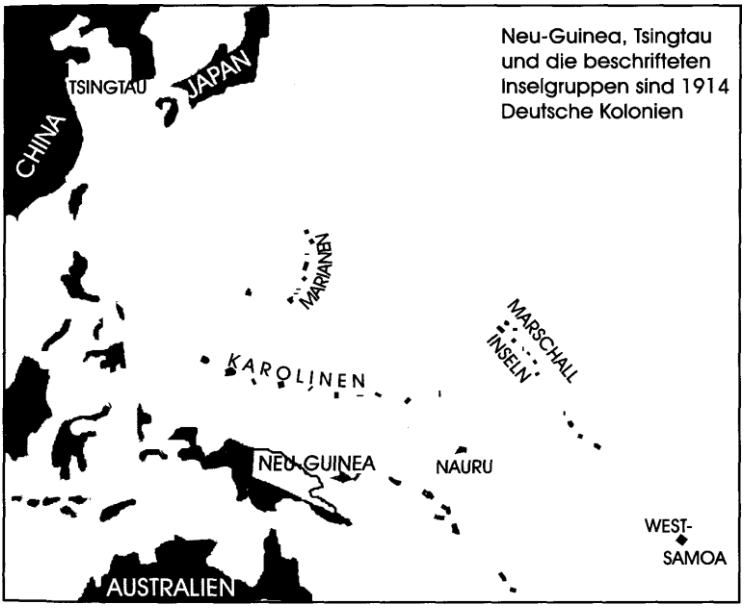


Carte 15 : les colonies allemandes en Afrique en 1914.

métropole et que les peuples soumis ne se laissent pas décimer et refouler comme les Indiens, ces colonies restent des colonies au regard du droit international. Ce n'est qu'au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie que l'on parvient, comme aux États-Unis, à repousser la population indigène dans des régions inhospitalières du pays et à y établir des colonies puis des États vassaux. Les colonies et les dominions fournissent des troupes à la Grande-Bretagne et à la France pendant la Première Guerre mondiale.

À la fin de cette guerre, Wilson propose à l'Allemagne une paix avec ses 14 points. Dans le 5e point, il promet une « compensation libre, sans préjugés et absolument impartiale de toutes les revendications coloniales », mais cela ne se fera pas.

Malgré la saturation déjà atteinte, l'Angleterre et la France s'emparent en 1920 de la masse des colonies jusqu'alors allemandes.



Carte 16 : les colonies allemandes dans le Pacifique en 1914.

Avec l'Afrique du Sud-Ouest allemande (Namibie), l'Afrique de l'Est allemande (Tanzanie), le Togo, le nord-est de la Nouvelle-Guinée et les archipels du Pacifique de Nauru et de Samoa occidentales, 1 200 000 kilomètres carrés de territoire colonial allemand sont incorporés à l'Empire britannique. La France reçoit environ 500 000 km² avec le Cameroun. L'Italie reçoit 80 000 km² dans le cadre d'un échange de territoires en Afrique. La Belgique reçoit le Rwanda ainsi que le Burundi et le Japon reprend à l'Allemagne les îles Mariannes et les îles Marshall dans le Pacifique. Cette nouvelle répartition ne résout

toutefois pas le « problème d'espace vital » des Italiens et des Japonais.

La querelle de l'Italie au sujet de l'Abyssinie a déjà été décrite. En 1914, le Japon – comme l'Italie en 1915 – a été persuadé par l'Angleterre de déclarer la guerre à l'Allemagne en lui promettant que les colonies allemandes du Pacifique au nord de l'équateur lui seraient attribuées en cas de défaite allemande. À Versailles, les États-Unis empêchent le Japon d'obtenir la totalité de son butin. Les droits allemands à Shantung en Chine sont refusés à Tokyo et le Japon doit céder ses conquêtes au sud de l'équateur à l'Angleterre et à l'Australie. Malgré ses petits gains de guerre, le Japon continue à être confronté en 1920, comme d'autres peuples, aux problèmes d'une population en croissance rapide et à la pénurie de nourriture, de charbon, de pétrole et de minerais. S'y ajoutent deux autres difficultés après la Première Guerre mondiale. Les États-Unis modifient leur loi sur l'immigration et n'admettent plus de citoyens japonais sur leur territoire, et ils maintiennent les produits japonais à l'écart de leur propre marché par des droits de douane et des lois sur les importations. Ainsi, la pression démographique sur les îles japonaises augmente, tandis que les devises avec lesquelles le pays pourrait acheter à l'étranger diminuent. Ces deux phénomènes ne font que renforcer l'envie de créer de nouvelles colonies.

Le Japon avait déjà commencé à construire un empire colonial alors que la chasse aux colonies était encore ouverte. En 1895, il prend Formose (Taïwan), puis la Corée en 1910, et en 1915, il tente de s'implanter en Chine. Mais après les « promos » de 1920, le Japon poursuit sa quête d'un plus grand empire colonial. De 1931 à 1934, il conquiert la Mandchourie. Le Japon est ainsi cloué au pilori, avec l'Italie, en tant que puissance coloniale arrivée trop tard, parmi les États qui, à partir de 1920, ne défendent plus que leurs possessions coloniales.

La Pologne – confrontée aux mêmes difficultés – étend d'abord son espace vital aux dépens de la Russie lorsqu'elle conquiert des parties de la Biélorussie et de l'Ukraine en 1920, puis les annexe en

tant que « Pologne orientale ». Mais au vu de l'augmentation continue de la population, le problème n'est manifestement pas résolu pour autant, comme le révèle le Ministre des affaires étrangères Beck en 1939 devant la presse étrangère. Le 26 janvier 1939, le Ministre mentionne lors d'une conférence de presse que la Pologne est intéressée par les colonies « parce qu'elle cherche des terres pour l'émigration et qu'elle a besoin de matières premières pour son industrie ». C'est pourquoi, selon le Ministre Beck, la coopération avec les pays possédant des colonies est recherchée.[339] Les déclarations de Beck montrent que les Polonais ont les mêmes préoccupations que de nombreux autres peuples. Hitler et ses idées sur l'espace vital ne sont pas un cas isolé à son époque, et cette problématique n'est pas aussi exceptionnelle dans les années Vingt et Trente qu'elle nous paraît aujourd'hui.

Ce sont en grande partie les mêmes nations qui parlent du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qui conservent des colonies. La contradiction qui s'est déjà présentée aux puissances victorieuses à Versailles trouve son remède dans une nouvelle interprétation de la domination coloniale. Dans la Partie I de l'Acte de la Société des Nations, à l'article 22, on appelle désormais domination coloniale

> *« tutelle, par des nations avancées, de peuples qui ne sont pas encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne ».*

Selon cette nouvelle lecture, la domination des Américains, des Britanniques et des Français est un bienfait pour ceux qui ne sont pas capables de s'adapter à ce monde, même si les Indiens, les Syriens, les Égyptiens et bien d'autres demandent à plusieurs reprises à leurs maîtres coloniaux de partir pour de bon après la Première Guerre mondiale.

Le chef d'État Hitler est un pur produit de son époque en ce qui concerne sa pensée sur les colonies et l'espace vital. Ses idées et ses

[339] Archives contemporaines, page 3905.

déclarations sur les questions de l'alimentation et des matières premières, de l'espace vital et des colonies constituent le fil rouge de sa vie, mais il change souvent de point de vue. Dans *Mein Kampf*, Hitler écrit en 1924 que l'Allemagne devrait renoncer aux colonies impériales et chercher un espace vital à l'Est.[340] L'Empire allemand, en tant que puissance maritime de second rang, n'avait aucune chance d'importer des denrées alimentaires, du charbon, du pétrole et des minerais de ses colonies pendant la guerre. Les Britanniques et les Américains l'en ont empêché dans l'Atlantique et l'océan Indien, et les Japonais dans le Pacifique. Une colonie en Europe de l'Est aurait certainement été plus utile à l'Allemagne pendant la guerre. De 1928 à 1933, Hitler reste ensuite silencieux sur l'espace vital et les colonies, probablement pour ne faire peur à personne dans la lutte pour son poste de Chancelier. Immédiatement après son entrée au gouvernement en février 1933, Hitler revient sur ce sujet. Dans son discours d'investiture devant des officiers supérieurs de la Reichswehr, il développe des idées sur la problématique de la croissance démographique et de l'insuffisance à long terme de la situation alimentaire. Il pose alors la question de savoir ce qui est préférable, une colonie outre-mer ou de nouvelles terres de colonisation en Europe de l'Est. Nous reviendrons sur ce discours plus loin dans ce livre.

Depuis ce discours inaugural, Hitler ne cesse d'évoquer le « nouvel espace vital » dans des cercles fermés et des discours secrets, sans jamais dire avant la guerre qu'il pense à l'Ukraine. Pour le parti et la Wehrmacht, le sujet reste donc théoriquement académique jusqu'à la guerre. Même lorsque les évènements de l'été 1939 se rapprochent inexorablement de la guerre, Hitler n'associe pas l'« espace vital à l'Est » à la Pologne. Les déclarations de Hitler dans ses discours publics et à l'étranger sont différentes. Ici, il parle surtout des anciennes colonies de l'Allemagne, qu'il avait encore recopiées dans *Mein Kampf*. Souvent, lorsque la situation de l'Allemagne en matière

[340] Hitler, pp. 736 sqq.

d'alimentation et de matières premières est évoquée au Reichstag, Hitler fait référence à deux objectifs : il veut rendre l'Allemagne économiquement autosuffisante, c'est-à-dire aussi indépendante que possible du commerce extérieur, et il réclame une colonie outre-mer. Lors du congrès du parti du Reich, le 9 septembre 1936, le dictateur proclame l'objectif d'autarcie du Reich allemand en matière d'extraction de matières premières et ajoute :

> *« Indépendamment de cela, l'Allemagne ne peut cependant pas renoncer à résoudre ses revendications coloniales ».*[341]

Lors du « Congrès du travail » un an plus tard, le 7 septembre 1937, il dit dans son discours :

> *« La revendication d'une possession coloniale appartenant à l'Empire est donc justifiée par notre détresse économique. Et l'attitude des autres puissances face à cette exigence est tout simplement incompréhensible. Autrefois, l'Allemagne n'a ni volé ni dérobé ses colonies à ces puissances ».*[342]

La dernière phrase contient un reproche adressé aux Britanniques. Alors que l'Allemagne avait acquis ses colonies par des traités ou par l'achat, les colonies anglaises ont généralement été conquises.

En automne 1936 et en février 1937, le Ministre allemand de l'Économie et président de la Reichsbank Hjalmar Schacht soumet, avec les pleins pouvoirs de Hitler, une proposition aux Français, puis aux Britanniques, visant à résoudre toutes les questions en suspens entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne dans le cadre d'un accord global. Un règlement de la question coloniale devait également être mis à l'ordre du jour. Schacht évoque le Cameroun et le Togo, qui devraient être placés sous la direction économique de l'Allemagne, mais pas sous sa souveraineté.[343] Ainsi, les deux colonies seraient ouvertes au commerce pour tous les États et on n'aurait pas l'impression que l'Angleterre et la France doivent restituer les

[341] Domarus, tome 1, page 637.
[342] Domarus, tome 1, page 716.
[343] Bevendamm, Roosevelt's Way to War, pages 240 et suivantes.

territoires conquis à l'Empire allemand. La proposition de Schacht est modérée, mais elle est successivement rejetée par l'Angleterre, puis par la France.

Dans les années qui suivent, Hitler maintient ce point de « l'injustice de Versailles » à l'ordre du jour par des rappels temporaires. Il aborde le sujet avec les ambassadeurs d'Angleterre, de France, de Pologne[344] et avec le représentant de la Société des Nations pour Dantzig[345], sans toutefois exiger toutes les anciennes colonies allemandes et sans se presser. Il parle ainsi devant le Ministre français des affaires étrangères Bonnet et le représentant de la Société des Nations, le professeur Burckhardt, qu'il a besoin « d'espace à l'Est pour les céréales et d'une colonie pour le bois ».[346] Une demande plutôt modeste par rapport aux territoires coloniaux d'autres nations, qui sont nettement moins nombreux que l'Allemagne, mais une demande purement explosive par rapport à l'image que les Britanniques et les Français ont d'eux-mêmes.

Le 19 novembre 1937, le futur Secrétaire d'État au Foreign Office lord Halifax rend visite à Hitler à l'Obersalzberg en tant qu'émissaire du gouvernement britannique. Selon les médias anglais, le but de ce voyage est l'intention du Premier ministre de mettre de l'ordre dans les relations avec l'Allemagne et d'aborder les questions encore en suspens, y compris la question coloniale.[347] Après quelques formules de bienvenue, lord Halifax ouvre l'entretien par des remarques critiques sur le traitement des églises, des juifs et des syndicats dans l'Empire allemand. Il ajoute toutefois que Hitler a sauvé l'Europe occidentale du bolchevisme en détruisant le communisme dans son propre pays. La question coloniale est au centre de l'échange de vues qui s'ensuit entre Halifax et Hitler. Lord Halifax admet tout d'abord que « les erreurs du Traité de Versailles doivent être corrigées », mais

344 Benoist-Méchin, tome 6, page 283.
345 Burckhardt, page 341.
346 Bonnet, page 247.
347 Le déroulement de la conversation suivante : ADAP, série D, volume 1, pages 46-56 et PAAA, R 29575 Fiche 215.

uniquement sur la base de « réglementations raisonnables ». L'Angleterre ne s'oppose pas de manière générale à une restitution des colonies à l'Allemagne, mais Londres ne peut pas négocier cela seule avec Berlin. Un nouveau règlement de la répartition des colonies n'est envisageable que dans le cadre d'un règlement européen global. Hitler oppose que le gouvernement anglais se déclare certes prêt à discuter des colonies, mais que son parti, les conservateurs, refuse catégoriquement une rétrocession. Il ajoute que ce n'est pas à l'Allemagne de faire des demandes, mais aux vainqueurs de faire des propositions. Après tout, l'Allemagne aurait des droits sur ses anciennes possessions. Soit la question coloniale sera un jour « réglée par le libre jeu des puissances », soit il y aura auparavant une « solution raisonnable ». Hitler conclut son exposé en assurant qu'il accepterait également des propositions de compensation acceptables si l'Angleterre ou la France estimaient, pour des raisons stratégiques, ne pas pouvoir restituer certaines colonies. Dans le compte-rendu que fait ensuite Halifax de cet entretien avec Hitler, il y a une pensée, mais personne ne la fait suivre d'actes :

> *« Au lieu d'essayer d'acheter les revendications coloniales de Hitler en lui laissant la 'liberté d'action' en Europe, il faudrait suivre la voie éventuellement raisonnable et lui offrir un arrangement colonial au prix de sa volonté de se montrer un bon Européen ».*[348]

Malgré les bonnes intentions, la question de la rétrocession des anciennes colonies allemandes ne progresse pas, même lorsque Halifax devient lui-même Secrétaire d'État au Foreign Office en 1938. En mars de la même année, l'ambassadeur anglais à Berlin Henderson se contente d'évoquer la possibilité de donner à l'Allemagne un territoire en Afrique, comme le bassin du Congo.[349] La mention du Congo peut être considérée comme une offre aux frais de la Belgique. Cette proposition n'est pas suivie d'effets.

---

[348] Documents Brit. Foreign Policy, Deuxième série, Volume XIX, Document 336.
[349] v. Weizsäcker-Papiere, page 497, note de bas de page 12.

Un an après la visite de Halifax, le 19 septembre 1938, le Premier ministre Chamberlain est invité par Hitler pour régler la question du retour des Allemands des Sudètes « chez eux dans le Reich ». Là encore, Hitler n'oublie pas de mentionner les colonies.

> *« Cette question n'est pas une exigence guerrière »*, a déclaré Hitler. *« Elle doit cependant être satisfaite un jour et l'Allemagne ne s'en écartera jamais ».*[350]

Après cette visite de Chamberlain et l'annexion des Sudètes, les relations entre Londres et Berlin se refroidissent à nouveau. La menace de guerre de Hitler était trop forte. Lorsque, six mois plus tard, le reste de la Tchéquie est transformé en protectorat allemand, la colère est grande en Angleterre. Hitler s'est servi ici d'une manière que l'on n'accepte pas à Londres. On ne veut surtout pas que l'Angleterre perde un jour les anciennes colonies allemandes acquises en 1920 de la même manière sous la pression allemande. Mais avant les colonies, c'est évidemment Dantzig qui est à l'ordre du jour. Et c'est ainsi que le gouvernement anglais tente, dès l'occupation de la Tchéquie, de dresser un obstacle devant lequel les Allemands devront s'arrêter ou ouvrir eux-mêmes une guerre. L'Angleterre est désormais déterminée à utiliser le conflit de Dantzig pour mettre un terme à d'autres révisions de l'Allemagne avant qu'il ne s'agisse des propres gains de guerre de l'Angleterre. La garantie britannique à la Pologne contre l'Allemagne et la poursuite du développement de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine s'ensuivent logiquement.

Hitler, qui a toujours cherché à établir un partenariat avec la Grande-Bretagne et qui tentera de parvenir à un accord avec Londres jusqu'au dernier jour avant le déclenchement de la guerre, a touché là l'un des deux points sensibles de l'Angleterre. Le deuxième point sera, comme nous le verrons plus loin, le réarmement de la marine de guerre. Hitler a fait trop souvent et trop clairement référence à la revendication de l'Allemagne sur les colonies pour le ressenti anglais. Trop souvent et trop clairement, même s'il a toujours souligné que

[350] ODSUN-Dokumente, Seite 758.

cette question ne pourrait être résolue qu'à l'amiable et sans contrainte de temps.

Malgré la situation rendue si difficile par Hitler avec l'occupation de la Tchéquie, les discussions germano-anglaises se poursuivent, même si c'est seulement au niveau des fonctionnaires. Le 18 juillet 1939, un entretien exploratoire sur les possibilités de coopération politique, économique et militaire entre les deux pays a lieu entre le Trésor britannique et le « bureau du délégué au plan quadriennal ». Un représentant anglais y parle d'une « mise en valeur commune de l'Afrique par les puissances coloniales européennes », sans toutefois mentionner la participation directe de l'Allemagne.[351] Il inclut les colonies anglaises, portugaises, espagnoles, belges, françaises et anciennement allemandes dans une telle construction. Ainsi, de 1937 à 1939, chaque proposition de l'Angleterre reste non contraignante et, à chaque fois, l'intention de Londres de dédommager l'Allemagne également au détriment d'autres États transparaît.

La prévoyance d'un approvisionnement sans entraves et à l'abri des crises en matières premières pour l'industrie allemande et en denrées alimentaires pour la population allemande en constante augmentation est un thème permanent de la politique étrangère et économique hitlérienne. Le Führer voit trois solutions possibles au problème, qui mènent toutes à des conflits avec les vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Si l'Allemagne augmente encore son commerce extérieur, elle se heurte à la concurrence de l'Angleterre, des États-Unis et de la France. La souveraineté douanière des trois pays cités dans les colonies, la domination maritime de l'Amérique et de l'Angleterre et la suprématie des États-Unis en Amérique du Sud peuvent également fermer aux Allemands toutes les portes commerciales en Amérique du Nord et du Sud, en Asie, en Afrique et en Australie en temps de crise. Si l'Allemagne – selon la deuxième solution – exige de l'Angleterre, de la Belgique et de la France leurs anciennes colonies, il y aura très probablement une guerre. Dans le

[351] ADAP, série D, volume VI, document 716 218.

chapitre suivant du livre, les réflexions de Hitler dans ce sens sont présentées à travers ses nombreux discours. La troisième solution consiste en un espace économique dominé par l'Allemagne en Europe du Sud-Est et de l'Est.

PARTIE 3

LE RÉARMEMENT ENTRE

1918 & 1939

Le réarmement entre 1918 et 1939

Parallèlement aux évènements de l'époque des années Vingt et Trente que nous venons de décrire, se déroule un processus par lequel l'Allemagne, du point de vue actuel et selon toutes les apparences, se dirige tout droit vers une nouvelle guerre : le réarmement de la Reichswehr et de la Wehrmacht. Dans le contexte de ce livre, il est intéressant de savoir si la population allemande en général et la Wehrmacht en particulier ont sciemment contribué à l'incendie de 1939 avant la Seconde Guerre mondiale. Compte tenu du réarmement, la question se pose de savoir si la population et la Wehrmacht auraient pu ou dû savoir avant 1939, grâce à ces évènements, que Hitler risquait une nouvelle guerre ou qu'il voulait même la mener. Dans ce cas, les deux seraient complices et co-responsables. Mais si d'autres raisons et interprétations étaient à la base du réarmement à l'époque, on ne peut accuser la population et la Wehrmacht ni de complicité ni de culpabilité. L'augmentation de l'armée de terre, le développement de la Luftwaffe et le triplement du tonnage des navires de la flotte auraient pourtant dû alerter les habitants du Reich allemand.

L'impératif de désarmement de Versailles

La Première Guerre mondiale se termine par le traité de paix de Versailles, qui doit jeter les bases d'une paix durable en Europe. Le traité contient entre autres des obligations étendues pour tous les pays signataires de désarmer leurs armées après la guerre. Cette obligation ne concerne donc pas uniquement l'Allemagne vaincue.

Dans la première partie du Traité de Versailles, article 8, tous les États signataires déclarent,

> *« que le maintien de la paix exige que les armements nationaux soient réduits au minimum compatible avec la sécurité nationale ».*

Seule la partie V du Traité stipule que l'Allemagne doit réduire ses forces armées à 100 000 hommes dans l'armée de terre et à 15 000 hommes dans la marine,

> *« afin de permettre l'amorce d'une limitation générale des armements de toutes les nations ».*

Outre la limitation du volume des forces terrestres et navales, le traité de Versailles stipule également qu'il est interdit à l'Empire allemand de posséder des avions militaires, de l'artillerie lourde, des chars de combat et quelques autres matériels de guerre. La note d'accompagnement du 16 juin 1919, par laquelle le Premier ministre français Clemenceau transmet le texte du traité « au nom des Alliés » au gouvernement du Reich allemand, réitère l'engagement des États vainqueurs à réduire également le volume de leurs propres armées une fois le désarmement allemand achevé. Cette note dit ceci :

> *« Le désarmement allemand représente en même temps le premier pas vers la réduction et la limitation générales des armements. Après que l'Allemagne aura montré la voie, les puissances alliées et associées suivront en toute sécurité le même chemin ».*[352]

Les vainqueurs promettent ainsi leur propre désarmement pour le moment où le désarmement allemand aura été réalisé. Le moment serait venu début 1927. Le 31 janvier 1927, la Commission militaire interalliée des puissances victorieuses constate officiellement que l'Empire allemand a achevé son désarmement conformément au traité. Selon l'esprit et la lettre du Traité de Versailles, cela aurait dû être le coup d'envoi d'une vague de désarmement complète et globale après la Première Guerre mondiale.

[352] v. Oertzen, page 13.

Le réarmement international après la Première Guerre mondiale

Armement de la flotte

La réalité en dehors de l'Empire allemand après la Première Guerre mondiale est cependant tout autre. Malgré le préambule de la partie V du Traité de Versailles, dans lequel les États vainqueurs promettent leur désarmement, une course aux armements de dimension mondiale commence. Le terme même de course aux armements en reflète les raisons. Il s'agit pour les États concernés de poursuivre leurs ambitions et leurs rapports de concurrence, après avoir éliminé les trois grands concurrents que sont l'Autriche-Hongrie, la Turquie et l'Allemagne. Le réarmement des États autour de l'Allemagne et dans le monde entier constitue l'arrière-plan dans lequel les Allemands voient leur « course de rattrapage » à partir de 1934.

Le premier tour oppose les quatre grands concurrents restants, à savoir l'Angleterre, les États-Unis, le Japon et, dans un rôle secondaire, l'Union soviétique. La Grande-Bretagne revendique le titre de première puissance maritime du monde pour assurer son empire colonial. Les États-Unis considèrent la puissance navale de l'Angleterre dans l'Atlantique et ses bases au large des côtes d'Amérique centrale comme un risque à l'Est et la politique d'expansion du Japon en Asie comme un risque à l'Ouest.[353] Le Japon – encore allié des deux Grands pendant la Première Guerre mondiale – prend ses distances après la guerre lorsque les États-Unis lui disputent les colonies allemandes dans le Pacifique, que l'Angleterre avait promises aux Japonais en récompense d'une entrée en guerre contre l'Allemagne avant la guerre.[354]

---

[353] Schwarz, pages 35 et suivantes.

[354] Accord anglo-japonais. Accord du 16.2.1917. Voir les documents Wilson, volume I, page 58.

Le Japon, l'Angleterre, les États-Unis et l'Union soviétique poursuivent en outre des intérêts économiques et hégémoniques dans le Pacifique, en particulier vis-à-vis de la Chine. Les États-Unis exigent le « principe de la porte ouverte » pour l'Asie, le libre accès au grand marché intérieur chinois et, pour ce faire, la réduction des droits de douane extérieurs de la Chine. Le Japon s'oppose à cette demande en demandant aux Américains d'ouvrir leur marché aux marchandises et produits de toute l'Asie. À cette époque, la Grande-Bretagne est déjà présente en Chine avec des activités commerciales et militaires. Elle a stationné des troupes et des navires en Chine et intervient en 1922, 23, 26 et 27 avec des troupes de débarquement dans des conflits internes à la Chine. En 1928, le Japon revendique ses propres intérêts au Shantung. En 1929, les troupes russes envahissent la Mandchourie et en 1931, le Japon occupe toute la Mandchourie.

Ainsi, dès la fin de la Première Guerre mondiale, l'approche de Versailles visant à réduire les troupes est mise à mal par les puissances victorieuses que sont les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon. Dans leur course à la première place en Extrême-Orient, les trois États poursuivent l'armement naval, qui continue de tourner à plein régime depuis la guerre.[355] Le Président américain Wilson est le premier à relancer l'armement naval après la Grande Guerre. Il réagit ainsi avec colère au rejet par les Britanniques et les Français d'une grande partie de ses 14 points de paix à Versailles. Son deuxième point de paix, dans lequel il avait exigé la « liberté absolue de navigation sur les mers » en temps de paix comme en temps de guerre, un point qui aurait interdit pour toujours à l'Angleterre ses blocus maritimes, constitue à cet égard un point de discorde particulier. Les Britanniques obtiennent que ce point ne soit pas négocié à Versailles, et Wilson réagit. Celui-ci fait voter par le Congrès américain en 1919 un nouveau programme de construction de super-flotte, qui représente un doublement de la construction totale de navires de guerre américains pendant la guerre mondiale qui vient de

[355] Potter/Nimitz, page 448.

s'achever. La Grande-Bretagne et le Japon suivent en 1920 avec leurs propres programmes de construction de nouveaux navires.[356] Les deux pays voient leur puissance maritime menacée par les États-Unis. Ainsi, ce sont d'abord les trois grandes puissances maritimes qui s'opposent au désarmement convenu à Versailles.

Les élections présidentielles de 1920 aux États-Unis semblent marquer un tournant. Le Président Harding, qui succède à Wilson, démissionnaire, mène une politique différente en ce qui concerne la flotte. D'une part, Harding se sent engagé dans l'idée du désarmement, d'autre part, il constate qu'un problème de nature stratégique se pose pour les États-Unis. La tendance de tous les pays en matière d'armement naval est à la construction de nouveaux navires toujours plus grands. Les navires trop grands, et surtout trop larges, ne peuvent plus passer par le canal de Panama, mais la marine américaine doit pouvoir faire passer ses navires du Pacifique à l'Atlantique par le canal si elle veut être disponible dans les deux océans. Pour cette raison, les États-Unis ne peuvent plus suivre la construction navale d'autres États dès que leurs nouvelles constructions dépassent la « mesure de Panama ». Le Président Harding met donc un frein à cette évolution menaçante et invite les grandes puissances maritimes à une conférence à Washington en 1921. Lors de cette conférence, le gouvernement américain propose aux États invités de limiter le tonnage total de toutes les flottes, d'attribuer aux nations des quotas pour les navires de ligne et les grands navires de combat, de mettre à la ferraille toutes les nouvelles constructions navales non achevées à ce jour et de ne plus mettre sur cale de nouveau grand navire de combat pendant dix ans. En 1922, suite à cette proposition, les États-Unis, l'Angleterre, le Japon, la France et l'Italie conviennent d'un moratoire de dix ans sur la construction de nouveaux grands navires et acceptent de n'entretenir des porte-avions et des grands navires de combat que dans une proportion de cent pour les États-Unis et l'Angleterre, soixante pour

[356] Potter/Nimitz, page 448.

le Japon et trente-cinq pour la France et l'Italie.[357] L'Amérique est débarrassée pour quelques années de son souci concernant le passage de Panama, et la construction navale du Japon est pour l'instant freinée.

Au lieu de réduire la construction navale dans l'esprit de cet accord de Washington, du traité de Versailles et des négociations de désarmement de Genève qui débutent en 1926, les pays cités se tournent vers la modernisation de leurs forces navales « légères », qui ne sont pas soumises à l'interdiction de construire pendant dix ans. Ainsi, la France remplace dix de ses quatorze croiseurs protégés[358] par des navires modernes et vingt-six de ses cinquante-neuf destroyers au cours des dix années d'interdiction de construction. Les États-Unis remplacent dix-huit de leurs vingt et un croiseurs protégés par de nouvelles constructions, le Japon vingt-deux sur un total de trente-deux et l'Italie remplace quarante-trois de ses cinquante-six destroyers par des navires neufs et modernes.[359] L'Empire allemand vaincu, quant à lui, ne construit dans le même temps que cinq croiseurs légers pour remplacer de vieux navires et ne met sur cale son premier navire blindé qu'en 1930.

Cette même année, en pleine crise économique mondiale, le gouvernement anglais tente de limiter l'armement des forces navales « légères ». Il invite à une conférence navale à Londres. La France et l'Italie refusent de se soumettre une nouvelle fois à des quotas de construction navale. L'Allemagne, qui demande de son propre chef une invitation, n'est pas admise à la conférence. Ainsi, l'accord naval de Londres de 1930 ne s'applique qu'à l'Angleterre, au Japon et aux États-Unis, et ce pour une courte durée.

La Grande-Bretagne, par exemple, construit à partir de 1931 trois nouveaux croiseurs, neuf destroyers et trois sous-marins par an.[360] Les puissances maritimes commencent à rattraper leur retard de dix ans

[357] Weyers 1922, p. 355 sqq.
[358] Croiseur avec pont blindé.
[359] Weyers 1932, pages 54 et suivantes.
[360] Dreessen, page 105.

en matière de construction, avant même qu'Adolf Hitler ne puisse exercer une influence sur la planification de l'armement de la marine du Reich, à partir de 1933. À cette époque, la Grande-Bretagne, le Japon et les États-Unis se disputent leur suprématie dans le Pacifique, tandis que la France et l'Italie se disputent celle de la Méditerranée. La course à l'armement bat son plein avant que l'Allemagne n'apparaisse à cet égard à partir de 1934. L'opinion souvent défendue aujourd'hui, selon laquelle le réarmement mondial des années Trente aurait été déclenché par l'Allemagne hitlérienne, est donc totalement erronée. Les puissances maritimes traditionnelles que sont les États-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne, du moins, avaient depuis longtemps déjà renforcé leur « arme principale », à savoir leur flotte, avant que Hitler n'entre en scène en 1933.

Une réflexion s'impose ici sur la manière de voir les choses. Dans l'historiographie, le réarmement allemand ultérieur est considéré comme un indice de l'existence précoce d'intentions de guerre de la part de l'Allemagne. Les effectifs militaires de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Amérique sont notamment utilisés comme preuve. Cela fait apparaître le réarmement allemand comme particulièrement important et l'amour de la paix de l'Angleterre et de l'Amérique comme un contraste. Mais une telle comparaison est biaisée, fausse et trompeuse. Elle place les armées relativement faibles des puissances maritimes à côté de la grande armée de la puissance terrestre allemande. Avec une comparaison tout aussi biaisée, qui mesurerait les trois États uniquement en fonction de leurs marines, il faudrait attribuer à l'Angleterre et aux États-Unis des intentions de guerre avec la même logique erronée. En 1931, le rapport entre les flottes anglaise, américaine et allemande est de 10 contre 9 contre 1. Même après le réarmement de l'Empire allemand au début de la guerre en septembre 1939, le rapport est encore de 10 pour l'Angleterre contre 9,2 pour les États-Unis et 1,7 pour l'Allemagne. Avec une telle supériorité de la Royal Navy et de la US Navy, on peut douter que l'amirauté de la Reichsmarine et son corps d'officiers de marine aient soupçonné

avant 1937 que Hitler pourrait un jour vouloir utiliser cette modeste flotte pour mener une guerre d'agression.

Armement aérien

Après la Première Guerre mondiale, l'armement aérien en Europe n'est pas non plus stimulé par l'Allemagne. Ce sont surtout la France et l'Italie qui donnent l'impulsion.

Au début des années Vingt, le général italien Douhet développe une nouvelle théorie de la guerre aérienne.[361] Son idée de décider à l'avenir des guerres avec les forces aériennes est nouvelle. Selon Douhet, le bombardement de zones d'habitation et d'installations industrielles en territoire ennemi est susceptible de briser la volonté de guerre de la population « concernée » et de paralyser la production ultérieure d'armes. Avec une telle doctrine, les forces aériennes de chaque État deviennent une menace potentielle pour tout autre pays se trouvant à leur portée. On comprend ainsi qu'à partir de 1922, la Grande-Bretagne se sente menacée par la France et tente de rattraper l'avance française en matière de forces aériennes.

Après la Première Guerre mondiale, la France conserve son armée de l'air avec trois cents bombardiers, trois cents chasseurs et d'autres avions militaires en service actif. En revanche, en 1922, l'Angleterre ne dispose plus que de quarante avions de bombardement et de chasse. Lorsque le *Times* de Londres révèle cet état de fait en mars 1922, cela provoque un choc dans toute l'Angleterre. La population anglaise se sent menacée dans le rayon d'action de la flotte de bombardiers française, puissante pour l'époque, dans son propre pays. Cela ne reste pas sans conséquences. En 1923, la Chambre des Communes de Londres décide de créer le plus rapidement possible cinquante-deux nouvelles escadrilles aériennes.[362] En Angleterre, on reprend également l'idée de Douhet de lutter contre la population civile avec des bombardiers. Le 28 novembre 1932, le leader

[361] Douhet écrit le livre « II dominio del l'aria » (La domination de l'air).
[362] Terraine, page 10.

conservateur Baldwin expose, avec regret, sa vision de la guerre de bombardement du futur lors d'un débat à la Chambre des communes :

> *« La seule défense possible ici est l'attaque. Cela signifie qu'il faut tuer plus de femmes et d'enfants que l'ennemi, plus vite, si l'on veut se sauver soi-même ».*[363]

Ainsi, l'Angleterre et la France font la course aux armements, plutôt que de voir les Français réduire leur armée de l'air, comme le stipule le traité de Versailles. En 1932, la France dispose d'environ 1 500 avions militaires pour le combat, l'Angleterre de 600[364] et l'Allemagne d'aucun. Le débat anglais de novembre 1932 ne peut pas encore se référer à une menace de l'Empire allemand. Il montre que la guerre de bombardement impitoyable que les Britanniques mèneront plus tard contre la population civile a une origine précoce en Allemagne.

La France et l'Italie s'arment également l'une contre l'autre. Toutes deux se disputent l'influence et les territoires en Savoie, en Corse, en Méditerranée et en Afrique du Nord. En 1932, l'Italie compte 1 500 avions militaires. De plus, la Russie se dote de forces aériennes respectables. À partir de 1925, Tupolev fabrique le premier bombardier entièrement métallique du monde et, à partir de 1930, le premier bombardier lourd quadrimoteur. En mars 1932, un corps de bombardiers lourds est mis sur pied. En 1930, environ 860 machines militaires de tous types sont fabriquées chaque année en Union soviétique. Jusqu'en 1935, ce chiffre passe à 3 500[365] par an. Tout cet armement – quelle qu'en soit la cause – se répercute sur le Reich allemand. Le 28 juillet 1932 – alors que le traité de Versailles est encore en vigueur – le commandement de la Reichswehr ordonne

[363] Colvin, page 121.
[364] Poturzyn, page 22.
[365] Topitsch, pages 159 et 167.

l'acquisition de 200 avions militaires d'ici 1937 et la création de 22 escadrons d'entraînement.[366]

Armement des forces terrestres

L'Empire allemand, qui a des frontières avec dix pays voisins, dépend avant tout de ses forces armées pour sa défense. La force relative de ses propres troupes terrestres par rapport à celle de tous les pays voisins revêt une importance toute particulière. En signant le traité de Versailles, l'Allemagne peut d'abord compter sur le fait que les pays voisins « réduisent les armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale ». C'est du moins ce que huit des dix pays voisins ont promis dans l'article 8, partie I du Traité de Versailles. La réduction de l'armée allemande à 100 000 hommes et dix divisions serait donc supportable. Mais les invasions du territoire allemand par les Polonais, les Français, les Belges et les Lituaniens jusqu'en 1924 montrent déjà qu'il est impossible de protéger un grand État comme l'Allemagne avec seulement dix divisions de l'armée.

Même après la conclusion de la réduction des armes et des troupes allemandes en 1927, les États vainqueurs ne pensent pas à respecter leurs obligations découlant du Traité de Versailles. De même que les Britanniques et les Japonais conservent leurs flottes et les Français leur armée de l'air, presque tous les États voisins ne pensent pas à réduire leurs forces terrestres au « minimum » promis. Les États désarment autant qu'ils le jugent compatible avec leur sécurité nationale. Il n'est plus question de « minimum ». La France, dont l'armée de terre a été réduite à 700 000 soldats, se sent toujours menacée par l'Allemagne et ses 100 000 hommes. Elle complète donc ses propres dépenses de sécurité par des crédits pour l'achat d'armes et des conseillers militaires à un cercle d'États qui se heurtent tout autour aux frontières de l'Allemagne. Il en résulte que ces pays – la Belgique, la Pologne et la Tchécoslovaquie – conservent des armées surdimensionnées qui ne correspondent plus du tout à leur taille, au

[366] MGFA, DR u 2.WK, volume 1, page 402.

nombre de leurs habitants et à la capacité de leurs budgets nationaux. Pour 100 000 soldats allemands, la France et les nations alliées contre l'Allemagne entretiennent en 1923[367] :

France	724 000 hommes
Belgique	113 000 hommes
Pologne	275 000 hommes
Tchécoslovaquie	140 000 hommes
et Lituanie	32 000 hommes[368]

Cette infériorité de 12 contre 1, qui représente un risque pour le Reich allemand, ne change pas au cours de la conférence de désarmement de la Société des Nations à Genève jusqu'en 1934.

Lorsque Hitler arrive au pouvoir en 1933, les 100 000 hommes de l'armée allemande sont toujours opposés à :[369]

655 000 Français
66 000 Belges
298 000 Polonais
140 000 Tchèques et
32 000 Lituaniens

S'y ajoutent, comme autre risque pour l'Allemagne – même si ce n'est qu'en arrière plan – 885 000 soldats soviétiques.[370]

Du point de vue allemand, le fait que l'Allemagne n'entretient pas de forces de réserve depuis quinze ans sans service militaire obligatoire, suite à l'interdiction de Versailles, constitue un facteur aggravant. Les pays voisins disposent tous d'armes et de réservistes qui permettent d'augmenter les effectifs de l'armée en cas de mobilisation. Dans la comparaison des « forces K »[371], l'Allemagne est

---

367 Nitti, pages 159 et 167 – Selon Nitti, ce sont les chiffres indiqués à la Société des Nations.
368 Statkus, tableau sans pagination.
369 v. Oertzen, page 248, MilGeschichte UdSSR Band 1, page 71 donne la valeur de l'armée française. L'armée française est composée de 750 000 hommes.
370 Maser, page 137.
371 Forces de guerre.

donc encore une fois nettement moins bien placée. Les 100 000 hommes allemands sont à comparer aux 100 000 hommes du « K-Fall »[372] :

4,5 millions de Français
3,2 millions de Polonais
1,3 million de Tchèques
0,6 million de Belges
0,15 million de Lituaniens[373]

Avec un tel rapport de forces, proche de 100 contre 1 au détriment de l'Allemagne, il n'est pas possible de mener une politique étrangère allemande. Au désastre, qui s'exprime ici en chiffres, s'ajoute le fait que le traité de Versailles interdit à l'Armée allemande de posséder de l'artillerie lourde et des chars.

Le peuple allemand et sa Reichswehr connaissent cette situation en matière de politique de sécurité de leur pays lorsque Hitler devient Chancelier en 1933. Ce que le citoyen allemand normalement constitué pense à l'époque peut manifestement être ressenti en Angleterre également. Le 29 novembre 1934, l'ancien Premier ministre britannique Lloyd George déclare à Londres, devant la Chambre des Communes :

> *« Les puissances signataires du traité de Versailles ont solennellement promis aux Allemands qu'ils désarmeraient si l'Allemagne allait de l'avant avec le désarmement. L'Allemagne a attendu quatorze ans pour que cette promesse soit tenue. Pendant cette période, une série de ministres particulièrement pacifiques ont travaillé en Allemagne, des ministres qui n'ont cessé d'exhorter les grandes puissances à prendre enfin au sérieux la tenue de la promesse faite. On s'est... moqué de ces ministres allemands. Dans l'intervalle, tous les pays, à l'exception de l'Angleterre, ont augmenté leur armement de guerre et ont même accordé des emprunts d'argent aux voisins de l'Allemagne, avec lesquels ceux-ci ont à leur tour mis en place d'énormes organisations*

[372] v. Oertzen, page 248.
[373] Statkus, tableau sans numéro de page.

militaires à proximité des frontières allemandes. Pouvons-nous nous étonner que les Allemands aient été finalement poussés à la révolte contre cette escroquerie chronique des grandes puissances ».[374]

Lloyd George ne dit pas que l'Angleterre a également renforcé sa flotte.

Les négociations de Genève sur le désarmement jusqu'en 1933

Le 18 mai 1926, la Société des Nations ouvre à Genève une conférence préliminaire à la conférence sur le désarmement qui doit suivre l'exécution de la réduction des troupes et des armes allemandes. En janvier 1927, la Commission militaire interalliée des vainqueurs constate que le Reich allemand a désarmé conformément au traité de Versailles. Les vainqueurs doivent maintenant passer de la parole aux actes.

Le 18 mai 1926, la Société des Nations ouvre à Genève une conférence sur la réduction des forces armées La délégation allemande à la conférence de Genève exige désormais que les forces armées des autres États soient réduites à un niveau comparable. Les pays vainqueurs concernés se rendent manifestement compte qu'ils doivent maintenant agir. Le 27 février 1927, le Ministre belge des affaires étrangères, Vandervelde, déclare devant la conférence :

« Désormais, nous sommes confrontés au dilemme suivant : soit les autres puissances doivent réduire leurs armées par rapport à la Reichswehr allemande, soit le traité de paix devient caduc et l'Allemagne revendique le droit de posséder des forces armées capables de défendre l'inviolabilité de son territoire ».[375]

[374] Bernhardt, page 151.
[375] Domarus, tome 1, page 508 [citation de Hitler].

Quatre ans et demi s'écoulent avant la conférence, sans qu'aucun résultat ne soit obtenu. Les puissances victorieuses ne sont pas encore prêtes à désarmer les armées de terre, de l'air et de la marine dans leur propre pays et à respecter les articles du traité de Versailles. Dans de nombreux pays, on continue au contraire à s'équiper sans relâche.

Le 2 février 1932, la Conférence du désarmement de la Société des Nations s'ouvre à Genève sans aucun résultat préalable. Comme les négociations préliminaires ont déjà montré qu'aucun État ne se déclare prêt à désarmer au niveau des forces armées de l'Empire allemand, l'Allemagne propose maintenant un niveau d'armement moyen pour tous. Le niveau de cette moyenne devrait être négocié. Au cas où cela ne serait pas non plus accepté, le gouvernement du Reich demande un alignement unilatéral des effectifs allemands sur ceux des États européens comparables.

Pour l'Allemagne, la faiblesse de la Reichswehr n'est pas seulement l'expression d'un manque de souveraineté de l'État. Elle est plutôt le problème très concret d'une capacité d'autodéfense insuffisante. Les invasions des Britanniques, des Français, des Belges, des Lituaniens et des Polonais entre 1920 et 1924, en pleine paix de Versailles, les revendications toujours en suspens des Polonais sur la Silésie, la Prusse orientale et la Poméranie, la supériorité des Français et de leurs alliés sur l'Allemagne dans un rapport de 12 contre 1 montrent à tout le monde en Allemagne, et en particulier à la Reichswehr, qu'une armée de 100 000 hommes n'est pas une solution durable.

Les signatures allemandes de deux traités ne parviennent pas non plus à stimuler les négociations de désarmement de la Société des Nations. En 1925, l'Allemagne et la France concluent le pacte de non-agression de Locarno. Le gouvernement impérial allemand renonce alors définitivement à l'Alsace-Lorraine. En 1928, le gouvernement du Reich signe également le pacte Briand-Kellogg, qui proscrit le recours à la guerre. Ces deux mesures n'incitent pas la France à renoncer à sa supériorité de 7 contre 1 sur l'Allemagne.

Lorsque l'Autriche et l'Allemagne décident d'une union douanière en 1931, il devient évident que la puissance militaire ne sert pas

uniquement à se protéger, même après la Première Guerre mondiale. La France oppose son veto à l'union douanière prévue en invoquant l'article 48 du traité de Saint-Germain, qui déclare l'indépendance de l'Autriche inaliénable et empêche ainsi à jamais Vienne de former des alliances. L'Autriche et l'Allemagne, sans armée digne de ce nom en arrière-plan, n'ont aucune chance de négocier l'union douanière avec la France. La France peut l'empêcher à tout moment avec sa propre armée. L'Autriche et l'Allemagne ne sont pas en mesure d'imposer d'elles-mêmes leur décision souveraine, qui ne menace personne. Le gouvernement du Reich allemand, avec des forces aussi réduites que celles de la Reichswehr, n'est ni capable de protéger son propre territoire, ni en mesure de mener une politique étrangère souveraine.

De février à juin 1932, les négociations à la Société des Nations se poursuivent sans aboutir au moindre résultat. On ne parvient pas à se mettre d'accord sur les catégories d'armes à discuter, ni sur ce qu'il faut entendre par « attaque ». Même la proposition de mettre sur pied des troupes propres à la Société des Nations tombe à l'eau aussi vite qu'elle est apparue. C'est surtout la France qui bloque la conférence. Malgré la reconnaissance définitive par l'Allemagne des frontières de la France, malgré les garanties anglaises et italiennes d'invulnérabilité territoriale de la France, malgré l'obligation de désarmer elle-même après le traité de Versailles, la France est fermement décidée en 1932 à empêcher toute adaptation des effectifs allemands. La France souhaite au contraire pouvoir continuer à s'armer à sa guise.

Le gouvernement allemand fait alors valoir que l'Allemagne est membre à part entière de la Société des Nations depuis 1927. Il rappelle que la Société des Nations, en tant qu'assemblée démocratique, est composée de membres égaux en droit et que, par conséquent, il n'acceptera plus dorénavant de règles spéciales discriminatoires qui ne s'appliqueraient qu'à l'Allemagne.

Le 22 juin 1932, afin de relancer les négociations qui avaient jusqu'alors échoué à cause de la France, le Président américain Hoover présente une nouvelle proposition. Il suggère de réduire toutes les forces terrestres et navales d'un tiers de leur effectif actuel,

de mettre à la casse tous les bombardiers et de proscrire la guerre par bombardement. L'Union soviétique et l'Italie acceptent immédiatement cette proposition. La Grande-Bretagne reporte sa décision pour le moment et la France rejette en bloc la proposition de Hoover. La conférence de Genève sur ce plan de Washington se termine au bout de quatre semaines par une déclaration non contraignante selon laquelle le désarmement doit être réalisé dans le monde entier. La déclaration finale est une étiquette sur une bouteille vide.

Pour l'Allemagne, le cycle de négociations de juillet 1932 revêt une importance toute particulière. La délégation allemande tente d'obtenir la reconnaissance de l'égalité des droits pour l'Empire allemand dans toutes les questions d'armement. Mais cela échoue. L'Allemagne doit rester dans un statut de seconde classe selon la volonté de nombreux autres États. En conséquence, le chef de la délégation allemande, le diplomate Nadolny, met fin à la collaboration de l'Empire allemand pour d'autres conférences lors de la dernière séance de ce cycle et quitte Genève.

Le prochain cycle de négociations se déroule uniquement entre la France et l'Empire allemand. Le 28 août 1932, le Ministre allemand des affaires étrangères von Neurath fait savoir au gouvernement de Paris qu'à son avis, les futurs accords de désarmement conclus à Genève devraient remplacer les limitations d'armement de Versailles pour l'Allemagne. Il précise dans la même note que l'Allemagne est prête à renoncer à toutes les armes auxquelles toutes les autres puissances renoncent également. Von Neurath fait comprendre que l'Allemagne, en tant que membre à part entière de la Société des Nations, revendique le droit de décider elle-même, comme tous les autres pays, du volume et de l'armement de ses propres forces armées.

Le gouvernement du Reich s'efforce de faciliter les concessions aux Français. Le lendemain, 29 août, le Ministre des affaires étrangères von Neurath et le Ministre de la défense von Schleicher remettent à l'ambassadeur français à Berlin François-Poncet un résumé écrit des souhaits allemands en matière d'armement. Ils

assurent au Français que l'Empire allemand n'utilisera « que dans une mesure limitée » l'égalité souhaitée, une fois qu'elle aura été accordée en principe. Un contingent de troupes supplémentaires pour l'armée de terre et des prototypes d'armes jusqu'alors interdites seraient déjà suffisants.[376]

Le 11 septembre 1932, le gouvernement français répond par une note assez sévère. Il y déclare que tous les résultats futurs des négociations à la Société des Nations ne pourront rien changer aux dispositions du traité de Versailles. L'Allemagne s'est engagée dans l'article 164 du traité à continuer à respecter les restrictions du traité de Versailles, même pour les périodes ultérieures où elle deviendrait membre de la Société des Nations.[377] La réponse de Paris prive le gouvernement du Reich à Berlin de sa conviction, nourrie jusqu'alors, que les problèmes de la sécurité allemande peuvent être résolus par les moyens de la diplomatie.

La France se replie sur l'interprétation formelle du traité de Versailles en y répondant. Elle fait comprendre à la partie allemande qu'elle est prise au piège sur le plan contractuel. Selon la France, l'appartenance à la Société des Nations oblige les Allemands à respecter durablement le traité de Versailles. Au fond, la France indique ainsi à l'Allemagne vaincue une voie pour sortir de la misère. Cette voie est celle du retrait de la Société des Nations et de l'abandon unilatéral du Traité de Versailles, que les autres États ne veulent pas respecter eux-mêmes. Le traité de Locarno, avec la garantie allemande des frontières occidentales, n'a pas suffi à convaincre la France d'accepter le droit égal de l'Allemagne à la sécurité. Six années de blocage français à la Société des Nations et dans les négociations de désarmement de Genève poussent les gouvernements allemands à chercher d'autres voies et méthodes.

Deux jours après la note de réponse intransigeante de Paris, le Ministre des affaires étrangères von Neurath écrit à son collègue

---

376 François-Poncet, page 60 et Roos, La Pologne et l'Europe, page 50.
377 Benoist-Méchin, tome 3, page 135.

britannique et président des Conférences du désarmement de Genève que l'Allemagne restera à l'écart des discussions ultérieures « tant que l'égalité des droits ne sera pas clarifiée ». Le 28 septembre 1932, à l'ouverture de la prochaine session, la délégation allemande ne s'est pas présentée à Genève. Les négociations sont donc de facto mortes. L'Angleterre et l'Italie pressent maintenant la France d'abandonner sa ligne dure. Le 11 décembre 1932, la percée – même si elle est minime – a lieu. Les gouvernements français, britannique et italien déclarent dans une note,

> *« que l'Allemagne doit obtenir, dans la poursuite de la conférence sur le désarmement, les mêmes droits dans un système de sécurité valable pour toutes les 'nations' ».*

Le pied de nez de la note est la remarque explicite suivante :

> *« que les modalités d'application d'une telle égalité des droits doivent encore être discutées lors de la conférence ».*[378]

Malgré ce pied de nez, il est désormais admis que les plafonds d'armes et de troupes convenus à la Société des Nations s'appliqueront désormais aussi à l'Allemagne, et qu'ils remplaceront les limitations de la partie V du traité de Versailles. Avec cette note franco-italo-britannique du 11 décembre 1932, le premier pas vers la levée des « entraves de Versailles » est franchi.

Le gouvernement polonais déclare toutefois expressément qu'il ne reconnaît pas l'égalité des droits désormais attribuée à l'Allemagne.[379]

Telle est la situation du Reich allemand en matière de politique étrangère et de sécurité lorsqu'Adolf Hitler devient Chancelier allemand en janvier 1933. Son entrée en fonction est donc précédée de six ans et demi de vaines négociations de désarmement à la Société des Nations. À cette époque, quinze ans après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne n'est toujours pas en mesure de se protéger. Toutes les chances d'intégrer l'Empire allemand par des traités

---

[378] Benoist-Méchin, tome 3, page 137.
[379] MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 1, page 374.

acceptables, qui auraient pu fixer des mesures et des limites à l'extension inévitable de la Reichswehr, ont été jusqu'ici perdues.

Les préparatifs secrets de défense de la Reichswehr jusqu'en 1933

Parallèlement à tous les efforts de la politique étrangère allemande visant à rétablir la capacité d'autodéfense du Reich en accord avec les puissances victorieuses, des préparatifs secrets sont en cours pour une reconstruction ultérieure des forces armées allemandes. Cette clandestinité est justifiée par de bonnes raisons. Les mesures qui doivent servir à la sécurité ultérieure du territoire national ne doivent pas devenir elles-mêmes l'occasion d'une nouvelle guerre des vainqueurs contre l'Allemagne qui n'est plus en mesure de se défendre.

En février 1924, l'Office des troupes de la Reichswehr constate dans un inventaire que les dix divisions restantes du Reich ne disposent de munitions que pour une durée d'engagement d'environ une heure de combat. Le rapport de l'Office des troupes sur cette question conclut qu'en cas de guerre, l'Allemagne devrait nécessairement compter sur la résistance persistante de la population frontalière. Le rapport se termine par la remarque suivante :

> *« Aujourd'hui et dans un avenir proche, l'entrée en guerre ne constitue qu'un geste héroïque ».*[380]

À la même époque, la marine du Reich est bien en deçà du nombre de navires accordés à Versailles, et il est interdit au Reich allemand de posséder une armée de l'air.

L'incapacité de l'Allemagne à se protéger elle-même, les incursions répétées de troupes étrangères sur le territoire allemand et la légitimité contestée du traité de Versailles imposé font que les dirigeants du

[380] MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 1, page 374.

Reich commencent très tôt à préparer la reconstruction de la capacité d'autoprotection de l'Empire allemand pour les temps futurs. Le traité de Versailles s'y oppose et doit être promulgué en tant que loi impériale en juillet 1919. Ce traité ne limite pas seulement la taille de l'armée et de la flotte. Il interdit également aux Allemands de posséder presque toutes les armes modernes. L'article 160 du traité stipule en outre que la Reichswehr doit être utilisée « exclusivement pour le maintien de l'ordre à l'intérieur du territoire allemand et comme police des frontières ». Cela signifie tout simplement que la Reichswehr ne peut pas être utilisée pour défendre le territoire national. Malgré ces clauses-bâillons, il reste du droit naturel et du droit international généralement reconnu que la protection de ses propres citoyens contre le danger extérieur est l'une des tâches et des obligations constitutives de l'État – même de l'État allemand vaincu. De plus, de nombreuses puissances victorieuses, qui ont décidé et conclu le traité de Versailles, commencent peu après la guerre à le violer elles-mêmes. La France, par exemple, occupe la Sarre avec des militaires et la Pologne enfreint les règles fixées par le traité pour le référendum en Haute-Silésie, toujours allemande. Ainsi, de larges couches de la population, et en particulier la Reichswehr, s'accordent bientôt à dire que le bien-être de leur propre pays est plus important que le traité imposé et non respecté par les vainqueurs eux-mêmes. C'est dans cet esprit que le commandement de la Reichswehr et, à partir de 1927, le gouvernement du Reich tentent de reconstruire la sécurité extérieure de l'Empire allemand et de ses citoyens en passant outre le traité de Versailles.

Mais une partie de la réalité allemande de cette époque des années Vingt est aussi que, dans le paysage des partis politiques en proie à de nombreuses dissensions dans une république qui n'était pas encore consolidée à l'époque, il y a aussi des forces qui sont sceptiques ou même hostiles à la Reichswehr et qui condamnent et combattent les violations du traité de Versailles. Il n'y a donc pas de consensus de l'ensemble du peuple allemand contre le traité et pour la capacité d'autodéfense de la République de Weimar.

Les préparatifs du réarmement espéré pour une période ultérieure ont d'abord lieu en secret au sein de la Reichswehr, à partir de 1927 sous contrôle et responsabilité politiques, et jusqu'en 1935 à l'abri de l'étranger. Les préparatifs sont multiples. Ils comprennent aussi bien le développement d'armes modernes que la formation moderne du personnel de la Reichswehr. Ils s'étendent en outre aux travaux préparatoires de planification pour une extension ultérieure de la petite armée de 100 000 hommes et de la marine et pour la mise en place de forces aériennes allemandes, jusqu'alors interdite. Les travaux préparatoires correspondent aux efforts diplomatiques simultanés du gouvernement pour inciter les puissances victorieuses lors des négociations de Genève sur le désarmement à désarmer elles-mêmes ou à autoriser un réarmement modéré de l'Allemagne.

Les préparatifs secrets pour la reconstruction ultérieure des forces armées allemandes ne sont naturellement pas totalement cachés aux puissances victorieuses. Il en résulte de fréquents désaccords entre les vainqueurs et des sanctions contre les Allemands vaincus. Ainsi, l'évacuation tardive de la zone dite de Cologne en 1925 et d'autres mesures coercitives prises par les États vainqueurs contre l'Allemagne sont, entre autres, les conséquences de ces préparatifs de défense secrets.

Les préparatifs de défense secrets au sein de l'armée du Reich

Peu après la défaite allemande et la paix signée, il apparaît que le traité signé à Versailles ne garantit pas la sécurité de l'Allemagne. La Pologne ressuscitée commence à s'approprier le territoire allemand en Haute-Silésie sous la protection des Français. C'est ainsi que le nouveau chef de la direction de l'armée, le général von Seeckt, se voit contraint de réfléchir dès 1921 à une future reconstruction des forces de défense allemandes. Le 15 janvier 1921, il met en place un petit groupe de travail composé d'officiers de son office des troupes, qu'il charge d'étudier les moyens et les possibilités d'une « protection des frontières à l'Est ». Les réflexions de Seeckt se basent sur trois

scénarios : l'adoucissement ultérieur du traité de Versailles, l'annulation du traité et une situation d'urgence dans laquelle l'Allemagne serait attaquée.[381] Les premières réflexions sur la multiplication des sept divisions d'infanterie à vingt et une et sur la réintroduction du service militaire obligatoire naissent ici, douze ans avant que le futur Chancelier Hitler ne s'en inspire.

En 1923, Seeckt fait à nouveau étudier la question toujours en suspens de la sécurité extérieure, et cette fois-ci de manière complète et approfondie. Il en résulte une ébauche de ce qui deviendra la « **Grande Armée** », capable de protéger l'Allemagne avec des chances de succès dans une guerre sur plusieurs fronts. Le projet, présenté en 1925, prévoit une armée qui, en cas de guerre, devrait s'agrandir avec des divisions actives et de réserve pour atteindre cent quatre divisions d'infanterie, de cavalerie et de protection des frontières.[382] À l'époque, les États voisins, qui se sont alliés entre eux contre l'Empire allemand par des traités militaires, disposent d'environ deux cent vingt divisions actives et de réserve. La bonne centaine de divisions allemandes pour le cas de défense est donc appropriée, mais en 1925, elle est totalement illusoire d'un point de vue politique et économique. Le projet de la Grande Armée ne va donc pas plus loin que la réflexion et le calcul. Il ne s'agit pas d'un plan à caractère obligatoire et à dates fixes, même s'il servira quinze ans plus tard de référence pour la construction de l'armée.

En mai 1926, les négociations préliminaires pour un désarmement de tous les États en Europe, déjà mentionnées, commencent à la Société des Nations et à Genève. Le gouvernement du Reich doit cependant prendre acte du fait que les États vainqueurs – en premier lieu la France – ne sont pas prêts à désarmer eux-mêmes. Il peut donc s'attendre à ce qu'une certaine marge de manœuvre s'ouvre pour les effectifs militaires allemands. C'est ainsi qu'en septembre 1928, après deux ans de négociations infructueuses, le commandement de l'armée

[381] Meyer-Welcker, pages 532 et suivantes.
[382] Dirks-Janßen, pages 21 et 210.

allemande élabore un plan visant à compléter les dix divisions actives de la Reichswehr par des divisions de mobilisation en cas d'attaque extérieure, afin d'obtenir **une armée de seize divisions pour la défense**. Le premier équipement en matériel, les munitions et les réservistes pour les divisions de réserve doivent être acquis et formés avant 1932.[383]

Sous l'impression du nombre élevé de forces armées de tous les pays voisins et face à l'absence persistante de résultats de la conférence de désarmement de Genève, le Ministre de la Reichswehr Groener étend deux ans plus tard la planification de l'armée de seize à **vingt et une divisions**.[384] En avril 1930, Groener stipule dans une directive intitulée « *Die Aufgaben des Heeres* » (Les missions de l'armée) que les dix divisions de paix ne peuvent être complétées par onze divisions de mobilisation qu'en cas d'attaque du territoire du Reich par des États étrangers. Cette quantité de forces armées est également très faible par rapport à celle que les voisins de l'Allemagne entretiennent déjà en temps de paix.

En 1932, les chiffres de planification pour l'armée de vingt et une divisions sont précisés à deux reprises. Au printemps 32, le Ministre Groener promulgue le **2e programme d'armement** et y fixe l'**effectif de défense à 570 000 hommes** ainsi que le stock de munitions de la troupe pour une durée d'engagement de six semaines. Le 11 septembre 1932, le gouvernement français met fin à la quête de consensus de l'Allemagne. Le Ministre des affaires étrangères Barthou déclare au nom de la France que tous les résultats futurs des négociations à la Société des Nations à Genève ne devraient pas non plus avoir de répercussions sur les effectifs de la Reichswehr. L'esprit du rapprochement franco-allemand de l'époque des ministres des affaires étrangères Briand et Stresemann est ainsi manifestement éteint et épuisé en 1932. Pour le gouvernement du Reich, cela n'est pas acceptable après six ans de négociations, compte tenu du niveau

383 MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 1, page 379.
384 33 MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 1, page 384.

d'armement toujours aussi élevé de tous les pays voisins et compte tenu des nombreuses « entrées » de troupes étrangères depuis la Première Guerre mondiale. Elle en tire les conséquences et augmente le volume de l'armée de paix de 100 000 hommes à 175 000. On veut y parvenir par étapes jusqu'en 1938. Le nombre de divisions de paix doit néanmoins rester inchangé.

Le gouvernement du Chancelier Franz von Papen s'est donc déjà débarrassé du premier carcan de Versailles avant qu'Adolf Hitler ne devienne Chancelier en 1933. Lorsque Hitler prend la tête du gouvernement quatre mois plus tard, il poursuit tout d'abord la politique d'armement de Papen avec modération. C'est l'une des raisons pour lesquelles, dans le Reich allemand des premières années hitlériennes, personne ne soupçonne tout d'abord que Hitler pervertira un jour l'objectif de la Reichswehr reconstruite.

Les préparatifs secrets de défense de la Reichsmarine

La situation dans la marine du Reich n'est pas très différente de celle de l'armée de terre. Le traité de Versailles n'accorde à la flotte que 15 000 hommes et un petit nombre de navires : huit navires de ligne, huit petits croiseurs[385], quelques torpilleurs et les navires auxiliaires nécessaires. Les nouvelles constructions ne sont autorisées qu'à partir de 1922, dans le cadre du tonnage total de la flotte, désormais limité à 144 000 tonnes.

L'Allemagne, dans sa situation après la Première Guerre mondiale, a besoin d'une flotte à deux fins. Elle doit pouvoir maintenir ouvertes les voies maritimes aux abords de ses ports pour les importations de matières premières et de denrées alimentaires, et elle doit pouvoir protéger contre toute interruption la voie maritime sur la mer Baltique vers la Prusse orientale, désormais séparée de la terre ferme. Ces deux tâches sont d'actualité malgré la paix signée. La vulnérabilité des importations maritimes a été démontrée par les Britanniques en 1919, lorsque, malgré la « liberté des mers en temps de paix et de guerre »

[385] Y compris les navires de réserve.

promise dans les 14 points de Wilson[386], ils ont « aidé » l'Allemagne à signer le traité de Versailles en bloquant les ports allemands de la mer du Nord et de la Baltique. La conséquence en fut une famine en Allemagne et en Autriche.

La deuxième tâche de la flotte résulte de la séparation de la Prusse orientale du territoire du Reich et de la politique polonaise de la France. La presse polonaise et, avec elle, de larges cercles de la population, continuent à revendiquer des territoires allemands qu'ils ont certes réclamés à Versailles mais qu'ils n'ont pas obtenus en 1919, des parties de la Silésie, de la Prusse orientale et de la Poméranie. Après la tentative polonaise de conquérir l'est de la Haute-Silésie en 1921, de telles revendications polonaises sont prises très au sérieux en Allemagne. Du point de vue allemand, la Pologne ne devient toutefois un poids lourd qu'après un traité militaire franco-polonais de 1925, par lequel la France s'engage à envoyer une escadre française en mer Baltique pour soutenir la Pologne en cas de conflit germano-polonais. Ce qui est fatal pour l'Allemagne, c'est l'engagement des Français à accorder ce soutien, quelle que soit la cause du conflit. Il s'agit d'une quasi-offre, même au cas où la Pologne lancerait de son propre chef une attaque contre la Prusse orientale, la Poméranie ou la Silésie. Le concept de stratégie navale de la Reichsmarine s'oriente donc, depuis la conclusion du traité militaire franco-polonais, sur le danger que pourrait représenter la flotte française si elle était déclenchée par la Pologne. Ainsi, la Reichsmarine a besoin de navires dont le nombre et la qualité sont comparables à ceux des Français.

En 1928, la première grande construction d'après-guerre est commandée, un navire blindé de 10 000 tonnes. Le traité de Versailles autorise le remplacement des navires vieux de vingt ans. En 1930, le navire blindé est mis sur cale, ce qui marque le début du remplacement des six grands navires de combat de l'époque impériale, âgés dans l'intervalle de trente ans. En novembre 1932, l'amiral Raeder, chef de la direction de la marine, présente – parallèlement au

[386] Point 2 des 14 points.

plan de l'armée de terre de 175 000 hommes – un « **1er plan de transformation de la marine** ». Ce plan comprend la construction ultérieure d'un porte-avions, la mise en service de sous-marins, la construction de croiseurs plus grands que ceux autorisés, la mise en place d'une force aérienne navale et une légère augmentation des effectifs. Ainsi, là aussi, les chaînes de Versailles sont jetées avant que Hitler ne devienne Chancelier.

Les préparatifs secrets pour la mise en place d'une force aérienne

Depuis Versailles, il est interdit à l'Allemagne de posséder des forces aériennes. Les préparatifs secrets en vue de la création ultérieure d'une armée de l'air sont plutôt modestes après la Première Guerre mondiale. À partir de 1926, les puissances victorieuses autorisent le Reich allemand à construire des avions civils et à pratiquer des sports aériens pour un nombre strictement limité d'officiers de la Reichswehr. Grâce à cela et à la coopération germano-soviétique sur l'aérodrome de Lipetsk en Russie, décrite plus loin, l'industrie acquiert de l'expérience pour la construction d'avions militaires et la Reichswehr commence à former des pilotes. À partir de 1929, l'Office des armes de l'armée de terre se lance dans la construction d'avions militaires malgré l'interdiction des vainqueurs. Il lance un appel d'offres pour la construction d'un avion de reconnaissance rapprochée, d'un avion de reconnaissance éloignée, d'un avion de chasse et d'un bombardier.[387] Les prototypes issus de cet appel d'offres sont envoyés à Lipetsk pour y être testés. En **1930**, le chef de la direction de l'armée de terre présente un « **projet d'armement aéronautique** » pour la période 1931-1937. Il prévoit toujours des escadrilles d'aviation uniquement pour le soutien de l'armée et pas de Luftwaffe comme nouvelle troisième partie de la Wehrmacht. Avec cette étape intermédiaire, l'Allemagne se libère également des interdictions de Versailles.

[387] Schliephake, page 26.

Préparatifs secrets dans le domaine de la défense générale

Les préparatifs pour des temps ultérieurs normaux ne se limitent pas à des plans pour la mise en place de divisions de réserve en cas de défense et à la construction de navires plus modernes pour une flotte plus importante. Ils consistent surtout à moderniser l'armée allemande dans toutes ses branches. Les sous-officiers de la Reichswehr sont ainsi formés avec une qualité qui prépare nombre d'entre eux à de futures fonctions d'officier. Dans la grande armée de la future Wehrmacht, nombre d'entre eux constitueront une part non négligeable du corps des officiers inférieurs. Les officiers de la Reichswehr sont également préparés à des tâches de commandement plus élevées, à la direction de formations et de grandes unités qui n'y existent pas encore. C'est ainsi que la petite armée de 100 000 hommes construit le corps d'officiers de ce qui deviendra la grande Wehrmacht.

La coopération germano-soviétique s'inscrit dans le même contexte. Parallèlement à leur accord de Rapallo, le Reich et l'Union soviétique concluent en 1922 un accord secret sur une coopération limitée entre la Reichswehr et l'armée soviétique. Suite à cet accord, des officiers allemands sont formés comme pilotes à Lipetsk et comme soldats de chars à Kama. Ces deux activités sont interdites en Allemagne. La Reichswehr peut acquérir en Russie ses premières expériences pour la construction de véhicules blindés et d'avions de combat modernes.

Par ailleurs, des officiers, des ingénieurs et des entreprises allemands qui souhaitent contribuer à la capacité de défense de leur pays développent en Allemagne et à l'étranger des prototypes d'armes modernes qui sont encore interdites en Allemagne. La fabrication des armes a toujours lieu à l'étranger, souvent par le biais de « joint-venture ». Les nouvelles armes sont ensuite vendues aux forces armées du pays de fabrication, parfois aussi à des pays tiers. Les produits finis ne profitent en aucun cas à la Reichswehr en Allemagne, mais les connaissances acquises lors du développement et de la construction, oui. Et ce qui compte tout autant, ce sont les

expériences des entreprises participantes pour la fabrication industrielle ultérieure en Allemagne à partir de 1933. Ainsi, dans les années Vingt et Trente, des sous-marins conçus par des Allemands sont développés et construits en Espagne, en Finlande et aux Pays-Bas, et en partie rachetés par les marines de pays tiers.[388] Des bombardiers allemands voient le jour en Angleterre, des hydravions à coque en Espagne et des avions de reconnaissance aux États-Unis. Une partie des nouveaux développements ainsi réalisés est ensuite construite sous licence par Mitsubishi et Kawasaki au Japon.[389]

Dans les années Vingt et Trente, la modernisation de la défense dans l'Allemagne vaincue reçoit encore d'autres impulsions importantes de l'étranger. Alors que le commandement de la Reichswehr doit tenir compte de l'impuissance militaire dans son propre pays et développer des stratégies défensives pour protéger le Reich, les pensées et les idées des spécialistes empruntent ailleurs des voies tout à fait nouvelles. Il y a le général Douhet en Italie avec une doctrine moderne de la guerre aérienne. Il y a les colonels Fuller en Angleterre, de Gaulle en France, les généraux Eimannsberger en Autriche et Toukhatchevski en Union soviétique, qui conçoivent la guerre de mouvement du futur. De jeunes officiers de la Reichswehr reprennent ce qui est écrit ailleurs et développent en pensée les stratégies de guerre terrestre et aérienne pour leur propre avenir. Ce sont des travaux préparatoires importants pour la reconstruction ultérieure d'une armée allemande. C'est ainsi que se forment dans l'Empire allemand, précisément pendant les années de quasi-absence de défense, les qualités qui permettent à la Wehrmacht d'être, en 1939, largement supérieure aux armées d'autres États. Il s'agit de la capacité de commandement du corps des officiers et des sous-officiers, du savoir-faire de l'industrie et d'une conception moderne du commandement, de l'armement et de la structure.

---

[388] Dreessen, page 79.
[389] Kens/Novarra, page 16.

Après 1945, les personnes accusées de crimes de guerre à Nuremberg sont accusées d'avoir œuvré pour une nouvelle guerre mondiale avant même l'époque de Hitler. L'ancien Chancelier Wirth, Chancelier de 1921 à 1922 et Ministre du Reich de 1929 à 1931, témoigne de cette insinuation devant le Tribunal militaire international de Nuremberg :

> *« Tous les gouvernements allemands entre 1918 et 1933 ainsi que le commandement de l'armée allemande étaient animés par le souci de l'existence du Reich, qu'ils voyaient menacée sur le plan de la politique intérieure et extérieure. Dès les premières années suivant la Grande Guerre, la Pologne avait tenté à plusieurs reprises de détacher par la force des parties du territoire du Reich. La crainte de nouvelles attaques n'était pas sans fondement. Les milieux nationalistes polonais réclamaient de nouvelles séparations territoriales. ... L'armement de notre armée impériale était pourtant déplorable. ... Le Chancelier Brüning et le Ministre de la défense Groener ont donc décidé d'évacuer la Silésie en cas d'attaque des Polonais. Celui qui, face à ce fait, prétend encore que nous avions l'intention d'attaquer, est à plaindre. ...Au vu de la situation lamentable aux frontières orientales de l'Allemagne, il était évident que l'on cherchait comment améliorer la situation en matière de politique de défense ».*[390]

Hitler et les négociations de désarmement de Genève jusqu'en 1934

Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler devient le nouveau Chancelier allemand. Il reprend dès que possible le fil des négociations de Genève sur le désarmement, sans toutefois exiger dans un premier temps plus de troupes ou d'armes supplémentaires pour le Reich allemand.

[390] Livre de documents de défense 2a sur le procès Krupp, n° 47.

En mars 1933, six semaines après l'entrée en fonction de Hitler, le Premier ministre britannique Mac Donald présente une nouvelle proposition à la conférence de désarmement de Genève. Selon cette proposition, l'Allemagne se verrait accorder une armée de 200 000 hommes. La France doit réduire ses forces terrestres à 200 000 soldats en Europe, plus 200 000 dans les colonies. Pour l'Italie, la proposition prévoit 200 000 en métropole et 50 000 autres dans les colonies. Pour l'Union soviétique, Mac Donald prévoit 500 000 hommes, pour la Pologne 200 000 et pour la Tchécoslovaquie 100 000. Une partie essentielle de la proposition est que la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie et la Pologne peuvent entretenir des forces aériennes, mais pas l'Allemagne. Toutes les nations concernées, à l'exception de l'Italie et de la France, approuvent la proposition Mac Donald. L'Italie demande plus de troupes pour les colonies et la France rejette carrément la proposition.

Le monde entier se demande alors comment le nouveau Chancelier allemand va réagir à l'offre de l'Angleterre. Le 17 mai 1933, Hitler donne sa réponse officielle au Premier ministre britannique dans une déclaration gouvernementale devant le Reichstag :

> *« ... Le gouvernement du Reich allemand voit dans le plan anglais une base possible pour résoudre ces questions. Dans ce contexte, l'Allemagne se déclare pour l'essentiel d'accord pour accepter une période de transition de cinq ans pour l'établissement de sa sécurité nationale, dans l'attente qu'après cette période, l'Allemagne soit réellement mise sur un pied d'égalité avec les autres États. ...*
>
> *En outre, le gouvernement allemand ne refusera aucune interdiction d'armes comme étant trop radicale, si elle s'applique de la même manière aux autres États ».*[391]

Presque au même moment, le Président américain Roosevelt, lui aussi fraîchement entré en fonction, lance un message de paix à quarante-quatre chefs d'État leur demandant d'abolir complètement

[391] Domarus, volume 1, pages 276 et suivantes.

toutes les armes offensives telles que les bombardiers, les chars et l'artillerie lourde motorisée. Hitler répond également à cette offre de Roosevelt dans le discours du Reichstag déjà cité :

> *« La proposition du Président américain Roosevelt, dont j'ai pris connaissance cette nuit, oblige donc le gouvernement allemand à le remercier chaleureusement. Il est prêt à approuver cette méthode de résolution de la crise internationale. ... L'Allemagne est prête à tout moment à renoncer à des armes offensives, si le reste du monde en fait autant ».*

Hitler demande donc, comme ses prédécesseurs, l'égalité de traitement pour l'Allemagne. Il accorde aux autres États une période de transition de cinq ans et refuse en même temps que seule l'Allemagne ne soit pas autorisée à posséder des forces aériennes. Au cas où l'Allemagne ne serait pas traitée sur un pied d'égalité malgré la déclaration franco-britannico-italienne du 11 décembre 1932, Hitler annonce d'ores et déjà la possibilité d'un retrait allemand de la Société des Nations.

La réaction de Hitler est considérée comme appropriée en Allemagne. Six ans et demi de vaines négociations sur le désarmement ont laissé l'impression que la Société des Nations, en tant que forum, n'est pas appropriée pour mettre en route le désarmement promis par les puissances victorieuses – en particulier la France. En Allemagne, on se souvient en outre de la manière dont son propre pays, vainqueur il y a quarante-huit ans, a traité la France vaincue. La France avait provoqué, déclaré, commencé et perdu la guerre de 1870. Malgré cela, les troupes d'occupation allemandes s'étaient retirées deux ans seulement après la défaite de la France et aucune limite n'avait été imposée aux Français vaincus pour les armes, l'armée et la flotte. C'est aussi pour cette raison que, quinze ans après la Première Guerre mondiale, tout citoyen allemand un tant soit peu versé dans l'histoire trouve l'attitude ferme de la France totalement exagérée et approuve la demande de Hitler d'une sécurité appropriée et égale pour l'Allemagne.

Les propos de Hitler sur la scène internationale sont insoupçonnables et ne laissent pas présager qu'il ouvrira une guerre six ans plus tard. Même les généraux de la Reichswehr, qui ont suivi les négociations de Genève et qui connaissent les effectifs de tous les pays voisins autour de l'Allemagne, n'ont aucune raison de conclure, en faisant preuve d'un certain sens des réalités, que la réaction de Hitler aux propositions de Mac Donald et de Roosevelt signifie déjà autre chose que la volonté d'autoprotection de l'Allemagne. Même les 200 000 soldats proposés ici à Berlin ne représenteraient même pas un tiers de ce que pèsent les Polonais, les Tchèques, les Belges et les Français alliés contre l'Allemagne, une fois le désarmement de tous les pays voisins achevé. De l'avis des experts, un tiers des effectifs et de l'armement est toutefois considéré comme la condition minimale pour une défense ayant des chances de succès. On peut donc comprendre que le commandement de la Reichswehr n'accepte pas que l'Allemagne renonce seule à ses forces aériennes. Il est donc évident que les généraux considèrent la position de négociation de Hitler à Genève et sa politique d'armement comme allant de soi.

Dans un discours prononcé le 3 février 1933 devant les commandants de la Reichswehr, Hitler, fraîchement arrivé au pouvoir, souligne son intention de reconstruire la Reichswehr. Le fait qu'il parle également dans ce discours du nouvel « espace vital à l'Est » dont la population allemande en forte croissance aura besoin à l'avenir aurait dû mettre en garde les généraux. Mais le thème de « l'espace vital à l'Est » est si peu tangible et concret dans ce premier discours de Hitler que l'avertissement n'est pas compris. L'espace vital à l'Est n'est alors plus un sujet de discussion pour Hitler devant les généraux, et ce pour longtemps. Nous reviendrons sur la signification de ce discours de février 1933 dans le chapitre suivant.

La réaction de la plupart des pays à la déclaration gouvernementale de Hitler du 15 mai 1933 sur les propositions de désarmement et de réarmement anglaises et américaines est tout à fait positive et optimiste. Pourtant, la proposition Mac Donald ne fait pas bouger les choses. La France se plaint des formations SA présentes en

Allemagne[392] et n'est pas d'accord avec 200 000 soldats pour l'armée allemande. Elle se plaint de la prépondérance britannique sur la mer et veut négocier les effectifs de la flotte. La France ne se satisfait pas de 400 000 soldats et exige en outre qu'un système de contrôle soit testé avant le début de tout désarmement. Après l'expérience que la Commission interalliée de contrôle vient de faire pendant sept ans avec la surveillance du désarmement allemand, cette exigence française n'est rien d'autre qu'un jeu de temporisation évident.

Malgré le ton politiquement modéré de Hitler au commencement, la suspicion s'installe immédiatement à l'étranger en de nombreux endroits. Dès le 1er mai 1933, le chef de la délégation anglaise à la conférence du désarmement à Genève envoie à Londres un rapport enflammé dans lequel l'auteur, un général de l'armée, se plaint du changement d'humeur des Allemands. Il énumère les « méfaits » allemands : la mise en place d'un service du travail du Reich[393], la construction et la possession de cent vingt-cinq avions militaires, l'organisation militaire et l'armement des forces de police, et ainsi de suite. Dès mai 1933, à peine la Reichswehr a-t-elle commencé à reconstruire le pays que le rapporteur constate qu'il s'agit d'une menace pour les pays voisins. Il demande l'application du traité de Versailles et conclut son rapport par un jugement à l'égard de l'Allemagne :

> *« Dehors, il y a de nouveau un chien enragé qui se promène. Nous devons résolument nous serrer les coudes et soit le détruire, soit l'enfermer jusqu'à la fin de la maladie ».*[394]

Le rapport est distribué aux départements du ministère des Affaires étrangères à Londres, avec une note d'approbation du sous-Secrétaire d'État Vansittart.

---

[392] SA est l'abréviation de Sturmabteilung, une structure militante du parti national-socialiste.
[393] Service du travail du Reich. Seulement à partir de 1935, service obligatoire pour les jeunes hommes et femmes à partir de 18 ans pour 6 mois de travail civil, à partir de 1939 également pour la construction de forteresses.
[394] Documents Brit. Foreign Policy, Deuxième série, Volume V, Document 127.

Lorsque le cycle de négociations sur le plan Mac Donald s'achève sans résultat le 5 juin 1933, le chef de la délégation allemande, Nadolny, déclare que si l'Allemagne n'obtient pas de résultats dans les négociations dans un délai d'un an supplémentaire, elle se donne la liberté de réarmer elle-même sans autres bases contractuelles. En clair, cela signifie que les puissances victorieuses doivent s'engager elles-mêmes à désarmer avant l'été 1934 ou bien l'Allemagne réarme.

En janvier 1934, Adolf Hitler demande aux négociateurs de Genève un effectif de 300 000 soldats pour la Reichswehr. Le gouvernement anglais tente alors une médiation entre la France et l'Allemagne et propose un chiffre compris entre 200 000 et 300 000 hommes pour l'Allemagne. Hitler accepte le compromis. La France le refuse. Le Ministre français des affaires étrangères Barthou demande que les troupes coloniales soient exclues du désarmement, ce dont l'Allemagne ne tirerait aucun avantage, et il exige que les formations SA soient incluses dans le décompte des troupes allemandes. En outre, Barthou insiste sur le fait que les dispositions de la partie V du Traité de Versailles restent contraignantes pour l'Allemagne, même si les négociations sur le désarmement devaient en décider autrement. C'est à nouveau Hitler qui fait des concessions à la France. Il propose de désarmer entièrement les SA et de les démilitariser.[395] Il se contente d'une armée de l'air ne dépassant pas 50 % de celle de la France. Il déclare que l'Allemagne renoncera aux avions de bombardement si elle parvient à un accord avec la France. Et Hitler accepte le souhait des Français de ne faire commencer le désarmement des autres pays qu'après un délai de cinq ans.[396] Pendant ce temps, l'Italie accepte la proposition de compromis britannique, mais la France ne cède pas.

Le 17 avril 1934, Barthou rejette la proposition de médiation anglaise et les concessions allemandes par une note officielle. Il y est stipulé que

[395] En 1934, la SA est de toute façon une épine dans le pied de Hitler. Elle devient de plus en plus paramilitaire et échappe à son influence.
[396] Benoist-Méchin, tome 3, page 156.

> *« le gouvernement français refuse solennellement de consentir à un réarmement allemand »,* que *« le réarmement allemand rendrait vaines toutes les négociations »* et que *« la France assurera désormais sa sécurité par ses propres moyens ».*[397]

Le responsable politique anglais Lloyd George commente la note Barthou quatre jours plus tard devant la Chambre des Communes à Londres. Il déclare que la réaction de Paris vient du fait que

> *« la France refuse depuis des années, sinon plus, de respecter son engagement de désarmer elle-même et que, même après Locarno, elle renforce son armement d'année en année ».*[398]

La note Barthou d'avril 1934 marque l'échec définitif des négociations de Genève sur le désarmement. La France y fait savoir qu'elle ne fondera plus à l'avenir sa sécurité nationale sur la limitation de l'armement de tous les États, mais sur la seule force de l'armée française. C'est le coup d'envoi d'un nouvel armement en Europe.

L'occasion des vainqueurs de 1918 d'intégrer l'Allemagne d'après-guerre par des traités de contrôle des armements acceptés par tous s'est envolée. La paranoïa de la France à l'égard de l'Allemagne et sa soif d'importance propre ont même ouvert les écluses que la France avait voulu garder fermées. L'Allemagne a exigé sa capacité d'autoprotection et a proposé en contrepartie des restrictions en termes d'effectifs et d'armement.

Une seule de ces offres allemandes est acceptée par les Britanniques en 1935, l'accord naval germano-britannique, par lequel le gouvernement allemand limite la force de la Reichsmarine à 35 % de celle de la Royal Navy. L'accord tient jusqu'à la veille du déclenchement de la guerre, lorsque les Britanniques apportent leur soutien aux Polonais dans la question de Dantzig.

---

[397] Rassinier, page 83.
[398] Ibid.

La course à l'armement à partir de 1933

En 1933 et par la suite, ce sont quatre évènements qui déclenchent une nouvelle vague d'armement en Europe, en Amérique et en Asie. Le premier est le changement de deux gouvernements importants presque au même moment. En Allemagne et aux États-Unis, deux hommes politiques qui considèrent l'armement comme un moyen de leur politique étrangère et économique prennent le pouvoir début 1933. Le deuxième est l'exigence allemande à Genève que tous les États réduisent leurs troupes – comme convenu – et l'annonce que si rien n'est fait, l'Allemagne réarmera la Reichswehr un an plus tard. Le troisième évènement est un ensemble de propositions de compromis sur les plafonds d'armement émanant de Washington et de Londres, que le gouvernement du Reich accepte et que la France rejette catégoriquement. Le quatrième évènement lourd de conséquences est la réaction de la France au début du réarmement de l'Allemagne : la déclaration de Barthou « La France assurera désormais sa sécurité par ses propres moyens ». Toutes les portes du sas sont ainsi ouvertes.

L'armement de la marine de 1933 à 1939

L'armement de la marine allemande, bien que totalement insignifiant en termes de quantités réelles, est probablement l'une des raisons pour lesquelles la Grande-Bretagne s'est rangée du côté de la Pologne en 1939, a déclaré la guerre à l'Empire allemand et a fait passer cette guerre du conflit local pour Dantzig et le « corridor » à la guerre mondiale en seulement deux jours. C'est pour cette raison que l'armement de la marine sera traité en premier et de manière détaillée.

L'armement naval allemand après l'entrée en fonction de Hitler reflète deux évolutions et changements différents. L'une est la course à l'armement que les grandes nations maritimes avaient déjà entamée auparavant. L'autre est un revirement de la politique étrangère de Hitler vis-à-vis de la Grande-Bretagne en 1937. Jusqu'alors, le Führer s'efforce de gagner le partenariat de l'Angleterre par une autolimitation maritime. Lorsque cela s'avère infructueux, il tente de

forcer le partenariat ou, à sa place, la neutralité des Britanniques au moyen d'une grande flotte.

Tout d'abord, le regard sur ce qui bouge dans le monde.

En 1932, le moratoire de dix ans sur la construction de grands navires de combat, fixé par l'accord naval de Washington, est arrivé à son terme, et l'essentiel de l'effort naval de tous les États s'est réorienté vers la modernisation des forces navales légères. À partir de 1932, les grandes puissances maritimes recommencent à mettre sur cale et à construire des cuirassés, des porte-avions et des croiseurs.

En 1933, lors de l'entrée en fonction de Hitler, la Reichsmarine allemande dispose de navires de guerre lourds d'un déplacement total de 104 000 tonnes. La Royal Navy anglaise, avec ses porte-avions, ses croiseurs de bataille et ses destroyers, compte à l'époque 1 210 000 tonnes. C'est presque douze fois plus. La flotte de la France, avec 487 000 tonnes, est quatre fois et demie plus importante que la marine du Reich allemand.[399] Celle-ci occupe la 7e place dans la comparaison des grandes flottes mondiales en termes de tonnage et de nombre de navires de combat principaux. Au début de la guerre, six ans plus tard, la marine de guerre allemande occupera toujours la 7e place, malgré son propre armement. Seule la place du nombre de sous-marins aura légèrement changé.

Début 1933, Roosevelt, ancien Sous-secrétaire d'État à la Marine, devient le nouveau Président des États-Unis. Son pays compte alors 12,8 millions de personnes sans emploi, soit un quart de la population active. Dans l'un de ses premiers actes officiels, Roosevelt déclare la construction de navires de guerre comme mesure de création d'emplois dans le cadre du programme « New Deal »[400] et fait immédiatement voter par le Congrès américain la construction de deux porte-avions et de vingt destroyers, qu'il inscrit au budget. En 1934, un nouveau programme de construction de cent vingt navires

399 Weyers 1934.

400 Programme de relance de l'économie américaine.

est lancé pour une durée de huit ans.[401] Ainsi, dès 1933, la puissance maritime américaine se prépare à agir militairement, dans un avenir encore indéterminé, contre des États comme le Japon, l'Union soviétique, l'Italie ou l'Allemagne, s'ils devaient tenter de modifier le statu quo des puissances et des équilibres sur le globe.

En 1931, l'Angleterre commence elle aussi à accélérer le rythme de la construction navale. En 1934, la quille de deux porte-avions est posée, qui seront achevés en 1936. Trois autres sont lancés en 1937 et deux autres en 1938. En dehors de cela, la production anglaise augmente à partir de 1936 pour atteindre deux cuirassés, sept croiseurs légers et dix-sept destroyers chaque année.[402]

En 1931, la France décide de construire une nouvelle classe de cuirassés plus grands, de 26 000 tonnes, et inscrit les fonds nécessaires au budget.[403] La construction du premier navire de cette nouvelle classe, le « *Dunkerque* », débute dès 1932. À partir de 1934, la France et l'Italie tentent de se surpasser mutuellement en termes de taille de leurs navires et de remplacer les anciens par de nouveaux. Leurs flottes respectives n'augmentent cependant ni en tonnage ni en nombre de navires.

À partir de **1931**, la marine du Reich allemand commence à remplacer ses navires de ligne, âgés désormais de trente ans.[404] L'amiral Raeder, chef de la direction de la marine, s'en tient encore à la limite de tonnage total de 144 000 tonnes fixée à Versailles pour la flotte. Mais il fait déjà concevoir les bâtiments de remplacement un peu plus grands que ce qui est autorisé par les traités de Versailles pour les classes de type.

Raeder pense pouvoir assumer cette rupture du traité au vu des navires toujours plus grands dans les flottes étrangères et compte tenu

---

401 Potter/Nimitz, page 472.

402 Dreessen, page 105 et Weyers Flottenkalender 1939, pages 416 et suivantes.

403 Les plus grands navires français jusqu'alors. Les plus grands navires de ligne avaient un déplacement d'eau de 23 500 tonnes. Le cuirassé anglais HOOD affichait déjà 42 000 tonnes.

404 Aujourd'hui, les grands porte-conteneurs sont mis à la ferraille après environ quinze ans.

des nombreuses violations du traité de Versailles par les vainqueurs.[405] Le « **1er plan de remplacement de la construction navale** » de l'amiral Raeder est conçu jusqu'en 1946. Jusqu'en 1933, trois nouveaux navires sont mis sur cale, contre quatre-vingt-un en France durant la même période.[406]

Les intérêts de l'Allemagne en matière de sécurité maritime sont à l'époque surtout liés à la France et à l'Union soviétique. Malgré tous les traités franco-allemands, le gouvernement français suit une ligne clairement anti-allemande dans ses autres alliances et dans les négociations de désarmement de la Société des Nations. Et la Russie est l'adversaire potentiel qui pourrait, en cas de crise, empêcher les importations allemandes de minerai de fer et de bois de mine sur la mer Baltique. En 1932, alors que les États vainqueurs ne veulent toujours pas respecter leurs obligations de désarmement de Versailles, alors que les négociations de désarmement de février à septembre n'aboutissent à aucun résultat, le gouvernement du Reich allemand tire les conséquences de la rupture du traité par ces pays. Il décide d'adapter la taille de la Reichswehr à celle des forces françaises en Europe. Cela signifie pour la Reichsmarine une croissance de 1 à 4.

C'est ainsi qu'en octobre 1932, le « **1er plan de transformation de la Reichsmarine** » voit le jour, selon lequel elle doit atteindre la taille de la flotte de la France au cours des six années suivantes. La Reichsmarine dispose ainsi de navires pour environ 480 000 tonnes en stock, en construction de remplacement et dans sa planification. Il s'agit là aussi d'une rupture claire du Traité de Versailles, déjà souvent violé auparavant par les États vainqueurs. La nouvelle planification est d'abord tenue secrète par les puissances victorieuses et la Société des Nations, par crainte de réactions hostiles. Les plans d'intervention de la Reichsmarine de 1925, toujours en vigueur, prévoient deux options, la défense des accès à la mer Baltique contre les escadres françaises et

[405] Raeder exploite également une nouvelle base de calcul de la taille des navires reconnue internationalement à partir de 1922, le « déplacement standard ».
[406] Salewski, page 116.

la protection de ses propres approvisionnements par voie maritime contre les navires des Français.[407]

1933 –1934

Lorsque l'amiral Raeder présente à Adolf Hitler les détails de son premier plan de transformation peu après son entrée en fonction en février 1933, celui-ci s'y oppose.[408] Hitler cherche à équilibrer les intérêts de la Grande-Bretagne et, si possible, à conclure une alliance avec elle. C'est pourquoi, selon lui, son propre armement naval ne doit pas donner un mauvais signal à l'Angleterre. Malgré le veto hitlérien, la marine française reste dans un premier temps la référence de Raeder. Lorsqu'en juin 1934, on apprend que l'Italie a l'intention de mettre sur sa quille deux grands navires de combat de 35 000 tonnes, équipés de canons encore plus gros que ceux qui existaient jusqu'alors, et que la rumeur court que la France veut suivre, Raeder prévoit lui aussi d'aller dans cette direction.[409]

Pour les années où la flotte allemande est encore inférieure à la flotte française en nombre de navires, Raeder développe un concept de stratégie maritime qui doit prendre l'avantage sur les Français.[410] La marine du Reich ne doit pas seulement protéger à l'avenir ses propres liaisons maritimes et la mer Baltique de la flotte française. En cas de guerre, elle doit également perturber et – dans la mesure du possible – interrompre le ravitaillement des Français et le transport de leurs troupes sur l'Atlantique, même avec des navires lourds. La capacité atlantique à cette fin exige à nouveau des navires plus grands. C'est ainsi que se crée un appel d'air pour l'armement vers des navires de guerre toujours plus puissants.

---

[407] Salewski, page 136.
[408] Raeder, tome 1, pages 280 et suivantes.
[409] Salewski, page 142.
[410] Rahn, page 90.

1935

En janvier 1935, Hitler exprime pour la première fois à un membre de la Chambre des Lords anglaise qu'il est prêt à limiter la marine du Reich à 35 % de la force de la Royal Navy. L'Angleterre voit son propre intérêt dans cette offre et accepte, bien que les 35 % pour l'Allemagne soient en contradiction avec le traité de Versailles, toujours en vigueur du point de vue anglais. Le 18 juin 1935, un « accord naval germano-britannique » est signé par les deux parties. Le traité limite les forces navales allemandes à 35 % des forces navales anglaises dans toutes les classes de navires. Pour les sous-marins, il est fixé à 45 %, qui peuvent être étendus à 100 % selon des accords ultérieurs, si l'Allemagne renonce en contrepartie à du tonnage dans d'autres classes de navires.

L'armement naval de l'Angleterre doit à l'époque équilibrer la concurrence navale de l'Italie en Méditerranée et du Japon dans le Pacifique. À Londres, on est donc heureux d'avoir au moins les coudées franches face à la marine du Reich dans l'Atlantique. C'est tout ce qui intéresse les Britanniques, surtout un partenariat avec l'Allemagne. En ce sens, Hitler se trompe sur l'effet qu'il attendait du traité.

Après la conclusion de l'accord naval, la direction de la marine à Berlin remplace en novembre le 1er plan de transformation de 1932 par un « **projet de plan de remplacement de la construction navale** », qui fixe un programme de construction jusqu'en 1946. Le nouveau plan réduit le tonnage prévu de 480 000 tonnes à environ 420 000. Avec les 35 % de la Royal Navy désormais fixés par contrat, la Reichsmarine a – en théorie – la parité avec la France, qui elle-même, selon les accords navals de 1922 et 1930, ne pouvait jusqu'à présent entretenir que 35 % de la force navale de l'Angleterre. Cette égalité est et reste toutefois fictive jusqu'au début de la guerre, car la flotte française existe et la flotte de combat allemande ne sera jamais construite.

En 1935, une nouvelle tentative des Britanniques de mettre un terme à leur course à l'armement avec les autres concurrents échoue. Ils convoquent une troisième conférence navale à Londres. Les Japonais y exigent la même taille de flotte que les États-Unis.

Ils ne veulent pas l'accepter, mais exigent eux-mêmes la même force navale que la Grande-Bretagne. L'Angleterre veut construire plus de croiseurs et de destroyers, mais dans des tailles de navires réduites, qui s'appliqueraient alors à tous. L'Italie souhaite obtenir une égalité absolue avec la France. Mais celle-ci ne veut pas que ses navires dans les colonies ou dans l'Atlantique soient pris en compte dans la comparaison des flottes. La conférence se termine donc par un accord sur le plus petit dénominateur commun, la limitation du tonnage et de l'armement pour certaines classes de navires.

Le fait que la taille de la marine allemande soit liée à celle de la marine britannique implique que les 35 % sont une mesure de croissance pour l'Allemagne, car les Britanniques continuent à s'armer. Pourtant, la direction de la marine ne respecte pas les limites de croissance qui lui sont accordées. Dans le but de disposer de navires capables d'égaler les navires français dans les combats navals, presque tous les plans pour les nouveaux cuirassés et les croiseurs dépassent les chiffres de tonnage maximum fixés. Lorsque Raeder fait faire un bilan des nouvelles constructions de cuirassés par le département de construction navale à la fin de l'année 1935, il constate qu'il a largement dépassé les prévisions et qu'en cas de poursuite de la construction, les tonnages accordés seraient dépassés en 1938 ou 1939 et l'accord naval germano-britannique serait rompu. Pourtant, l'amiral ne met pas de frein à l'armement. Ce n'est que par manque d'acier, de chantiers navals et d'argent que la marine de guerre allemande ne dépassera jamais les 35 % de la Royal Navy.[411] Seuls les sous-marins mis sur cale font exception à cette règle dès le début de la guerre. Ainsi, la rupture de contrat de Raeder n'est finalement que de la mauvaise foi, à laquelle il manque la capacité de passer à l'acte.

[411] Dreessen, page 297.

1936 – 1937

En 1936, 37 et 38, Hitler commence à se rendre compte que ses espoirs concernant l'Angleterre sont trompeurs. Le gouvernement de Londres a empoché l'accord naval et, du point de vue allemand, n'a rien donné en échange. Les idées de Hitler pour l'avenir lointain tournent autour d'un partenariat avec l'Angleterre, dans lequel les Britanniques restent les maîtres incontestés de leur empire mondial en tant que puissance maritime, et dans lequel l'Allemagne exerce sa domination en tant que puissance terrestre et aérienne dans un espace économique ou un groupe d'États en Europe du Sud-Est. Hitler pense également depuis longtemps que les rivalités et les problèmes que la Grande-Bretagne rencontre dans le monde entier avec la France, l'Union soviétique, les États-Unis, le Japon et l'Italie feraient de l'Allemagne, avec une flotte respectable, un partenaire d'alliance intéressant. Ainsi, avec la limite de 35 % de la flotte allemande, il poursuit une double stratégie. L'autolimitation doit d'une part rassurer l'Angleterre, et la taille néanmoins respectable de la marine doit faire de l'Empire allemand un partenaire attractif. Après tout, les États-Unis s'apprêtent à supplanter l'Angleterre en tant que première puissance maritime, et en Union soviétique, Staline ordonne en 1935 la construction d'une flotte de combat équivalente à celles de l'Amérique et de l'Angleterre d'ici 1947. Un partenaire allemand mineur sur les mers pourrait donc être important pour les Britanniques à l'avenir.

Les efforts de Hitler en 1936 pour conclure des pactes avec les rivaux de l'Angleterre – à savoir le Japon et l'Italie – sont également des tentatives pour inciter les Britanniques à s'efforcer malgré tout d'obtenir l'amitié de l'Allemagne.

1938

Au printemps 1938, Hitler se rend compte qu'il est en train d'échouer. En mai, il annonce à l'amiral Raeder qu'il doit s'attendre à ce que l'Angleterre soit du côté de l'adversaire lors de futurs

affrontements, c'est-à-dire du côté de la France comme lors de la Première Guerre mondiale. À partir de ce moment, les estimations de Hitler concernant la réaction des Britanniques fluctuent. D'une part, il déclare souvent devant des généraux que l'Angleterre ne tolérera certainement pas une nouvelle montée en puissance de l'Allemagne. Et d'autre part, il affirme avant chaque évènement suivant – l'annexion de l'Autriche, l'annexion de la Tchéquie et l'attaque contre la Pologne – qu'il est certain que l'Angleterre ne bougera pas – ce en quoi il a deux fois raison et une fois tort.

En théorie, Raeder considère que des conflits armés à cette époque ne sont pas bien loin. La révision de la frontière orientale de l'Allemagne avec la Pologne, le retour de Memel et le sort des Allemands des Sudètes sous domination étrangère sont des problèmes toujours en suspens qui pourraient conduire à une guerre avec la France ou la Pologne. Selon le nouveau calcul de Hitler, les alliés de la France, les Polonais, les Soviétiques et les Tchèques ne seraient donc pas les seuls à figurer sur la liste des adversaires potentiels, la Grande-Bretagne y figurerait désormais également. Les conséquences seront fatales.

À l'automne 1938, les relations anglo-allemandes se détériorent considérablement lorsque Hitler menace de faire la guerre si nécessaire pour rapatrier les Allemands des Sudètes. L'Angleterre accepte certes l'annexion des Sudètes lors de la conférence de Munich, mais cinq jours plus tard, le 5 octobre 1938, la Chambre des Communes de Londres double les fonds destinés au budget de la défense, les faisant passer de 400 à 800 millions de livres sterling.[412] Les accords de Munich font basculer le sentiment des Britanniques à l'égard de l'Allemagne.

Un autre problème couve à l'époque. Au cours des deux dernières années, l'armement sous-marin de l'Union soviétique a pris une ampleur telle que les voies d'importation allemandes sur la mer Baltique et les liaisons par ferry avec la Prusse orientale, toujours

[412] Rassinier, page 214.

coupée du monde, sont devenues un danger imminent.[413] Pour compenser cette menace, le gouvernement du Reich fait usage de la clause du traité naval germano-britannique qui permet de porter le tonnage total de la flotte sous-marine allemande, après préavis, au niveau du tonnage des Britanniques, indépendamment du nombre respectif de bateaux. En décembre 1938, le gouvernement du Reich adresse une demande en ce sens à l'Angleterre.[414] Le gouvernement britannique tente de dissuader l'Allemagne d'entreprendre cette démarche et envoie l'amiral Cunningham, chef d'État-major de l'amirauté, à Berlin le 30 décembre pour inciter la partie allemande à procéder à la multiplication des sous-marins lentement et en plusieurs fois. Hitler s'y oppose. Cunningham commente cette mission infructueuse en disant :

> *« Il était tout à fait clair que la guerre ne pouvait pas être reportée indéfiniment et que la Grande-Bretagne y serait entraînée ».*[415]

Comme Cunningham ne parle pas d'empêcher mais de différer, et comme on ne peut différer que ce que l'on peut influencer soi-même, il n'est pas exclu, dans ce commentaire de l'amiral, qu'il pense que l'Angleterre doive mettre elle-même un terme à l'armement naval allemand par une guerre dans laquelle elle devrait toutefois se laisser « entraîner ».

Face aux nouvelles tensions avec l'Angleterre, mais avant la visite de Cunningham, l'amiral Raeder met en place en octobre 1938 un comité de planification chargé d'étudier les conséquences de cette évolution fâcheuse : les propres mesures à prendre en cas de guerre contre la puissance maritime anglaise. Le comité arrive à la recommandation selon laquelle il faut éviter dans tous les cas une bataille navale ouverte contre la Royal Navy. Dans le meilleur des cas, la marine de guerre allemande a une vague chance d'empêcher les liaisons outre-mer des Britanniques par une guerre de croiseurs en

413 Weyers, volumes 1937-1939.
414 Potter/Nimitz page 465.
415 Güth, page 152.

haute mer. L'issue d'une telle guerre resterait toutefois totalement ouverte. Le comité de planification du commandement de la guerre navale mentionne également l'idée que les Britanniques, face à une menace potentielle allemande en mer, pourraient être plus enclins à une entente pacifique qu'à risquer la sécurité de leurs liaisons outre-mer dans une guerre contre l'Allemagne.[416] Le commandement de la guerre navale et Raeder à sa tête prévoient donc de combattre les approvisionnements de l'Angleterre en cas de guerre. Ils n'ont pas l'intention de faire la guerre à l'Angleterre pour son empire mondial.

En novembre 1938, Raeder présente à Hitler le résultat de cette enquête. Il propose d'accélérer la poursuite de la construction de la marine afin de contrecarrer les contre-mesures anglaises. Mais Hitler n'est plus d'accord avec la taille de la flotte prévue jusqu'à présent. Il exige une construction de cuirassés encore plus rapide et encore plus puissante que celle que Raeder juge appropriée. Après une dispute au cours de laquelle l'amiral remet sa démission – qui est refusée par Hitler – Raeder fait concevoir, en ignorant l'accord naval germano-britannique, une flotte de haute mer qui, en cas de guerre, doit mener la lutte pour l'approvisionnement de l'Angleterre sur les mers. Après deux projets de plans « Plan X » et « Plan Y » en automne et en hiver 1938, la direction de la marine présente à Hitler en janvier le « **Plan Z** » pour une nouvelle grande flotte. Avec **1 654 395 tonnes**[417], il comprend une marine gigantesque pour l'Allemagne, avec 10 cuirassés et 15 navires blindés, 3 porte-avions, 43 croiseurs, 87 destroyers et 249 sous-marins, qui doivent être disponibles à partir de 1947.[418] La date d'achèvement prévue est ensuite **avancée à 1945** sur l'insistance de Hitler.

1939

En passant du « projet de plan de remplacement de la construction navale » de novembre 1935, qui prévoit un tonnage total de 475 000

[416] Rahn, page 92.
[417] Dreessen, page 151.
[418] Dreessen, pages 111-113, 151.

jusqu'en 1946, au « plan Z » avec ses plus de 1,6 million de tonnes jusqu'en 1945, la Kriegsmarine fait un bond de 1 à 3 en termes de planification. Mais le grand saut ne dépasse pas le stade de l'intention fatale. Le Reich allemand manque de chantiers navals, d'acier et d'argent. Début 1939, avant le grand saut, la Kriegsmarine n'en est qu'à 200 311 tonnes. Le rapport de force entre la flotte allemande et celles de la France et de l'Angleterre est donc encore de 1 contre 2 à 6.[419]

Bien que le « Plan Z » soit un projet gigantesque, il ne repose sur aucune idée stratégique nouvelle. Le commandement de la marine pense toujours à une guerre de croiseurs et de sous-marins, afin de rendre la monnaie de sa pièce au blocus anglais habituel en cas de guerre. Et Hitler ne donne aucune raison autre que sa crainte d'une intervention de l'Angleterre en cas de nouvelles révisions des pertes territoriales de Versailles.

Avec le « Plan Z », Hitler et la direction de la marine dépassent, en termes de planification pour 1945, le tonnage qui leur a été attribué après l'accord naval de 1935. Mais l'Angleterre n'en est pas encore informée. En mars, la direction de la marine anglaise annonce de son côté, dans le cadre de l'obligation de rapport selon l'accord naval, que la Royal Navy devrait atteindre près de 2 millions de tonnes en 1943. Cela aurait permis à la marine de guerre allemande d'atteindre une croissance de près de 700 000 tonnes, soit plus que ce que les chantiers navals allemands auraient pu achever. Mais Hitler et l'amiral ne veulent pas dévoiler à l'Angleterre l'immense armement qu'ils prévoient pour 1945. Hitler recourt alors au moyen discutable de se défaire du lien qui le contraint à respecter le plafond de 35 %. Il dénonce l'accord naval germano-britannique à la première occasion.

Mi-mars 1939, Hitler fait occuper la Tchéquie. En réaction, l'Angleterre offre à la Pologne une garantie contre l'Allemagne. Hitler qualifie cela d'acte anti-allemand et profite du traité anglo-polonais pour dénoncer l'accord naval. L'Allemagne est ainsi libérée de toute

[419] Dreessen, pages 144 et suivantes.

obligation de respecter des limites supérieures en matière d'armement naval. Mais au lieu de renforcer la sécurité de l'Allemagne en accélérant la construction de navires de guerre, Hitler donne à l'Angleterre une raison d'empêcher l'armement à l'aide d'une nouvelle guerre. Le 3 septembre, la Grande-Bretagne déclare la guerre au Reich allemand.

Le « Plan Z » et la résiliation de l'accord naval sont les résultats du même calcul erroné qui avait déjà permis à l'empereur Guillaume II et à l'amiral Tirpitz de s'attirer l'hostilité des Britanniques avant la Première Guerre mondiale au lieu de s'associer à eux. Le « gonflement » de la Kriegsmarine selon le « Plan Z » – bien que gigantesque – a une visée stratégique défensive, même si, une fois ce plan achevé, il aurait donné au Reich la capacité de prendre l'offensive dans la guerre navale. En 1939, Hitler veut toujours éviter la guerre contre son « partenaire idéal », l'Angleterre. L'amiral Raeder met lui aussi Hitler en garde à plusieurs reprises contre une guerre avec l'Angleterre, qui est encore à l'époque la plus grande puissance maritime du globe. Raeder prévoit que les États-Unis, puissance industrielle et maritime, se rangeront du côté de l'Angleterre dans un conflit germano-britannique. Il sait qu'une telle guerre se solderait par une catastrophe pour l'Allemagne, mais c'est pourtant lui qui tend ce piège avec son « Plan Z » pour l'Allemagne.

Le 1er septembre 1939, au début de la guerre, le réarmement de la marine allemande n'a pas modifié le classement des plus grandes flottes depuis 1933. La Kriegsmarine occupe toujours la septième place mondiale en termes de tonnage et de nombre de navires. Toutes les autres flottes ont également augmenté. L'Angleterre occupe la première place en termes de tonnage total et l'Amérique la première en termes de nombre de navires. Le leader du classement, l'Angleterre, fait figure de référence (100 %) avec ses 1 370 927 tonnes. Les États-Unis suivent à la deuxième place avec 92,2 % du tonnage britannique. La France occupe la 4e place avec 39 % et l'Allemagne la 7e, mais avec 240 315 tonnes, soit 17,5 % du tonnage britannique. Une comparaison sous forme de tableau du nombre de

grands navires dans les marines montre qu'en 1939, l'Allemagne est encore loin d'avoir la capacité de « dominer le monde ». En 1946, les accusateurs de Nuremberg ont attribué cette intention aux amiraux Raeder et Dönitz.

Nombre de grands navires de combat au 1er septembre 1939[420]

Catégorie de navire	GB	USA	F	A
Cuirassé	15	15	7	5
Porte-avions	7	5	1	-
Croiseur lourd	17	18	7	1
Croiseur léger	48	18	12	6
Destroyer	183	214	58	21
Total par flotte	270	270	85	33

La Kriegsmarine n'a rattrapé la Royal Navy qu'en nombre de sous-marins.

Nombre de sous-marins au 1er septembre 1939[421]

Catégorie de navire	URSS	USA	F	GB	A
U-Boote	165	95	77	57	57

Au début de la guerre, en septembre 1939, les flottes américaine et britannique n'ont pas encore atteint leur puissance maximale. Le réarmement des marines britannique et américaine ne se fait sentir qu'à partir de 1940 et 1941, après de longues périodes de construction navale. Malgré tous les succès initiaux de l'Allemagne sur mer, la guerre des flottes sera une lutte à armes inégales.

[420] Dreessen, pages 132 et 144.
[421] Dreessen, page 145.

Conclusion

Au lendemain de la guerre, le « Plan Z » constitue pour le tribunal de Nuremberg des vainqueurs sur les vaincus la preuve principale de la culpabilité du chef de la direction de la marine, le grand amiral Raeder, et de son successeur, le grand amiral Dönitz, d'avoir planifié une guerre d'agression et d'avoir cherché à dominer le monde avec la grande flotte. Outre ce « Plan Z », ce sont également des prises de position et des discours des amiraux généraux Carls et Boehm qui doivent étayer cette preuve et ce reproche. Ces deux derniers amiraux écrivent et parlent en 1938 et 1939 de la nécessité pour « l'Allemagne de conquérir la voie vers l'océan » et de « pousser ceux qui ont été jusqu'ici favorisés par l'histoire à se rapprocher et à se faire une place supplémentaire au soleil ».[422] Tous deux, Carls comme Boehm, ne sont pas des dirigeants de la marine. De la même manière que Cunningham, le chef d'État-major de l'amirauté britannique, ne parle pas officiellement au nom de l'Angleterre, les deux amiraux ne parlent pas au nom de l'Allemagne, même si tous trois reflètent probablement l'opinion de nombreux Britanniques et de nombreux Allemands. En outre, il convient de percevoir la différence entre la « domination mondiale » et l'« égalité des droits parmi les puissances mondiales » allemande. Même si l'image globale de l'armement et de la politique étrangère du Reich allemand prouve les intentions d'expansion de Hitler vers l'Europe de l'Est, l'armement de la flotte n'est pas un indice d'ambitions similaires en direction de l'outre-mer et de la domination mondiale. Dans son livre *Mein Kampf*, Hitler laisse déjà entendre qu'il n'a aucun penchant pour la domination maritime ou les colonies. Les efforts de Hitler ne sont pas dirigés contre l'Angleterre et l'Amérique, ni vers leurs possessions d'outre-mer. Pour lui, l'armement naval n'a pour but que de se constituer une « protection de flanc » sur les mers pour ses ambitions en Europe de l'Est. Cela s'applique aussi bien à l'époque de l'attaque allemande contre son voisin polonais qu'ensuite à la guerre de blocus avec l'Angleterre, qui

[422] Rahn, pages 92 et suivantes.

s'est elle-même engagée dans la guerre avec la Pologne. Cela vaut également plus tard pour la tentative d'intercepter le flot de matériel de guerre américain destiné à l'Union soviétique dans l'Atlantique Nord. L'idée de se servir de l'empire colonial anglais ne vient à Hitler que pendant la guerre, lorsqu'il voit une chance de vaincre les Britanniques.

Le 3 septembre 1939, la déclaration de guerre de l'Angleterre et de la France à l'Empire allemand transforme la guerre terrestre et aérienne de l'Allemagne contre la Pologne en une guerre navale sur les mers. Là où la flotte anglaise suffit, elle peut débarquer des troupes militaires et des forces aériennes. C'est ce qu'elle fera pour la première fois en avril 1940 en Norvège, obligeant ainsi l'Allemagne à y envoyer des troupes. Elle le fera ensuite à plusieurs reprises en Grèce et en Afrique du Nord, afin d'apporter son soutien aux États et colonies attaqués par l'Italie. Là aussi, Hitler suivra, en dehors de tout objectif propre, la pression exercée par la puissance maritime anglaise et enverra des troupes allemandes en renfort de l'allié italien infructueux. Ainsi, la puissance maritime détermine par une stratégie indirecte où la puissance terrestre suivra. À la longue, la menace que font peser les marines anglaise et américaine sur toutes les côtes d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale nécessitera la présence de forces allemandes du Cap Nord à la Sicile. Ainsi, la valeur du « Plan Z » et la résiliation de l'accord naval sont minimes pour l'Allemagne, mais les dommages politiques au début et pendant la guerre sont importants.

Date	Plan ou contrat	Tonnage total prévu	Date cible
1919	Dispositions de Versailles	144 000	à long terme
1931	1. plan de remplacement de la construction navale	Env. 480 000	1942
Oct. 1935	1. plan de transformation	Env. 480 000	1942
Juin 1935	Accord germano-britannique sur la flotte	420 000 en augmentation	à long terme
Nov. 1939	Projet de plan de remplacement de la construction navale	475 000	1946
Jan. 1939	Plan Z	Env. 1 654 000	1948
Sep. 1939	Situation réelle au début de la guerre	240 300	—

Forte de ses 240 300 tonnes, la marine de guerre allemande est huit fois moins puissante que les flottes anglaise et française au début de la guerre.

L'armement naval de l'Allemagne de 1933 à 1939 est une réaction à la situation de menace supposée, d'abord par rapport à la France, puis par rapport à la Grande-Bretagne. L'Angleterre et l'Allemagne voient toujours dans les flottes des autres États une menace de premier ordre pour elles-mêmes. Les Britanniques craignent pour leur empire mondial, les Allemands pour leurs artères vitales maritimes, l'acheminement de marchandises vitales. Ni le gouvernement anglais ni le gouvernement allemand ne sont prêts à voir que leur propre flotte est à la fois une protection et une menace.

L'armement de la Luftwaffe de 1933 à 1939

1933

Au tournant de l'année 1932-33, avant que Hitler ne devienne Chancelier allemand, la mise sur pied des nombreuses armées de l'air en Europe est encore motivée par la rivalité franco-italienne autour de la Méditerranée, par la crainte générale de la France vis-à-vis de l'Allemagne et par la peur de l'Angleterre vis-à-vis de la flotte de bombardiers française. Les stocks d'avions des armées de l'air au moment de l'entrée en fonction de Hitler s'élèvent à environ :

– États-Unis d'Amérique	3 100 avions militaires
– France	3 000
– Grande-Bretagne	1 800
– Italie	1 700
– Union soviétique	1 700
– Pologne	700
– Tchécoslovaquie	670
– Belgique	350
– Allemagne	70

Toutes les données sur le nombre d'avions mentionnées ici et ci-dessous sont tirées de treize livres allemands, anglais, américains et russes sur l'armement aérien ainsi que de neuf revues aériennes différentes de six nations. Les livres sont mentionnés dans la liste des sources, mais pas les revues. Les chiffres des différentes sources diffèrent parfois considérablement, notamment parce que les avions de réserve, qui représentent souvent la moitié de l'effectif total, ou les avions dans les colonies ont été comptés ou non. Nous tentons ici de déterminer les « chiffres approximatifs » probables à partir des différents tableaux.

Les nations alliées de la France contre l'Allemagne sont donc plus de soixante fois supérieures en termes de machines militaires, les

machines allemandes étant encore des avions-écoles ou des prototypes.

Pour le gouvernement du Reich et le commandement de la Reichswehr, en 1932 et 1933, tous les soucis pour leur propre sécurité se rapportent encore à la France, qui continue à mener une politique anti-allemande malgré les traités franco-allemands, et à la Pologne, où les voix qui réclament des extensions territoriales ne veulent pas se taire. Les Belges et les Tchèques, alliés de la France, sont considérés comme des adversaires potentiels de second rang. Ainsi, l'insistance de l'Allemagne à disposer de ses propres forces aériennes se rapporte dans un premier temps uniquement à ces pays voisins et à leur capacité d'attaque.

À partir de février 1933, Adolf Hitler dicte le rythme de l'armement dans le Reich allemand. Lors des négociations sur le désarmement à Genève, il propose tout d'abord que l'Allemagne renonce totalement à ses forces aériennes si tous les autres pays font de même. Une telle solution serait attrayante pour l'Allemagne encore appauvrie. Les autres pays rejettent cette proposition de Hitler. Le gouvernement allemand tente ensuite de légaliser par la voie de la négociation sa décision secrète de juillet 1932 d'acquérir deux cents avions militaires. Il présente à Genève une proposition visant à accorder à l'Allemagne cinq cents avions de chasse et de reconnaissance.[423] Il n'est pas question dans cette demande de bombardiers pouvant être utilisés pour une guerre d'agression. Les négociateurs de Genève rejettent la demande allemande de cinq cents avions militaires et ils ne sont pas non plus prêts, comme annoncé à Versailles, à réduire eux-mêmes leurs forces aériennes.

Comme aucune concession n'est attendue de la part des anciennes puissances victorieuses, le gouvernement du Reich se détache de ses tentatives infructueuses, qui durent depuis sept ans, de parvenir à un équilibre de l'armement par le biais d'un accord. En mai **1933**, le ministère de l'Aviation du Reich élabore le **programme des 1 000**

[423] Völker-Luftwaffe, page 27.

avions, la planification des cinq cents avions de chasse et de reconnaissance exigés à Genève, plus autant d'avions-écoles et de formation.[424]

Le 5 juin 1933, l'ambassadeur Nadolny déclare pour le Reich allemand à Genève – comme nous l'avons déjà mentionné – que l'Allemagne s'armera à partir de mi-34 si les autres États ne s'engagent pas à désarmer eux-mêmes d'ici là. Fin juin 1933, les deux ministres du Reich pour l'aviation et pour la défense, Göring et von Blomberg, ordonnent secrètement de constituer une « flotte aérienne » de six cents avions de front d'ici 1935.[425] En incluant les machines d'école et de réserve, cela représente les 1 000 avions susmentionnés.

Dès octobre 1933, les trois chefs de la marine, de l'armée de terre et de l'armée de l'air anglaises mettent en garde contre un possible réarmement du Reich allemand dans leur rapport annuel commun. Ils justifient ainsi, entre autres, un « plan d'extension de l'armée de l'air pour 1934 », le premier de sept autres jusqu'en 1939.[426] Jusqu'à présent, l'avertissement lancé si tôt ne peut se référer qu'aux exigences allemandes à Genève. En octobre 1933, la livraison d'avions militaires pour la Reichswehr n'a même pas commencé.

Bien que le plan allemand soit loin d'égaler le niveau d'armement de la Royal Air Force[427] et qu'il soit encore très éloigné des forces aériennes françaises, les Britanniques commencent leur course à l'armement dès 1933, avant même que l'Allemagne ne se soit vraiment lancée. Ils rappelleront toujours plus tard que ce sont les Allemands qui les ont forcés à s'équiper. L'historien anglais Terraine écrit à ce sujet après la guerre :

> *« De l'avis général du haut commandement de la Luftwaffe, il ne faisait aucun doute que ce réarmement était dirigé contre l'Allemagne et uniquement*

[424] Documents des peuples, volume 9, page 119.
[425] MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 1, page 476.
[426] Völker-Luftwaffe Page 27.
[427] Armée de l'air de Grande-Bretagne

contre l'Allemagne ».[428]

Mais en 1933, en Angleterre, on pense encore à la menace que représente le voisin continental le plus proche, on pense à la France. Le vicomte Rothermere, tsar des médias anglais, écrit le 7 novembre 1933 dans son *Daily Mail* :

> *« Nous avons besoin de 5 000 avions de guerre si nous ne voulons pas rester à jamais à la merci de nos voisins. La France pourrait aujourd'hui conquérir l'Angleterre sans débarquer un seul soldat sur nos côtes ou sans livrer une seule bataille navale ».*

La France, la plus grande puissance aérienne d'Europe en 1933, se rééquipe également. En décembre 1933, le gouvernement français décide de renouveler le « parc aérien de 1ère ligne » avec 1 010 appareils militaires modernes d'ici le début de l'année 1937.[429]

Pendant que l'étranger s'agite, l'Allemagne ne voit encore rien venir de l'extérieur en ce qui concerne la création de nouvelles forces aériennes. Les pilotes continuent à se former en Union soviétique ou dans des institutions civiles du Reich. L'industrie commence seulement à construire ses usines de fabrication d'avions militaires et il n'y a pas encore de base aérienne ni d'escadrille dans toute l'Allemagne. Ce n'est qu'au tournant de l'année 1933-1934 que la Reichswehr reçoit les premiers appareils militaires issus de la production. À l'époque, on ne sait pas encore grand-chose de Hitler à l'étranger, si ce n'est qu'il exige l'égalité des droits du Reich allemand parmi tous les autres États et qu'il souhaite, comme tous les autres chanceliers avant lui, l'annulation du traité de Versailles ; en fait, il n'y a pas encore de raison de s'armer contre l'Allemagne.

1934

En février 1934, devant la Société des Nations, Hitler propose une nouvelle fois que l'Allemagne limite ses forces aériennes à 50 % de

---

[428] Terraine, page 25.

[429] Le Ministre de l'aviation Cot annonce le 10 février 1937 dans la revue *L'Aero* la réalisation de ce plan.

celles de la France et propose de renoncer totalement aux bombardiers. La France dispose alors de près de 2 000 avions d'intervention, 1 000 avions-écoles et plus de 2 000 appareils de réserve en Europe et plus de 100 dans les colonies.[430] Ainsi, l'offre de Hitler implique un réarmement des Allemands à environ 1 000 avions de combat ou la réduction des forces aériennes de la France. Le gouvernement de Paris ne veut rien savoir de ces deux propositions. Au lieu de cela, le Ministre des affaires étrangères Barthou – comme nous l'avons déjà mentionné – fait savoir le 17 avril 1934 à la Société des Nations à Genève que la France ne participe désormais plus aux négociations sur le désarmement et qu'à l'avenir, sans accords au sein de la Société des Nations, elle s'armera comme l'exige la sécurité française. La France se lance donc elle aussi dans la course.

En Allemagne, qui ne serait à l'époque pas en mesure de se protéger avec ses forces armées ou navales, on se rend compte que les forces aériennes, et surtout les bombardiers, seraient un moyen efficace de dissuader les pays étrangers de lancer des attaques comme celles que l'Allemagne a dû subir sans se défendre à plusieurs reprises au cours des quinze dernières années. Contrairement aux avions de chasse, les bombardiers sont un moyen de guerre aérienne offensif pour menacer l'ennemi sur son propre territoire. Et les avions – autre réflexion – peuvent être construits plus rapidement et avec beaucoup moins de matières premières que les cuirassés pour la flotte ou l'artillerie lourde et les chars pour l'armée, en tant qu'armes de dissuasion face aux deux adversaires potentiels que sont la France et la Pologne. Ainsi, la construction de forces aériennes prend temporairement une importance particulière pour la sécurité du Reich. Les sondages du gouvernement polonais à Paris au tournant de l'année 1933-34, mentionnés plus loin dans ce livre, sur la question de savoir si la France souhaitait participer à une guerre préventive contre le Reich allemand, montrent que ces réflexions du gouvernement du Reich à l'époque n'étaient pas tirées par les cheveux.

[430] Deutsche Luftwacht, volume II, pages 14 et suivantes.

La planification de l'armement de cette époque – en ce qui concerne les bombardiers – révèle encore autre chose. Bien que des bombardiers quadrimoteurs à longue portée soient tout à fait réalisables en 1934 – on en construit en Russie depuis 1930 – le gouvernement du Reich et le commandement de la Reichswehr renoncent à planifier de tels bombardiers pour les forces aériennes allemandes. Il y a des raisons à cela. La première tient au coût élevé de leur production, la seconde reflète la situation de la menace. Personne en Allemagne, ni Hitler ni le « *Reichskommissar für die Luftfahrt* » [Commissaire du Reich à l'aviation], le général Göring, ne voient la nécessité de combattre des adversaires au-delà de la France ou de la Pologne. Hitler n'a manifestement pas non plus à l'époque d'ambitions concrètes d'attaquer plus tard l'Angleterre ou de faire la guerre à l'Union soviétique. Ainsi, seuls des bombardiers mono et bimoteurs avec des portées allant jusqu'à cinq cents kilomètres de pénétration sont prévus et construits en Allemagne. Si la pensée de Hitler sur l'espace vital avait été aussi mûre en 1934, le Führer n'aurait pas renoncé à construire une flotte de bombardiers stratégiques contre l'Union soviétique. De même, le surcoût industriel des gros bombardiers n'aurait certainement pas été un obstacle pour Hitler.

Au printemps 1934, les vagues d'armement s'accélèrent d'un coup dans le monde. Le 26 janvier 34, l'Allemagne conclut un pacte de non-agression avec la Pologne. La sécurité de l'Empire allemand s'en trouve renforcée, mais le système de pactes de la France commence à s'effriter. Lorsque le gouvernement britannique propose d'autoriser les Allemands à engager 250 000 soldats dans l'armée du Reich, l'évolution devient – de leur point de vue – insupportable pour les Français.

À partir de 1934, la politique anglaise, si l'on en croit les commentaires britanniques, change d'attitude vis-à-vis des puissances continentales. La force relative de la France s'affaiblit et celle de l'Empire allemand augmente. Le major-général Fuller, historien militaire britannique, décrit ainsi la situation :

« Depuis l'époque des Tudors jusqu'en 1914, la politique de la Grande-

Bretagne a consisté à maintenir l'équilibre des puissances, c'est-à-dire à maintenir les grandes nations du continent séparées par la rivalité et à exercer elle-même la compensation entre elles. Cet équilibre déterminait automatiquement qui pouvait être considéré comme un ennemi ».[431]

En mai 1934, avant même que le prochain programme allemand de construction d'avions ne soit décidé, le Defence Requirement Committee[432] de Londres exige la mise en place de quarante-six escadrilles d'avions. Il s'agit de dix escadrons qui manquent encore au « plan de 52 escadrons » de 1923, de dix autres escadrons pour l'armée de l'air en Angleterre métropolitaine, de dix autres pour la RAF outre-mer et de seize pour la flotte. La demande se termine par la constatation qu'il faudrait en fait vingt-cinq escadrons supplémentaires.[433] En juillet 34, presque en même temps que le plan allemand suivant, le commandant en chef de l'armée de l'air britannique publie le premier plan d'expansion de la RAF, avec lequel la construction des chasseurs Hurricane, Hawker et Spitfire est commandée.[434] Ainsi, en 1934, l'armement aérien britannique n'est pas initié par un armement aérien allemand identifié. L'élément déclencheur est probablement un mélange de peur de l'avance de la France et de crainte des possibilités de l'Allemagne.

Roosevelt poursuit lui aussi la course à l'armement. Le Japon, en guerre contre la Chine depuis 1932, devient à ses yeux trop puissant en Asie et Hitler est de toute façon une épine dans son pied. En juillet, il lance donc le programme de construction de cent vingt navires supplémentaires pour la flotte, déjà décrit, et le ministère de la Défense[435] annonce que l'Air Force doit également s'agrandir.[436]

En dehors des pays d'Europe occidentale et d'Amérique, le monde est également en proie à la fièvre de l'armement. En Italie, en Pologne

---

[431] Fuller, page 19.
[432] Comité de défense
[433] Terraine, page 27.
[434] Ibid.
[435] Aujourd'hui le Pentagone.
[436] Rassinier, page 86.

et en Russie, les armements se poursuivent. En Union soviétique, l'industrie aéronautique augmente sa production afin de lancer, à partir de 1935, une livraison annuelle de plus de 3 500 nouveaux avions militaires.[437] Cinquante pour cent de ces avions sont des bombardiers et des avions de combat.

Le gouvernement du Reich allemand, soucieux de combler les années de faiblesse de la reconstruction de la marine et de l'armée, mise sur la construction à grande vitesse de forces aériennes. C'est ainsi qu'en **juillet 1934**, un vaste programme de construction d'avions – encore tenu secret à l'étranger – est décidé. Dans une première étape, jusqu'en septembre 1935, **4 021 avions militaires** doivent être achetés et livrés aux troupes, dont la moitié des appareils pour l'engagement et la moitié comme avions de courrier et de formation. Dans les étapes suivantes, **jusqu'à la fin de l'année 1938**, il est ensuite prévu de passer à un total de **17 015 appareils militaires**[438], dont près de 40 % pour l'engagement et le reste pour l'instruction et les réserves.

1935

Le développement des forces aériennes en Europe se poursuit en 1935. En mars de cette année-là, le ministère de la Guerre à Londres fait référence au réarmement allemand dans un livre blanc et l'évalue comme un danger de guerre. Inversement, l'Angleterre n'est pas à l'époque un adversaire potentiel pour le Reich allemand dans la perspective politique de Hitler et selon les dirigeants de la Reichswehr. Du point de vue de Hitler, l'Angleterre est plutôt un allié potentiel. Parallèlement à la parution du Livre blanc à Londres, le colonel général Ludwig Beck, chef d'État-major de l'armée de terre allemande, justifie à Berlin la nouvelle augmentation des dépenses d'armement allemandes par les mesures de réarmement alarmantes des pays voisins en 1934.

---

[437] MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 4, page 47.
[438] MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 1, page 483.

Cette tendance chez les voisins de l'Allemagne prolonge la période pendant laquelle l'armée du Reich, certes en pleine croissance mais toujours petite, ne suffit pas à protéger le pays. Ainsi, en 1935, la construction de l'armée de l'air allemande se poursuit avec une grande vigueur. Au début de l'année 1935, le Reich allemand dispose encore, dans ses formations encore tenues secrètes, d'environ 1 900 avions – dont 670 appareils destinés à être utilisés au front –, soit bien moins que les autres grandes nations d'Europe.[439] Mais pour faire croire à la capacité de défense de l'Empire allemand, le Ministre de la Reichswehr von Blomberg ordonne le 26 février 1935 de « dévoiler » la constitution des forces aériennes allemandes, tenue secrète jusqu'à présent. Le 1er mars, il ordonne donc la mise en place de la Deutsche Luftwaffe en tant que troisième branche indépendante de la Wehrmacht, c'est-à-dire qu'il rend officiellement publique cette mise en place aux yeux du monde entier.

Bien que les puissances victorieuses aient déjà accordé à l'Allemagne l'égalité de principe en matière d'armement en décembre 1932, s'ensuit alors une chaîne de lourdes réactions. Le 1er mars, le même jour, un projet de loi visant à doubler la durée du service militaire à deux ans est déposé à l'Assemblée nationale à Paris.[440]

Le 1er mars, le Parlement anglais, la Chambre des Communes, adopte également un vaste programme de réarmement de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine. Les Britanniques ne sont pas seulement motivés par la crainte de la nouvelle force de l'Allemagne. Il y a aussi les ambitions coloniales de l'Angleterre, la concurrence avec le Japon en Extrême-Orient et les soucis en Afrique de l'Est. Les troupes italiennes se sont déployées aux frontières de l'Éthiopie et l'Angleterre, en tant que « puissance protectrice » des Égyptiens, ne veut pas laisser l'Italie gagner du terrain au sud du cours supérieur du Nil. Ainsi, le 1er mars 1935, la Chambre des communes met à la disposition du Premier ministre britannique Baldwin des fonds

439 MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 1, pages 480 et 491.
440 Rassinier, page 91.

presque illimités pour la poursuite de l'armement.[441] La Royal Air Force a désormais les moyens de créer de nouveaux aérodromes militaires sur la côte est de l'Angleterre et d'agrandir les anciens dans le cadre de son « 2e plan d'expansion de la RAF ».

Ces réactions de Paris et de Londres déclenchent elles-mêmes de nouvelles réactions. Le 10 mars, Hitler annonce pour la première fois publiquement son projet de porter l'armée allemande de paix à trente-six divisions. Le 16 mars, l'Assemblée nationale française répond en décidant de prolonger le service militaire obligatoire à deux ans. Le soir même, Hitler passe à l'action. Il dépose au Reichstag un projet de loi pour l'introduction d'un service militaire obligatoire d'un an. Quatre semaines plus tard, le 11 avril, le Duce italien Mussolini annonce qu'il veut faire accélérer le développement des armées de terre, de mer et de l'air.[442] L'armement se poursuit également aux États-Unis, au Japon et en Russie. Le 21 mai, Hitler annonce que le service militaire obligatoire sera réintroduit dans le Reich allemand. Il accompagne ce message d'une offre à l'Angleterre de limiter le développement de la marine du Reich et d'une offre à tous les autres pays de conclure un accord sur la proscription de la guerre par bombardement et la limitation du nombre de navires, d'artillerie lourde et de chars.[443] Seule l'Angleterre répond à l'offre et conclut l'accord sur la flotte déjà mentionné. En 1935, les pays concernés ne sont même pas prêts à bannir la guerre par bombardement. Ainsi, les années d'armement 1934 et 1935 n'apportent tout d'abord pas la sécurité souhaitée à l'Allemagne. Le réarmement général à l'extérieur du Reich relativise encore dans un premier temps ce qui est nouvellement mis en service dans le Reich en termes de troupes, de navires et d'avions.

La poussée d'armement qui traverse toute l'Europe à partir du 1er mars 1935 ne s'explique guère par la directive de Blomberg de créer une armée de l'air en Allemagne et de mettre sur pied une armée de

441 Rassinier, page 96.
442 Rassinier, page 87.
443 Domarus, volume 1, pages 511-514.

trente-six divisions. Après tout, tous les voisins entretiennent des forces aériennes et, en 1932, ils avaient déjà accordé en principe au Reich allemand l'égalité des droits en matière d'armement. De même, l'offre adressée par Hitler à tous d'introduire des plafonds d'armement et le pacte conclu avec l'Angleterre pour limiter la flotte allemande, ainsi que d'autres garanties données à la France de ne plus toucher à ses frontières, auraient dû avoir un effet plutôt rassurant. Tout cela ne peut pas expliquer à lui seul l'armement à l'échelle européenne jusqu'en 1936. La France, l'Angleterre, la Pologne, l'Italie et l'Union soviétique s'arment manifestement davantage dans un premier temps en raison des problèmes qu'elles rencontrent en Extrême-Orient, en partie entre elles, en partie avec le Japon. Ce n'est qu'avec le temps que le réarmement de l'Allemagne prend une place visible pour tous dans cette évolution internationale et devient lui-même le déclencheur de nouvelles poussées d'armement.

1936

En 1936, l'Allemagne rattrape ses voisins en termes de nombre d'avions militaires, tandis que l'armée et la flotte sont encore loin d'être en mesure de défendre le pays. Ainsi, lorsque Hitler fait entrer les troupes allemandes dans la Rhénanie non protégée en mars 1936, il sait que la Wehrmacht ne serait pas en mesure de faire face à une contre-attaque de la France et que, dans ce cas, les troupes allemandes devraient s'effacer. Même la nouvelle force aérienne allemande serait encore inférieure à la force française en mars.

Au cours de l'année 1936, l'Allemagne produit environ 5 200 avions de tous types.[444] Malgré ces chiffres de production élevés, la quantité d'appareils nouvellement construits pour le front reste encore relativement faible. Une petite partie de ces avions est exportée vers d'autres pays. La Grande-Bretagne continue elle aussi d'équiper son armée de l'air. En 1936, les bombardiers Halifax et Manchester sont commandés. Des commandes de construction et d'achat sont passées

[444] MGFA, DR et 2e Guerre mondiale, volume 1, page 491.

aux États-Unis, et d'autres usines aéronautiques sont construites en Angleterre.[445]

Fin 1936, tout le monde en Allemagne voit encore dans l'armée de l'air l'instrument qui permet de tenir à distance les États voisins jusqu'à ce que l'armée de terre soit capable de protéger le Reich allemand. La Wehrmacht dans son ensemble est encore inférieure en nombre aux forces armées des voisins immédiats.[446] C'est pourquoi, à la fin de l'année 1936, personne dans le Reich allemand, ni même dans la Wehrmacht, ne soupçonne que la course au rattrapage de l'armement de l'Allemagne pourrait servir, en trois ans, à déclencher elle-même une guerre mondiale.

1937-1938

Au cours de l'année 1937, le Reich allemand commence à dépasser tous les autres grands pays d'Europe – à l'exception de l'Union soviétique – en nombre d'avions militaires. Mais pour défendre le territoire du Reich, l'Allemagne ne serait toujours pas de taille à affronter une coalition d'adversaires potentiels à l'Est et à l'Ouest. L'armement se poursuit donc. La Luftwaffe, construite pour dissuader les adversaires et pour soutenir l'armée et la flotte en cas de besoin contre une attaque de la France et de ses alliés, atteint désormais une taille et une qualité qui deviennent elles-mêmes une menace pour les voisins.

En novembre 1937, à l'occasion d'une discussion[447], Hitler annonce aux commandants en chef de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine qu'il a l'intention de faire de la Wehrmacht un usage pour lequel ces messieurs n'avaient pas prévu la reconstruction de leurs éléments de la Wehrmacht : pour l'extension du Reich allemand à l'Autriche et à la Tchécoslovaquie. Hitler fait savoir à ces messieurs qu'il compte sur des guerres pour poursuivre ces objectifs

[445] Terraine, page 17.
[446] MGFA, DR u. 2. WK, volume 1, page 493.
[447] Entretien de Hitler avec les commandants en chef le 5 novembre 1937, reproduit dans ce qu'on appelle le « Protocole Hoßbach ».

entre 1943 et 1945 environ. La réaction des généraux face à l'intention d'annexer la Tchéquie fait l'objet d'un autre passage de ce livre. Il convient de noter ici que, dans le cadre de la discussion, Hitler évalue les possibilités de réaction des États voisins à une annexion de l'Autriche ou à l'annexion de la Tchécoslovaquie. Il exclut largement la possibilité d'une intervention de la France ou de l'Angleterre. Il ne veut pas non plus croire à des ingérences de la Pologne, de l'Italie ou de l'Union soviétique. Mais les commandants en chef des trois parties de la Wehrmacht présents ne sont pas aussi optimistes. Ils préfèrent prendre leurs précautions et faire examiner par leurs États-majors les possibilités de conflits armés impliquant l'Angleterre ou d'autres pays. C'est ainsi qu'à partir de l'hiver 1937-1938, une guerre contre ces pays, que tous – sauf Hitler – veulent éviter à tout prix, se retrouve dans le collimateur de tous ceux qui travaillent à l'époque et par la suite à la mise en place des trois branches de la Wehrmacht. Suite à cette nouvelle vision, selon laquelle une guerre contre l'Angleterre serait également envisageable, un bombardier avec un rayon d'action plus important est intégré au programme de construction d'avions. Il s'étend jusqu'à l'île d'Angleterre. Les bombardiers à longue portée, qui pourraient transporter de grandes charges de bombes et voler jusqu'aux régions industrielles de Russie, sont seulement envisagés, mais jamais planifiés ni construits.

La réaction de la Chambre des Communes anglaise au traité de Munich montre rapidement que les craintes du commandement de la Wehrmacht concernant les plans de Hitler ne sont pas infondées. Le 5 octobre 1938, alors que les membres du Parlement approuvent le rattachement des Sudètes au Reich allemand, ils décident lors de la même séance de construire 3 000 avions pour le reste de l'année 1938 et 8 000 pour 1939, ainsi que d'autres renforts pour l'armée de terre et pour la flotte.[448] Aux États-Unis, Roosevelt emboîte le pas en décidant de porter l'US Air Force à 10 000 avions militaires.[449]

---

[448] Rassinier, page 214.
[449] Benoist-Méchin, volume 7, page 15.

La suite de la mise en place de l'armée de l'air allemande est planifiée pour les années 1943 à 1945. Comme pour l'armement naval avec le Plan Z, la revendication d'une puissance et d'une force propres s'étend au tournant de l'année 1938-39. Le **7 novembre 1938**, le « **programme concentré de modèles d'avions** » est promulgué, prévoyant l'équipement final de la Luftwaffe avec 20 000 avions.[450]

1939

Mais les choses vont plus vite que Hitler ne le croit encore en 1937. En 1939, le reste de la Tchécoslovaquie se désagrège, et Hitler fait reculer le droit des Tchèques à l'autodétermination et fait occuper le reste de la Tchéquie comme « protectorat ». Six mois plus tard, la Seconde Guerre mondiale commence avec l'attaque allemande contre la Pologne. L'armée de l'air allemande n'a donc pas encore atteint sa pleine puissance selon la planification de l'époque. Mais au début de la guerre, le **1er septembre 1939**, elle dispose tout de même de **4 033 avions de front modernes** contre la Pologne.[451]

Dans les forces aériennes des autres pays européens, la multiplication des escadrilles, l'arrivée de nouveaux avions militaires et le remplacement des appareils obsolètes sont loin d'être terminés. Tous les États continuent à développer leurs forces aériennes à un rythme élevé, sans toutefois s'équiper pour septembre 1939. Cette année-là, de nouveaux avions militaires sont construits[452] :

l'Union soviétique plus de 10 000 unités,
l'Allemagne un peu plus de 8 000
l'Angleterre un peu moins de 8 000
les États-Unis près de 6 000
et le Japon près de 4 500.

Au début de la guerre, l'Allemagne est certes déjà la deuxième puissance aérienne derrière la Russie, mais elle est encore nettement

[450] Documents Völker, volume 8, page 170.
[451] MGFA, DR et 2ème guerre mondiale, 1er volume, page 496.
[452] Overy, page 150.

inférieure aux trois adversaires que sont l'Angleterre, la France et la Pologne. Au 1er septembre 1939, les États européens disposent des nombres suivants d'avions dits de front[453] :

Union soviétique plus de 5 000
Allemagne 4 033
Angleterre 3 600
France 2 550
Pologne 800.

Conclusion

Le commandement de la Reichswehr, puis le maréchal Göring, ont mis en place et équipé les forces aériennes allemandes d'abord pour se défendre contre la Pologne, alors agressive, puis pour se défendre contre une éventuelle attaque de la France, et enfin également pour un affrontement avec la France plus l'Angleterre. Jusqu'ici, les idées du commandement de la Wehrmacht coïncident avec celles d'Adolf Hitler. Tous deux, les généraux et le Führer, considèrent qu'il est de leur devoir et tout à fait légitime de réviser de nombreux faits établis à Versailles. Jusqu'en 1937, il s'agit d'assurer militairement les révisions. L'idée défensive de base de cet armement ne se retourne qu'en novembre 1937, lorsque Hitler révèle qu'il vise également la Tchéquie et l'Autriche avec la Wehrmacht. Avant la guerre, Hitler ne manifeste pas d'idées plus avancées, notamment en direction de la Russie et de l'Ukraine.

Pour les généraux, et surtout pour le commandant en chef de la Luftwaffe, le maréchal Göring, l'annexion de l'Autriche est légitime. Après tout, les Autrichiens ont eux-mêmes réclamé à plusieurs reprises depuis 1919 le rattachement de leur pays au Reich allemand. Ce n'est que sur l'invasion de la Tchéquie que les avis divergent. Hitler veut faire de la Tchéquie un « protectorat » du Reich allemand. Les généraux ne sont pas du tout intéressés. Seule une douzaine de généraux de l'armée de terre tentent de contrecarrer les intentions de

[453] Baumbach, pages 45 et suivantes.

Hitler. Les généraux de la Luftwaffe laissent agir le Führer, peut-être aussi parce qu'ils peuvent suivre plus facilement que leurs camarades de l'armée de terre son analyse de la menace que représente la Tchécoslovaquie en tant que « porte-avions » des Russes et des Français.

La poursuite rapide de la construction de la Luftwaffe en 1938 ne vise pas concrètement, aux yeux de Göring et des généraux, la Tchécoslovaquie qui, avec ses sept cents avions de front et ses quarante-trois divisions de l'armée de terre[454], ne peut de toute façon devenir un danger pour l'Allemagne qu'en relation avec la France ou la Russie. La poursuite massive de l'armement à partir de 1938 se réfère plutôt à une guerre ultérieure que Hitler, comme il le dit à plusieurs reprises, considère comme inévitable si l'Allemagne réclame un jour ses anciennes colonies ou leur remplacement en Europe de l'Est. Pour le reste, les généraux vivent dans l'expérience historique. Ils savent que les gouvernements français tentent depuis trois siècles de repousser les frontières de la France vers le Rhin. Le dernier exemple en date a été donné par la France à Versailles en 1919. Ils savent que les Soviétiques tentent d'étendre le communisme jusqu'à l'Atlantique et, si possible, d'étendre leur domination. Ils savent que l'Angleterre mène depuis quelques siècles des guerres contre l'État le plus fort d'Europe. Ainsi, la raison de la poursuite de l'agitation pour le maréchal Göring et les généraux réside dans un mélange très diffus de besoin de protection pour son propre peuple et de préparation à une guerre ultérieure pour de nouvelles terres. Mais jusqu'en 1939, une telle guerre d'agression ultérieure n'est préparée ni dans les plans d'opération des États-majors généraux, ni dans les exercices de planification de la troupe, ni dans un armement nécessaire à cet effet. Ainsi, l'armée de l'air allemande n'a pas la capacité de mener une guerre de bombardement stratégique contre un pays lointain. La flotte de bombardiers lourds faisant défaut.

[454] Görlitz, page 33.

En ce qui concerne leurs armées, leurs flottes et leurs forces aériennes, les autres grandes puissances sont bien équipées face à l'Allemagne en 1933. Si bien que certaines d'entre elles peuvent envahir l'Allemagne en toute impunité dans les années Vingt, et même si bien que la Pologne et la France envisagent de 1933 à 1936 des « expéditions punitives » contre le Reich allemand. L'Angleterre, les États-Unis, le Japon et l'Union soviétique produisent dès 1932 et même avant des centaines d'avions militaires par an[455], au lieu de désarmer comme annoncé à Versailles. Ce n'est pas l'Empire allemand qui a lancé la course à l'armement. Il s'est engagé dans cette course en 1934, puis l'a rattrapée par un effort industriel jusqu'en 1936 et l'a dépassée en 1937. À partir de 1940, ce sont à nouveau l'Angleterre, l'Amérique et la Russie qui dépassent l'Allemagne en matière d'aviation. La question de savoir qui a menacé qui reste donc ouverte. Il semble que chaque grande puissance européenne ait envisagé à un moment donné d'en attaquer une autre, même si c'était à titre préventif.

Avant même que la nouvelle armée de l'air allemande ne soit visible à l'étranger et avant que les gouvernements des deux pays n'aient pu prendre connaissance de l'idée d'espace vital de Hitler, l'Angleterre et les États-Unis font monter en puissance leurs flottes et leurs forces aériennes. Les trois opportunités offertes à l'Allemagne en 1933 et 1934 de négocier et de limiter le nombre d'avions ont été refusées par les puissances victorieuses. La France en particulier, qui rejette en 1934 l'offre de limiter les avions militaires de l'Allemagne à hauteur de 50 % de ceux de la France, a manqué l'occasion d'impliquer Hitler à une époque où sa mégalomanie ne poussait pas encore sur l'engrais de ses succès ultérieurs. Si la peur et la mégalomanie de la France avaient été un peu moindres, l'armée de l'air allemande aurait pu être contenue pour quelques années grâce à l'« accord sur la flotte aérienne » proposé par Hitler, tout comme l'armement de la flotte allemande en 1935.

[455] Overy, pages 21 et suivantes.

L'armement de l'armée de 1933 à 1939

Afin de faire le lien avec les antécédents, il convient de mentionner que c'est en octobre 1932, après six années de négociations infructueuses, que le Chancelier von Papen décide d'augmenter la taille de la Reichswehr, si nécessaire sans accord avec les puissances victorieuses ; c'est en novembre 1932 que le deuxième plan d'armement de la Reichswehr prévoit d'augmenter l'armée allemande de paix à 175 000 soldats et ; c'est en décembre 1932 que les puissances victorieuses de la Société des Nations décident d'accorder au Reich allemand l'égalité de principe en matière d'armement. Peu après, Adolf Hitler et Franklin Delano Roosevelt, deux hommes politiques qui se ressemblent sur deux points, apparaissent sous les feux de la rampe de l'histoire mondiale : tous deux doivent éliminer le taux de chômage élevé dans leur pays et tous deux sont prêts à imposer leurs idées de politique étrangère – s'il le faut – par la guerre. Tous deux ont un penchant pour les armes. Dès leur entrée en fonction, les deux hommes politiques commencent à réarmer leur pays : Adolf Hitler s'oriente vers la puissance terrestre et donne la priorité à l'armée allemande, tandis que Roosevelt s'oriente vers la puissance navale – comme nous l'avons déjà mentionné – et la marine américaine.

À la même époque, un évènement rappelle à tout le monde en Allemagne les précédentes invasions du Reich allemand par les puissances victorieuses. Le 6 mars 1933, la Pologne débarque un bataillon d'infanterie de marine dans l'État libre de Dantzig.[456] La Société des Nations oblige la Pologne à retirer ses troupes au bout de dix jours. Mais ce qu'il en reste en Allemagne, c'est l'impression que la Pologne cherche encore des occasions d'étendre son territoire vers l'ouest. Inversement, en Allemagne, le sentiment que les territoires qui, jusqu'en 1919, étaient presque exclusivement peuplés d'Allemands et attribués à la Pologne sans référendum, doivent être « récupérés » à l'occasion ne s'est pas éteint. Le Ministre des affaires

[456] Grand Ploetz, page 948.

étrangères du Reich et prix Nobel de la paix Stresemann exprime ce sentiment à plusieurs reprises en 1925, par écrit et dans ses discours, en disant que l'une des grandes tâches de la politique étrangère allemande est de corriger les frontières orientales du Reich. Ainsi, au printemps 1933, le commandement de la Reichswehr est en réalité encore loin d'envisager une attaque contre la Pologne, mais la blessure que représente pour l'Allemagne la frontière polonaise est ravivée par l'incident de Dantzig. C'est un peu comme si la Pologne était le « mot-clé » pour le commandement de la Reichswehr.

1933

La situation en termes de sécurité dans laquelle se trouve l'Allemagne au printemps 1933 est telle que la Reichswehr ne pourrait pas répondre à des défis similaires au débarquement polonais à Dantzig sur la Westerplatte s'ils se produisaient sur le territoire allemand et si les nombreuses alliances militaires conclues par la France contre le Reich allemand étaient utilisées à cette occasion contre l'Allemagne. Depuis 1920, la France a tissé un réseau d'alliances avec la Belgique, la Pologne et la Tchécoslovaquie, qui ont explicitement pour objet des actions militaires contre le Reich allemand. De plus, depuis 1931, la Reichswehr ne dispose plus de réservistes formés et l'armée professionnelle ne constitue guère de nouvelles réserves. Avec seulement 100 000 soldats et un maximum de 150 000 policiers nationaux, l'Allemagne ne peut pas garantir elle-même la sécurité de son territoire au printemps 1933. Mais en cas de guerre, la France disposerait, réserves comprises, de 4,5 millions de soldats, la Belgique de 0,6 million, la Pologne de 3,2 millions et la Tchécoslovaquie de 1,3 million d'hommes. Ce qui, en incluant les policiers nationaux allemands, donnerait une infériorité de presque 1:40 pour le cas où l'Allemagne devrait se défendre. C'est dans ce contexte qu'en 1933, Hitler peut mettre en scène un réarmement sans pareil en quelques années, sans que cela soit d'abord perceptible à l'intérieur du pays comme étant une préparation à une guerre d'agression.

En mars 1933, lors des négociations sur le désarmement à Genève, le Premier ministre anglais Mac Donald propose 200 000 soldats de l'armée pour l'Allemagne et 400 000 pour la France, moitié pour la métropole, moitié pour les colonies. La France s'y oppose et ne veut pas accepter l'égalité accordée à l'Allemagne l'année précédente. Hitler menace alors – comme nous l'avons déjà mentionné – que l'Allemagne quittera la Société des Nations si l'égalité promise est toujours refusée. Comme rien ne bouge à cet égard, l'Allemagne se retire de la Société des Nations et la délégation allemande quitte les négociations de désarmement à Genève. En octobre 1933, Hitler ordonne les travaux préparatoires de planification pour l'introduction ultérieure du service militaire obligatoire et l'extension de l'armée de terre à **vingt et une divisions**. Fin 1933, l'armée du Reich compte 122 000 hommes.[457] La reconstitution d'unités d'artillerie, de défense antiaérienne et de télécommunications est également entamée.

Face à l'intransigeance des Français, qui n'ont jusqu'à présent montré aucune propension à licencier une grande partie de leurs presque 700 000 soldats de l'armée, Hitler exige désormais 300 000 hommes pour l'Allemagne dans le cadre de négociations bilatérales avec les Anglais et les Français. En décembre 1933, le ministère de la Reichwehr élabore en conséquence une directive visant à porter l'armée de paix à **300 000 soldats, le « plan de décembre »**.[458] Ce qui est remarquable dans ce plan, c'est la perception que les dirigeants de la Reichswehr ont d'eux-mêmes. Dans un mémorandum à la base du plan, il est dit que l'armée de guerre à mobiliser à partir de l'armée de paix devrait être en mesure de mener une guerre défensive sur plusieurs fronts avec quelques chances de succès. Il n'est pas question d'« espace vital à l'Est » ou de « révision des frontières ».

[457] MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 1, page 405.
[458] MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale volume 1, page 408.

1934

Au début de l'année 1934, les Allemands et les Français tentent une nouvelle fois de se rapprocher en termes d'effectifs militaires. Le 18 décembre 1933, Hitler avait proposé 300 000 soldats pour l'armée du Reich et accepté le passage de l'armée de métier à l'armée de courte durée, comme le suggérait le plan Mac Donald de mars. Le 1er janvier 1934, le gouvernement français rejette l'idée d'une armée de 300 000 hommes pour l'Allemagne et propose à la place que les deux pays fassent d'abord passer leurs armées en service court, et que ce n'est qu'ensuite que l'armement et les effectifs de l'armée du Reich et de l'armée française de l'intérieur seraient alignés. Comme la réduction de l'armée de métier prendrait de nombreuses années, comme l'armée du Reich ne recevrait pas de chars, d'avions, de sous-marins et d'autres armes jusqu'alors interdites et comme la France ne veut pas que son armée coloniale soit prise en compte dans cette proposition, le gouvernement du Reich refuse. Après huit ans de négociations infructueuses, il ne veut pas être retardé de six années supplémentaires. C'est le temps qu'il faudrait pour passer d'une armée de métier à une armée de courte durée. Même une nouvelle offre de la part de l'Allemagne de limiter l'armée de l'air prévue à 50 % de la force de l'armée française ne peut pas inciter Paris à céder sur la question des effectifs de l'armée.[459]

Le 22 mars 1934, le gouvernement du Reich publie son nouveau budget, révélant ainsi que l'Allemagne s'arme désormais, même si c'est encore modérément, sans accord avec le gouvernement français. La réaction de la France ne se fait pas attendre. Le Ministre des affaires étrangères Barthou déclare – comme nous l'avons déjà mentionné – que la France cesse de négocier, qu'elle fonde désormais sa sécurité sur sa propre force. La dernière chance est perdue.

En 1934, l'armement militaire se poursuit en Europe en termes de quantité et de qualité des troupes et des armes. Malgré la garantie allemande de Locarno, la France poursuit depuis 1930 la construction

[459] Offre de limitation allemande du 21 février 1934.

de son gigantesque ouvrage de fortification, la ligne Maginot. Pour le reste, l'armée de terre reste à un effectif de 700 000 soldats.

En Angleterre, la motorisation des forces terrestres est en cours – également depuis 1930 – et la constitution d'une force blindée débute en 1931. La majeure partie du budget de la défense va cependant à la marine anglaise et à l'armement des forces aériennes.

La Pologne conclut certes le pacte de non-agression avec l'Allemagne en janvier 1934, mais elle complète la même année – probablement à cause de la Russie – le service militaire obligatoire par un service militaire auxiliaire pour les femmes et renforce ainsi ses réserves.

En 1934, l'Union soviétique fait passer ses forces terrestres de 600 000 à 940 000 hommes[460] et met sur pied dix brigades blindées et trois divisions de parachutistes. Pendant ce temps, en Allemagne, l'armée atteint 240 000 hommes en octobre et les vingt et une divisions d'infanterie prévues augmentent rapidement.[461]

1935

L'année 1935 marque une nouvelle poussée de l'armement, dont les causes sont difficilement identifiables à un seul évènement. Le changement d'année est précédé par des attaques d'Éthiopiens contre des Italiens à la frontière avec la Somalie italienne, à la suite desquelles le gouvernement italien déploie un corps d'armée contre l'Éthiopie en février 1935. Le 11 avril, il annonce dans le *Popolo D'italia* que l'armée italienne sera portée à 600 000 hommes. Les Britanniques voient ainsi leur protectorat égyptien menacé. Et ils craignent que les accords italo-britanniques sur la délimitation de leurs sphères d'intérêt en Éthiopie ne soient pas respectés. En outre, l'Angleterre se sent concernée par les activités du Japon en Mandchourie. Le réarmement manifeste de l'Empire allemand dérange également l'Angleterre. En conséquence, le 1er mars 1935, le Premier ministre Baldwin soumet au

460 Rassinier, page 87.
461 Hermann, page 422.

gouvernement de Londres un vaste programme de réarmement pour les trois forces armées. Comme nous l'avons déjà mentionné, on justifie à partir de cette époque le propre réarmement de l'Angleterre par celui de l'Allemagne. En revanche, les mesures d'armement prises en Allemagne sont justifiées par les mesures d'armement alarmantes prises à l'étranger.

Le 1er janvier 1935, la Tchécoslovaquie prolonge le service militaire obligatoire à deux ans et renforce ainsi son armée. Les Français suivent le mouvement. Le 13 janvier, le référendum sur la Sarre donne un résultat écrasant en faveur de la réintégration de la Sarre dans l'Allemagne. L'Assemblée nationale à Paris craint la montée en puissance de l'Allemagne et décide, à peine la Sarre restituée, de prolonger le service militaire obligatoire à deux ans. L'armée française est ainsi automatiquement renforcée de plus de cent mille hommes à partir de 1936. Fin janvier, les forces armées soviétiques dépassent le million de soldats dans leur constitution. Il est suivi le 1er mars, par le programme de réarmement britannique que nous venons d'évoquer. L'Allemagne passe à l'étape suivante.

Hitler profite du débat à l'Assemblée nationale française sur la prolongation du service militaire obligatoire pour abandonner le secret qu'il avait jusqu'alors gardé sur le réarmement allemand vis-à-vis de l'étranger. Le 15 mars, après une décision du cabinet, il annonce le lendemain que l'Allemagne va mettre sur pied une **armée de paix de trente-six divisions**, construire une armée de l'air et réintroduire le service militaire obligatoire. Il justifie sa décision par le refus des puissances victorieuses de tenir les promesses qu'elles avaient faites dans le cadre du traité de Versailles, de désarmer elles-mêmes et de réarmer à la place, comme c'est désormais le cas pour les autres États. Les mises en garde du Ministre de la guerre du Reich, le général von Blomberg, et du chef de la direction de l'armée, le général von Fritsch, contre une telle démarche sont révélatrices à cet égard. Tous deux déconseillent la construction précipitée de l'armée et avertissent que l'armement rapide pourrait inciter les puissances victorieuses à mener une guerre préventive. Mais l'Angleterre et la France s'en tiennent à

des protestations. Après seulement trois mois supplémentaires, l'Angleterre reconnaît de facto la légitimité du réarmement allemand lorsqu'elle passe à l'ordre du jour et conclut avec l'Allemagne l'accord de limitation de la flotte allemande.

Il est ainsi annoncé au grand public que l'Allemagne portera son armée à trente-six divisions au cours des prochaines années. À titre de comparaison, la France dispose de quarante-six divisions et de plusieurs centaines de petites unités non affectées, l'Angleterre de vingt divisions, y compris ses brigades de cavalerie, la Pologne de trente-cinq, y compris la cavalerie, la Tchécoslovaquie de trente-cinq également et l'Union soviétique est sur le point d'atteindre son objectif de cent seize divisions.[462]

Le 31 mai 1935, le gouvernement allemand du Reich propose une nouvelle fois aux pays étrangers, en se référant à l'accord naval germano-britannique, de « procéder dans leur armement aux limitations qui seront également adoptées par les autres États ». Aucun d'entre eux n'accepte la proposition et tous continuent à s'armer. Pour l'opinion publique de l'Empire allemand, les offres de désarmement souvent répétées par le propre gouvernement sur la base de l'égalité de tous les États et les propositions d'abolir certaines armes dans tous ces pays sont convaincantes. Le réarmement jusqu'à trente-six divisions et une année de service militaire obligatoire restent dans les limites de ce que le citoyen allemand peut comprendre comme nécessaire à la défense. D'autant plus que la déclaration de Hitler sur les trente-six divisions et le service militaire obligatoire contient une phrase rassurante et trompeuse :

> *« En cette heure, le gouvernement allemand renouvelle devant le peuple allemand et devant le monde entier l'assurance de sa détermination à ... ne pas vouloir constituer dans l'armement national allemand un instrument d'attaque belliqueuse, mais au contraire exclusivement de défense et donc de maintien de la paix ».*[463]

---

462 Ploetz, Zweiter Weltkrieg, pages 383, 443, 337, 492.

463 *Völkischer Beobachter*, numéro spécial du 16 mars 1935. Voir Domarus 1er volume, p. 495.

En **octobre 1935**, les premiers conscrits sont appelés en Allemagne et 56 000 policiers issus des polices des Länder sont intégrés dans la Reichswehr. Ainsi, entre le printemps et le début de l'automne, le nombre de soldats de l'armée passe de 280 000 à 400 000 et **le nombre de divisions de vingt et une à vingt-neuf**. En Russie, les effectifs de l'armée atteignent désormais 1,3 million d'hommes.

Même après la mise en place des trente-six divisions de paix prévues, l'Allemagne ne serait pas protégée contre une attaque de la part de la France dans un cas comme celui de 1923. La France dispose en 1935 – contrairement à l'Empire allemand – de réserves entraînées et équipées et peut engager une centaine de divisions en cas de guerre.[464] Selon l'inclusion des Russes, des Tchèques ou des Polonais, alliés de la France contre l'Allemagne, les Français peuvent compter sur 50 à 200 divisions alliées supplémentaires. De plus, selon la volonté de la France, la frontière allemande de la Rhénanie doit toujours être libre de troupes allemandes et donc non protégée. Ainsi, trente-six divisions allemandes de paix contre, dans le pire des cas, trois cents du côté français, ne peuvent être qu'une force intermédiaire. Comme les propositions de Hitler visant à limiter les forces armées n'ont pas été retenues en 1935, il est prévisible que le Führer et le commandement de l'armée mettront en place d'autres divisions actives après les trente-six désormais prévues et, comme de nombreux autres États, créeront encore une fois le même nombre de divisions de réserve. Le colonel général Beck, chef d'État-major général de l'armée de terre, estime que le nombre de soixante-douze divisions d'infanterie est la quantité d'unités militaires avec laquelle l'Allemagne serait en mesure de mener une guerre sur plusieurs fronts avec quelques chances de succès. Ce chiffre réapparaît dans la planification ultérieure.

---

464 Le général Gamelin parle même de 120 divisions françaises lors d'une réunion du cabinet en 1939. Voir Bonnet, page 266.

1936

L'année 1936 est marquée par une nouvelle aggravation, bien que modérée. En mars, l'Allemagne déploie des troupes dans la zone frontalière allemande, jusque-là démilitarisée, de part et d'autre du Rhin. C'est justifié, mais cela indigne le voisin français. En Angleterre, l'État-major de l'Empire britannique commence à mettre en place des troupes d'armée dans les colonies. Il crée ainsi des réserves stratégiques pour l'Angleterre. En France, le service militaire obligatoire de deux ans, décidé en 1935, est mis en place. En août, l'Allemagne lui emboîte le pas et le prolonge également à deux ans. En septembre, la France accorde à la Pologne d'importants crédits pour moderniser l'arsenal de l'armée polonaise. Et en Union soviétique, l'armée de paix dépasse 1,5 million d'hommes.[465]

En Allemagne, la planification de l'armée est encore augmentée sous l'influence des nouvelles tensions avec la France. Au printemps 1936, l'État-major général de l'armée de terre à Berlin augmente le nombre de divisions **à mettre sur pied** pour l'automne 1936 **de trente-six à quarante**, soit trente-six divisions d'infanterie, trois divisions blindées, une division de montagne et une brigade de cavalerie. L'effectif du personnel de paix prévu est de 793 410 soldats.

En plus de ces quarante divisions de paix, les réserves pour une « armée de guerre » sont désormais également prévues. Avec chaque classe d'âge qui accomplit son service militaire obligatoire à partir de 1935, les effectifs augmentent à partir de 1937 d'environ 500 000 réservistes par an, soit huit divisions de réserve.[466] Des réservistes de la Première Guerre mondiale sont encore prévus pour les formations de sûreté. Avec ce personnel, il devrait être possible, **à partir de 1940**, de mobiliser une armée de guerre de soixante-douze divisions d'infanterie, trois divisions blindées, trois divisions légères motorisées et vingt et une divisions de sûreté, plus deux brigades de montagne et

[465] Ploetz, Seconde Guerre mondiale, page 447.
[466] MGFA, DR u. 2. WK, volume 1, page 443.

une brigade de cavalerie.[467] La littérature spécialisée fait généralement la somme de ces **cent deux « équivalents de division ».**

L'ampleur de la planification pour l'année 1940 est effrayante. Mais avec la montée en puissance de l'armée allemande prévue ici à 2,5 millions de soldats actifs et de réservistes, le Reich doit s'orienter vers les 5,5 millions de soldats actifs et de réservistes dont dispose l'armée française pour la même période.[468] Il faut y ajouter 1,5 million de Tchèques et de Slovaques, 1,5 million de Polonais et plus de 5 millions de soldats soviétiques en cas de guerre dans les deux camps. En 1936, le Ministre de la guerre du Reich, le maréchal von Blomberg, le commandant en chef de l'armée de terre, le colonel général von Fritsch, et son chef d'État-major, le général Beck, sont d'avis que l'armée de cent deux divisions qu'ils prévoient de créer ne sert qu'à assurer la sécurité du territoire et la souveraineté de l'Empire allemand.

À la **fin** de l'année **1936**, l'armée de terre compte **quarante divisions actives** plus une brigade de cavalerie et l**es cadres de quatre divisions de réserve et vingt et une divisions de sûreté**.[469] La constitution d'autres cadres de réserve est prévue jusqu'en 1940. Ainsi, la dague trop courte de la Reichswehr s'est transformée en quelques années en une lame effilée. Même si à cette époque, l'armée allemande est encore inférieure à l'armée française en nombre de divisions, de chars et de réservistes, elle devient elle-même un danger potentiel pour tous les pays voisins. De plus, le commandant en chef et le chef d'État-major de l'armée de terre sont d'avis depuis 1936 que l'Allemagne, si elle est attaquée sur deux fronts, devrait si nécessaire porter la guerre en contre-attaquant sur le territoire de l'agresseur, afin de préserver ses propres régions frontalières de la dévastation. Dans le jargon militaire, on parle ici de « défense stratégique menée de manière offensive ». Ainsi, à partir de la fin de l'année 1936, l'armée, qui doit uniquement servir à protéger l'Empire allemand, est capable

[467] MGFA, DR u. 2. WK, tome 1, page 432.
[468] Ploetz 2ème guerre mondiale, page 386.
[469] Hermann, page 435.

d'attaquer elle-même d'autres États. Ce n'est qu'avec le temps que Blomberg, Fritsch et Beck comprendront qu'Adolf Hitler, avec cet instrument des cent deux divisions actives et mobilisées prévues, ouvrira trois ans plus tard une guerre qui deviendra mondiale après seulement trois jours. Le premier d'entre eux à prendre concrètement conscience du danger est Beck en 1937.

1937-1939

Entre 1937 et 1939, l'armée de paix, initialement prévue avec quarante-trois divisions, passe à **cinquante et une divisions** suite à l'annexion de l'Autriche et des Sudètes. Parallèlement, les cadres des cinquante et une divisions de réserve, de défense territoriale et de sécurité prévues en cas de guerre sont constitués. L'annexion de l'Autriche en mars 1938 amène six divisions actives de l'armée fédérale dans les cent deux grandes unités prévues.[470] Le transfert des Sudètes, avec trois millions d'Allemands, dans le territoire du Reich en octobre 1938 permet la mise en place de deux autres divisions actives de l'armée de terre. L'annexion du reste de la Tchéquie en avril 1939, contraire au droit international, renforce encore l'arsenal de l'armée de terre en y ajoutant des armes, des munitions et l'industrie de l'armement. L'armée allemande reprend de l'armée tchèque dissoute des réserves d'équipement pour quinze divisions d'infanterie et l'équipement pour trois divisions blindées actives de la Wehrmacht.[471] Mais ce gain a un coût élevé. L'annexion du reste de la Tchéquie détruit le peu de confiance que l'on avait encore envers Hitler en Angleterre. Ainsi, le fait que la Grande-Bretagne se prépare désormais à une guerre terrestre contre l'Allemagne s'oppose à ce gain. Après l'invasion allemande de la Tchéquie, l'Angleterre réintroduit le service militaire obligatoire. Lors de la conclusion des accords de Munich six mois plus tôt, l'armée anglaise avait déjà commencé à mettre sur pied dix-neuf nouvelles divisions.[472] Pour le reste, l'Angleterre peut

[470] MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 1, page 443.
[471] MGFA, DR et 2ème Guerre mondiale, volume 1, page 444.
[472] Rassinier, page 214.

économiser sur ses propres forces armées, car en cas de guerre, elle dispose également des troupes des dominions, comme la France dispose de ses troupes issues de ses colonies. Ainsi, peu après le début de la guerre, des divisions d'armées du Canada, de l'Inde, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Afrique du Sud se battront aux côtés de l'Angleterre.

Conclusion

La construction rapide de l'armée de cent deux divisions peut être divisée en deux phases. Tout d'abord, jusqu'en 1936, face à l'énorme avance en matière d'armement de tous les pays voisins et à l'impression de menace que l'encerclement franco-belgo-polono-tchèque éveille dans le peuple allemand, une armée active de quarante divisions est créée, capable de protéger le Reich avec quelques chances de succès. À partir de 1937, l'armée active ne sera renforcée que par cinq autres divisions allemandes et sudètes ainsi que par les six divisions autrichiennes mentionnées plus haut, et ce pendant les trois années précédant la guerre. Cependant, à côté de cela, une armée de réserve tout aussi importante, composée de cinquante et une divisions de Landwehr, de sécurité, de réserve et d'infanterie de réserve, voit le jour, passant presque inaperçue aux yeux du public allemand.[473]

Avec une force armée constituée de cinquante et une divisions actives et de cinquante et une supplémentaires lorsqu'elles seront entièrement équipées et mobilisées, l'Allemagne a acquis une capacité d'attaque à laquelle aucun pays voisin – à l'exception de la France – ne peut résister. En Allemagne, ce n'est que lors du discours déjà cité de Hitler en novembre 1937 que la haute hiérarchie se rend compte que le Führer a l'intention de faire la guerre à l'Est à partir de 1943 environ pour acquérir des terres. Hitler ne parle toutefois à cette occasion que de l'Autriche et de la Tchéquie. La population, le corps des officiers et la masse des soldats ne le savent pas jusqu'à la fin de la

[473] Herrmann, page 435.

guerre. En Allemagne, l'illusion de la volonté de paix du gouvernement se nourrit d'une multitude d'« informations » et de sentiments. En font partie les fréquentes protestations de paix du Führer et sa retenue initiale face à la politique de minorité scandaleuse de la Pologne. Citons également le respect pour la puissance militaire française et les terribles souvenirs de la Première Guerre mondiale, qui vient de s'achever il y a vingt ans. Le secret entourant la croissance rapide de l'armée de réserve en fait également partie. Sans oublier la satisfaction de voir la prospérité augmenter à nouveau dans son propre pays. La population n'est pas prête à la mettre en péril par une nouvelle guerre.

En 1938, la Wehrmacht devient cependant une armée ambivalente, à la fois protectrice de l'Allemagne et dangereuse pour les États étrangers. Elle peut servir les deux objectifs en fonction de la politique étrangère du gouvernement du Reich. À partir de là, son utilisation et les abus sont possibles. Le commandement de l'armée pense à la protection du Reich et espère que le Führer ne franchira pas le « Rubicon »[474] malgré ses insinuations. Elle considère que les cent deux divisions atteintes en 1938-39 sont toujours appropriées au vu des forces armées des pays voisins. En 1925 déjà, alors que les voisins n'étaient de loin pas aussi bien armés, l'Office des troupes avait estimé que le chiffre de cent quatre divisions était nécessaire pour assurer une protection sûre du Reich.

En 1939, le conflit entre l'Allemagne, d'une part, et la Pologne, l'Angleterre et la France, d'autre part, court à la catastrophe. Au début de la guerre, il y a environ cent divisions allemandes d'active et de réserve contre environ cent françaises, quarante-sept polonaises et vingt anglaises. Une semaine avant le début de la guerre, l'Union soviétique, qui compte désormais quelque deux cent vingt divisions, quitte le camp des Britanniques, des Polonais et des Français.

---

474 En franchissant le fleuve Rubicon, César, venant de Gaule, fait irruption en Italie avec ses troupes en 49 av. J.-C. pour prendre le contrôle de Rome.

Planification de l'armée allemande jusqu'en 1938

Années et titres des plans	Divisions + brigades		Horizon de planification
	en temps de paix	Nbre total pour la guerre	
1928 oct. 1er plan d'armement	10	16	1932
1930 avril Missions de la Wehrmacht	10	21	1938
1932 déc. Plan de décembre	21	63	1938
1935 mars Mémorandum de l'Office des troupes	36	69	1938
1936 juin	43 + 1	99 +3	1941
1938	50 + 1	99 + 3	1943

Culpabilité et complicité

La course internationale aux armements à partir de l'année 1933, qui conduit à la victoire de l'Allemagne en Pologne en 1939, semble avoir eu pour seul résultat, pour les Allemands, de mener une guerre de conquête et, pour les alliés adverses, de l'empêcher. Mais le début du réarmement express après la Première Guerre mondiale se situe en dehors de la sphère allemande. Il se trouve dans l'armement des

Américains, des Britanniques, des Soviétiques et des Japonais et dans l'avance que les Français veulent conserver avec leur armée de terre, leur armée de l'air et leur flotte sur le continent et en Méditerranée occidentale. Les puissances citées ne respectent pas l'obligation qui leur est faite par le traité de Versailles de désarmer elles-mêmes. Elles rompent le traité avant que l'Empire allemand ne s'en détache. Elles ouvrent elles-mêmes les portes par lesquelles l'Allemagne se soustraira plus tard à son tour aux limitations d'armement du traité.

Après la Première Guerre mondiale, les **États-Unis** ne sont menacés par aucun autre État. Ils arment leur flotte à un rythme qui, même en 1933 et 1934, ne peut être justifié par la politique étrangère de Hitler. Il est évident que Roosevelt cherche d'abord à obtenir des emplois et à étendre sa puissance dans le Pacifique. En 1933, le gouvernement américain a besoin d'emplois pour plus de douze millions de personnes au chômage. La deuxième raison est la concurrence et l'influence du Japon sur les marchés d'Asie de l'Est. On ne peut pas supposer que le Président se soucie – comme il le prétend plus tard – de la protection de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde, compte tenu de la discrimination raciale pratiquée dans son propre pays à l'encontre des Noirs et des Indiens et de son alliance ultérieure avec la dictature inhumaine de la Russie. En 1933, le Président Roosevelt est manifestement déjà décidé à imposer la puissance des États-Unis par la guerre et les armes, si et où cela s'avérait nécessaire.

L'Angleterre réarme également ses forces navales et aériennes au début des années Trente, avant le changement de gouvernement en Allemagne. À cette époque, les Britanniques ne peuvent que craindre la flotte de bombardiers des Français et la prétention des Japonais à dominer le Pacifique occidental et méridional. Ni l'Allemagne ni l'Italie ne sont encore entrées en scène. La demande des chefs des forces armées de disposer de fonds supplémentaires pour l'armement dès la fin 1933 ne se justifie ni par un réarmement allemand déjà visible, ni par des revendications territoriales allemandes. L'origine de leur peur de l'Allemagne est sans doute davantage le sourd

pressentiment qu'un jour pas si lointain, l'Empire allemand pourrait redevenir la plus forte puissance du continent et qu'il réclamerait alors le butin colonial de l'Angleterre de 1919. Les Britanniques sont toutefois déterminés à ne pas céder au Japon leur domination étrangère sur Hong Kong, Singapour et les archipels du Pacifique Sud et à ne pas tolérer une nouvelle concurrence allemande. Ils poursuivent donc leur réarmement déjà en cours à partir de 1933, avec une justification différente, et l'intensifient à partir de 1935. Les Britanniques sont prêts à faire la guerre, si nécessaire, pour conserver leur domination sur les colonies et contre une nouvelle première puissance continentale d'Europe. Leur métropole n'est pas menacée.

L'armement de la **France** entre les deux guerres est en grande partie moyen et défensif. Ses préoccupations sont l'Allemagne et l'Italie. Les Italiens réclament des territoires en Savoie, en Méditerranée et en Afrique du Nord. Jusqu'en 1940, les Allemands ne demandent rien à la France, si ce n'est l'égalité des droits. Mais même celle-ci est incompatible avec la sécurité de leur propre pays du point de vue des Français. En France, il est presque impensable que les Allemands renoncent durablement à faire revenir les Alsaciens et les Lorrains germanophones, dans la mesure où ils le sont aussi, par une nouvelle guerre. La peur de l'Allemagne est donc un des fondements de la politique étrangère, de sécurité et d'armement de la France, et ce malgré toutes les déclarations de renoncement de Stresemann à Hitler.

Ainsi, les Français s'arment pour préserver leurs effectifs. La construction de la flotte sert en premier lieu à assurer la sécurité face au pays voisin, l'Italie, et celle de la ligne Maginot à se protéger d'une attaque de l'Allemagne. Mais – il faut le rappeler – la construction de la fortification Maginot commence dès 1930, alors que la France dispose de quarante-cinq divisions de paix et l'Allemagne de dix.

L'armement indirect des Français consiste à fournir à la Pologne et à la Tchécoslovaquie des crédits et des conseillers pour le réarmement de leurs armées dans le dos de l'Allemagne et à torpiller l'égalité des droits de l'Allemagne tant que celle-ci le peut.

Le réarmement de **l'Union soviétique** commence aux alentours de 1930. Les dirigeants de l'État ont plusieurs raisons de le faire. La première est liée à l'expérience des treize dernières années. En 1918, les troupes américaines, britanniques, françaises et japonaises interviennent dans la guerre civile russe. En 1918, les Américains, les Anglais et les Français s'emparent de Mourmansk, puis d'Arkhangelsk, mènent une guerre non déclarée pour « récupérer les livraisons antérieures de munitions et de biens d'approvisionnement à la Russie tsariste »[475] et ne quittent l'Union soviétique que deux ans plus tard. En Sibérie, ce sont les Américains et les Japonais qui participent à la guerre civile entre 1917 et 1922. La défaite de la grande Russie contre la petite Pologne en 1919 et 1920 n'est pas non plus oubliée. L'Union soviétique, pays aux longues frontières et aux distances énormes, a donc besoin d'une force armée conséquente.

La deuxième raison est le bolchevisme de la Russie. L'idéologie des Soviétiques est elle-même expansive et attire de nombreuses personnes en Europe, en Amérique et en Asie. Elle représente donc, d'une part, un danger insidieux pour les États étrangers et, d'autre part, la cible des soupçons des démocraties américaine et anglaise et de la méfiance de l'Allemagne nationale-socialiste. Le gouvernement soviétique doit ainsi craindre que l'Angleterre, l'Amérique et l'Allemagne veuillent se protéger elles-mêmes, l'Europe et le monde contre leur bolchevisme et l'envahissent un jour à cette fin. La France révolutionnaire avait déjà subi le même sort en 1791, lorsque les Habsbourg, la Prusse et le Piémont s'étaient alliés pour rétablir la monarchie en France. Ainsi, en 1930, la Russie se hâte de rééquiper ses forces terrestres et aériennes et, depuis 1936, sa flotte.

Le fait que les forces armées de l'Union soviétique ne servent pas uniquement à protéger le pays et le communisme ne se révèle à l'étranger qu'avec l'invasion des troupes russes en Pologne en 1939, peu après en Finlande et avec l'offensive de 1941 contre l'Allemagne.

---

[475] Dupuy et Dupuy, page 1000.

En **Allemagne**, la reconstruction réelle d'une armée ne commence qu'en 1933. Les gouvernements de l'Empire allemand jusqu'en 1932 s'efforcent, en ce qui concerne leur propre armée, de retrouver la pleine souveraineté en matière de défense dans leur pays et de reconstruire la capacité de se protéger militairement eux-mêmes. Les généraux de la Reichswehr et de la Wehrmacht considèrent que leur première tâche est naturellement de contribuer de leur mieux à ces deux objectifs. Ils reconstruisent d'abord secrètement, puis de manière encore camouflée et ouvertement à partir de 1935, l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine pour protéger le Reich. La violation du traité de Versailles et les infractions à la loi du Reich qui en découlent, avec le même texte, ne dérangent pas le gouvernement du Reich et le commandement de la Reichswehr. Trop souvent, les États vainqueurs n'ont pas respecté et violé les engagements pris dans les notes de Wilson et le texte du traité de Versailles lui-même.

Le réseau de traités militaires avec lequel la France prend en tenaille l'Empire allemand à partir de 1920 ravive la pensée militaire sur deux fronts en Allemagne. Même le traité de Locarno, avec la garantie de l'Allemagne pour les frontières de la France et le renoncement à l'Alsace-Lorraine, autrefois allemande, ne parvient pas à dissoudre le réseau étroitement tissé par la France. C'est ainsi que les dirigeants de la Reichswehr et de la Wehrmacht s'orientent vers les forces françaises dans leurs objectifs de développement des armées de terre, de l'air et de mer. La Reichsmarine doit garder ses distances par rapport aux Britanniques, que Hitler considère jusqu'en 1937-38 davantage comme des partenaires potentiels que comme des adversaires. Ce n'est qu'en 1938, lorsqu'un partenariat avec l'Angleterre n'est pas envisageable et que Londres laisse clairement entendre qu'elle se rangerait aux côtés de la France dans une guerre future comme celle de 1914, que la planification de la marine de guerre allemande est également adaptée aux exigences d'une guerre contre l'Angleterre.

Dès novembre 1937, les généraux allemands de haut rang pouvaient savoir que Hitler ne voulait pas utiliser cette grande force

armée uniquement pour protéger le Reich. Il parle ici de l'annexion de l'Autriche et de l'annexion de la Tchéquie. Les avertissements et les contradictions des généraux de haut rang depuis cette conférence avec Hitler ne les exonèrent pas de leur part de responsabilité dans les abus ultérieurs que Hitler fera finalement subir à la Wehrmacht. D'autres ont préparé le terrain pour tout cela. Les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale ont créé – peut-être sans le vouloir – des conditions pour le Reich allemand vaincu qui ressemblent beaucoup à une impasse. Elles n'ont pas réussi à remplacer à temps le traité de Versailles, perçu par les Allemands comme un traité de vengeance et d'expiation, par un ordre de paix acceptable à long terme pour l'Allemagne. Ils ont abusé de la Société des Nations pour cimenter l'incapacité de l'Allemagne à se défendre, au lieu de l'utiliser – comme prévu – comme forum pour un désarmement général en Europe. Ils ont fait en sorte que les Allemands aient besoin d'une force équivalente en s'armant de manière disproportionnée en temps de paix.

Les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale n'ont pas répondu aux offres initiales de Hitler de conclure des accords de limitation des armements, refusant ainsi à la légère toutes les chances de modérer le rythme des armements dans l'Empire allemand. L'accord naval germano-britannique proposé par Hitler montre qu'il aurait été possible d'agir autrement. Le réarmement de la Wehrmacht, entrepris à partir de 1932 et amplifié à partir de 1938, ne serait pas devenu réalité sans cet environnement étranger. Entre février 1932 et mai 1935, le gouvernement du Reich allemand a tout de même proposé à six reprises aux puissances victorieuses de renoncer ensemble et d'un commun accord aux armes offensives, de proscrire la guerre par bombardement, de supprimer les forces aériennes, de fixer le nombre de navires, de chars et de pièces d'artillerie lourde et de limiter la force aérienne allemande à 50 % de la force aérienne française et la flotte allemande à 35 % de la flotte britannique. Même si l'on peut douter que Hitler aurait par la suite respecté ses offres et les contrats correspondants, l'ensemble du processus montre que les

puissances victorieuses n'avaient pas le moindre intérêt à limiter leur propre armement, et ce à une époque où l'Allemagne ne leur donnait pas encore de raison de « contre-armer ». Même dans l'accord naval germano-britannique, seule l'Allemagne s'est imposé des contraintes. L'Angleterre était libre de s'armer comme elle le souhaitait.

FIN DE LA PARTIE UNE